

Débats

Le croisé sarcastique

Alain Finkielkraut se trompe de cible quand il dénonce la jeunesse...

par ERIC GHEBALI (*)

VOILA Alain Finkielkraut, dans son article du Monde du 4 septembre intitulé « Les nouveaux démagogues », parti en croisade contre la jeunesse et ceux qui veulent la séduire, jetant les uns et les autres dans le même panier. Dangereux amalgame qui consiste à dire qu'après tout Chirac et Deir c'est du pareil au même. Alain Finkielkraut devient, à force de fusiller les nouveaux démagogues et la fausse culture, l'incarnation de la V^e République s'arrogeant modestement le droit de donner à tous des leçons.

Ses propos, sous leur apparente évidence et simplicité, sont pleins d'ambiguïtés, d'amalgames, de glissements, dont on ne sait s'ils sont des sophismes ou des paralogismes. La nostalgie des élites qu'il exalte, trouve peu d'écho auprès des fans de Renaud et de Goldman, ravis d'apprendre que leur vie, leurs expériences, leurs problèmes, ont trouvé enfin une définition et un cadre : « L'âge bêta ».

Si Finkielkraut a parfaitement raison de fustiger les vieux singes d'une nouvelle cour auprès de Jackson et de Madonna, on voit mal pourquoi cet opprobre s'étend aux jeunes eux-mêmes et pourquoi la manifestation (il est vrai un sentiment déplacé) en faveur de NLR devrait discréditer toute une jeunesse.

En vérité, on agit ici le chiffon rouge du fascisme selon une équation bien simplette : jeunes en masse sans but réel, égarés, défini « fascisme assuré ». Les régimes totalitaires et fascistes ont bâti leur puissance sur l'exaltation de la jeunesse, mais c'était une jeunesse en uniforme, bien différente de celle des concerts de la Bastille ou du parc de Sceaux.

Ce qui anime en filigrane le discours de notre auteur, c'est véritablement une vision fasciste du monde : un concept du devenir mettant face à face

Un comportement autoritaire

Les jeunes ont peut-être découvert bien involontairement le secret de la fin des siècles. « Le principe du tout se veut est un principe de réalité » (A. Finkielkraut, le Nouvel Observateur, 28 septembre 1986). Quelle épouvantable erreur de confondre la génération morale avec celle des chemises brunes !

Ce qui transparaît dans ce discours, c'est un comportement autoritaire, qui se traduit contre la disparition d'un monde fortement hiérarchisé. Le vieux monde disciplinaire s'effrite, l'espérance est dans la spontanéité d'une jeunesse qui se méfie des appareils, des hiérarchies, des donneurs de leçon et qui se reconnaît dans les combats ponctuels sur des buts clairement définis.

La jeunesse est moins narcissique que soumise de son avenir, de notre avenir. Et si elle a du mal à définir ce qu'elle souhaite, elle sait tout au moins ce qu'elle ne veut pas : ces fameuses valeurs au nom desquelles se font les guerres. La vraie culture tant vantée et regrettée n'a pas empêché l'Allemagne de Goethe et de Hölderlin de sombrer dans la barbarie. Cette jeunesse mérite mieux que des sarcasmes.

(*) Secrétaire général de SOS Racisme.

Un projet pour un budget

Depuis 1986, les jalons du redressement économique ont été posés. Il faut maintenant une stratégie pour le développement.

par EDMOND ALPHANDÉRY et BRUNO DURIEUX (*)

AVANT que ne s'engage la discussion budgétaire pour 1988, nous devons nous interroger sur les problèmes fondamentaux de notre économie. Les priorités qui en découlent pour la politique budgétaire n'en apparaîtront que plus clairement.

Trois indicateurs économiques doivent retenir l'attention : le solde de la balance commerciale qui marque une détérioration rapide et continue de notre compétitivité ; l'évolution de l'investissement productif ensuite, qui — en dépit d'une certaine reprise — ne permet pas de combler le retard massif accumulé entre 1981 et 1985, par rapport à nos concurrents ; le niveau des taux d'intérêt réels, enfin, qui demeure le plus élevé des grands pays industrialisés.

L'économie française subit un processus qui la maintient dans une situation de stagnation relative. Ce mécanisme, auto-entretenu, mérite d'être démonté : de l'insuffisante compétitivité de nos entreprises résulte une dégradation de nos échanges extérieurs (masquée momentanément par la « manne pétrolière » aujourd'hui épuisée) ; le franc reste, dès lors, une monnaie vulnérable ; pour assurer la stabilité, les autorités monétaires doivent pratiquer une politique de taux d'intérêt élevés ; l'investissement, compte tenu de la structure financière encore précaire des entreprises, s'en trouve pénalisé, les placements financiers apparaissant plus attractifs.

En conséquence, l'appareil productif ne parvient pas à rétablir sa compétitivité. La politique économique doit s'efforcer d'interrompre ce processus. C'est un enjeu prioritaire et urgent.

Le gouvernement, qui est entré en fonction alors que ce mécanisme pervers jouait depuis longtemps déjà, a maintenu les orientations salariales de ses prédécesseurs. Il a supprimé de nombreuses réglementations mises en place en 1981 dans le domaine des prix, des changes et du marché du travail. Il a engagé, en outre, une politique d'allègements fiscaux en faveur des entre-

prises. Mais, faute de renouvellement, de modernisation et d'élargissement suffisants de leurs capacités de production, beaucoup d'entre elles demeurent en retard par rapport à leurs concurrents. C'est, de toute évidence, à ce niveau que se situe notre handicap et que s'alimente le processus que l'on vient d'évoquer.

Il serait hasardeux de chercher à y échapper en mettant en œuvre une politique salariale plus restrictive. L'équilibre économique s'établirait alors à un niveau d'emploi trop faible, socialement insupportable. Pour en sortir, nous devons donc nous engager résolument dans la voie d'une politique active en faveur de l'investissement. Dans la répartition du revenu national, il s'agit d'augmenter la part qui va à l'investissement et à l'épargne. Désormais, l'investissement des entreprises doit croître nettement plus vite que la consommation des ménages.

« Capital humain » et compétitivité

N'oublions pas qu'il y a quinze ans, au temps du plein emploi, le partage du PNB en faveur de l'investissement était, par rapport à celui d'aujourd'hui, supérieur de 3 %. Un chiffre qui peut apparaître négligeable, mais qui est en réalité considérable : concrètement pour retrouver le rythme d'équipement d'avant la crise, les entreprises devraient majorer leurs investissements de l'ordre de 150 milliards ! A titre de comparaison, le total de l'impôt sur les sociétés rapporte quelque 100 milliards.

Que l'on ne se méprenne pas sur le sens que nous donnons au concept d'investissement. Il n'est nullement limité aux seules machines. Il concerne aussi les investissements immatériels : la recherche, les réseaux commerciaux, l'informatique... Il ne saurait être question non plus de négliger la formation, car cet

investissement en « capital humain » est indispensable pour redresser notre compétitivité et résorber le chômage (notre retard considérable vis-à-vis de l'Allemagne fédérale, en particulier en matière d'apprentissage, se retrouve dans notre taux de chômage des jeunes de moins de vingt-cinq ans : 25 % en France contre 9 % en RFA).

Le déficit et les impôts

Proposons-nous une politique dirigée, tatillonne, qui pèse sur les choix des chefs d'entreprise ? Passés les grands choix de la politique économique nous entendons évidemment laisser les entreprises totalement libres de leur décision. La stratégie que nous proposons définit à l'échelon macroéconomique s'affirme pleinement libérale au niveau des décisions microéconomiques.

Sa dimension budgétaire comporte deux aspects : le niveau du déficit et l'affectation des baisses d'impôt. La diminution du déficit budgétaire est prioritaire pour trois raisons : elle est une condition de la décade des taux d'intérêt ; elle constitue un préalable aux allègements d'impôt qui ne sauraient être artificiels, voire provisoires ; sans elle, enfin, la réduction de la dette de l'Etat ne pourra pas être obtenue. Pour être durable, cette baisse du déficit doit résulter de la maîtrise des dépenses et non de recettes au caractère conjoncturel ou exceptionnel.

Pour contribuer pleinement au redressement de la compétitivité, les baisses d'impôt doivent profiter en priorité aux entreprises. Certes, les ménages ne peuvent rester absents des préoccupations des pouvoirs publics. Et s'il faut rechercher une meilleure répartition de la charge de l'impôt sur le

revenu entre les contribuables, il n'est pas prioritaire d'en réduire encore le poids global. L'allègement de la fiscalité sur les particuliers passe par la baisse de la TVA nécessaire pour préparer l'entrée de la France dans le marché unique européen.

Quant à la fiscalité des entreprises, quatre directions sont prioritaires :

La palette des instruments qui a été utilisée avec l'efficacité que l'on sait par nos partenaires (amortissement accéléré, crédit d'impôt) doit être employée pour assurer un sursaut de nos investissements productifs.

La taxe professionnelle doit être aménagée de manière à en supprimer les effets nuisibles à l'investissement et à l'emploi. Nous devons en outre inciter par la voie fiscale les entreprises à conduire une politique ambitieuse de formation professionnelle à l'instar de nos voisins d'outre-Rhin. Il faut y consacrer les moyens financiers nécessaires.

Nous devons enfin alléger le coût du travail. Les entreprises françaises supportent la charge de la politique familiale. Est-ce encore concevable dans le contexte actuel ? Ne faut-il pas aujourd'hui les alléger de ce fardeau ? Le financement des prestations familiales incombe à l'Etat. La budgétisation progressive de ces dépenses doit s'accompagner d'une baisse des cotisations correspondantes, pour le plus grand bien non seulement des entreprises, mais aussi des salariés.

Depuis mars 1986, le gouvernement, par sa politique de libéralisation et de privatisation, a posé, dans un contexte difficile, les jalons du redressement. Mais notre propre diagnostic sur l'état de l'économie française nous conduit à souhaiter des choix plus rigoureusement affirmés. Il nous paraît, en particulier, nécessaire, pour les années à venir, de mener une politique budgétaire construite autour de priorités clairement définies dans le cadre d'une stratégie de développement économique pour l'emploi.

(*) Respectivement député (UDF) du Maine-et-Loire et député (UDF) du Nord, membres de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Au Courrier du Monde

RÉPLIQUE

Le sort de Rudolf Hess

Après la publication du point de vue du pasteur Gabel, aumônier de la prison de Spandau, sur le sort de Rudolf Hess (le Monde du 28 août), M. Alain Sauvage nous écrit notamment :

Je ne conteste pas l'opinion du pasteur Gabel. Mais je ne la comprends pas. Je veux dire qu'à part une série d'affirmations indignées, bien qu'exprimées avec une certaine retenue, je ne trouve pas le moindre argument qui puisse me permettre de me forger un avis sur cette indignation.

Rudolf Hess fut condamné à perpétuité. Je suppose que ses juges savaient

alors qu'il vieillirait et que c'est sciemment qu'ils incluaient dans la peine l'automne de cet homme. Je suppose aussi que Rudolf Hess, quand il paraissait comme responsable du Reich, savait que ce jour viendrait où il aurait à répondre de ses choix. Je suppose encore qu'un pasteur ne confond pas « le sort qui s'acharne sur Rudolf Hess au-delà de la mort » avec celui que les victimes du nazisme ont subi pendant leur vie et jusqu'à la mort.

A une époque où l'on cherche trop souvent à ériger ce qui s'est passé en Europe dans le second quart du siècle,

je voudrais savoir en quoi étaient dégradées les conditions de détention de Rudolf Hess, en quoi cette détention déshonorait les Alliés, en quoi ce châtiment ne contribuait pas à l'expiation des crimes dont il fut solidaire... Dire que l'homme était devenu vieux et malade, qu'il était devenu opposé à toute violence, qu'il s'était converti en quelque sorte, ne paraît tellement court. Dire qu'il eût fallu pardonner et dès lors faire ses volontés en le libérant et en l'incriminant où il voulait, au nom du Dieu de pardon, me paraît, en outre, terriblement orgueilleux. Dieu pardonne, s'il veut. Ni les Alliés ni le pasteur Gabel n'avaient à le faire à sa place. Seule chacune des victimes directes du nazisme pouvait, dans le secret d'elle-même, octroyer ce pardon. Et cela n'impliquait pas nécessairement la libération.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article de Pierre Drouin (le Monde du 15 septembre) sur le livre de Guy Sorman, la Nouvelle Richesse des nations, à propos de l'ouvrage cité, le Revanche du tiers-monde, il fallait lire du démographe (et non démocrate) Jean-Claude Chesnais (et non Jean-Claude Chesnais).

TABAGISME

La fumée des autres

C'est avec un grand intérêt que j'ai lu l'article des professeurs Jean Bernard et Maurice Tubiana sur le tabagisme, « Désastre sanitaire », dans votre numéro du 3 septembre.

Les non-fumeurs, dont je suis, sont considérés comme des gêneurs sinon comme des associés, et leurs contraintes et légitimes demandes sont, le plus souvent, traitées par le mépris, au sens strict du terme. Quand on ne supporte pas la fumée, on est accusé d'intolérance.

Il n'existe à Paris, en dehors des grandes cérémonies qui disposent de salles spéciales, qu'un seul restaurant pour non-fumeurs et, dans la plupart des bureaux, la fumée règne. Une de mes jeunes amies, trente-deux ans, dont le beau-frère vient de mourir à quarante-quatre ans

d'un cancer des poumons, laisse trois enfants, est contrainte de travailler dans un bureau enfumé et peut d'autant moins lutter... que son chef fume.

Le mauvais exemple des héros

Dans les lycées, s'il est interdit de fumer en classe, les cours de récréation sont de vrais fumoirs, d'autant que nombre de professeurs donnent l'exemple, que la salle des professeurs est toujours pleine d'un épais nuage qui interdit l'entrée aux collègues allergiques et que certains mêmes, surtout dans les ateliers des lycées techniques, ne se gênent pas pour fumer pendant les cours.

Bien que mon expérience du cinéma soit assez limitée et qu'on ne puisse donc la prendre comme critère, je n'ai vu qu'un seul film où personne ne fume les Nuits de la pleine lune, d'Eric Rohmer. Dans tous les autres films que j'ai vus, les héros ne cessent de boire et de fumer, comme d'ailleurs dans la plupart des romans, policiers ou autres, dans des proportions telles qu'on se demande comment ils en trouvent la force et le temps. Cet état, on a fait grand bruit autour de la mise en scène du Misanthrope à la crypte Sainte-Agnès et, pour en souligner la modernité, on précisait que les personnages fumaient, détail qui a suffi à me dispenser de voir Molière enfumé.

GILBERTE PIMOUILLE (Paris).

LE MONDE diplomatique

Septembre 1987

ÉTATS-UNIS

SERVICES SECRETS, « HÉROS » ET SUBVERSION

Depuis trente ans, dans leur combat planétaire contre la subversion, les services secrets américains ont associé des cœurs purs à des aventuriers ou à des escrocs. Ces nouveaux croisés du « monde libre » ont fait des ravages, de Cuba au Laos et au Vietnam, jusqu'à l'Iran et à l'Amérique centrale. Le Monde diplomatique raconte leur histoire et démonte la logique qui a fait naître de telles pratiques.

TECHNOLOGIE

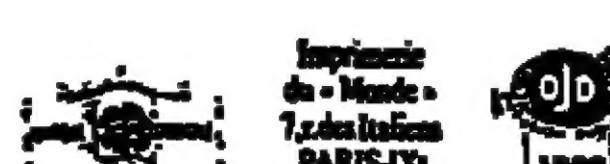
LA GUERRE DES NORMES

Les normes appliquées aux produits industriels sont trop souvent utilisées pour protéger les marchés nationaux. Elles constituent une véritable barrière à la mise en place en 1992 du marché unique. Pour faire face à l'agressivité commerciale des États-Unis et du Japon, l'Europe a intérêt à harmoniser ses normes industrielles. Trois cas concrets le prouvent.

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81



Reproduction interdite de tous les articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général :
Bernard Waut.

Rédacteur en chef :
Daniel Veret.
Correspondant en chef :
Claude Sakai.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 3615 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 Paris
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays, for \$4.00 per year by Le Monde c/o Speedpost, 45-48 38th Street, L.I., NY 11104. Second class postage paid at L.I. and additional offices. NY postmaster send address changes to Le Monde c/o Speedpost USA, P.O. 45 45 38th Street, L.I., NY 11104.

ملكو من لاند

Le voyage de Jean-Paul II aux Etats-Unis

« Le monde est à votre merci » déclare le pape aux représentants de la communication réunis à Hollywood

Jean-Paul II est arrivé, mardi 15 septembre, à Los Angeles, le plus important diocèse des Etats-Unis. C'est là que devait avoir lieu, mercredi, la rencontre la plus attendue de ce trentième voyage hors d'Italie : celle qui réunissait les évêques de tout le pays pour débattre des

divergences entre Rome et l'Eglise américaine. Le pape, qui a prononcé un important discours destiné aux médias, sous forme de véritable « encyclique sur la communication », est attendu le 17 septembre à San-Francisco, prochaine étape de son voyage en Californie.

LOS ANGELES
de notre envoyé spécial

Sur la douzaine de kilomètres parcourus par la « papamobile » jusqu'au centre de Los Angeles, la foule des sympathisants agitaient, puis lâchaient vers le ciel des ballons jaunes et bleus (les couleurs du Vatican) qu'on a vu jusqu'à présent. Après un discours à la cathédrale Sainte-Vibiana, puis un dialogue en « multiplex télévisé » avec des jeunes de quatre villes américaines (Los Angeles, Denver, Portland et Saint-Louis), et avant la messe du jour célébrée au Coliseum (où ont eu lieu les Jeux olympiques de 1984), le pape s'est adressé à environ mille cinq cents personnes réunies dans le grand salon de l'hôtel Registry, lui-même situé dans le complexe des productions cinématographiques Universal à Hollywood.

C'était évidemment le lieu où il fallait se montrer cet après-midi. Beaucoup de figures très connues, même si, à l'évidence, par un étrange paradoxe d'une époque où « parler et agir au nom de Jésus peut valoir le ridicule » (Jean-Paul II à la cathédrale de Sainte-Vibiana), les personnalités les plus connues s'affaissaient devant celle du visiteur.

On reconnaissait ainsi les acteurs Shirley McLaine, Charlton Heston, Bob Hope ; des maîtres de la production cinématographique et discographique : Lew Wasserman, de la MCA, chargé d'accueillir le pape ; Mark Canton, président de la Warner Bros ; Patricia et Roy Disney, vice-président de la compagnie Walt Disney ; David Bernam, président de l'EMI ; Frank Mancuso, président de la Paramount ; le producteur Dino de Laurentiis ; les metteurs en scène John Frankenheimer et Peter Bogdanovich ; le gratin de la télévision, de la radio, de l'édition et, bien entendu, de la presse écrite.

Tous ont entendu quelques paroles, d'autant plus frappantes qu'elles étaient énoncées sans bégaiement. Le discours de Los Angeles fut en effet le plus important que Jean-

Paul II ait jamais prononcé sur ce sujet depuis son accession au pontificat. Pourquoi cette rencontre tout d'abord et en ce lieu ? « Vous représentez l'un des éléments les plus importants de l'influence de l'Amérique dans le monde. Vous fournissez les histoires que les gens racontent, les chansons qu'ils chantent. Vos plus petites décisions peuvent avoir un impact global. Comment utiliser ce pouvoir comme tout le monde le fait ? »

« Vous avez d'innombrables possibilités dans le monde, d'effrayantes possibilités de détruire, c'est la différence entre la mort et la vie. »

La vie, c'est « la beauté, la révélation de ce qui est noble et élevé dans l'homme ; la promotion de la justice et de la vérité ». La mort : « Le sexe déshumanisé par la pornographie ou simplement par une attitude complaisante ; l'appât pour le matérialisme et la consommation, ou l'individualisme irresponsable ; la colère et l'esprit de vengeance à travers la violence. »

Droits et devoirs

An passage, Jean-Paul II observe que c'est le même amendement à la Constitution américaine qui garantit la liberté de la presse et celle de la pratique religieuse. Il rappelle le document fondamental du Vatican II qui établit l'appui de l'Eglise au principe du « droit à l'information sur les sujets qui touchent les gens ». Jean-Paul II avait à cœur d'annoncer à ces personnalités qui forment, sinon elles-mêmes, du moins le groupe socio-professionnel auquel elles appartiennent, un des nouveaux durs du scepticisme américain : « L'Eglise n'est ni hostile à la liberté de la presse, ni au progrès technologique. L'horreur n'est pas la technologie, mais la technologie qui est utilisée pour détruire la vie humaine. »

Mais « des droits impliquent des devoirs correspondants, à nature même expliquée le pape ; l'exercice convenable du droit à l'information exige que le contenu communiqué soit exact et — dans les limites de la justice et de la charité (1) — complet. Toute manipulation de la vérité doit obligatoirement être évitée ».

Cette liberté d'information ne doit pas non plus être à sens unique. « En tant que communicateurs, vous devez écouter autant que parler. » Rappelant un propos de Paul VI, il déclare : « Nous ne vous demandons pas de jouer les mor-

Les entretiens de M. Chevardnadze à la Maison Blanche

Une répétition pour « des accords encore plus historiques »

WASHINGTON
de notre correspondant

Assis côte à côte au soleil dans la roseraie de la Maison Blanche, MM. Shultz et Chevardnadze, les ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis et de l'URSS, signent un bel et bon accord destiné à éviter la guerre. La scène, charmante, n'est pas imaginaire : les deux responsables ont réellement signé, le mardi 15 septembre à Washington, un texte préparé de longue date et destiné à prévenir les risques de guerre nucléaire accidentelle (1).

Ce n'était pourtant qu'une gentille répétition pour un spectacle encore à venir, celui de la signature de réels accords de désarmement entre les deux superpuissances : d'abord, à bref délai sans doute, sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire, puis, si tout va bien, un texte sur les armes stratégiques. Le président Reagan, qui assistait à la cérémonie, n'a pas manqué de dire qu'il attendait ce jour où lui-même et M. Gorbatchev signeraient « des accords encore plus historiques que notre recherche commune de la paix ». Et M. Chevardnadze, naturellement, s'est exprimé dans le même sens.

Mais il y a encore beaucoup de pain sur la planche. Comme l'a dit le ministre soviétique à l'issue de sa première journée d'entretiens (tête-à-tête avec M. Shultz, conversation et déjeuner avec M. Reagan, puis nouvel entretien avec le secrétaire d'Etat en présence des principaux experts), il y a un « désir » d'aboutir. « Mais le désir ne suffit pas ». Il a ajouté qu'il était « aussi optimiste » qu'à son arrivée à Washington mais « pas plus ».

De part et d'autre, on se félicite de l'atmosphère « très construc-

tive », selon le ministre soviétique, « très propice à des progrès », selon un haut responsable américain.

Depuis Moscou, pourtant, une dépêche de l'agence Tass est venue gâcher un peu ce climat. L'agence soviétique a réagi négativement au nouveau projet de traité FNI présenté lundi à Genève par les Etats-Unis, alors même que ce projet contient apparemment quelques concessions américaines, entre autres à propos du calendrier de l'élimination des missiles. Les Etats-Unis renonceraient notamment à exiger des Soviétiques, qui disposent de beaucoup plus de fusées, qu'ils commencent par réduire leur nombre unilatéralement.

Jean-Paul II a remis au président Reagan de la part du secrétaire général du PC soviétique un document d'ailleurs aucune proposition de date. De part et d'autre, on souligne toujours qu'un tel sommet serait hautement souhaitable, mais pas forcément aussi proche qu'on le pensait encore récemment. Le mois de novembre paraissait probable, mais il faudra peut-être attendre quelques semaines de plus ; la fin de l'année semblait constituer une date better.

JAN KRAUZE

La guerre du Golfe

Il reste encore deux jours à MM. Shultz et Chevardnadze pour régler les principaux points de désaccord sur les FNI et tenter de débloquer la voie pour un futur accord sur les armements stratégiques. Il sera aussi question du Golfe (les Américains voudraient convaincre les Soviétiques de s'associer à un embargo sur les ventes d'armes à l'Irak) et des droits de l'homme. Vaste programme qui n'empêche pas qu'on prenne aussi le temps de vivre. Ainsi, mardi soir, M. Shultz a emmené son hôte faire une mini-croisière gastronomique sur le Potomac, pendant que les experts — parmi lesquels MM. Paul Nitze et Viktor Karpov — continuaient à parler boutique.

Mais, dès à présent, il paraît douteux que l'annonce la plus attendue celle de la date du sommet Reagan-Gorbatchev — puisse être faite avant le départ de Washington de M. Chevardnadze, prévu pour

Confirmation de M. Sessions à la tête du FBI. — La commission judiciaire du Sénat s'est prononcée, mardi 15 septembre, à l'unanimité, pour la confirmation au poste de directeur du FBI de M. William Sessions, qui avait été désigné par le président Reagan, en juillet dernier, pour remplacer l'ancien directeur, William Webster, nommé depuis à la tête de la CIA. Salué par les sénateurs, y compris les plus libéraux, pour son « indépendance de vue » et sa « justice et la rigueur de ses jugements », M. Sessions, âgé de cinquante-sept ans, avait été nommé juge fédéral par le président Gerald Ford, en 1974. Auparavant, il avait occupé les postes de procureur fédéral et de chef de la division des affaires criminelles au département de la justice. Nommé à la tête du FBI pour dix ans, il aura la difficile tâche de continuer le travail, entrepris par M. Webster, d'« assainissement » d'une agence aux pouvoirs parfois exorbitants ces dernières années. — (AFP, UPI.)

Les réserves du général Galvin. — En cas d'accord américano-soviétique, le démantèlement des missiles nucléaires de portée intermédiaire (FNI) devrait « se faire en quelques années et non en quelques mois », a déclaré mardi 15 septembre à Fellingboon, nord de la RFA le nouveau commandant en chef des forces de l'Alliance atlantique en Europe (SACEUR), le général John Galvin. Le général a exprimé la plus grande prudence au sujet des conséquences d'un éventuel accord sur les FNI (500 à 5 000 kilomètres de portée). Il a reconnu que la suppression des Pershing-2 et des missiles de croisière « ferait courir un risque » aux pays de l'OTAN. Il a également regretté la non-modernisation et l'abandon à terme des sous-marins Pershing-1A (750 kilomètres de portée) de l'armée américaine promises par la RFA pour répondre à une revendication soviétique. — (AFP.)

Conformément à l'accord de Stockholm

Les Américains ont inspecté des manœuvres soviétiques

Pour la première fois, les Etats-Unis ont mis en application les accords de Stockholm sur la détention en Europe en inspectant par surprise des troupes soviétiques en manœuvres en Biélorussie à la fin août, a indiqué, mardi 15 septembre au camp d'entraînement de l'OTAN d'Ostenholz (dans le nord de la RFA), un porte-parole militaire américain.

Le Royaume-Uni a suivi l'exemple américain peu après, le 11 septembre, en exigeant l'envoi d'une mission d'inspecteurs militaires pour des manœuvres en Allemagne de l'Est, a indiqué de son côté un porte-parole britannique.

L'accord de Stockholm, signé par trente-cinq pays (l'Europe, sauf l'Albanie, plus les Etats-Unis et le Canada) en novembre 1986, dans le prolongement de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), prévoit l'envoi d'observateurs militaires de chacun des pays signataires pour toutes les manœuvres engageant plus de 17 000 hommes.

Pour les exercices impliquant de 13 000 à 17 000 soldats, ce qui était le cas des manœuvres terrestres organisées dans la région de Minsk par l'armée soviétique, du 25 août au 7 septembre, comme de l'exercice soviéto-est-allemand ultérieur, il n'est prévu qu'une simple notification. — (AFP.)

Le plan de paix en Amérique centrale

Le président du Costa-Rica multiplie les tentatives de médiation

SAN-JOSÉ
de notre correspondant en Amérique centrale

Pour la deuxième fois en huit jours, le président costaricien, M. Oscar Arias, a reçu lundi 14 septembre à San-José les représentants de la guérilla salvadorienne, dans l'espoir de faciliter l'ouverture d'un dialogue entre ces derniers et le président démocrate-chrétien, M. Napoleon Duarte. La réunion a duré quatre heures et a été qualifiée de « très fructueuse » par tous les participants, qui ont évoqué la possibilité d'une rencontre avec le président Duarte avant la fin du mois. Cette réunion s'inscrit dans le cadre des accords de paix signés à Guatemala le 7 août par les cinq pays d'Amérique centrale.

La première rencontre, le 7 septembre, avait permis, selon les mots d'un des participants, de « débayer le terrain et de faire connaissance ». A cette occasion les guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et leurs alliés politiques du Front démocratique révolutionnaire (FDR) avaient confirmé leur appui au plan de paix, « première étape pour parvenir à une solution politique au Salvador ». Ils avaient fait part de leur accord pour un dialogue « sans conditions préalables », rappelant qu'ils étaient disposés à négocier un cessez-le-feu mais pas à n'importe quel prix.

Cette fois, les rebelles (MM. Guillermo Ungo et Ruben Zamora pour le FDR, MM. Salvador Araya et Mario Lopez pour le FMLN) et le président Duarte ont fait, semble-t-il, quelques pas de plus vers le dialogue grâce à la médiation du président Arias. Ce dernier a consulté par téléphone le président Duarte à deux reprises au cours de la réunion, en présence des dirigeants de la guérilla, ce qui avait permis de lever certains obstacles et de faire progresser la négociation, malgré la réserve des militaires salvadoriens, qui, devant l'effacement de la guérilla sur le terrain, seraient plutôt favorables à la poursuite de la lutte armée.

Activité diplomatique sans précédent

Le ministre costaricien des Affaires étrangères, M. Rodrigo Madrigal, a cependant tenu à tempérer l'optimisme constaté à l'issue de la rencontre de San-José. « Nous sommes parvenus à un terrain d'entente sur les grandes lignes en vue d'un dialogue », nous a-t-il déclaré. « Mais tout peut encore s'écrouler lorsqu'il faudra négocier les détails car les deux parties sont très susceptibles. »

Depuis quelques semaines, bien que l'activité militaire n'ait pas diminué pour autant, l'Amérique centrale connaît une activité diplomatique sans précédent. Le Costa-

Rica, qui est à l'origine du plan de paix adopté à Guatemala, est au centre de toute cette activité. Avant de commencer la guérilla salvadorienne, le président Arias avait reçu les dirigeants de l'opposition armée nicaraguayenne, la Contra. Il a également accueilli un nombre impressionnant de membres du Congrès des Etats-Unis, qui défèrent sur l'Amérique centrale pour essayer de comprendre la problématique régionale — en sejoignant quelques heures à peine dans chaque capitale, — en vue du débat sur le renouvellement de l'aide financière de Washington en faveur des « contras ».

La visite de certains congressistes conservateurs a donné lieu à quelques incidents. La semaine dernière, le représentant républicain de New York, M. Jack Kemp, a tenté, sans succès d'ailleurs, de faire entrer au Costa-Rica, à bord de son avion, le principal dirigeant militaire de la Contra, M. Adolfo Calero, qui est interdit de séjour dans ce pays soupçonné de préserver sa neutralité dans le conflit nicaraguayen. Sans doute pour mieux préparer la rencontre avec M. Arias, M. Kemp avait déclaré, lors d'une échelle préalable au Salvador, que le plan de paix n'était qu'un « morceau de papier ». Malgré tout, selon M. Kemp, la réunion avec M. Arias fut « cordiale ».

La presse régionale, en particulier au Nicaragua, a dénoncé « l'arrogance » des congressistes américains et des organisations conservatrices

Octobre !
le mois de la reprise
chez **NEUBAUER**



REPRISE DE VOTRE VOITURE
5555 f au moins
pour tout achat
d'une **PEUGEOT neuve***
en livraison immédiate

NEUBAUER

* sans aides fiscales

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

budget
pas été posés.
développement.

revenu entre les contribuables. Il n'est pas prioritaire d'en réduire le poids global. L'allégement de la fiscalité sur les particuliers passe par la hausse de la TVA nécessaire pour préparer l'entrée de la France dans le marché unique européen.

Quant à la fiscalité des entreprises, quatre directions sont prioritaires :
La palette des instruments qui s'est enrichie avec l'effacement des fusions doit nous permettre d'encourager les créations, d'attirer un surcroît de capitaux productifs.

La taxe professionnelle doit être aménagée de manière à en supprimer les effets pervers : l'investissement et le développement. Nous devons en outre lutter par la voie fiscale les entreprises à conduire une politique d'investissement de formation professionnelle à l'extérieur de nos régions d'origine. Il faut y consacrer les moyens financiers nécessaires.

Nous devons enfin alléger le coût du travail. Les entreprises françaises supportent une charge de la politique familiale. Elles en ont conscience. Elles ont encore concevable dans le contexte actuel ? Ne faut-il pas aujourd'hui les alléger de ce fardeau ? Le financement des prestations familiales incombe à l'Etat. La budgétisation progressive de ces dépenses doit accompagner d'une baisse des cotisations correspondantes, pour le plus grand bien non seulement des entreprises, mais aussi des salariés.

Depuis mars 1986, le gouvernement, par sa politique d'investissement et de privatisation, a été dans une optique d'investissement. Mais, notre propre diagnostic, celui de l'économie française, conduit à souhaiter des investissements rigoureusement effectués. Il faut, en particulier, encourager les entreprises à venir de nos régions. La politique d'investissement doit être définie, de manière à une stratégie de développement économique pour l'ensemble du territoire.

Il est que mon expérience de vingt ans soit assez riche et que on ne puisse donc la prêter à un autre. Je n'ai pas le droit de me faire le porte-parole d'un autre. Dans tous les cas, je suis sûr que je vais les faire connaître de bon et de mal, comme d'ailleurs c'est le rôle des romans, poèmes ou autres dans des proportions telles qu'on se demande comment on peut trouver la force et la volonté. C'est sûr, on a fait grand bruit autour de la mise au point du « roman » à la carte. Mais, après tout, pour en savoir plus, on peut aller voir les romans de la collection de la Bibliothèque de la Pléiade. Ils sont tous très intéressants, et on peut en lire un peu tous les jours.

GILBERTE PIMOULE
(Paris)

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36 16 - Pages 120000

Le Monde
PUBLICITE
1, rue de Valenciennes, 75007 Paris
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MOU-DPT à 20x 13x F

Le Monde (1987) 165 512 x 115 x 115 mm
Imprimé en France par la Société d'Imprimerie de la Région de Paris
45 45 390 512 x 115 mm
1104 Couverture (1987) 115 x 115 mm
Imprimé en France par la Société d'Imprimerie de la Région de Paris
45 45 390 512 x 115 mm

IL Y A TROIS RAISONS A L'AUGMENTATION REGULIERE DE L'AUDIENC D'UN MAGAZINE.

1 il est intéressant à lire.

2 il est intéressant à lire.

3 il est intéressant à lire.

Le Nouvel Obs est un magazine vivant, bien écrit et intéressant à lire. Résultat, il progresse. La preuve : + 8,3 % au CESP 87 (1 749 000 lecteurs). Et sur Paris-Surface le Nouvel Obs reste le 1^{er} des news en moyenne cumulée depuis le début de l'année avec une progression de 20 %.

N.B. Moyennes Paris-Surface cumulées du 1^{er} janvier au 31 août 87.

	Moy. cumulées 87	% moy. cumulées
Le Nouvel Observateur	27 022	+ 20,36
L'Événement	26 887	+ 11,43
L'Express	22 954	- 7,07
Le Point	24 016	- 13,86

	CESP 87
L'Express	2 155 000
Le Nouvel Observateur	1 749 000
Le Point	1 672 000
L'Événement	927 000

**le nouvel
Observateur**
UN REGARD INTELLIGENT

Asie

encouragé par le
ricain sur le T

كاتبه: محمد إسماعيل

PICARD
LES ASSURÉS QUI SONT

Asie

A la veille d'un séjour aux Etats-Unis

Le dalaï-lama se dit encouragé par la position du Congrès américain sur le Tibet

BERNE
de notre correspondant

A l'occasion de la Journée mondiale pour la paix, le chef spirituel du Tibet, le dalaï-lama, exilé en Inde depuis 1959, s'est arrêté, mardi 15 septembre, à Genève, avant de faire escale à Francfort, en route pour un voyage de quinze jours aux Etats-Unis, où il doit recevoir à New-York le prix Albert Schweitzer « pour la compréhension mutuelle entre les hommes ». Homme de dialogue, le dalaï-lama reste, envers et contre tout, fidèle à la non-violence, et se garde de la moindre haine envers les Chinois, qui ont annexé le Tibet. Il a même échangé quelques propos aimables avec des journalistes de Pékin en poste à Genève.

A sa manière, le dalaï-lama a donné l'exemple en détruisant symboliquement des jouets guerriers lors d'un déjeuner de l'Association mondiale pour les orphelins et les enfants abandonnés. Ce « minidécouragement » a consisté à donner des coups de marteau à des répliques d'un tank américain et d'un blindé orné de l'étoile rouge.

S'il constate que les hommes politiques feignent d'ignorer le sort du Tibet de peur de mécontenter les autorités chinoises, il estime qu'une opinion mondiale mieux informée peut avoir un impact sur Pékin. Les dirigeants chinois, nous a-t-il dit, sont devenus préoccupés par les réactions de l'opinion internationale que par les conséquences de

leurs propres agissements. Commentant la récente visite à Lhassa du chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, premier dirigeant occidental en fonctions à se rendre officiellement dans la capitale tibétaine lors d'une tournée en Chine, le dalaï-lama a réagi avec sérénité : « Je ne sais si c'est bon ou mauvais pour le Tibet. Cela dépend de la perspective dans laquelle on se place. Pour moi, je crois que du moment où l'on parle du Tibet cela ne saurait être mauvais. Il y a eu moins de discussion. » En tout cas, à la suite de ce voyage controversé du chancelier Kohl, le souverain en exil s'entretient avec des députés de divers partis ouest-allemands et devrait également être l'hôte d'un ministre du gouvernement de Bonn.

Un « génocide » inconnu

Un an après un séjour en Union soviétique, la visite du dalaï-lama aux Etats-Unis suit l'adoption, le 18 juin, par le Congrès américain d'un amendement sur « les violations des droits de l'homme au Tibet par la République populaire de Chine ». Constatant que plus d'un million de Tibétains, soit un sixième de la population autochtone, ont péri depuis l'intervention de 1959, que plus de six mille monastères ont été détruits et que la domination du Tibet se poursuit par la présence d'une importante armée d'occupation, ce texte réclame

L'ouverture d'une enquête, invite Pékin à entamer le dialogue avec le dalaï-lama et envisage des mesures d'aide aux réfugiés tibétains.

Le chef spirituel en exil estime que ce sont là des signes encourageants. Outre des entretiens avec des membres du Congrès, le dalaï-lama nous a précisé qu'il allait également rencontrer l'ancien président Carter. « Lui-même a été récemment sur place et, à la suite de ce qu'il a vu, il s'est inquiété auprès des dirigeants chinois de la situation croissante des hautes terres tibétaines. Cela nous préoccupe tout particulièrement car, avec l'implantation massive de colonies, les Tibétains sont de plus en plus minoritaires chez eux, comme cela s'est déjà passé en Mandchourie et en Mongolie. »

Pour le dalaï-lama, « seule une véritable prise de conscience de l'opinion mondiale peut sauver les survivants de ce génocide inconnu. Tant que le problème tibétain ne sera pas résolu, ajoute-t-il, il restera une poudrière potentiellement dangereuse pour tout le continent asiatique. Avec les préparatifs militaires enregistrés ces derniers mois sur le Toit du monde, de nouveaux affrontements armés ne sont pas à exclure à la frontière sino-indienne. Seule la restauration à terme des droits légitimes des Tibétains peut assurer un avenir possible au cœur de la Haute-Asie. »

JEAN-CLAUDE BUIRER.

Afrique

TUNISIE : le procès des intégristes

Un dossier d'accusation peu convaincant

TUNIS
de notre envoyé spécial

L'événement n'a pas vraiment le décor ni la solennité qu'il mériterait. Dans la touffeur moite de cet ancien baraquement de caserne où le procès des intégristes, après deux semaines d'audience, approche maintenant de son épilogue, il régnait, le mardi 15 septembre, une ambiance faiblement banale.

En ce premier jour de plaidoirie, les vedettes du barreau et le président de la Cour de sûreté de l'Etat, M. Hachemi Zamel, s'apostrophaient comme on le ferait en correctionnelle, au-dessus de la tête des cinquante accusés, serrés dans leur box. Sur les travées de la défense, on entend parfois des rires ou des commentaires ironiques. Sans l'omniprésente silhouette des caméras officielles qui filment l'intégralité des débats, on oublierait vite la gravité des enjeux. Pourtant, plusieurs dizaines de Tunisiens jouent bien ici leur vie face à un régime qui affronte le plus périlleux des procès politiques organisés par lui en trente ans d'existence.

Ce ne fut pas une très bonne journée pour le pouvoir. Les défenseurs de l'« Ennahdha » du Mouvement de tendance islamique (MTI), M. Rachid Ghannouchi, et des ses amis s'efforçaient avec un certain succès de mettre à nu les incohérences et les faiblesses de l'accusation. Les inculpés, expliquèrent-ils par le menu, ont peut-être nourri l'illusion de « changer la forme du gouvernement », crime légalement passible de la peine de mort, mais

leur « complot » n'a pas connu le moindre « début d'exécution ». Pour le ministère public, au contraire, il n'y a aucun doute : « Les attentats du 2 août dans les hôtels touristiques de Sousse et de Monastir ont amplement prouvé que les islamistes étaient bien passés à l'acte, que les théoriciens du MTI et les apprentis terroristes participaient d'une seule et même conjuration. » Cette allégation, répliqua la défense, repose sur un amalgame grossier qu'aucun élément matériel n'est venu corroborer.

Grosses maladroïsses

Reste le grief le plus spectaculaire et le moins étayé, celui d'« intelligence » avec l'étranger. Là aussi le dossier surprend vraiment par sa maigreur. Outre un ou deux voyages à Téhéran tous frais payés pour certains membres du Mouvement, on parle de videocassettes subversives importées d'Iran mais personne ne les a vues. Pour accabler le « réseau khoméiniste », la presse tunisienne exhibe maintenant des propos antérieurs de Rachid Ghannouchi où celui-ci — c'était en 1979 — se présentait comme un « modeste élève » de l'imam. Mais était-il seul à l'époque en Tunisie à tresser, à sa façon, les lauriers de la révolution islamique triomphante ?

Au total, on garde surtout, en cette fin de procès, l'impression plutôt fâcheuse d'un dossier d'accusation « mal ficelé » et médiocrement exploité. En traduisant publique-

ment en justice quatre-vingt-dix personnes, dont quarante par contumace, le régime du président Bourguiba avait voulu jouer la « transparence » tout en frappant les esprits. Mais quelques grosses maladroïsses ont desservi sa démonstration. Le président du tribunal, procureur de profession, n'était visiblement pas fait pour son nouvel emploi. Quant aux tortures, dont certains accusés montrèrent sur leur corps les séquelles, elles ont pour le moins remboursé les juristes étrangers invités comme observateurs.

En face, à l'inverse, la plupart des accusés — enseignants, ingénieurs, avocats — ont surpris l'auditoire par la qualité de leurs interventions et la force de leur détermination. Pour la première fois dans l'histoire de la Tunisie, les adversaires du régime ont, sans se renier, exposé leurs vues dans un prétoire avec calme et éloquence. Il y a là un défi national propre à faire réfléchir les dirigeants. Mais une seule question court maintenant dans les couloirs du procès : « Combien le régime veut-il de témoins ? » Réponse probable vendredi au plus tard.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● Manifestation d'intégristes dans la banlieue de Tunis. — Des intégristes musulmans ont manifesté mardi 15 septembre dans la banlieue sud de Tunis, au Bardou. Un marchand a été grièvement blessé par un cocktail Molotov. Les manifestants ont scandé des slogans hostiles au régime avant d'être dispersés par la police qui a procédé à des interpellations, dont on ignore le nombre exact. — (AP.)

Visite de la présidente du PS japonais aux Etats-Unis

La nouvelle souplesse des socialistes nippons

TOKYO
de notre correspondant

M^{me} Takako Doi, présidente du Parti socialiste japonais depuis un an, a incontestablement de la personnalité : non seulement c'est la première femme à diriger un parti politique, mais encore elle essaie de sortir de son ancrage la première formation qui, bien que la première de l'opposition, est paralysée par son dogmatisme et ses divisions internes. M^{me} Doi cherche notamment à dédier le PS de sa tradition militante de parti d'avant-garde et à le désenclaver sur le plan international par une diplomatie tous azimuts. Jusqu'à présent, par exemple, le PS ne reconnaît pas l'existence de la Corée du Sud.

Le voyage d'une semaine aux Etats-Unis que M^{me} Doi effectue depuis le 13 septembre constitue déjà en soi une rupture avec un rituel bien établi : tous ses précédents choix présidentiels, pour leur première visite à l'étranger, la Chine ou l'Union soviétique, M^{me} Doi doit rencontrer à Washington le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, et des membres du Congrès. Elle se rendra par la suite, sans doute à la fin de ce mois, en Corée du Nord, puis, avant la fin de l'année, à Pékin et à Moscou.

Aux Etats-Unis, M^{me} Doi a plusieurs objectifs. Tout d'abord, montrer que le Japon n'est pas monolithique et qu'il peut y avoir une autre politique que celle du Parti libéral-démocrate, au pouvoir depuis 1955. M^{me} Doi estime que la dépendance excessive de Tokyo par rapport à Washington prive le Japon de marge de manoeuvre sur la scène internationale. La présidente du PS insiste sur la nécessité d'approfondir les relations avec les Etats-Unis, mais dans le cadre

d'une stratégie internationale globale.

L'un des objectifs du PS, ou du moins de sa direction actuelle, est de rééquilibrer les relations nippo-américaines et notamment de transformer le traité de sécurité — auquel le PS a toujours été traditionnellement opposé — en un traité de paix et d'amitié. Un autre point de la plate-forme du PS est la création d'une zone dénucléarisée en Asie et la mise en place d'un « plan Marshall » japonais pour les pays en voie de développement.

Fortes oppositions

Dans le domaine de la défense, le PS de M^{me} Doi se veut réaliste et souple : récemment, la direction socialiste a annoncé qu'elle pourrait accepter l'existence des forces d'autodéfense, jugées jusqu'à présent inconstitutionnelles, à condition que les dépenses en matière de défense ne dépassent pas le seuil de 1 % du PIB. Ce seuil psychologique a, en fait, été dépassé avec le budget 1987, mais l'évolution de la position du PS, jusqu'à présent favorable au dogme de la neutralité non armée, n'en est pas moins significative.

La tentative de M^{me} Doi de doter son parti d'objectifs politiques tenant davantage compte des réalités pour-t-elle aboutir ? L'un des drames du PS a toujours été d'avoir parfois de bonnes idées mais d'être incapable de les concrétiser, laissant les conservateurs les reprendre à leur compte. Une grave hypothèque pèse sur le projet de M^{me} Doi : un an après son élection à la tête du PS, elle est loin d'en avoir le contrôle, et ses initiatives suscitent de fortes oppositions.

PHILIPPE PONS.

● CORÉE DU SUD : la visite de M. Roh Tae Woo. — Le candidat du pouvoir à l'élection présidentielle de décembre en Corée du Sud, M. Roh Tae Woo, a été bousculé, le mardi 15 septembre à Washington, par des opposants sud-coréens résidant aux Etats-Unis (le Monde daté 13-14 septembre). A son arrivée au stade de la presse, il a été assailli par un manifestant l'a frappé à l'épaule, sans toutefois le blesser. M. Roh avait été reçu lundi par le président Reagan. La Maison Blanche a pris soin de souligner que cette rencontre ne constituait pas un soutien au candidat gouvernemental, contrairement aux critiques formulées par l'opposition à Séoul. — (AFP, AP, UPI.)

● PHILIPPINES : la crise gouvernementale. — Le vice-président Salvador Laurel a annoncé, le mercredi 16 septembre, qu'il renonçait aux fonctions de secrétaire aux affaires étrangères. Il a invoqué des « divergences fondamentales » avec la présidente Cory Aquino. M. Laurel avait présenté sa démission la semaine dernière en même temps que l'ensemble des membres du gouvernement, mais il est le seul pour l'instant à avoir exprimé sa décision « irrévocable » de ne pas être reconduit dans ses fonctions. M. Laurel, collègue de M^{me} Aquino à l'élection présidentielle de février 1986, demeure toutefois vice-président de la République. — (AFP.)

● SRI-LANKA : premier affrontement entre soldats indiens et séparatistes tamouls. — Les troupes indiennes stationnées au Sri-Lanka ont ouvert le feu, le mardi 15 septembre, sur des militants armés du principal mouvement séparatiste tamoul, les Tigres libérateurs de l'Est. Selon la police, du massacre de soixante-quinze personnes pendant le week-end (le Monde du 16 septembre). Trois Tigres, dont l'un blessé par balle, ont été arrêtés et les autres ont réussi à prendre la fuite. — (Reuters.)

● VIETNAM : 212 réfugiés recueillis par un bateau danois. — Un cargo danois, l'Alice-Rita, a recueilli, dimanche 13 septembre, sur sa route vers Bangkok, 212 réfugiés vietnamiens qui étaient à bord d'une embarcation de fortune en train de couler au large de Chine, a indiqué un porte-parole de la compagnie maritime de Svendborg (Danemark), propriétaire du cargo. Les réfugiés, en majorité des jeunes et des enfants trouvés fort épuisés, sont attendus à Bangkok, jeudi. — (AFP.)

BURUNDI : la fin des persécutions contre l'Eglise

« Christus vincit... »

GITEGA
de notre envoyé spécial

« Buyoya oyé, Buyoya oyé » : lorsque, depuis l'ambon, juste avant l'« Eglise Est », un jeune Burundais, costume traditionnel et lance à la main, conclut un poème de sa composition par ce cri à l'adresse du nouveau chef de l'Etat, la foule des fidèles applaudit à tout rompre. Ce n'était pas une grande messe tout à fait comme les autres, le dimanche matin 13 septembre, à la cathédrale de Gitega, la deuxième ville du pays. On y célébrait la réouverture de ce lieu de culte fermé depuis le 10 avril sur ordre du colonel Jean-Baptiste Bagaza, le président déchu, qui avait pris l'Eglise catholique dans son colimateur.

Plus de trois mille personnes sont entassées dans le nef et sur le parvis de la cathédrale pour assister pendant plus de deux heures à cette messe dite d'action de grâces. Grand jeu pour l'occasion : procession et danses au pied de l'autel. Des grappes d'enfants sont assis sur les marches du chœur, dans une joyeuse pagaille. Les fidèles tapent dans leurs mains pour rythmer les cantiques.

Les deux officiants étaient, il y a une semaine encore, en détention préventive à la maison d'arrêt de Gitega. Dans son homélie pleine de sous-entendus, le Père Audace « brode » sur ce thème évangélique du pardon des calom-

nies et des injures. Il félicite aussi les chrétiens qui ont tenu bon pendant ces temps d'épreuves, ceux qui, privés d'Eglise par exemple, n'ont pas hésité à faire de longues marches pour aller assister à la messe dominicale dans un autre lieu de culte.

Un « miracle » du Seigneur

Des cantiques de circonstance disent toute la puissance du Très-Haut. Un instant, l'assistance abandonne même le kirundi, la langue nationale, pour le latin : « Christus vincit, Christus regnat, Christus liberat... ». A l'oreille de son voisin, sourd Français, une religieuse burundaise, chuchote : « On en a dit des chapelles et fait des heures d'adoration ! C'est la puissance du Seigneur qui a fait ça. »

« Ça », le père Jean-Baptiste le qualifie de « miracle ». Qui aurait cru en effet que les persécutions contre les catholiques allaient cesser aussi vite et qu'à la faveur d'un coup d'Etat militaire la paix religieuse était enfin en vue ? Le gouverneur de la province de Gitega, qui, le 10 avril, avait réuni la population pour l'information de la fermeture de la cathédrale, s'est retrouvé le 8 septembre devant cette même population pour lui annoncer la réouverture de cette même cathédrale.

Dieu sait si ce haut fonctionnaire avait mis du sien, ces dernières années, avec le concours

des administrateurs communaux et des responsables locaux de l'UPRONA, le parti unique, pour tenter de discréditer l'Eglise catholique aux yeux des autochtones, « allant jusqu'à interpréter de manière tendancieuse dans des réunions publiques certains passages des Saintes Ecritures, raconte un prêtre, si bien que nous étions quand même obligés de rétablir, en chaire, des vérités de la foi mises à mal ».

Dans la province de Gitega, la guerre religieuse avait commencé en août 1985 avec l'expulsion brutale de huit missionnaires étrangers, puis la détention de sept prêtres burundais accusés d'avoir célébré la messe en semaine avant 7 heures alors qu'aucun règlement ne s'y opposait. Après une accalmie de quelques mois en 1986, les hostilités reprenaient de plus belle cette année : fermeture de cinq églises et de plusieurs « succursales », lieux de culte secondaire, emprisonnement de trois prêtres et de catholiques.

Même si l'Etat tend aujourd'hui la main à l'Eglise celle-ci risque de « laisser des plumes » dans le conflit qui l'a opposée, au régime déchu. « On ne pourra pas revenir en arrière sur tout, admet le Père Audace. Pour-étre aurons-nous perdu des dispensaires, des écoles et autres biens matériels. Mais, l'essentiel est de recouvrer le plein exercice de la liberté de culte. »

JACQUES DE BARRIN.

TCHAD : après le cessez-le-feu

M. Giraud affirme qu'il n'y a plus de bombardements libyens

M. André Giraud, ministre de la défense, a confirmé, mardi 15 septembre devant l'association de la presse diplomatique, que le dispositif militaire français au Tchad serait redéployé vers le nord du pays.

« La piste d'Abéché sera opérationnelle fin septembre », a dit le ministre, se refusant toutefois à préciser si des forces militaires françaises allaient être cantonnées à Faya-Largeau et à Ouadi-Doum.

M. Giraud a déclaré qu'aucun bombardement libyen n'était intervenu ces derniers jours sur le nord du Tchad ; à la suite de l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu entre les deux pays vendredi dernier, les appareils libyens se bornent, selon lui, à quelques « vols de reconnaissance ». Il a estimé que le cessez-le-feu intervenu entre le Tchad et la Libye constituait une « évolution positive » pour le règlement de la question d'Aozou, territoire qu'il considère comme « tchadien ».

Apparemment plus ému que la France par ces « vols de reconnaissance », le Tchad a adressé mardi à la Libye « un deuxième avertissement » dans un communiqué de l'état-major qui dénonce les violations répétées de l'espace aérien du pays. Selon N'Djamena, la dernière

remonte à lundi après-midi, lorsque des avions de combat libyens ont survolé les villes d'Ati, dans le Centre, d'Ouadi-Kebir et Bardai, dans le Nord.

Deux Soviétiques disparus

D'autre part, les autorités soviétiques ont effectué une démarche auprès du Quai d'Orsay pour essayer d'avoir des informations sur la disparition de deux conseillers militaires soviétiques, le 5 septembre, lors de l'attaque de la base de Maaten-es-Sara, dans le Sud libyen, par les forces tchadiennes. Un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a précisé, mardi, que les deux militaires « se trouvaient en mission officielle en Libye pour aider à l'entretien d'équipements et de matériels militaires », et que les « mesures nécessaires » ont été prises pour tenter de savoir ce qu'il est advenu d'eux.

N'Djamena avait annoncé, au début du mois, la capture, aux côtés de militaires libyens, de deux Yougoslaves et d'un Allemand de l'Est, lors de l'attaque de Maaten-es-Sara, mais n'avait pas fait état de Soviétiques.

Des prisonniers libyens, capturés près de la localité d'Aozou, avaient précédemment affirmé à des journalistes occidentaux que des groupes de cinq ou six conseillers soviétiques venaient fréquemment passer plusieurs jours sur la base libyenne-située au nord du territoire contesté.

Un porte-parole du Quai d'Orsay a indiqué, mardi soir, que les autorités tchadiennes, interrogées par Paris, avaient déclaré n'avoir pas connaissance de la capture des deux Soviétiques.

LEONARD DE VINCI TRAITÉ DE LA PEAUTURE

Toutes traductions et présentées par André CHASTEL.
18 x 24 cm. 370 p.
Nomb. II, noir et coul. - 275 F
Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75008 PARIS

Collection Mondes en devenir
LE SYSTÈME COMMUNAUTAIRE EUROPÉEN
M. F. LABOUZ
14 x 20 cm - 344 p. - 127 F
Des réponses aux questions touchant le devenir de la CEE
Editions Berger-Levrault

PICARD
LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !
4 gammes de assurances PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » *** par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances
Ligne des installateurs : au 42-33-44-85 +

Europe

GRANDE-BRETAGNE

Le « mariage spirituel » des libéraux et des sociaux-démocrates

LONDRES
de notre correspondant

Deux petits partis en feront-ils un grand en fusionnant ? Lequel des deux risque le plus de perdre son âme dans le processus ? Le congrès du Parti libéral, réuni depuis le dimanche 13 septembre à Harrogate, est confronté à ces interrogations lancinantes et manifeste quelques états d'âme, même si l'issue des débats ne fait guère de doute. Il est quasiment acquis en effet qu'une très forte majorité de libéraux se prononcera, le jeudi 17 septembre, en faveur de la « fusion » avec les sociaux-démocrates.

« Ce n'est pas une OPA, mais un mariage spirituel », a déclaré mardi M. David Steel, le leader libéral, qui sera probablement aussi celui du futur parti.

Une ombre plane cependant sur ce congrès. Celle de M. David Owen, ancien chef du Parti social-démocrate, hostile à la fusion et qui, pour cette raison, s'est volontairement mis à l'écart. M. Owen, qui garde une excellente image dans l'opinion, affiche son souci de ne pas gêner les négociations des deux partis, mais son silence en dit long.

Deux responsables libéraux ont, involontairement sans doute, apporté de l'eau à son moulin en déclarant publiquement, en marge du congrès, que les futures négociations sur la fusion n'étaient que de la « frime » et qu'en réalité il s'agissait tout simplement pour les libéraux d'« avaler » les sociaux-démocrates, deux fois moins nombreux. Selon eux, dès que le mariage aura été

consummé, le contrat sera déshonoré et jeté aux oubliettes. M. Steel a été obligé de monter au créneau pour répéter que ce « mariage spirituel » ne consistait pas à garder « 50 % des statuts d'un parti et 50 % des statuts de l'autre », mais à prendre « le meilleur des deux ». Quant aux principes de la future formation, ils devront allier « liberté individuelle et justice sociale ».

Cette rhétorique un peu floue cache un but politique précis. M. Steel veut construire une « troisième force » capable d'accéder un jour au pouvoir. Il s'emploie à persuader les libéraux d'oublier un peu leurs us et coutumes, plus que centennaires (ils ont occupé le poste de premier ministre en alternance avec les conservateurs tout au long du dix-neuvième siècle), afin de créer une dynamique nouvelle. La sang neuf apporté par les sociaux-démocrates, transfuges relativement récents du Parti travailliste, ne peut, selon lui, que les y aider.

Fausses notes

M. Steel se bat sur deux fronts : dans sa propre maison contre les nostalgiques de la tradition libérale, plus soucieux de perpétuer un culte que de faire entrer leur leader au 10 Downing Street, et contre ceux qui, chez les sociaux-démocrates, refusent également la fusion. Les uns et les autres sont remuants, mais nettement minoritaires. Le débat est donc tranché.

Il y aura certainement encore des fausses notes dans le concert

nuptial précédant l'union des deux partis. Sur ce point, on peut faire confiance aux libéraux, qui sont souvent des personnalités singulières, voire pittoresques, hostiles à tout embrigadement.

Les opposants sociaux-démocrates à l'union laisseront sans doute, eux aussi, glisser quelques petites phrases perfides, malgré le silence de leur chef de file, M. Owen. Les sociaux-démocrates, souvent proches des thèmes pacifistes en matière de défense, risquent davantage que les libéraux de perdre leur différence dans l'aventure.

Il reste évidemment un problème de fond. L'alliance des deux partis a subi un échec cuisant aux élections de juin dernier, n'obtenant que vingt-deux sièges, alors qu'elle en avait vingt-sept dans la Chambre sortante. Etaient-ils seulement parce qu'ils s'étaient présentés distinctement ?

M^{me} Shirley Williams, présidente du Parti social-démocrate, souligne, non sans raison, que le futur parti repose sur un bloc relativement stable, représentant environ un cinquième de l'électorat (23 % des voix en 1983 et 22 % en 1987), comme vient encore de le confirmer un sondage Gallup publié le lundi 14 septembre. C'est beaucoup apparemment. Mais le scrutin majoritaire uninominal à un tour que les Britanniques connaissent depuis toujours est impitoyable pour les formations, fusionnées ou non, qui n'arrivent pas à décoller du voisinage des 20 %.

DOMINIQUE DHOMBRES.

RFA : après la mise en cause du ministre-président du Land

Les libéraux du Schleswig-Holstein hésitent à gouverner avec les sociaux-démocrates

BONN
de notre correspondant

Les « révélations » faites sur les méthodes de campagne de M. Uwe Barschel (CDU), ministre-président du Schleswig-Holstein, par l'un de ses collaborateurs, M. Reiner Pfeiffer, ont semé la perturbation sur la scène politique ouest-allemande, au lendemain des élections régionales du dimanche 13 septembre (le Monde du 15 septembre).

Dans une confession faite sous serment devant un huisserie et publiée par Der Spiegel, M. Pfeiffer avait déclaré que M. Barschel l'avait chargé, pendant la campagne, d'effectuer des recherches dans les dossiers fiscaux de son concurrent social-démocrate, M. Björn Engholm. N'ayant trouvé aucune irrégularité, M. Barschel aurait alors demandé à M. Pfeiffer de faire suivre son concurrent par des détectives privés, afin de mettre en lumière ses écarts de conduite per-

sonnelle. Il s'est avéré que M. Engholm avait bel et bien été filé par des détectives d'un cabinet de Brême, dont les honoraires avaient été payés par un industriel ami de M. Barschel.

Les déclarations indignées de M. Barschel n'ont, pour l'instant, convaincu que ses amis du groupe chrétien-démocrate au Parlement du Schleswig-Holstein, mardi 15 septembre, de leur « pleine confiance ». Mais les libéraux, dont l'appoint est maintenant nécessaire à la formation du nouveau gouvernement régional, ont déclaré ne vouloir former de coalition avec le ministre-président sortant que « lorsque les accusations contre lui auront été totalement balayées ».

Attaques contre les « centristes »

Dans les milieux politiques, à Bonn, on estime que l'avenir de M. Barschel est fortement com-

promis, et que sa démission devrait intervenir rapidement. Même si une partie des accusations portées contre lui se révélait fausses, pèserait alors sur lui le soupçon d'avoir engagé dans son cabinet M. Pfeiffer, un personnage trouble, spécialiste connu des basses besognes électorales.

Le parti social-démocrate, qui est devenu dimanche la première formation politique du Schleswig-Holstein, avec 45,2 % des voix, a lancé un appel aux libéraux (5,2 %) pour former avec eux un « gouvernement stable » à Kiel. S'ils n'ont pas encore répondu à cet appel, ces derniers se montrent de plus en plus circonspects à l'égard de la CDU.

Pour la première fois depuis son changement de coalition, qui avait porté le chancelier Kohl au pouvoir à Bonn en 1982, le FDP avait conclu le mois dernier un accord avec le SPD pour gouverner la ville-État de Hambourg. Profitant de l'entassement dans lequel se trouvent les chrétiens-démocrates, la CDU de M. Franz Josef Strauss a relancé pour sa part ses attaques contre la ligne « centriste » du chancelier, dont les bénéfices sont décimés, à son goût, un peu trop encaissés par les libéraux.

LUC ROSENZWEIG.

YUGOSLAVIE : Après la démission de M. Pozderac

Le scandale Agrokomerc illustre la faillite du système économique

L'onde de choc suscitée par le scandale Agrokomerc continue de s'étendre en Yougoslavie. Elle touche aussi bien les milieux politiques, industriels que bancaires, mettant peu à peu à jour la dégradation d'un système économique dont le pays semble peu à peu mesurer l'ampleur.

Après la démission, le samedi 12 septembre, du vice-président de la Fédération, M. Hamdija Pozderac, la Ligue des communistes de Bosnie-Herzégovine, où se trouve le siège du combinat agro-alimentaire, a exclu de ses rangs une quarantaine de personnes et pris des sanctions contre 130 autres. La démission le mardi 15 septembre du directeur de la banque Ljubljanska, l'une des principales banques commerciales du pays, M. Metod Rotar, a marqué le début d'un coup de balai attendu dans les milieux bancaires. L'agence de presse officielle Tanjug avait

annoncé lundi soir que le gouverneur de la banque nationale de Bosnie-Herzégovine, M. Jure Pelivan, faisait l'objet d'une procédure de licenciement pour négligences.

L'arrestation ces derniers jours des dirigeants de deux firmes textiles de la ville de Varazdin, en Croatie cette fois, qui auraient émis des billets à ordre non garantis pour 165 millions de dollars est venue rappeler que le scandale Agrokomerc, loin d'être un cas isolé, n'est en fait que la partie visible d'un iceberg d'une tout autre dimension.

Le système de financement des entreprises par des traites et billets à ordre impayés, qualifié aujourd'hui de « scandale » par la presse et les dirigeants, a fonctionné pendant des années sans que personne y trouve à redire. Selon des chiffres on ne peut plus officiels, 131 014 cas d'« indiscipline financière », portant sur

149 milliards de dinars de l'époque, soit plus de 300 millions de dollars, ont été comptabilisés en 1985 sans qu'aucun dirigeant d'entreprise ne soit inquiété. Ces chiffres ont considérablement augmenté l'an dernier pour passer à 154 410 cas de fraudes portant sur 660 millions de dinars.

Les experts du FMI

Ces statistiques, souligne-t-on dans la capitale yougoslave, ne prennent pas en compte les innombrables gaspillages financiers, portant eux sur plusieurs milliards de dollars, dus aux investissements non rentables décidés, sans études préalables et sans aucune coordination, un peu partout dans le pays par des hommes politiques soucieux de satisfaire leur clientèle.

Les appels qui se multiplient à nouveau en faveur d'une réforme en profondeur du système ne suffiront pas à rassurer les créanciers du pays, dont l'endettement atteint actuellement près de 20 milliards de dollars. Frustré par une inflation galopante, qui a atteint un taux de 116 % par an, le Fonds monétaire international avait réclamé depuis longtemps une limitation des émissions de titres d'Etat.

L'arrivée lundi à Belgrade des experts de l'organisation internationale pour discuter du réajustement de la dette extérieure yougoslave devrait pourtant être une incitation supplémentaire pour obliger cette fois les dirigeants du pays à prendre le taureau par les cornes.

La visite du patriarche de Constantinople confirme le renouveau de l'Eglise orthodoxe serbe

BELGRADE
de notre correspondant

Le patriarche œcuménique Dimitrios I^{er}, de Constantinople, *primas inter pares* de l'Eglise orthodoxe, qui a « droit aux honneurs mais pas au pouvoir », achevait le mercredi 16 septembre une visite officielle de cinq jours à l'Eglise orthodoxe serbe, la plus importante par le nombre de fidèles de la Yougoslavie multiconfessionnelle. En compagnie de son hôte, le patriarche German, il s'est rendu dans plusieurs centres culturels et religieux serbes, y compris ceux de la région du Kosovo, où « nationalistes et irrédentistes » albanais ont déjà causé de graves dégradations aux églises et cimetières orthodoxes et tenté même de mettre le feu à l'ancien siège du patriarche, à Pec.

Les rapports entre l'Eglise orthodoxe serbe et le patriarcat de Constantinople, et surtout avec l'Eglise grecque, remontent loin dans l'histoire. Les frères grecs Cyrille et Méthode, de Salonique, ont été les premiers à prêcher, au neuvième siècle, le christianisme aux Slaves qui les considèrent comme leurs plus grands saints.

Le dimanche 13 septembre, les patriarches Dimitrios et German, assistés de prêtres et de prêtres grecs et serbes, ont célébré la grande liturgie à la cathédrale archiepiscopale de Belgrade. La cérémonie, retransmise par haut-parleurs, a été suivie par une foule nombreuse dans les rues, autour de la cathédrale. Les mouvements de masse auxquels a donné lieu la visite du patriarche œcuménique ont confirmé le renouveau de l'Eglise serbe après les pertes qu'elle a subies au cours de la guerre et son conflit avec le régime communiste instauré en Yougoslavie en 1945. Les deux patriarches se sont également rendus à Vraca, chanteur de la capitale où avance la construction du plus grand temple dans les Balkans, consacré à saint Sava, fondateur de l'Eglise serbe (1219).

Les entretiens du patriarche Dimitrios avec le patriarche German ont porté sur la convocation d'un nouveau concile panorthodoxe, le dialogue entre l'Eglise orthodoxe et les autres Eglises chrétiennes, en premier lieu catholique. Après Bel-

grade, le patriarche de Constantinople, qui s'est déjà entretenu des mêmes sujets le mois dernier à Moscou avec le patriarche russe Pimen, se propose de rencontrer dans les mois à venir les patriarches des autres Eglises autocephales orthodoxes, puis le pape, à Rome, et l'archevêque de Contorbéry.

PAUL YANKOVITCH.

URSS

Le rédacteur en chef de la « Pravda » témoin de son temps

M. Afanassiev est une de ces personnalités soviétiques pour lesquelles la période actuelle ne va pas sans épreuves. Rédacteur en chef de la Pravda depuis 1976, il est naturellement tout acquis aux mots d'ordre de perestroïka (« restructuration ») et de glasnost (« transparence ») chers à M. Gorbatchev. Mais il ne pense pas que lui-même et ses confrères ont beaucoup à apprendre et que le poids « des habitudes, des traditions » résistent encore « des temps difficiles ».

Prenez l'exemple du projet de loi sur la presse, qui en est, paraît-il, à son « stade final ». Il prévoit pour les journalistes « beaucoup de droits, de possibilités », mais aussi « plus de responsabilités » que tous ne sont pas prêts à accepter. « Influence néfaste » d'une époque où la Pravda, à commencer par elle, était intouchable.

Venu à Paris pour la fête de l'Humanité, M. Afanassiev donne, le mardi 15 septembre, une conférence de presse au cours de laquelle la plupart de ses réponses ont été plus ou moins marquées par ce dualisme de sentiments.

Boukharine, Trotski, seront-ils réhabilités ? « Ce n'est pas l'affaire des journalistes, et ceux qui déclarent à ce sujet ne se font pas de illusions », a-t-il répondu. C'est l'affaire des scientifiques, du Parti, et la correction de décisions anciennes n'est pas exclue », par exemple à propos de Boukharine. Mais M. Afanassiev ne pense pas que Trotski sera réhabilité. « Il a, bien sûr, fait des choses pour la révolution, mais sa personnalité est assez odieuse et le négatif l'emporte sur le positif. » Ce qui n'interdit pas que son nom reparaisse dans les manuels d'histoire.

M. Ligatchev — le numéro deux du régime — n'est-il pas parfois en désaccord avec M. Gorbatchev ? Une « invention de l'Occident » qui frise la « malveillance ». Le rédacteur en chef de la Pravda fait à ce sujet une révélation : depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, il assiste chaque jeudi après-midi à la réunion du bureau politique. Il est donc renseigné de première main. « Jamais, assure-t-il, je n'ai entendu le camarade Ligatchev dire quelque chose de différent des idées de Mikhaïl Gorbatchev. » Bien sûr, des « points de vue différents » s'expriment,

mais dans un « langage commun ».

Les travaux du bureau politique, auxquels sont également conviés des « spécialistes », se prolongent parfois tard dans la nuit. Si l'accord n'est pas réalisé sur un sujet, la décision est reportée... Mais « il n'y a pas de divergence de principe au sein de notre direction ».

Une visite de Jean-Paul II ?

M. Afanassiev parle aussi de la réforme du code pénal, qui ira dans le sens d'une « humanisation » — il est personnellement contre la peine de mort — et d'une « libéralisation ». Condamnera-t-on encore pour « activités antisoviétiques » ? Il faudra juger « cas par cas », de même que pour l'amnistie qui doit accompagner la restructuration dixième anniversaire de la révolution d'Octobre et qui sera « étalée dans le temps ». Car on a parfois amnistié dans le passé des gens qui n'auraient pas dû être libérés. De même encore pour les associations « non officielles » qui naissent un peu partout. La plupart, heureusement, soutiennent la « restructuration ». Mais on ne peut tolérer les activités de « ceux qui veulent désorganiser notre opinion ».

La Pravda a récemment évoqué les « difficultés » du mouvement communiste international ; l'anniversaire de la révolution d'Octobre sera-t-il l'occasion de retrouvailles, d'une conférence comme celle qui, par exemple, se tint à Moscou en juin 1969 ? « Pas question d'une réunion au sens traditionnel », mais de « rencontres », de « tables rondes », auxquelles participent ceux qui le voudront bien.

« Aucune résolution, aucune décision ne sera adoptée. » Mais les échanges de vues sont « très utiles » et seront désormais « plus fréquents ».

Encore un anniversaire, celui, l'année prochaine, du millénaire de l'évangélisation de la Russie. Le rédacteur en chef de la Pravda observe — à juste titre ? — que l'affaire concerne plutôt les autorités religieuses que celles du Parti ou de l'Etat. Il regrette que l'Occident utilise cet anniversaire « à des fins anticomunistes et antisoviétiques ». Mais il n'exclut pas que Jean-Paul II, à une date qu'il ignore, puisse visiter l'URSS. — A. J.

• Alexis Megarik libéré. — Alexis Megarik, dissident juif détenu dans un camp de travail en Sibérie, a été libéré, a annoncé sa famille, le mardi 15 septembre à Moscou. Pro-fesseur d'hébreu, il avait été condamné en 1985 à trois ans de

camp de travail pour trafic de drogue, accusations qu'il a toujours démenties. Selon le doyen des « refuzniks », Vladimir Slopek, Megarik était le dernier dissident juif (détenu) dans un camp de travail. — (Reuters.)

RECYCLAGE SCIENTIFIQUE BACHELIERS LITTERAIRES

Octobre à juin, classe préparatoire annuelle
médecine, pharmacie, concours paramédicaux, S.N.V., etc.

CEPES 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.08.19 ou 47.22.34.94.

isth ASSOCIATION DES SCIENCES ET TECHNIQUES
DE RECHERCHES FINANCIÈRES
Depuis 1983

CEPEC : Rentrée en novembre - Cours du jour et stages intensifs
DECS : Nouveaux cursus
Stage intensif AOÛT et rentrée en NOVEMBRE
BTS : Comptabilité et Gestion de l'entreprise : 2 ans

Enseignements complets - Toutes U.V. Contrôles hebdomadaires

RECRECUTER
UN CADRE COMPTABLE, UN GESTIONNAIRE,
UN FINANCIER,

c'est la mission de nos Consultants qui non seulement connaissent parfaitement une des fonctions vitales de toute société, mais possèdent également, d'expérience, une vision globale de l'entreprise.

Contactez E. BEAUMONT ou G. LANCELEUR au 45.63.03.10.

• ERIC BEAUMONT CONSULTANT • 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS •
• CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES COMPTABLES •

• PAYS-BAS : l'enlèvement de l'industriel Gerrit Jan Heijn. — Les ravisseurs de M. Gerrit Jan Heijn, numéro deux de l'empire des supermarchés Ahold, pourraient appartenir au groupe qui séquestra trois semaines durant, en 1983, un autre grand patron néerlandais, M. Freddy Heineken, rapporté, mardi 15 septembre, la presse d'Amsterdam. La police, qui observe une discrétion quasi absolue sur l'enlèvement de M. Heijn, perpétré mercredi dernier à Bloemendaal, près de Haarlem, s'est contentée de déclarer que cette éventuelle était envisagée. Selon le quotidien *Algemeen Dagblad*, l'enquête s'oriente maintenant vers Frans Meyer, l'un des protagonistes en fuite du rapt du roi de la bière. — (AFP.)

LA NOUVELLE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE DE PARIS

Marketing, Gestion, Finances, Commerce, International

Admission sur concours par 2 voies :

- en première année
- après BAC
- en seconde année

après prépa. DEUC, BTS...

Brochure à :

librairie

Enseignement Supérieur Privé
42.65.38.38, 13, rue de Valenciennes, 75017 Paris.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43.26.51.09

سنة ١٤٠٨ هـ

Europe

de M. Ponderac

Le monde illustre de l'économie

Le monde illustre de l'économie. Les statistiques de l'OCDE sur le développement économique des pays de l'Europe. Les experts du FMI.

Les experts du FMI

Ces statistiques de l'OCDE sur le développement économique des pays de l'Europe. Les experts du FMI.

Les experts du FMI. Les statistiques de l'OCDE sur le développement économique des pays de l'Europe.

Les statistiques de l'OCDE sur le développement économique des pays de l'Europe. Les experts du FMI.

URSS

Le rédacteur en chef de la « Pravda » évoque son temps

Le rédacteur en chef de la « Pravda » évoque son temps. Les statistiques de l'OCDE sur le développement économique des pays de l'Europe.

Une vision de Jean-Paul Sartre

Une vision de Jean-Paul Sartre. Les statistiques de l'OCDE sur le développement économique des pays de l'Europe.

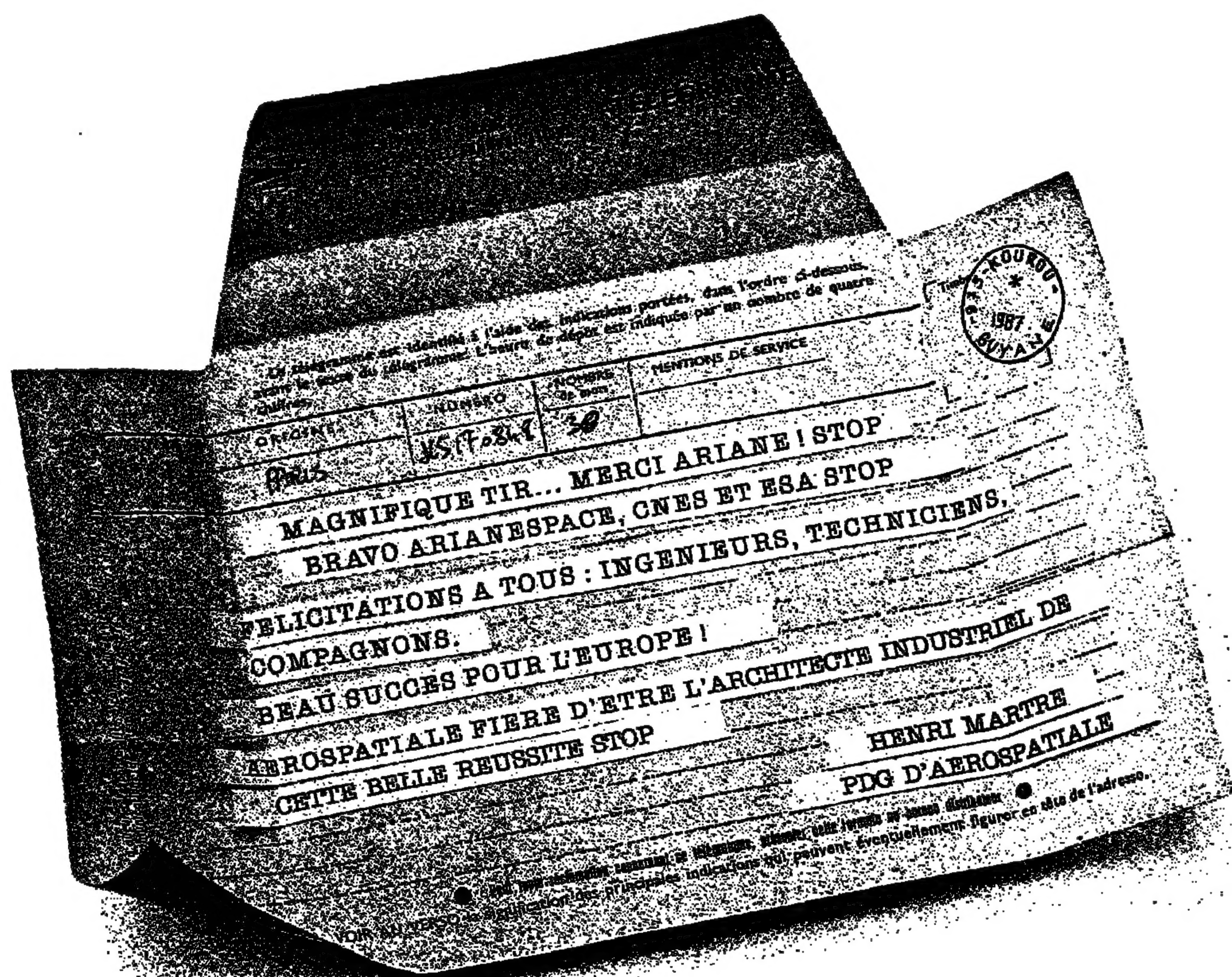
Les statistiques de l'OCDE sur le développement économique des pays de l'Europe. Une vision de Jean-Paul Sartre.

Une vision de Jean-Paul Sartre. Les statistiques de l'OCDE sur le développement économique des pays de l'Europe.

Les statistiques de l'OCDE sur le développement économique des pays de l'Europe. Une vision de Jean-Paul Sartre.

Une vision de Jean-Paul Sartre. Les statistiques de l'OCDE sur le développement économique des pays de l'Europe.

Les statistiques de l'OCDE sur le développement économique des pays de l'Europe. Une vision de Jean-Paul Sartre.



Proche-Orient

Le conflit du Golfe

Sombres perspectives
après la mission de M. Perez de Cuellar

« La guerre continue » : c'est par ces mots du ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, que s'est terminée, mardi 15 septembre, la mission entreprise quatre jours auparavant par M. Perez de Cuellar et qui a mené le secrétaire général de l'ONU successivement à Téhéran et à Bagdad.

Destinés à l'origine à amener les deux belligérents à accepter enfin de mettre un terme à leur conflit vieux de sept ans, les quatre jours d'entretiens de M. Perez de Cuellar auront en fait eu pour résultat immédiat de permettre une nouvelle fois aux interlocuteurs du secrétaire général de manifester leur intransigeance.

Si des membres de la délégation de l'ONU ont cru percevoir une évolution positive dans les propos tenus par les dirigeants irakiens, ceux-ci ont pourtant choisi le passage dans leur capitale de M. Perez de Cuellar pour durcir le ton de leurs déclarations publiques.

Alors qu'ils avaient su garder, pendant près de deux mois, une attitude de ni oui ni non face aux appels de l'ONU à un cessez-le-feu, les Ira-

niens ont brutalement remis à l'ordre du jour la « punition de l'agresseur » - l'Irak - comme condition préalable à toute paix. Et ce dès l'arrivée du secrétaire général. Les autorités de Téhéran n'ont, par la suite, plus changé leur position au fil des discussions de M. Perez de Cuellar dans la capitale iranienne.

La riposte des Irakiens a été immédiate: le secrétaire général a été accueilli, dimanche soir à Bagdad, par une demande de sanctions contre Téhéran. Position qui est restée, là-bas également, inchangée jusqu'au départ de M. Perez de Cuellar et à la conclusion de M. Tarek Aziz.

Après ce qui apparaît comme l'échec de ce que certains diplomates à l'ONU estimaient être « la mission de la dernière chance », l'avenir risque de voir non seulement une nouvelle flambée de violence dans la région, mais aussi la fin de la belle unité que les cinq grandes puissances avaient difficilement réussi à afficher au sein du Conseil de sécurité.

On voit mal, en effet, comment les irakiens renonceraient à de nouvelles attaques contre le trafic maritime dans le Golfe après ce qu'ils considèrent comme un rejet de fait des appels internationaux au cessez-le-feu. Lorsque, fin août, il avait mis fin à une trêve de six semaines dans la région et intensifié ses raids contre les pétroliers irakiens, le régime de Bagdad avait argué des « atermoiements » de Téhéran. Ces atermoiements ont pris fin, mais pour faire place, aux yeux des Irakiens, à un refus pur et simple de négocier.

Divergences à l'ONU

Du côté de l'ONU, des divergences pourraient apparaître, alors qu'en juillet régnait l'unanimité au sein du Conseil de sécurité pour appeler les Irakiens et les Iraniens à cesser les combats. Car si les Etats-Unis, appuyés publiquement par les Britanniques, considèrent comme inacceptable l'imposition de sanctions à l'Irak pour l'annexion de plus de territoire, cet avis est loin d'être partagé par les Soviétiques et les Chinois. D'autant que Moscou et Pékin ont clairement montré leur volonté de renouer ou de maintenir les meilleures relations possibles avec la République islamique.

A l'heure où Londres se déclarait, mardi, en faveur de sanctions, Moscou estimait que la résolution 598, appelant à un cessez-le-feu que M. Perez de Cuellar était chargé de faire appliquer, était loin d'avoir épuisé son « potentiel ».

D'autres clivages recommencent en outre à se manifester avant même le retour du secrétaire général à New-York, les Chinois accusant les Soviétiques de « tourner la crise du Golfe à leur avantage sur le plan diplomatique » tout en alimentant la tension dans la région.

Les Iraniens affirment, quant à eux, une grande sérénité face aux menaces de sanctions contre leur pays. « Le temps où les sanctions économiques avaient un effet sur notre détermination ou notre effort de guerre est révolu », a ainsi déclaré mardi le premier ministre, M. Mir Hossein Mousavi.

Y. H.

Le gouvernement américain
ferme le bureau de l'OLP à Washington

Le gouvernement américain a décidé de fermer le bureau de l'OLP à Washington, donnant un délai de trente jours à l'Organisation de libération de la Palestine pour s'exécuter.

Cette mesure, annoncée mardi 15 septembre par le département d'Etat, ne touche pas la mission de l'OLP à New-York, qui a le statut d'observateur auprès des Nations unies.

La décision américaine, a précisé le département d'Etat, « démontre l'inquiétude des Etats-Unis à propos du terrorisme commis et soutenu par des organisations et des individus affiliés à l'OLP ».

Le directeur du bureau fermé par l'administration américaine, M. Hassan Abdel Rahman, a qualifié cette décision d'« illégale » au regard de la Constitution américaine et a indiqué qu'il avait l'intention de porter l'affaire devant la justice « après consultation de ses avocats ».

L'observateur de la Ligue arabe à l'ONU, M. Clovis Mak-soud, a quant à lui estimé qu'elle était « injustifiée » et aurait des répercussions sur les relations entre Washington et les pays arabes.

M. Charles Grassley, un sénateur républicain américain hostile à l'OLP, avait annoncé dans la matinée cette décision comme imminente, en précisant qu'elle avait été prise à l'issue de contacts entre le département d'Etat et un « Comité d'action politique israélo-américain », groupe de pression pro-israélien.

La décision officielle américaine a été signée par M. John Whitehead, secrétaire d'Etat adjoint. Dans un document publié mardi, celui-ci défend sa légalité en expliquant que le « bureau d'information de la Palestine » est une entité contrôlée par l'OLP, qui est elle-même engagée dans « la

conduite d'affaires internationales ».

Tout en réitérant que les Etats-Unis « soutiennent les droits légitimes du peuple palestinien », M. Whitehead cite comme preuves des relations de l'OLP avec le terrorisme l'appartenance d'Abou Abbas

(impliqué dans le détournement du paquebot italien *Achille-Lauro*, au cours duquel un otage américain avait été tué) au comité exécutif de l'OLP, le retour en son sein du FPLP et du FDLP et les contacts avec l'organisation d'Abou Nidal. — (AFP.)

ÉGYPTÉ

Jeux d'équilibriste de M. Moubarak
face aux Palestiniens

LE CAIRE
de notre correspondant

Tenter de faire participer l'OLP à une éventuelle conférence internationale de paix au Proche-Orient, tout en maintenant la rupture des relations avec la centrale palestinienne : telle est aujourd'hui la situation en porte à faux dans laquelle se trouve la diplomatie égyptienne.

Le président Moubarak a rencontré à diverses occasions les dirigeants palestiniens depuis le 28 avril, quand Le Caire a décidé de fermer les quatorze bureaux de l'OLP dans la vallée du Nil pour protester contre les résolutions du seizième Conseil national palestinien (CNP) tenu à Alger. Fin juillet, à l'occasion du sommet de l'Organisation de l'unité africaine, et tout récemment, le 10 septembre, à Addis-Abeba, le rai s'est entretenu avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. Ce dernier avait été le seul responsable palestinien épargné par le président Moubarak lors de son discours consécutif à sa décision de rompre avec l'OLP.

Selon des sources égyptiennes, l'entretien, qui a duré une heure, a surtout porté sur la question de la représentation palestinienne en vue d'une éventuelle réunion d'une conférence internationale. Cette question représente aux yeux de l'Égypte le principal obstacle à surmonter en vue de faire progresser le

projet de la conférence internationale.

Il s'agit de trouver une formule acceptable tant par les diverses fractions de l'OLP que par Israël et les Américains. Un exploit difficile à réaliser. L'Égypte, qui ne se fait pas trop d'illusions sur ses chances de succès dans cette entreprise, cherche surtout à rétablir les ponts entre Arafat et le roi Hussein de Jordanie. Un éventuel accord permettrait au Caire de reprendre son offensive diplomatique en vue de la tenue d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient.

Un succès dans ce domaine serait bénéfique au rai tant au niveau arabe que sur le plan intérieur. En effet, depuis l'escalade de la guerre du Golfe et les émeutes sanglantes de La Mecque, l'Arabie saoudite, le Koweït et les Emirats se sont grandement rapprochés d'une Égypte avec laquelle ils avaient rompu leurs relations diplomatiques à la suite du traité de paix avec Israël. En cas de bons rapports avec M. Yasser Arafat et d'une amélioration de ses relations avec les pays arabes modérés, Le Caire pourrait disposer d'un important groupe de pression en vue de sa réintégration au sein de la Ligue arabe.

Au niveau intérieur, le chef de l'Etat, dont le mandat devra être renouvelé le 5 octobre par référendum, pourrait éventuellement présenter son succès avec l'OLP comme une des grandes réalisations de ses six années au pouvoir.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

LIBAN

Un ancien responsable des milices chrétiennes
blessé dans un attentat

M. Elie Hobeika, ancien chef de la milice chrétienne des Forces libanaises (FL), a été blessé, mardi soir 15 septembre, dans un attentat à la bombe qui a fait un mort et une trentaine de blessés, à Zahlé, dans la plaine de la Bekaa, sous contrôle syrien, selon un bilan de la Croix-Rouge libanaise (CRL).

L'explosion a eu lieu à 21 h 30, heure locale (18 h 30 GMT) au siège de l'évêché melkite (grec catholique) de Zahlé, où M. Hobeika était reçu par l'évêque de cette communauté, Mgr André Haddad, qui compte parmi les blessés, a-t-on ajouté de même source.

M. Hobeika, dont la vie n'est pas en danger, a reçu les premiers soins dans le principal hôpital de cette

ville chrétienne sous contrôle syrien, à 52 kilomètres à l'est de Beyrouth, avant d'être transporté à Damas, a-t-on appris de source médicale.

M. Hobeika, qui avait été évincé du commandement des FL en janvier 1986, après avoir signé à Damas un accord de paix avec les chefs des milices chiites et druzes du Liban, avait établi son quartier général à Zahlé au printemps de la même année.

Depuis, trois attentats à la bombe ont visé son quartier général, dont le dernier, le 24 juillet, avait fait deux morts. Le 8 janvier, une voiture piégée avait fait quatorze blessés à Zahlé et plusieurs attentats à la dynamite se sont produits dans la ville sans faire de victimes. — (AFP.)

REPRISES EXTRAORDINAIRES
ARGUS + 5000F

d'une Renault 9 ou 11 neuve. Remise en main propre, sans aucune formalité, jusqu'au 31 octobre. Le grand plaisir de Renault.



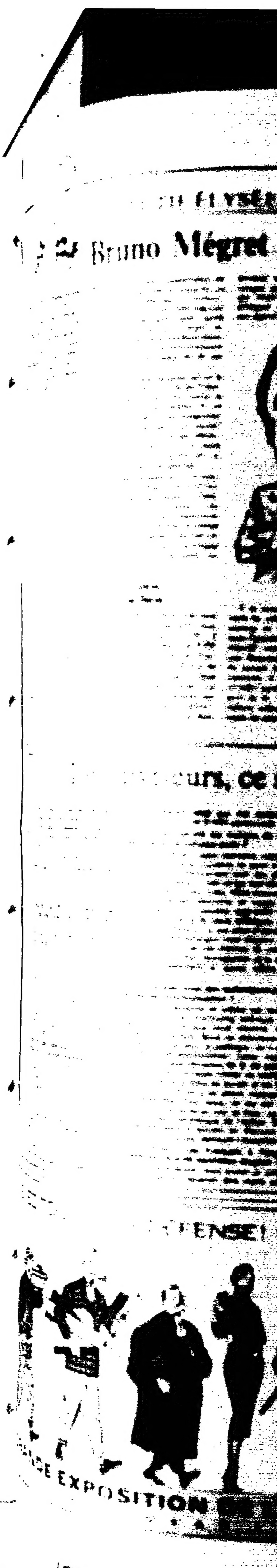
10 versions de Renault 9. Motorisations essence, Turbo et Diesel. Modèle présenté Renault 9 TXE. Mille-sime 88. Consommations normes UTAC: 5,4 L à 90 km/h, 7,2 L à 120 km/h et 9,2 L en ville. Garantie anticorrosion Renault 5 ans. DIAC: votre financement.

RENAULT présente GIFF

RENAULT 9

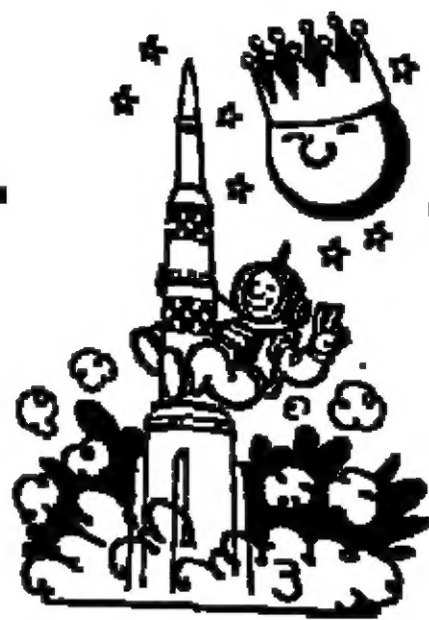
RENAULT
DES VOTRES
A VIVRE

مكتبة من الكتب



OBJECTIF ÉLYSÉE : LES PATRONS DE LA CAMPAGNE

Bruno Mégret ou le polytechnicien de M. Le Pen



Nous pourrions la publication d'une série de portraits et d'entrevues des « directeurs de campagne » des candidats — déclarés ou potentiels — à l'élection présidentielle de 1988. Après M. Alain Juppé, responsable de la cellule « projets » de M. Jacques Chirac (le Monde du 16 septembre), nous présentons M. Bruno Mégret, directeur de campagne de M. Jean-Marie Le Pen.

En choisissant Bruno Mégret, trente-huit ans, pour diriger sa campagne, plutôt qu'un de ses vieux compagnons blancs sous le harnais de l'extrême droite, M. Le Pen a joué la respectabilité. Fils d'un conseiller d'État, issu d'une famille plutôt centriste, ce polytechnicien, ingénieur des ponts et chaussées, ancien élève de l'université de Berkeley (Californie), n'a rien du « fascio » amateur de barres de fer. Transfuge du RPR, il symbolise bien, en outre, cet apport de sang frais dont le président du Front national avait besoin pour donner à son parti un visage plus avenant.

Cet homme finet, au visage impassible, promène calmement sa discrète silhouette à côté de son « menhir » de patron. Réservé, pudique, il se révèle à la tribune d'un congrès ou à celle de l'Assemblée nationale, enflammé et volontiers virulent. Retrouvant alors les accents d'un Renan rénaissant, après la défaite de 1870, une « réforme intellectuelle et morale de la France », il appelle d'un ton vengeur à une régénération de la classe politique française. C'est en mai 1968 que, encore lycéen, il a décou-

vert, dit-il, « toute l'importance du combat idéologique et culturel en politique ». Frappé par la supériorité intellectuelle et idéologique acquise par les gauchistes après « un long et patient travail de sages », il commence, modestement, sa contre-attaque en convainquant ses camarades de classe de ne pas faire grève.

C'est donc sans surprise qu'on le retrouve en 1974 au Club de l'Horloge, l'une des passerelles entre la droite et l'extrême droite. Il en devient l'un des membres dirigeants. Le scientifique se forme au maniement des idées ou plutôt des idéologies, convaincues que c'est la seule façon de lutter efficacement et durablement contre la gauche.

Chargé de mission au Commissariat général au Plan (1975-1976), il sera durant une année (1980-1981) conseiller technique du ministre RPR de la coopération, M. Robert Galley. Un laps de temps suffisant pour mesurer, affirme-t-il, « la décadence du pouvoir politique et son incapacité à imposer ses choix à la bureaucratie ».

Zèbres de Buren

Entré au RPR en 1979, il devient membre du comité central. Aux élections législatives de juin 1981, il affronte sous la bannière du RPR M. Michel Rocard dans les Yvelines. Il est battu mais se félicite de l'avoir « mis en ballottage ». Mais déjà le cœur n'y était plus. La défaite du 10 mai était passée par là. Pour M. Mégret, c'est le déclin : « Après la victoire de François Mit-

terrand, nous nous sommes rendu compte que la politique était quelque chose de trop sérieux pour la déléguer purement et simplement aux partis politiques ».



Il se lance alors dans le mouvement de création des clubs et associations de droite qui se développe dans l'immédiat après-mai 1981. Un objectif : avant la reconquête du terrain électoral, il faut songer à celle du terrain idéologique. Il fonde les comités d'action républicains (CAR) après avoir démissionné du parti de M. Chirac. Les CAR multiplient colloques et ouvrages sur le mode de ceux conçus par le Club de

l'Horloge. Ils mènent notamment le combat contre les manuels d'histoire « socialo-communistes » qui pervertissent, selon eux, la jeunesse de France. Après le 16 mars 1986, des militants des CAR déguisés en zèbres envahissent les jardins du Palais-Royal pour dénoncer « la décadence » des colonnes de Buren.

La gauche au pouvoir, les CAR militent pour le regroupement des associations et clubs de droite et d'extrême droite. Vingt-cinq d'entre eux se retrouvent en 1984 au sein de la Confédération des associations républicaines (CODAR) qui se veut une force autonome, à côté des partis de la droite classique. Mais déjà l'année précédente, Bruno Mégret avait franchi une étape en présentant des candidats des CAR aux élections municipales. En juin 1984, les CAR demandent à Simone Veil de remanier sa liste européenne qui leur apparaît comme « un cartel électoral de partis sans ouverture, sans renouvellement et sans projet ».

Les résultats des élections européennes font figure de « divine surprise ». La liste du Front national menée par M. Le Pen franchit la barre des 10 %. Pourfendeur des politiciens gestionnaires, M. Mégret a enfin trouvé son homme politique « visionnaire ». Il saisit son bâton de pèlerin et le suit. Au deuxième congrès de la CODAR, en 1985, il annonce son ralliement au Rassemblement national qui réunit le Front national aux troupes venues du CNI, d'associations et de clubs. La CODAR a vécu.

Parachuté dans l'Isère, le « polytechnicien de M. Le Pen » est élu le

16 mars : non sans avoir suscité au sein du FN local des divisions, des militants de longue date refusant de suivre « ces politiciens qui ne fournissent aucune garantie de fidélité au mouvement nationaliste ou à sa doctrine ». M. Mégret venait de trouver plus royaliste que lui.

Persuadé que le président du Front national a « une dimension d'homme d'État », Bruno Mégret croit à la bonne étoile de l'homme qu'il a rallié. Et déjà, sans plus attendre, il dresse, dans un entretien à la Croix (le 31 juillet), la liste des ministères que M. Le Pen et ses amis pourraient éventuellement

revendiquer au sein d'un « gouvernement de redressement national » UDF-RPR-FN : un portefeuille spécial dit de « la population » — « qui prendrait en compte tous les problèmes de la famille, de la démographie et de l'immigration », ceux de la justice, du développement, de l'instruction publique et de la défense civile. Mais cette nouvelle « divine surprise » que Bruno Mégret appelle de ses vœux pourrait bien, après les déclarations de M. Le Pen sur « le détail » des chambres à gaz, tourner à l'aigre.

P. S.

Le scandale du Carrefour du développement

L'Assemblée nationale devrait voter la mise en accusation de M. Nucci

Le jeudi 8 octobre prochain, l'Assemblée nationale devrait voter la mise en accusation de M. Christian Nucci devant la Haute Cour de justice, après une longue bataille de procédure et un solennel défilé des députés à la tribune, où chacun devra prendre ses responsabilités. Si rien n'est encore officiellement décidé, tel est le scénario qui est, actuellement, sérieusement préparé dans les couloirs du Palais-Bourbon.

La majorité paraît décidée à prolonger l'affaire du Carrefour du développement, du moins en ce qui concerne l'ancien ministre socialiste de la coopération. En ayant choisi, au printemps, de déposer une proposition de résolution souhaitant sa mise en accusation, en ayant fait le nécessaire pour que la commission chargée de l'examen, conclue très vite à la nécessité de la procédure de Haute Cour, le RPR et l'UDF s'étaient engagés sur une voie pratiquement irréversible. M. André Fanton, député RPR du Calvados, ayant fait adopter son rapport par cette commission le 30 juin, la majorité ne peut s'arrêter sans avoir l'air de reculer.

La suite, c'est le débat — et le vote — en séance plénière de l'Assemblée nationale. Et puisqu'il faut y aller, autant y aller vite, c'est-à-dire avant que ne commence la discussion budgétaire, le 13 octobre. Comme cette procédure nécessite la présence de nombreux députés dans l'hémicycle, une seule date est possible : la séance du mercredi 7 octobre dans l'après-midi, qui devrait se prolonger jusqu'à l'aube du lendemain.

Le scénario actuel se présente ainsi. Le vendredi 2 octobre — jour d'ouverture de la session — lors de la première conférence des présidents, qui prépare l'ordre du jour, le président de la commission « ad hoc », M. Jean-François Deniau (UDF, Cher), devrait faire savoir qu'il souhaite l'inscription de l'examen du rapport de M. Fanton. La date du mercredi 7, à 17 heures, après les questions d'actualité, serait alors retenue. Mais il faudra encore que l'Assemblée accepte cet ordre du jour « complémentaire ». Première occasion de débat — limitée par le règlement — et d'incidents prévisibles à l'ouverture de la séance de l'après-midi du vendredi.

Faute de précédent et de précisions réglementaires, le déroulement du débat du mercredi est assez flou. Certes, ne pourront intervenir que le rapporteur, le gouvernement, le député intéressé ou un de ses collègues le représentant, un orateur pour et un orateur contre, mais aucune limite de leur temps de parole n'est prévue. Surtout, les conditions dans lesquelles pourra s'exercer le droit d'amendement sont loin d'être claires : ce sera probablement l'occasion de multiples rappels au règlement, voire de réunions du bureau. Tout cela ne pourra que renvoyer le vote lui-même à plus tard dans la nuit.

Th. B.

Selon ses avocats

M. Yves Chalié serait dans un état « grave »

M. Yves Chalié serait dans un état « grave », selon l'un de ses avocats, M. Grégoire Triet. Principal inculpé de l'affaire du Carrefour du développement, l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci a commencé une grève de la faim le 24 août, après le refus de sa quatrième demande de mise en liberté. Ses défenseurs, M. Xavier de Roux et M. Triet, viennent s'inscrire au garde des sceaux, M. Alain Chabaudon, pour lui demander d'intervenir en faveur d'une mise en liberté de leur client, détenu depuis novembre 1986 et seul inculpé incarcéré dans l'affaire.

Transféré, le mercredi 9 septembre, à l'hôpital des prisons de Fresnes (le Monde du 11 septembre), M. Chalié ne serait pas, selon l'administration pénitentiaire, dans un état préoccupant : tout en confirmant qu'il a perdu 11 kilos, on y assure qu'il se lève et marche sans aide. M. Triet est allé un avis contraire : « Lorsque je suis allé le voir lundi, il s'est évanoui quand on a essayé de l'asseoir dans un fauteuil ».

Dans une déclaration au Monde, M. de Roux et M. Triet s'étonnent que le même avocat général, M. Yves Chauvy, ait requis, à quelques jours d'intervalle, l'élargissement des frères Chaumet, dont on dit qu'ils auraient détourné 3 milliards, et le maintien en détention d'Yves Chalié, qui ne fut que le subordonné d'un ministre — toujours libre — dont on dit cependant qu'il détournait beaucoup moins ».

ENTRETIEN

« Les diviseurs, ce sont eux »

« Comment avec-vous réagi en entendant M. Jean-Marie Le Pen parler de la remise en cause par les thèmes révisionnistes de l'existence des chambres à gaz comme d'un « détail » ?

— Je ne ferai pas de commentaires. Vous n'avez pas un avis personnel sur la question ?

— Je ne vous dirai rien. Les consignes sont au silence radio.

— M. Jean-Marie Le Pen commence son sixième mois de campagne. Quel bilan en faites-vous ?

— Le bilan des deux premières phases — les grands rassemblements du début, puis la tournée des plages cet été — est très positif. Nous sommes parvenus à déporter le centre du débat politique sur nos propres thèmes (le code de la nationalité, etc.). D'autre part, nous avons inversé la charge de la preuve de la division en proposant à l'UDF et au RPR un accord mutuel de désistement. Ils le refusent pour l'instant : les diviseurs, ce sont eux ! Enfin, je constate que Jean-Marie Le Pen monte dans les sondages.

— Quels seront les temps forts de la troisième phase de votre campagne ?

— Il y aura deux grands moments. La fête des « bleu-bien-rouge » au Bourget les 19 et 20 septembre avec un grand discours de mobilisation de Jean-Marie Le Pen (nous attendons 100 000 personnes sur les deux journées). Ensuite, il y aura au mois d'octobre le lancement des comités de soutien. Autour de ces deux temps forts, le président du FN poursuivra ses visites en province. Au mois de janvier, les 8, 9 et 10, nous lancerons la quatrième vague avec notre convention de Nice qui rassemblera les délégués et représentants

du mouvement ainsi que des personnalités étrangères (environ 3 000 personnes).

— Quels seront les thèmes de campagne des six prochains mois ?

— Le thème majeur demeure celui-ci : la classe politique se contente de gérer le déclin. Ceux qui nous gouvernent sont des généraux qui ont du métier. C'est ce qui leur permet de faire retraite en bon ordre. Mais division après division, l'armée décroche et recule. Nous, nous disons : « La retraite, cela suffit ! Il faut contre-attaquer ». Et nous affirmons qu'à la base de ce déclin il y a une crise d'identité des Français. C'est pourquoi nous plaçons dans le peloton de tête de nos thèmes de campagne des sujets comme l'immigration et la dénatalité qui concernent la survie même de la nation.

— Utilisez-vous des techniques particulières de communication ?

— Nous refusons de passer par les mains des Dieux du marketing politique. Nous, nous savons ce que nous voulons, ce que nous avons à dire. Nous ne cherchons pas à flatter les Français. La politique, ce n'est pas la vente de savonnets. Cette manie du « look » est une déviation de la vie politique : quand on voit Jacques Chirac se coiffer d'un walkman pour séduire les jeunes et les fans de Madonna, c'est qu'il les prend vraiment pour des imbéciles. Pour nous, ce qui est important, c'est le style et non le look. Le style, c'est un peu l'esthétique de l'action. Et c'est important comme soutien au discours politique, qui, pour nous, demeure l'essentiel.

Après « Les Français à l'Elysée », préparez-vous de nouveaux slogans ?

— Tout d'abord, nous avons un principe : tout slogan qui pourrait être repris par une

autre formation est mauvais. Nous cherchons des slogans spécifiques qui symbolisent nos idées. « Vivement demain », par exemple, est typique de ces slogans que n'importe qui peut utiliser. Nous le rejetons. Nous entendons que nos slogans soient porteurs d'un message de fond. Dans « Les Français à l'Elysée », qui reste notre slogan de campagne, il y a deux lectures : une première qui est patriotique et une seconde, plus élaborée, qui illustre l'idée de la confiscation du pouvoir par des féodalités et notre volonté de rendre ce pouvoir au peuple.

— D'un côté, vous proposez à la majorité un accord de désistement et, de l'autre, vous attaquez systématiquement M. Chirac et Barre. Où est la cohérence ?

— C'est le gouvernement Chirac, je le rappelle, qui, le premier, a jeté sur nous l'anathème en nous excluant d'une éventuelle majorité de 55 % après le 16 mars. Tant que l'UDF et le RPR n'auront pas répondu à notre proposition, je ne vois pas pourquoi nous changerions d'attitude. Je précise que la proposition de Jean-Marie Le Pen n'est pas une demande de négociation ou de compromis avec l'UDF et le RPR, mais un simple accord de désistement mutuel pour être certain de battre la gauche. Cela ne va pas au-delà. Nous entendons conserver notre liberté, notre identité et notre marge de manœuvre. Nous ne changeons pas d'avis sur les deux candidats de la majorité, mais nous établissons une hiérarchie ; notre principal objectif, c'est de battre la gauche.

Propos recueillis par PIERRE SERVANT.

ENEZ TOUS A LA DÉFENSE ! LA MICRO THOMSON VOUS CONCERNE TOUS.



GRANDE EXPOSITION DE LA MICRO INFORMATIQUE

THOMSON MICRO-INFORMATIQUE

Politique

Après les déclarations de M. Le Pen sur les chambres à gaz

Les socialistes demandent à la majorité de mettre fin à des accords régionaux avec le Front national

L'isolement de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, est total après ses déclarations du dimanche 13 septembre, au cours du « Grand Jury RTL-le Monde ». En qualifiant l'existence des chambres à gaz de « point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale », le responsable du Front national a suscité une levée de bouillottes qui s'est amplifiée au cours de la journée de mardi.

Alors que les socialistes, et notamment le bureau du groupe de l'Assemblée nationale, demandent à l'UDF et au RPR de remettre en cause les alliances conclues par la droite avec le Front national dans un certain nombre de conseils régionaux et de municipalités, le FN a fait savoir que son président répliquera, vendredi, en fin de matinée, au concert de protestations provoquées « dans la classe politico-médiatique » par ses déclarations. Plusieurs organisa-

tions appellent, à l'initiative de l'Union des étudiants juifs de France, « les partis politiques et les organisations » à manifester, jeudi, à 18 h 30, place du Palais-Bourbon, devant l'Assemblée nationale, « pour exiger la levée de l'immunité parlementaire de Jean-Marie Le Pen ».

S'agissant des suites juridiques éventuelles des déclarations de M. Le Pen, M. Alain Chalon, garde des sceaux, a confirmé, mardi, à Douai, lors de l'installation du nouveau procureur général près la cour d'appel, qu'il n'est pas possible d'incriminer Jean-Marie Le Pen au regard des textes. La seule voie de poursuites émanant de particuliers ou d'associations devant les tribunaux civils paraît donc ouverte. Evoquant mercredi les « diverses voix qui s'élèvent » pour défendre « certaines thèses révisionnistes », M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a indiqué

que « la question qui se pose est de savoir si la législation française ne doit pas se doter d'une disposition analogue à celle de la législation allemande, qui fait de la contestation des crimes nazis un délit ».

Une autre question concernant les suites politiques des déclarations de M. Le Pen est de savoir s'il parviendra sans difficulté à réunir, le moment venu, les 500 signatures d'élus nécessaires pour faire acte de candidature à la présidence de la République. Les noms et qualités des élus qui proposent un candidat sont, dans la limite de 500, rendus publics par le Conseil constitutionnel huit jours au moins avant le premier tour de scrutin. Sir Henry Plumb, président du Parlement européen, a demandé aux parlementaires, lors de l'ouverture de la séance du mercredi 16 septembre au matin, d'observer une minute de silence « en hommage aux victimes du racisme ».

propos politiques n'a rien à voir avec un consensus qui peut s'établir au niveau régional ».

A droite, les répliques indignées, à M. Le Pen, se multiplient. « Je suis effaré », a déclaré M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR. Cette déclaration est scandaleuse et consternante, mais je suis sûr qu'aucun Français n'a oublié l'histoire ».

« M. Le Pen n'a pas changé », a affirmé de son côté M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement et président du Parti radical. Il est égal à lui-même dans sa philosophie et son idéologie profonde ».

« Suffoqué » par les assertions du président du Front national, M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a mis en garde, mercredi, contre « l'ambivalence détestable » qui consisterait à « passer d'un problème moral à la politique politicienne et subalterne ». Le problème des alliances locales avec le Front national « est une question qui interpelle tout le monde. Nous y répondrons », a ajouté M. Pasqua.

Le ministre de l'Intérieur a encore indiqué qu'il fait « plus pour réduire la montée de l'électorat de M. Le Pen » que ceux qui se contentent de procéder par incantations et qui, dans le passé, n'ont pas donné la preuve d'un très grand sens moral (...) parce que quand on s'allie avec les suppôts de Staline qui avait fait disparaître vingt millions de personnes et qui en avait fait assassiner quelques autres millions, ce n'est pas très convenable non plus ».

Dans les syndicats, notamment de la part de M. Georges Ségué, ancien secrétaire général de la CGT, et actuellement président de l'Institut d'histoire sociale de la centrale et dans de nombreuses associations, parmi lesquelles la Ligue des droits de l'homme, les protestations se sont également multipliées.

Le maire communiste de Tarbes refuse la salle des fêtes à M. Stroh. « Le député des Hautes-Pyrénées et secrétaire général du Front national, M. Jean-Pierre Stroh, doit organiser une réunion publique, le 20 novembre, à la salle des fêtes de Tarbes (Hautes-Pyrénées). Après s'être accordé, selon la responsabilité départementale, M. Maurice Comtet, quatre semaines de réflexion, le maire de Tarbes, M. Raymond Ercau, vient de signer la décision d'arrêter cette salle municipale ».

En Nouvelle-Calédonie

Jour férié pour la venue de M. Chirac

Le haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie a décidé, le mardi 15 septembre, par arrêté, de déclarer fériée la journée de jeudi afin de permettre à la population du territoire de participer nombreuse aux manifestations prévues à cette occasion par les « loyalistes », vainqueurs du référendum d'autodétermination. Les établissements scolaires, les services territoriaux et les services de l'Etat seront donc fermés ce jour-là.

Le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Fournier, qui était mardi l'invité de Radio-Béfal, a jugé « souhaitable » que le nouveau statut envisagé par le gouvernement puisse être mis en place avant l'élection présidentielle, tout en soulignant que « cela risque d'être difficile ». « Le gouvernement ne veut pas imposer, il souhaite vraiment une consultation importante », a déclaré M. Fournier. Le souhait du premier ministre est de ne pas perdre de temps mais, compte tenu des contraintes parlementaires, je ne

peux pas prendre d'engagement. Si le statut était adopté à la session actuelle il ne serait adopté que fin décembre, et promulgué soit fin décembre soit fin janvier. On pourrait très bien envisager un statut qui pourrait être adopté et une mise en place qui pourrait se faire après l'élection présidentielle ».

Parmi les nouvelles réactions suscitées par les résultats du référendum, le Comité des paysans du Larzac et la Communauté de l'Arche, ont signé, avec plusieurs groupes de la région de Montpellier, un texte

M. Yeiwéné : « Nous nous opposons à la mise en place des nouvelles institutions »

A Nouméa, le numéro deux du FLNKS, M. Yeiwéné Yeiwéné, a affirmé, mercredi 16 septembre, que le mouvement indépendantiste « fera ce qu'il faut pour qu'il n'y ait pas d'élections » dans le territoire dans le cadre du futur statut d'auto-

nomie interne. « Nous nous opposons à la mise en place d'institutions issues du référendum, a-t-il déclaré. Nous envahirons les bureaux de vote, nous les occuperons mais nous ne bousculerons personne ».

nomie interne. « Nous nous opposons à la mise en place d'institutions issues du référendum, a-t-il déclaré. Nous envahirons les bureaux de vote, nous les occuperons mais nous ne bousculerons personne ».

Trois appelés canaques sont écroués à Strasbourg pour « refus d'obéissance »

STRASBOURG
de notre correspondant

Trois jeunes Néo-Calédoniens d'origine canaque, appelés du 57^e régiment de transmissions de Mulhouse (Haut-Rhin), ont été écroués le jeudi 10 septembre à la maison d'arrêt de Strasbourg (Bas-Rhin).

Ils auraient refusé de participer à un exercice militaire, pour marquer leur solidarité avec les consignes de boycottage du scrutin du référendum de Nouvelle-Calédonie. Les trois jeunes gens ont été inculpés de « refus d'obéissance » au terme du code de justice militaire; ils seront

Les réactions des organisations juives
« Une insulte aux morts mais pas une surprise »

Depuis quatre ans, M. Le Pen avait multiplié ses efforts pour essayer d'améliorer son image aux yeux des dirigeants de la communauté juive. Cello-ci l'a toujours considéré, en effet, avec la plus extrême suspicion, avant même la création du Front national. M. Le Pen n'avait-il pas évoqué au Palais-Bourbon, le 11 février 1985, à l'époque où il siégeait parmi les députés poujadistes, les « répulsions patriotiques et presque physiques » suscitées, selon lui, dans le pays par Pierre Mendès France, relayant ainsi la campagne antisémite alors menée par l'extrême droite contre l'ancien président du conseil.

Ces efforts n'avaient pas été complètement vains, bien que les organisations juives françaises lui aient toujours fermé leurs portes et qu'il n'ait jamais pu être personnellement reçu en Israël malgré son insistance et plusieurs visites effectuées à Jérusalem par certains des députés de son parti.

C'est ainsi qu'à l'occasion d'un voyage aux Etats-Unis, en février dernier, le président du Front national avait réussi à déjeuner avec vingt-quatre représentants d'organisations juives américaines.

En France même, M. Le Pen avait souvent cité le jugement porté sur lui en février 1984 par Tribune juive en soulignant que cette revue écrivait : « S'il s'agit d'antisémitisme, disons tout de go que nous n'avons pas connaissance de propos antisémites qu'on puisse attribuer au chef du Front national. Lui-même affirme qu'il n'est pas antisémite et comme la vocation n'est pas de sonder les reins et les cœurs, nous ne formulerons aucune accusation en ce sens. A l'égard d'Israël, M. Le Pen tient un langage plutôt flatteur, si bien que nous ne saurions non plus le taxer de la variante antisémite (1) ».

Aux élections européennes de juin 1984, M. Le Pen avait même pris soin de faire figurer sur sa liste, en quarante-deuxième position, un juif connu pour ses affinités avec l'extrême droite depuis la guerre d'Algérie, M. Robert Hemmerdinger, un ancien capitaine des Forces françaises libres et médaillé de la Résistance, qui est ensuite devenu, en mars 1986, conseiller régional du

Le PSU veut dialoguer avec les « rénovateurs » communistes. — En l'absence de trois de ses dirigeants, dont M. Jean-Claude Le Scroven, secrétaire national, un voyage officiel en URSS, la direction politique du PSU a adopté, le dimanche 13 septembre, à l'unanimité moins trois abstentions, une résolution souhaitant « que s'engage une discussion avec la coordination des rénovateurs communistes ».

Cette démarche du PSU a pour but d'envisager dans quelles conditions pourraient s'organiser une campagne commune pour le soutien de la candidature de Pierre Juquin à l'élection présidentielle et son élargissement à toutes les forces se réclamant de l'alternative ». La direction politique du PSU, selon un des participants, a apprécié « comme un événement politique majeur la démarche de la coordination des rénovateurs qui a consacré leur rupture organisationnelle avec le PCF ».

Par ailleurs, le PSU appelle, dans cette résolution, ses militants à participer aux premières assemblées du mouvement alternatif Arc-en-ciel qui se dérouleront du 16 au 18 octobre, à Villeurbanne (Rhône).

Front national à Paris et qui s'est vu octroyer, pour les besoins de l'action politique de M. Le Pen, la vice-présidence d'un Comité national des Français juifs, créé en octobre 1986 pour lutter avec une égale vigueur contre le communisme et l'intégrisme musulman.

Toutes les opérations de séduction lancées par le président du Front national sont désormais ruinées.

Le Conseil représentatif des institutions juives a estimé, mardi, que « aujourd'hui, M. Le Pen a jeté le masque en faisant sienne les thèses des pseudo-historiens révisionnistes » tout en soulignant que « les propos tenus par M. Le Pen n'ont pas vraiment surpris les responsables communautaires juifs ». « Depuis longtemps, le CRIF, par la voix de son président, M. Klein, ajoute le Conseil, avait condamné les campagnes racistes et xénophobes du Front national ».

Le Consistoire central israélite a exprimé « sa profonde consternation » : « Ces déclarations, a-t-il dit, constituent une insulte à la mémoire de tous ceux qui sont morts dans les chambres à gaz. Ces paroles sont inacceptables pour le peuple de France, surtout lorsqu'elles sont celles d'un parlementaire ».

« Une comédie »

L'Union des juifs pour la résistance et l'entraide (UJRE) ajoute que les propos de M. Le Pen constituent « un encouragement aux nostalgiques du racisme et de l'antisémitisme ».

Quant à l'Amicale de liaison des anciens résistants juifs (AMILAR), elle « trouve dans ce langage le reflet d'une époque qu'elle croyait révolue ». « Jean-Marie Le Pen, affirme-t-elle, a failli au devoir d'une charge parlementaire qui impose le respect de la vérité historique ». L'amicale réaffirme sa condamnation « de l'agitation raciste, xénophobe et à présent ouvertement antisémite du Front national ».

En revanche, selon M. Hemmerdinger, M. Le Pen « a dit une comédie », mais « il n'a rien d'antisémite ». Le vice-président du Comité national des Français juifs en veut pour preuve que « Le Pen a été le premier à féliciter le rabbin de Marseille quand M. Stroh a été nommé grand rabbin de France ». M. Hemmerdinger ajoute que le président de son parti « est très proche de centaines de milliers de juifs américains » et « très fermement pro-Israélien. L'holocauste a existé, c'est indéniable, a conclu M. Hemmerdinger, et Jean-Marie Le Pen aurait dû s'abstenir ».

(1) A propos de ce texte, le rabbin Grunewald, directeur de Tribune juive, nous a écrit : « Le jugement que nous avons porté sur M. Le Pen, dans le numéro du 10 février 1984 qui lui était consacré, est assurément négatif. En conclusion de l'édition, nous avons indiqué : « Jean-Marie Le Pen représente dans ce contexte (le problème de l'émigration en France) le porteur d'un programme politique qui n'est pas compatible avec les principes qui ont nourri le peuple juif ».

Soulignant que nous n'entendons pas « nous placer sur le plan de l'antisémitisme dans sa manifestation immédiate et grossière », nous avons précisé dans ce même contexte que l'absence chez M. Le Pen de déclarations antisémites qui nous soient connues (en 1984...) l'auteur s'est rattrapé depuis) ne diminuait en rien les « aberrations de l'extrême droite, alors qu'elles menacent tant d'autres principes dont nous sommes moralement comptables ».

Que M. Le Pen éprouve nécessité d'avoir recours à cette édition de Tribune juive pour se complimenter est évidemment malheureux. Mais révèle aussi l'existence, dans le domaine de référence, du moins « jugement positif » à son égard ».

Collection MONDES
EN DEVENIR
Direction : Edmond Joue
L'ÉCHO DES MUTATIONS
ET DES ESPÉRANCES
DES PAYS
DU TIERS-MONDE
Berger-Levrault

لجنة من الدول

Le succès d'Ariane renforce l'Europe dans la compétition spatiale

(Suite de la première page.)

Reste que ce succès ne doit pas conduire les Européens à «rouler des mécaniques» mais au contraire les aider à «préparer la suite avec humilité». Car, à bien y regarder, l'échec du mois de mai de l'année dernière a été une dure mais salutaire leçon pour l'Europe.

Personne ne le nie aujourd'hui. Le président d'Arianespace lui-même, M. Frédéric d'Allest, reconnaît que «certains problèmes techniques avaient été sous-estimés». Ils sont aujourd'hui résolus. Mais cela ne dispense pas de continuer les efforts, d'émousser sans cesse le produit tant il est vrai que l'Europe ne peut se permettre de prendre quelque risque que ce soit sur le moteur du troisième étage d'Ariane, avec lequel elle va devoir vivre encore vingt ans. Le programme de 120 millions d'unités de compte (environ 820 millions de francs) décidé par l'Agence spatiale européenne pour la «consolidation» du lanceur européen est une preuve de ce nouvel état d'esprit.

«Nous allons en effet, remarque le patron de la SEP, dépenser en deux ou trois ans ce que nous avons dépensé en dix ans.» C'est pourquoi il ne faut guère s'étonner que tous les promoteurs d'Ariane invitent dès maintenant leurs partenaires à prendre des mesures pour que pareils déboires ne se reproduisent pas avec le lanceur lourd Ariane-4, dont le premier vol est prévu pour février 1988, mais aussi avec le lanceur super-lourd Ariane-5, qui doit faire son apparition dans les années 1995.

Pour M. Charles Bigot, directeur général d'Arianespace, chargé de la promotion du lanceur européen, il faudrait «investir chaque année 200 à 300 millions de francs pendant toute l'existence d'un lanceur pour assurer son développement sans surprise. Une opinion que beaucoup partagent, sachant que la réussite est à ce prix. Car tous ces retards accumulés ne sont pas bons pour le commerce, même si le drame de la navette spatiale Challenger et les échecs répétés des lanceurs conventionnels américains ont profité à Ariane».

Maintenant que l'«étape-clé» qui constituait ce dix-neuvième lancement est franchie, il faut

«mettre les bouchées doubles». La décision de procéder à deux nouveaux tirs d'ici à la fin de l'année en est une illustration. Le premier aura lieu en principe le 12 novembre, le second le 4 décembre et les promoteurs d'Ariane espèrent bien profiter de leur succès pour convaincre «les opérateurs occidentaux qu'ils peuvent désormais compter sur le lanceur européen». Et peut-être aussi convaincre, comme l'a rappelé dans une intervention très politique M. Reimar Lust, directeur général de l'Agence spatiale européenne, «que ce tir donnera confiance à nos partenaires et qu'il permettra au gouvernement de Bonn de prendre la bonne décision sur l'avenir de l'Europe spatiale à la conférence interministérielle des 9 et 10 novembre prochains à La Haye» (1).

S'il est vrai que le carnet de commandes et les moyens de production d'Ariane sont «aujourd'hui saturés jusqu'à la fin de 1990», il est clair qu'au-delà de cette date la bataille fera rage entre les Européens et les Américains pour la conquête du marché. Après 1992, Arianespace ne pourra plus soutenir les cadences de tir des années précédentes — huit en 1988, neuf en 1989 et 1990 — du fait d'une baisse mondiale du nombre de satellites à lancer. C'est pourquoi les promoteurs du lanceur européen doivent réussir encore pour être en mesure de contrer leurs concurrents.

Douchés par l'échec de Challenger, les Américains ont redonné vie à leur programme de lanceurs conventionnels. C'est ainsi que l'US Air Force a passé commande à McDonnell Douglas de vingt

Thor Delta, qui aideront la firme américaine à retrouver le chemin des contrats commerciaux pour les satellites civils. De même, le Pentagone a passé commande à Martin Marietta d'une cinquantaine de Titan-3, qui devraient aider à la commercialisation du Titan-3, «le concurrent le plus sérieux de la future fusée Ariane-4». Reste General Dynamics et son Atlas-Centaur, qui n'a bénéficié d'aucune aide du gouvernement américain mais que l'organisation Eutelsat devrait malgré tout choisir en raison du bas prix qu'elle offre — 20 % de moins qu'Ariane, — dit-on, pour mettre en orbite un de ses satellites. La nouvelle fait déjà grand bruit et certains n'hésitent pas à accuser le directeur général d'Eutelsat, M. André Caruso, d'avoir ainsi fait entrer en Europe un cheval de Troie américain. Ce dont l'intéressé se défend en arguant qu'il remplace un test prévu sur la navette américaine par un tir sur un lanceur conventionnel américain pour ne pas dépendre d'un seul fournisseur. Affaire à suivre donc.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Au cours de cette réunion devrait être décidé l'engagement par les Européens de trois programmes : le lanceur super-lourd Ariane-5, l'aviation spatiale Hennes et la station spatiale habillée Columbus.

M. Mitterrand : l'Europe de l'espace prend un nouveau départ

M. François Mitterrand a déclaré, dans un message immédiatement adressé après le succès d'Ariane à M. Frédéric d'Allest, président d'Arianespace : «Avec la réussite de ce tir, l'Europe de l'espace prend un nouveau départ. La réunion des ministres européens de l'espace, qui doit se tenir prochainement à La Haye, s'en trouve confortée.» De son côté, M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des PTI et du Tourisme, a notamment déclaré : «Dès aujourd'hui, on peut regarder au-delà de ce succès [...]. De telles perspectives ne peuvent qu'encourager l'Europe.» «Ce succès ne peut que renforcer la détermination du gouvernement français à participer à l'union des Européens pour aller dans l'espace», a-t-il ajouté.

J.-F. A.

La dernière minute

KOUROU de notre envoyé spécial

«C'était juste. On a vraiment accroché le piquet du lion.» En lançant Ariane à la toute dernière minute alors que les invités du Centre spatial guyanais paraissent se résigner à un report de tir, les responsables de ce dix-neuvième vol du lanceur européen Ariane ont bien, comme les sœurs, effacé l'obstacle au tout dernier moment... mais avec plus d'une heure et demie de retard. De fait, les équipes «se préparaient à repousser le tir», comme l'a confirmé plus tard M. Frédéric d'Allest, président d'Arianespace. Mais le lancement a eu lieu et le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Lionel Jospin, de passage en Guyane, a pu goûter à la joie des principes de ce genre d'opération. «Curieux» il est arrivé, «ému» il est reparti.

La belle s'est donc fait attendre et après un compte à rebours sans faille, six minutes seulement avant le tir. La cause ? Une incertitude sur la fonctionnalité d'un capot du système de remplissage de la fusée en hydrogène liquide. Le clapet était-il défectueux ou s'agissait-il

d'un mauvais fonctionnement du capteur de contrôle ? Lever le doute sur cette incertitude ne fut pas simple. Et les soixante-dix minutes du premier créneau de tir d'Ariane y passeront, suivies bientôt de la quasi-totalité des vingt-deux minutes du second. Conscients de l'énormité de leur marge de manœuvre, les responsables du Centre spatial guyanais demandèrent alors une minute de délai de grâce supplémentaire aux propriétaires de satellites sans que cela porte atteinte aux capacités de leurs engins.

La précieuse minute fut accordée mais jamais consommée. Car sous les efforts conjugués des équipes de Kourou en Guyane mais aussi de Vernon (Eure) et d'Evry en région parisienne, on réussit enfin à analyser le phénomène «trouble» d'un capteur par deux autres placés non loin de là, et à prouver que le lanceur était bien prêt pour le tir. Ce qui fut fait, une minute et trente-deux secondes seulement avant que ne se ferme le second créneau de lancement et que ne s'ouvre «une nouvelle période d'émotions fortes» : celle du prochain tir dans à peine un mois.

EDUCATION

Les syndicats d'enseignants hostiles à la réforme du CAPES

L'arrêt du ministère de l'Éducation nationale assouplissant les conditions de candidature au CAPES et autorisant les titulaires d'une licence quelconque à se présenter à ce concours dans la discipline de son choix (le Monde du 16 septembre), est désapprouvé par les syndicats d'enseignants. Cette

décision est destinée à remédier à la crise de recrutement d'enseignants. En 1987, 27 % des postes proposés aux CAPES et CAPEPS externes sont restés vacants faute de candidats de valeur suffisante.

Pour le SNES (FEN), cette mesure «entraînera une régression de la maîtrise des connaissances et du niveau de qualification des enseignants». Le SNALC (modéré) craint qu'elle ne conduise à l'instauration d'une bivalence des professeurs certifiés (titulaires du CAPES), c'est-à-dire la possibilité de leur faire enseigner non plus seulement une, mais deux disciplines voisines, comme c'est le cas pour les professeurs de collèges. Le SGEN (CFDT) estime que cette réforme «risque d'être illusoire si les conditions visant à reconsidérer le métier d'enseignant et favoriser les candidatures ne sont pas revues». Enfin, M. Guy Bayet, président de la société des agrégés, parle de «raccourci» : «on va recruter des gens complètement nuls pour atteindre un nouveau degré d'incompétence.»

(Publicité)

bloc-notes

GESTION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Début octobre
INTRODUCTION
COMPTABLE
A LA GESTION

60 heures
ANALYSE
D'EXPLOITATION
ET GESTION
BUDGÉTAIRE

80 heures
ECCIP
Ecole Commerciale
de la Chambre
de Commerce
et d'Industrie de Paris
3, rue Armand-Moisant
75015 Paris
Tél. : 43-20-08-82
Poste 452
Métro Montparnasse

Elle s'est transformée en copieur.

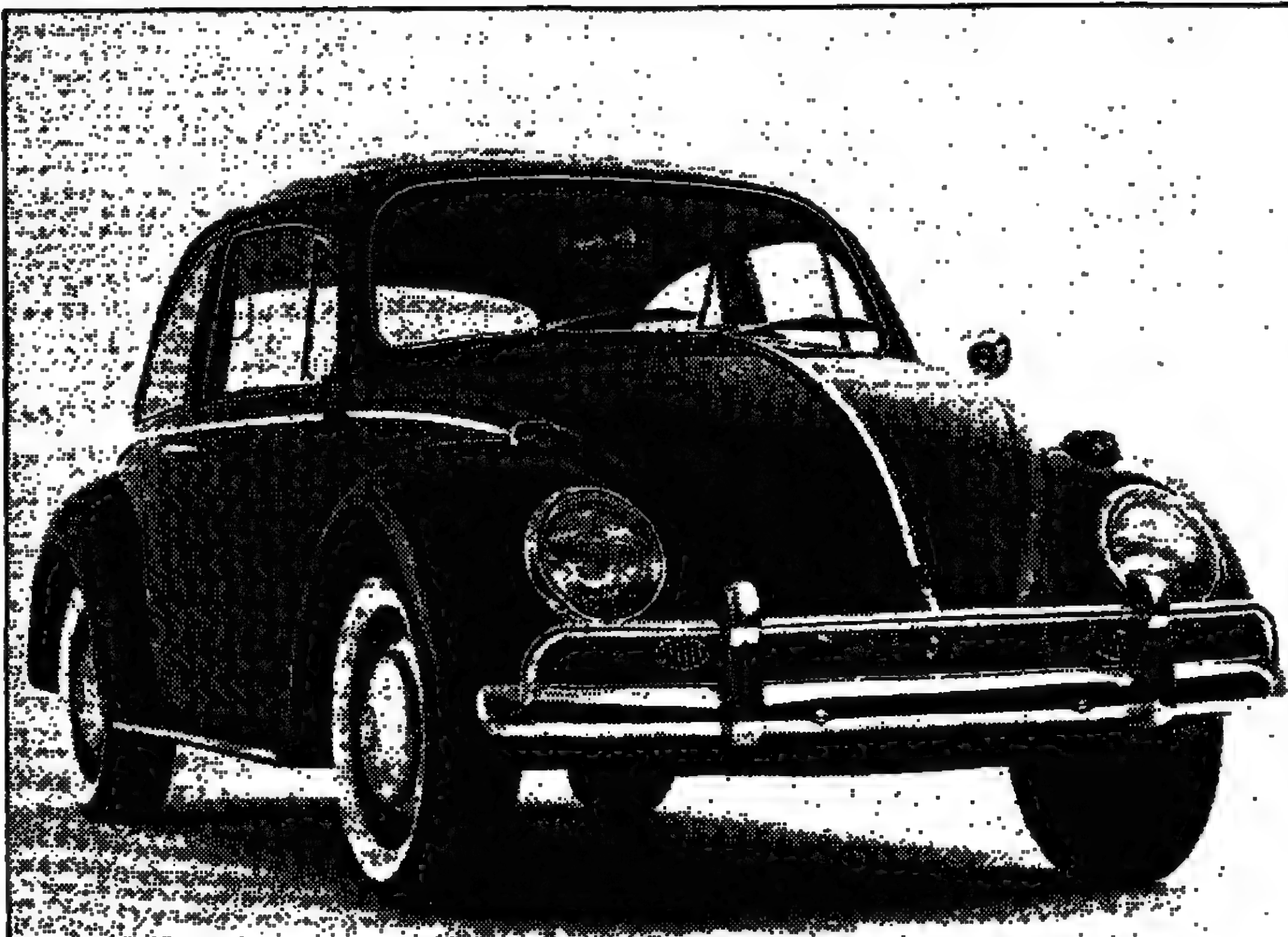
Avouons-le tout net: les copieurs Océ ne sont pas vraiment les plus beaux. Mais ils sont d'une fiabilité exemplaire. Imaginez de tirer 9.000.000 de copies (ce qui peut vous prendre sept ou huit ans) sans avoir à déconcer le papier dans la machine. Sans rajouter de toner ou de révélateur. Sans rien changer ni nettoyer à l'intérieur.... Voilà le genre de performance réalisable avec les copieurs Océ à haut et très haut rendement. Des copieurs si fiables que la porte d'accès à leur mécanisme reste verrouillée en permanence.

UNE AUTRE CONCEPTION DE LA PHOTOCOPIE. Comme vous pouvez le supposer, les copieurs Océ fonctionnent différemment des machines auxquelles vous êtes habitués — et dont vous êtes peut-être un peu fatigués.

Dans la plupart des copieurs, le papier est extrait du magasin et dirigé jusqu'à un tambour où il va saisir l'image. Dans les copieurs Océ, ce sont des bandes photoconductrices qui amènent l'image au papier. Ainsi, le circuit papier est réduit de moitié et les risques de brouage sont virtuellement inexistantes.

DES PHOTOCOPIES AUSSI PARFAITES QU'UNE IMPRESSION. Les copieurs Océ vous permettent d'obtenir ce que la plupart des autres copieurs sont incapables de vous garantir: une qualité comparable à l'impression offset.

Comment est-ce possible? D'une part, parce que nos bandes photoconductrices, procédé exclusif Océ, restituent beaucoup mieux les finesses de l'original. D'autre part, parce que nous utilisons un système particulier pour le transfert du toner, système qui permet de ne pas maculer les copies et de réaliser dans tous les cas une image parfaite.



De plus, notre dispositif Océ de compensation automatique du fond règle le niveau d'exposition pour chaque original, de façon à ce que vous obteniez des copies d'une netteté absolue, même lorsqu'il s'agit de reproduire des photos ou des originaux teintés. Et cette qualité ne faiblit pas avec le temps....

NOUS NOUS CHARGEONS DE TOUT. Les copieurs Océ consomment uniquement du toner.

Mais vous n'avez pas à vous en préoccuper. L'automatisme est de 90.000 copies, et nous la renouvelons à chaque visite de maintenance. En fait, si c'est la rentabilité qui vous préoccupe (préoccupation fort logique), vous serez heureusement surpris. Les copieurs Océ, quelle que soit la formule choisie, sont plus économiques à l'utilisation que toute autre machine d'une catégorie comparable (dites-nous combien de photocopies vous faites et nous vous dirons ce que vous économiserez). Et ils vous feront même gagner de la place: l'encombrement au sol d'un Océ est inférieur de 30% à celui d'un copieur comparable.

110 ANS, ET UN FAMEUX DYNAMISME. Qui sommes-nous, pour être aussi sûrs de nos copieurs?

Océ est une entreprise hollandaise fondée voici 110 ans et qui fabrique des équipements de reprographie depuis 1920 (certains de ses plus célèbres copieurs sont arrivés bien plus tard).

Nous sommes le plus important fabricant européen de copieurs, et nous avons acquis une solide réputation dans 90 pays pour nos machines «infatigables».

Nous sommes à votre disposition pour vous en dire plus sur nous. Par exemple sur notre organisation commerciale et notre service (26 agences en France), sur notre large gamme de copieurs, sur la conception ergonomique de nos machines et sur nos différents types de contrat particulièrement intéressants.

Retournez dès aujourd'hui le coupon ci-dessous ou téléphonez au (1) 46.57.12.24 (Service marketing — demandez Béatrice).

océ

La Performance Constante

A retourner à Océ France S.A. - Service marketing, Division copieurs, 199-191 avenue Pierre Brossolette - 92120 Montrouge

☐ J'aimerais savoir ce que peuvent m'apporter les copieurs Océ. Veuillez m'adresser votre brochure «Chefs d'œuvre hollandais».

☐ Je souhaite qu'un Attaché Commercial Océ prenne rapidement contact avec moi.

Nom _____

Fonction _____

Société _____

Adresse _____

Téléphone _____

Collection MONDES EN DEVENIR

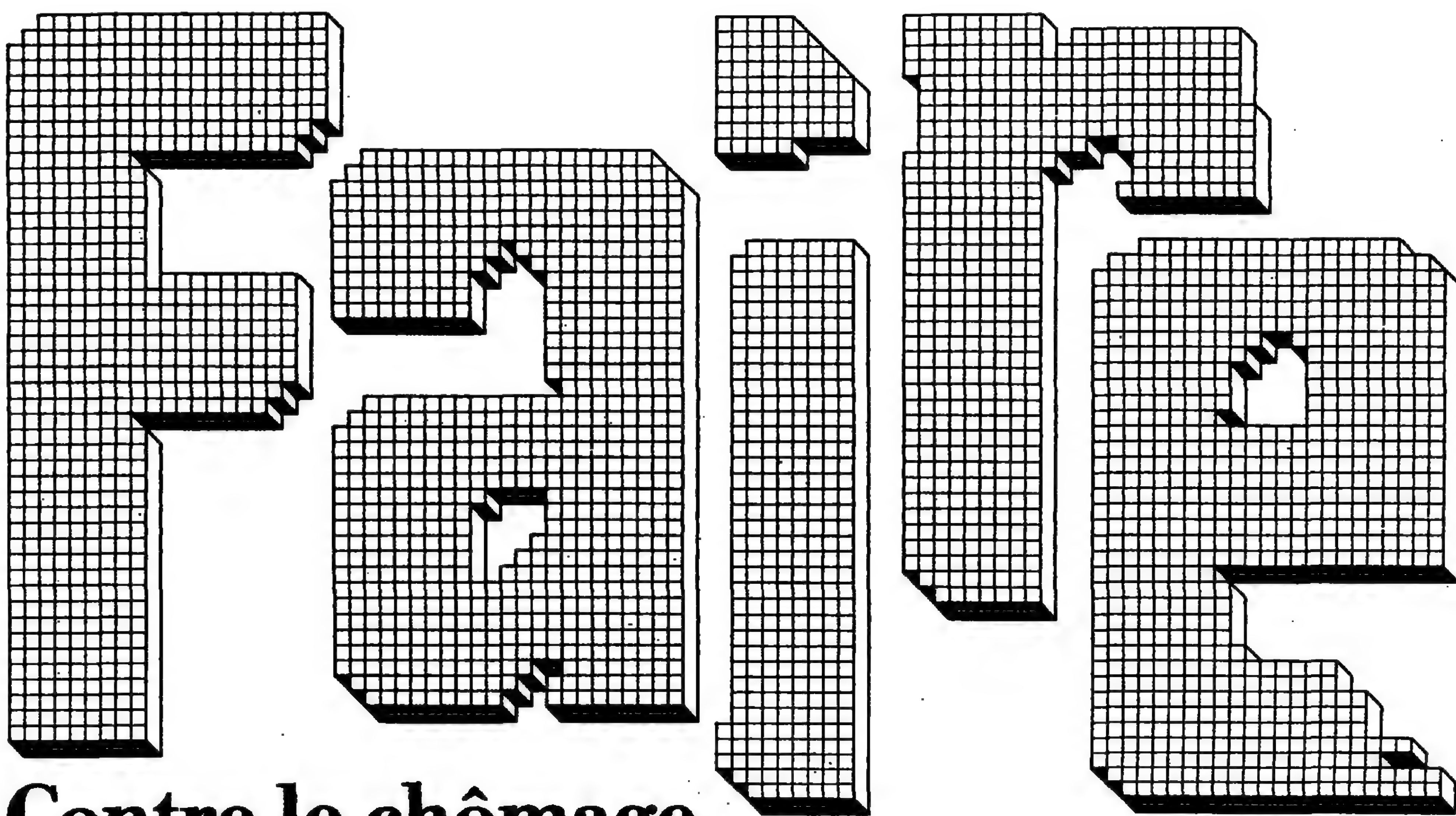
Édition : Edmond Jove

L'ÉCHO DES MÉTAPHES ET DES ESPÉRANCES

DES PAYS DU TIERS MONDE

Berger-Levrault

Aider, c'est entreprendre.



Contre le chômage.

Chômage n'est pas seulement un mot auquel on se serait trop vite habitué.

C'est une réalité qui nous touche. Une réalité contre laquelle chacun de nous doit agir.

C'est pourquoi la Fondation France Active prend aujourd'hui l'initiative de FAIRE.

FAIRE pour aider ceux qui créent des emplois et développent des activités.

FAIRE, c'est leur apporter des compétences, des conseils et un réseau de relations. C'est les aider à payer les prestations dont ils ont réellement besoin pour mettre au point leur projet. C'est leur apporter des capitaux et leur faciliter l'accès à des prêts.

FAIRE, c'est agir ensemble, sur le terrain, au plus proche des réali-

tés et des problèmes de chacun. Chaque projet sélectionné sera parrainé, c'est-à-dire suivi par un comité local entièrement responsable de ses engagements.

Vous l'avez compris, FAIRE n'est pas une idée en l'air.

En nous apportant votre savoir-faire, vos compétences et vos dons, vous deviendrez les partenaires d'une action durable et rentable.

FAIRE vise avant tout l'efficacité. C'est une question de bon sens. Bien sûr, nous ne ferons ni tout, ni tout de suite, ni tout seuls. Mais les énergies existent. Alors avec vous, et avec tous ceux qui agissent déjà pour l'emploi, nous irons plus vite et plus loin.

Pour nous, aider c'est entreprendre.

Fondation France Active :

la Fondation de France, le Comité Catholique contre la Faïm et pour le Développement, la Cimade, le Fonds Social Juif Unifié, la Caisse des dépôts et consignations, le Crédit Coopératif, les Assurances à Caractère Mutuel (GSACM), la Fondation pour Entreprendre.

FAIRE vous intéresse? Contactez-nous par minitel en faisant le 3615 + FAIRE

Vous pouvez aussi nous écrire ou envoyer vos dons à

FAIRE - FONDATION DE FRANCE - 40, AVENUE HOCHÉ - 75008 PARIS - CCP Paris 369 G

GROUP 10011

سكس 1 من الدير

LE MONDE
par minitel
VOTRE PORTEFEUILLE
PERSONNEL
LE MONDE

Société

DÉFENSE

L'application de la loi de programmation

Les militaires s'inquiètent du tassement des dépenses de fonctionnement

La commission de la défense nationale a commencé, le mardi 15 septembre, une série d'auditions consacrées au budget 1988 de la défense. Après le général Jean Saulnier, chef d'état-major des armées, les commissaires devaient entendre, mercredi, M. Jacques Chevalier, délégué général pour l'armement, et l'amiral Bernard Louzeau, chef d'état-major de la marine. Le général Saulnier a présenté les lignes générales du budget, qui seront affinées par les chefs d'état-major des trois armées, par le délégué général pour l'armement et par le ministre de la défense, M. André Girard.

L'intervention du général Saulnier était particulièrement attendue pour le second budget d'application de la loi de programmation relative à l'équipement militaire 1987-1991 (1). Le chef d'état-major des armées a voulu rassurer son auditoire, sans cacher les inquiétudes manifestées ici ou là sur le titre III (dépenses de fonctionnement). Le

titre V du budget (dépenses d'équipement) correspond à ce qui était prescrit par la loi de programmation. Le mécanisme d'actualisation (par référence à l'indice du produit intérieur brut marchand-PIBM) introduit l'année dernière par un amendement du président de la commission de la défense, M. François Fillon (RPR, Sarthe), contre le gré du gouvernement, a donc produit ses effets.

En revanche, pour les dépenses de fonctionnement (qui n'ont pas été chiffrées dans la loi de programmation), la tendance est une nouvelle fois à la compression. Le titre III baisse sa part (diminution d'effectifs notamment) ce qui a suscité les questions de plusieurs commissaires. Le général Saulnier n'a pas caché que ce tassement provoquait une certaine inquiétude chez les militaires, mais qu'en aucune façon cette légère baisse du budget de fonctionnement n'affecterait l'entraînement des

troupes. Les commissaires socialistes ont jugé les hypothèses économiques du gouvernement un peu trop « optimistes » pour pouvoir faire face aux engagements de la loi de programmation. Un problème particulier va être notamment posé par le coût élevé des opérations extérieures : 2 milliards et demi de francs pour l'année 1987. Il faudra sans doute que le gouvernement passe par un collectif budgétaire pour effacer cette ardoise.

D'autre part, comme le ministre de la défense M. Girard, début septembre (le Monde du 4 septembre), le général Saulnier a fait devant les commissaires un point sur la situation dans le Golfe et au Tchad. L'ancien chef de l'état-major particulier du président de la République a donné essentiellement une leçon de géopolitique dans le Golfe. Il a également explicité les raisons du retour du porte-avions *Clémenceau* à Djibouti. Il était préférable, a-t-il expliqué, que d'indispensables travaux de

maintenances soient réalisés (notamment pour les catapultes) et il valait mieux les faire tout de suite, tant que la situation était calme, plutôt que d'y être contraint en période de crise.

Enfin, le général Saulnier n'a pas caché que le cessez-le-feu au Tchad était surtout utilisé, de part et d'autre, pour refaire ses forces : le renforcement des potentiels militaires libanais et libyens n'aurait pas vraiment de lendemaines calmes dans cette région, a-t-il expliqué en substance.

P. S.

(1) La loi de programmation 1987-1991 a été votée le 10 avril à une écrasante majorité, seul le PCF votant contre. Elle ne concerne que les dépenses d'équipement (titre V). C'est une loi exprimée en francs constants. Une révision pourra éventuellement avoir lieu en 1988.

ENVIRONNEMENT

Becs d'ivoire et plumes d'or

Il ne fait pas bon s'en prendre aux oiseaux rares en Floride. Deux promoteurs viennent d'en faire l'expérience, pour avoir abattu un bois de pins sur un terrain à lotir près de la ville d'Ocala. Il se trouve que ce bois de pins abritait un couple de pics à bec d'ivoire (*Campephilus principalis*), un oiseau considéré au bord de l'extinction.

faune ou la flore menacées. L'un des deux hommes, Kupri Ghuman, a plaidé coupable et écopé d'une amende de 300 000 dollars (1,8 million de francs) à verser à la Fondation. L'autre, Herbert von Kluge, a été condamné à 1 000 dollars d'amende (6 000 F).

La Fondation nationale pour la préservation de la vie sauvage a entraîné les deux promoteurs devant le tribunal de Jacksonville pour la mort — supposée — de pics et le non-respect de la loi qui oblige les promoteurs à mettre des terrains en réserve pour la

Leur société, Development and Construction Company of America, s'engage à établir une réserve de 15 hectares sur le lotissement et une autre de 80 hectares à proximité d'un parc national. Amendes et terrains, au total, approchent le million de dollars (entre 5 millions et 6 millions de francs). — (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

REPÈRES

Astronomie

De l'alcool au-delà de la Voie lactée

Trois chercheurs viennent de découvrir la présence de méthanol, qui est une forme d'alcool, dans deux galaxies situées à environ 10 millions d'années-lumière de la Terre, au-delà de la Voie lactée. Les chercheurs, deux Allemands de l'Ouest, Christian Henkel et Rainer Mauersberger, et le Français Thierry Jacq, de l'université de Bordeaux, ont fait leur découverte en travaillant sur le radiotélescope de 30 mètres de l'observatoire de Pico Veleta en Espagne. Selon le communiqué de l'Institut de recherche Max-Planck à Munich, qui annonce la nouvelle, cette découverte est « la première preuve de l'existence d'une molécule aussi complexe au-delà de la Voie lactée ».

Chimie

Le répertoire européen des substances

Exactement 100 118 substances chimiques, répertoriées dans un inventaire dont un avant-traité vient d'être publié à Bruxelles, pourront être mises sur le marché communautaire sans notification préalable et sans nouvelle procédure d'évaluation de leur sécurité d'emploi.

La liste est limitative. Tout produit qui n'y figure pas doit subir des contrôles. Éventuellement il sera soumis à des consignes de sécurité renforcées.

L'inventaire, en huit volumes, n'existe pour l'instant qu'en anglais, et ne prendra force légale qu'après avoir été traduit dans les neuf langues de la CEE, ce qui pourrait demander deux ans. Mais la Commission estime que la version anglaise sera déjà utile aux « fabricants, distributeurs, services douaniers et services de protection de l'environnement ».

Epizootie

Peste équine en Espagne

Les frontières espagnoles sont fermées depuis le 14 septembre pour tout transport de chevaux à la suite de la découverte d'un foyer de peste équine qui a déjà causé la mort d'une centaine de bêtes au centre de l'Espagne.

La maladie aurait été importée par des zibres venant d'Afrique du Sud et commandés par un zoo de Madrid. L'Espagne a commandé des vaccins, mais tous les chevaux espagnols vaccinés devront rester en quarantaine pendant un an, à commencer par ceux qui devaient participer à des compétitions internationales.

Euthanasie

Les souffrances d'une jeune Allemande

Une jeune Allemande de l'Ouest, âgée de trente ans, qui était totalement paralysée depuis deux ans à la suite d'un accident de voiture, s'est empoisonnée avec l'aide de sa garde-malade. Cette dernière, âgée de soixante-quatre ans, est membre de « l'Association allemande pour le droit de mourir dans la dignité ». La jeune paralysée avait fait enregistrer son désir de mourir sur vidéo et magnétophone, puis s'est fait filmer en train de boire, à l'aide d'une paille, sa potion mortelle.

Le « respect de la vie » est inscrit dans la Constitution de la RFA, et c'est à ce titre qu'un tribunal avait jugé irraisonnable, en juillet dernier, la demande d'une autre jeune femme atteinte elle aussi de quadriplégie et qui demandait qu'on l'aide à mettre fin à ses jours.

SIDA

Les spécialistes font appel à l'aide internationale

Les spécialistes latino-américains, réunis à Quito pour une conférence internationale sur le SIDA, ont lancé un appel aux grandes puissances en demandant solennellement à l'URSS et aux États-Unis de consacrer 10 % de leur moyen budgétaire à la réduction des armements nucléaires à la lutte contre le SIDA. Les pays participants demandent, en outre, que les créanciers des pays en voie de développement allègent de 10 % la dette de ces pays pour leur permettre de faire face à une épidémie qu'ils ne peuvent affronter actuellement, étant donné leurs faibles moyens et leur situation sanitaire dramatique. La conférence de Quito était transmise en direct par la télévision à trente pays d'Amérique latine.

Un cours

pour les policiers

Un cours spécial sur le SIDA a été organisé à Carcassonne par un médecin légiste pour les gardiens de la paix qui devront obtempérer pendant plusieurs jours, à la cour d'assises de l'Aude, cinq accusés séropositifs impliqués dans plusieurs hold-up. « Il est nécessaire de rassurer ces hommes et de leur expliquer les modes de transmission de la maladie », a dit le commissaire Calvet, directeur départemental des polices urbaines.

RÉFLÉCHISSEZ : être présent dans 85 pays, n'est-ce pas se donner 85 fois plus de chances de saisir toutes les opportunités financières?

Le soleil ne se couche jamais sur le Groupe Suez. Dans tous les coins du monde, sur tous les fronts, partout où se joue l'économie mondiale, de Hong-Kong à Los Angeles, de Paris à Sydney, Suez intervient et investit. Au Brésil, il installe une usine de verre plat. En Chine Populaire, il finance une centrale nucléaire. En Thaïlande, il exporte des locomotives françaises. Par l'intermédiaire de Suez International, il est en opération

active sur les cinq continents, dans les domaines du négoce, de la distribution et des transports. Le négoce d'actions et d'obligations à Tokyo, de « futures » et d'options à Chicago, les participations dans des sociétés d'information de la Silicon Valley, c'est Suez. Ce tempérament de pionnier a toujours été la marque du Groupe et des principales sociétés qui le constituent. En 1858, la Compagnie de Suez perçait le canal qui relie la Mer Rouge

à la Méditerranée. Quarante ans plus tard, la Banque de l'Indochine était, de son côté, la première banque française à s'installer à Hong-Kong. Depuis, cette vocation internationale n'a cessé de s'affirmer : le financement d'Eurometall, c'est encore Suez. Suez prépare activement l'ouverture du marché européen de 1992. A travers la Banque Indosuez, il intervient dans 17 pays d'Europe, il participe, en Allemagne, et en Grande-Bretagne,

à des fonds d'investissement de capital-risque et de capital-développement. Demain, seuls seront encore présents dans la course à l'avenir les groupes financiers qui auront pris une dimension internationale. Suez l'a compris très tôt : depuis un siècle, toutes ses actions sont conçues avec le monde pour horizon. C'est cela être un stratège de l'argent.

SUEZ
Les Stratèges de l'Argent

TELEPHONEZ AU 110 11 45 012 013 DU COPIREZ A SUEZ PRIVATISATION 1 RUE D'ASTOR 75008 PARIS MINUTEL 2416 SUEZ



Prochainement, vous pourrez devenir actionnaire du Groupe Suez.

Le Monde

sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Les bourses du monde

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

Enquête

Terrorisme, sécurité

Du « clan » Abdallah à la piste hezbollah

Il y a un an, au lendemain de la vague d'attentats la plus meurtrière qu'ait jamais connue Paris, M. Robert Pandraud se rend à Alger. Qu'il s'agisse de faire passer un message à certains groupes libanais, de s'entretenir dans une négociation délicate, de jouer les bons offices de Dumas à Téhéran, l'Algérie est, de longue date, un passage obligé. Or les interlocuteurs algériens du ministre chargé de la sécurité ne cachent pas leur étonnement, voire leur mécontentement.

Georges Ibrahim Abdallah — arrêté à Lyon en 1984 avec un « vrai faux » passeport algérien — et les fractions armées révolutionnaires libanaises, ils les connaissent bien. A la limite, ils en répondraient. Aussi ne comprennent-ils pas l'acharnement du gouvernement français à faire porter la res-

C'est donc un fait indiscutable : quand, le 4 septembre 1986, le CSPPA met à exécution ses menaces, annoncées par un communiqué du 1^{er} septembre, tout le contexte policier — le souvenir des ultimatums précédents, les avertissements d'interlocuteurs arabes, etc. — concourt à placer Abdallah au cœur du défi lancé au gouvernement français. Aussi, quand la police judiciaire — qui ne se pose pas de grandes questions diplomatiques, mais part, très prosaïquement et à juste raison, des attentats eux-mêmes, en aval de la chaîne terroriste — recueille des témoignages visuels, désignant, parmi plus d'une centaine de photos, certains des frères d'Abdallah ou d'autres membres des FARL, les autorités françaises sont loin d'être surprises : « C'était, dans l'ordre

héberge un temps le chef du réseau, Fouad Ali Saleh, avec Wahid Gordji, officieux numéro deux de l'ambassade de Téhéran à Paris.

Erreur sur toute la ligne ? Non pas, répond-on catégoriquement au ministre de l'Intérieur : « Notre conviction, en amont de ces filières terroristes, reste l'implication de ces groupes, l'existence d'une sorte de coopération du terrorisme libanais. » Certains hommes du renseignement précisent même qu'Ibrahim El Lakis, tenu pour l'actuel chef des FARL au Liban, entretient des contacts avec certains groupes chiites pro-iraniens, tout chrétien pro-syrien qu'il soit lui-même. M. Pasqua fut encore plus catégorique, le 29 août, devant les jeunes du RPR qui le brocardaient gentiment sur la volte-face des

investigations policières : « Le fait que d'autres [que les Abdallah] soient maintenant impliqués ne les exclut pas pour autant. »

L'erreur aurait donc été, à l'instar d'un mensonge par omission, de ne partir que dans une seule direction. A l'évidence, pour M. Pandraud, ce n'en fut pas une. Non seulement, à l'époque, la police « n'avait que ça », mais, de plus, le « ciblage » des Abdallah a permis de lever une menace effective, de « fermer une porte », comme disent les vieux routiers de la police judiciaire. Il aurait surtout permis d'obtenir, en échange, la collaboration étroite de la Syrie en matière de renseignements. Les rapports sont désormais excellents entre la DST et ses homologues syriens, le contre-espionnage français s'ayant guère d'états d'âme diplomatiques à propos de la domination de fait du Liban par la Syrie.

Au total, la police a donc paré au plus pressé par souci d'efficacité. La lecture des communiqués qui ont accompagné à Paris et à Beyrouth les attentats de septembre conforte l'hypothèse d'une association de groupes divers. Au CSPPA, se sont ajoutés un temps les Partisans du droit et de la liberté (PDL), l'invitant curieusement à « ne pas exploiter les efforts des autres », tandis que le CSPPA précisait, le 30 octobre 1986 : « Le clan Abdallah ne représente nullement le CSPPA, mais seulement la famille d'un des militants. »

Toutefois les éléments concrets obtenus par le juge renforcent, pour l'heure, une lecture plus univoque des attentats. L'opération menée par la DST à partir de février dernier comporte deux volets. Elle a d'abord permis de démanteler incontestablement un réseau qui se préparait à commettre des attentats, ce qui n'est pas contradictoire avec l'hypothèse précédente, une équipe pouvant en remplacer une autre, selon des filières différentes, malgré un sigle commun « CSPPA ». Mais elle a aussi

débouché sur un réseau logistique qui a fonctionné en 1986, cachant des explosifs et hébergeant des Libanais de passage lors des campagnes d'attentats. Or ce réseau est clairement lié au Hezbollah libanais. Son chef, Fouad Ali Saleh, a fait un stage prolongé en Iran, tout comme Mohamed Ali Hamadei, arrêté en RFA en janvier. Ce sont d'ailleurs deux numéros de téléphone parisiens saisis sur ce dernier qui, transmis par le BKA (la police criminelle ouest-allemande), mettront les policiers français sur leur nouvelle piste.

Ce réseau est ancien. Selon les confessions de certains des inculpés, il aurait été mis en place à partir d'août 1985. Cela laisse supposer qu'il a pu fonctionner dès les premiers attentats du CSPPA, en décembre 1985. Hélas ! les poseurs de bombes ne sont pas tombés dans les rets policiers. Mais, assurent certains des inculpés, ils passaient prendre des explosifs à l'époque des attentats. Le principal d'entre eux, « Bassam », s'est ainsi fourni deux fois en mars 1986 et deux fois en septembre 1986. Des traces d'hexagone ont été retrouvées sur des sacs ayant servi à abriter ces explosifs. D'autres expertises sont en cours pour déterminer si ceux saisis en forêt de Fontainebleau sont bien de même nature que les explosifs retrouvés lors de tentatives d'attentats sans succès du CSPPA, notamment à la tour Eiffel et dans le RER.

Le « témoin » Gordji

Les cinq personnes toujours recherchées dans le cadre de l'enquête du juge Boulouque sont liées au Hezbollah. Aucune trace des FARL, encore moins des frères Abdallah. Fuyant aimablement la presse, le juge se contente de ce seul commentaire : « Je ne peux rien exclure définitivement. Tout ce que j'ai formé un lot cohérent. Mais il n'est pas certain que la totalité des attentats forme un seul lot. » La brigade criminelle,

qui reprend un par un les interrogatoires menés par la DST concernant les attentats de 1986, devra se faire une conviction.

Le jeu de piste aura donc renforcé la prudence des enquêteurs, sur fond de différence d'approche, voire de rivalité, entre la PJ et la DST. Car les zones d'ombre persistent. Ainsi le mystérieux Lofli, ce Tunisien de trente-deux ans qui, de retour d'Iran en février dernier, vint se confier à la DST et fut utilisé par elle pour piéger Fouad Ali Saleh, n'apparaît curieusement pas dans les dossiers du juge d'instruction. Pour celui-ci, tout part de RFA et d'Hamadei. De même, le rôle de Wahid Gordji reste incertain : en l'état actuel de son instruction, le juge ne veut l'entendre que comme « témoin », parce qu'il était en relation avec Mohamed Moubajjer. Mais aucun fait matériel précis ne permet, pour l'heure, une incrimination : il semble se confondre, par exemple, que sa BMW, repeinte peu après les attentats, n'est pas celle utilisée lors de l'explosion de la rue de Rennes, devant le magasin Tati, le 17 septembre 1986.

Que Gordji ait eu une activité multiforme, après de la communauté maghrébine comme de milieux français, d'agitateur, de propagandiste et d'agent d'influence, personne n'en doute. Mais elle était connue, l'interprète de la mission diplomatique étant sous écoute téléphonique « depuis plusieurs années ». De plus, il s'est toujours comporté, au cœur d'une ambassade traversée par les luttes de factions du régime de Téhéran, comme un ferme partisan du rapprochement franco-iranien. Aussi, si l'enjeu diplomatique de la guerre des ambassades est évident, il n'est pas certain que son point de départ judiciaire débouche sur une mise en cause directe du régime iranien.

E.P.

(1) Charles Villeneuve et Jean-Pierre Pécot, Histoire secrète du terrorisme, Plon, 1987.



ponsabilité des attentats au « clan » Abdallah et à ses proches, à cette famille chiennne de Kobayat, ce village du nord du Liban sous contrôle syrien.

Pragmatique comme à son habitude, M. Pandraud leur livre les rares éléments en sa possession : des témoignages recueillis après les attentats, l'analyse des communiqués du Comité de soutien aux prisonniers politiques arabes (CSPPA), des confidences d'Abdallah à l'un de ses avocats, manipulés par la DST. On n'a que ça, mais ça va toujours dans le même sens, leur dit-il en substance. Nous n'y croyons pas, mais c'est vrai : vous ne pouvez ignorer cette piste, lui auraient alors répondu ses interlocuteurs qui, pourtant, plaident pour une libération rapide du chef des FARL.

Les mêmes, parmi lesquels, en premier lieu, le général Lakmal Ayat, chef de la sécurité militaire algérienne, avaient d'ailleurs, auparavant, établi une corrélation entre toute nouvelle vague d'attentats et le sort de Georges Abdallah. Le 26 mai 1986, toujours à Alger, le général avait rappelé à M. Pandraud la promesse que l'Algérie avait faite, en mars 1985, au nom de la France, lors de l'enlèvement de Gilles Peyrolles par les FARL au Liban : Abdallah sera libéré dans sept ou huit mois. Et il ajoutait : « Avez-vous observé, monsieur le ministre, que les attentats que vous avez subis à Paris, en décembre 1985, correspondaient exactement à cette échéance de sept ou huit mois ? Les FARL attendent désormais que la justice française se prononce... Mais plus elles attendent, plus se joignent à elles d'autres revendicateurs — vous avez maintenant sur les bras les Arméniens pour Garibidjian, les Libanais pro-iraniens des hezbollahs pour Anis Naccache... Prenez-y garde ! (1) »

des choses, la confirmation de nos soupçons. »

Malgré les dénégations de la famille Abdallah, le « ciblage » policier fut donc promptement organisé : affichage public des portraits de neuf membres des FARL, voyages à Alger et à Damas, pressions insistantes pour que cette mouvance, historiquement liée à certains services syriens, soit « bloquée », contrôlée, immobilisée au Liban, etc. « La famille Abdallah a une part de responsabilité essentielle », devait déclarer le premier ministre, M. Jacques Chirac, le 6 octobre 1986. « Tous les renseignements en possession des enquêteurs convergent vers la famille Abdallah (...). Ce sont les FARL qui sont, à l'origine, responsables de ces attentats », renchérit le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua.

Une « coopérative du terrorisme »

Qu'en est-il un an après, alors que, désormais, l'enquête judiciaire menée sous la direction du juge Gilles Boulouque n'a ramené dans ses files que les membres d'un réseau lié au Hezbollah, parti libanais chiite pro-iranien ? Dix-huit personnes sont inculpées, dont deux ont été mises en liberté sous contrôle judiciaire, et aucune d'entre elles ne rappelle, fût-ce de très loin, la première piste, celle des FARL et des Abdallah. De plus, à la mise en cause voilée de la Syrie — à travers le responsable de l'un de ses services spéciaux, le général Mohamed El Khouli, que l'on disait avoir une certaine influence sur les FARL — a succédé une dénonciation explicite et spectaculaire de l'Iran. Celle-ci se fonde sur les rencontres de l'un des inculpés, Mohamed Moubajjer, qui

(Suite de la première page.)

« Actuellement, il y a cent cinquante-trois terroristes de tout acabit et de tout poil dans les prisons françaises. Il faut que les terroristes, quelle que soit leur origine, sachent qu'ils ne vivent plus, en France, dans un sanctuaire. Demandez, par exemple, leur avis aux dirigeants socialistes espagnols ou italiens : ils ne critiquent plus l'inaction du gouvernement français, comme ils l'avaient fait, dans le passé, quand les socialistes étaient aux affaires à Paris. »

« Moins il y a d'armes, d'explosifs et de terroristes en liberté, mieux ça vaut. Ce qui m'intéresse d'abord, c'est de démanteler. Qu'ensuite, on ne remonte pas toutes les filières, qu'on continue de s'interroger sur l'origine politique exacte, cela n'a pas d'importance si notre dispositif de dissuasion est efficace. C'est un problème d'intellectuel. »

« En mai 1987, la dernière lettre du CSPPA, toujours écrite de la même main, promettait à la France un « été très chaud ». L'été touche à sa fin. Êtes-vous rassuré ? »

Sur le plan climatique, l'été a été à la fois très chaud et très froid, sans transition. Je ne sais si le CSPPA voulait faire de la météo ou du terrorisme. En tout cas, je n'ai jamais dit que j'étais rassuré, quels que soient les efforts que nous déployons. Nous ne le serons jamais tant que les causes originelles seront là : la déstabilisation d'une partie du monde, les conflits géographiques limités d'Afrique, du Proche et du Moyen-Orient, l'existence de groupes qui essaient de déstabiliser leur propre gouvernement et exportent chez nous leur violence. Pas rassuré donc, lucide tout au plus et conscient des menaces qui continuent de peser sur notre pays.

« Le plus grand facteur d'arrêt du terrorisme, ce fut l'attitude des Français en septembre 1986 : devant le sang-froid de notre peuple, les terroristes ont compris qu'ils n'arriveraient pas à intimider la France. Ils voulaient aussi intimider la justice, nous les avons empêchés avec la création de cours d'assises spéciales uniquement composées de magistrats

professionnels. Je comprends les jurés ordinaires qui pouvaient être intimidés : pour leur faire la leçon, il faudrait avoir été à leur place. Les cours d'assises spéciales, en revanche, ne sont pas soumises aux pressions. Désormais, les terroristes le savent, et cela pèse dans notre dissuasion. »

« Cela ne supprime pas les pressions diplomatiques et policières. Au procès Abdallah, les magistrats ont été choqués d'entendre la DST qualifier le chef des FARL de « petit chef ». »

« Il y a un jugement, rendu au nom du peuple français. Abdallah était-il un petit ou un grand chef ? Le CSPPA a commis ses attentats alors qu'il était emprisonné. Il était donc normal, pour un policier, de se dire qu'il y avait d'autres chefs. De plus, la libération d'Abdallah avait été envisagée, en 1985, contre celle de Gilles Peyrolles, sur instruction du gouvernement de l'époque. Durant cette négociation, les intermédiaires avaient essayé de démontrer qu'il n'était pas si important. Et je m'imagine pas que le gouvernement d'alors aurait permis cette négociation et promis sa libération s'il avait été un grand chef... »

Pourrait la presse algérienne a affirmé, au lendemain du verdict, que le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, avait promis une condamnation d'« exécution » pas dix ans pour Abdallah. « Je connais M. Raimond. Il a, comme nous tous au gouvernement, le respect total de l'indépendance de la magistrature. Jamais l'un de nous ne se permettrait de pronostiquer ou promettre une décision de justice. Ce qui est sûr, c'est que le climat psychologique créé par des attentats revendiqués, entre autres, au nom d'Abdallah, n'a pas arrangé son sort. »

Ancune preuve contre Téhéran

« Les attentats ont cependant repris, la semaine passée, avec des explosifs à Paris devant deux banques du Moyen-Orient. La France est-elle à nouveau visée ? »

Le pragmatisme

« Moi, je pars des attentats, des expertises. Je ne commence pas par de fumeuses analyses géopolitiques pour arriver aux événements : c'est l'échec assuré. Mon point de départ, c'est une enquête de police judiciaire classique : partir du crime, des éléments matériels, des circonstances, de l'environnement général. En l'occurrence, sur le plan des explosifs et de leur maniement, ils sont très différents de ceux des attentats habituels du Proche et du Moyen-Orient. Mais cela ne prouve rien : les mêmes peuvent changer de méthode. On a toujours trop tendance à systématiser. »

« Les contacts du réseau lié au Hezbollah, aujourd'hui démantelés, avec l'ambassade d'Iran conduisent certains à parler de « piste iranienne ». Le régime de Téhéran ou une de ses factions sont-ils, pen en prov, derrière les attentats de 1986 ? »

« Il y a une mouvance politico-religieuse derrière ces opérations. Est-ce qu'elle remonte aux cercles dirigeants de Téhéran ? Nous n'avons, à l'heure actuelle, aucune preuve. On en saura peut-être plus si M. Gordji veut bien déférer à la convocation du juge d'instruction et être entendu là-dessus. »

« L'affaire Gordji n'est pourtant pas strictement judiciaire. Le juge Boulouque veut l'entendre, au départ, comme simple témoin. On ne bloque pas tout un homme quand l'un de ses habitants refuse de témoigner. Or c'est bien ce qui se passe avec l'ambassade iranienne. Le choix est donc bien politique et diplomatique. »

« C'est beaucoup plus simple : il y a une commission rogatoire du juge. On attend que M. Gordji sorte pour l'amener à la DST, l'interroger et le faire entendre par le juge. C'est tout : il suffit qu'il sorte, ce qu'il n'a toujours pas fait. La seule instruction ferme donnée à la DST, comme à tous les services de police, est de respecter très strictement les instructions données par l'autorité judiciaire. »

« Il y a quand même un choix politique... »

« Le choix politique est la simple conséquence de la publi-

cité donnée par les Iraniens à la présence de Gordji dans l'ambassade. S'il arrivait à la quitter en douce alors qu'il s'y est réfugié, de quoi aurait l'air l'Etat français ? »

« Qui a prévenu Gordji quand, en juin, il a échappé à la DST ? »

« Je n'en sais fichtre rien. Êtes-vous sûr qu'il l'a été ? »

« Cela se dit et l'on parle d'un fonctionnaire du Quai d'Orsay. »

« Je l'ai lu, mais heureusement je ne crois pas tout ce qui s'écrit dans les journaux. »

« Wahid Gordji est-il une monnaie d'échange pour obtenir la libération des otages ? »

« Non. Qu'il aille d'abord devant le juge ! Et je ne préjuge pas de la décision de celui-ci. Gordji est surveillé par la police depuis longtemps. En 1985, des propositions d'expulsion du préfet de police n'ont pas été suivies d'effet. Il a même été entendu par la DST début 1986. A l'époque, il n'avait rien contre. Je ne vois pas le changement de nature juridique qui fait que, maintenant, l'Iran en fait une affaire d'Etat alors que son audition était jugée normale en février 1986. A moins qu'il y ait eu, dans le passé, un marchandage ? En tout cas, je ne veux pas le savoir : le passé ne m'intéresse pas. »

« Depuis mars 1986, il a aussi été reçu par le premier ministre, lors de rencontres officielles. Ce n'était pas un clandestin... »

« Tout à fait. »

« Certains diplomates estiment que la DST est en train de faire la politique étrangère de la France. Elle va à Alger, à Damas : ses enquêtes ont d'évidentes dimensions politiques et diplomatiques ; le Quai d'Orsay se sent tenu à l'écart. N'est-ce pas une dérive dangereuse ? »

« Dans un monde compliqué, il est bien difficile d'obtenir des renseignements. Que plusieurs services s'y essaient, cela ne me paraît pas choquant. Au gouvernement d'en faire la synthèse. Je ne vois pas en quoi le travail de la DST en ce sens peut modifier la politique étrangère de la France ou gêner le fonctionnement des ambassades. Que la police soit,

Le Monde
sur minitel

IEP BORDEAUX ET GRENOBLE
RESULTATS DES ADMISSIONS

Pour être informé plus vite

36.15 TAPÉZ LEMONDE puis IEP

لجنة من اجل

Enquête

et relations extérieures

La diplomatie hors-jeu

EN dépit des maximes définitives de nos ministres — qu'il s'agisse du « terrorisme des terroristes », de M. Charles Pasqua, ou du « la France ne sera pas otage de l'affaire des otages », de M. Jean-Bernard Raimond — il est évident que le développement du terrorisme pèse lourd non seulement sur la pratique diplomatique mais aussi parfois sur la définition de la politique étrangère française. La volonté de mettre en échec les partisans du recours à la violence aveugle accroit d'autre part l'importance de certains centres de décision — à commencer par le ministère de l'intérieur — dans l'élaboration de la diplomatie.

C'est cette dernière conséquence qui affecte le plus les partisans d'une diplomatie traditionnelle, toute faite de non-dit, d'art du compromis et de négociations. On l'a bien vu au début de l'affaire Gerdji, lorsque les « conacs » entre les conceptions forcément sécuritaires de la place Beauvau et les tentations temporisatrices du Quai d'Orsay ont atteint la dimension d'une crise ouverte. Le différend, qui a été tranché par M. Chirac en faveur d'une ligne dure, s'est quelque peu estompé depuis, mais il reste entier, et bon nombre de diplomates regrettent toujours que le blocus de l'ambassade d'Iran à Paris ait interrompu le dialogue, pourtant fort fructueux, entamé avec Téhéran un an plus tôt.

Cela n'a abouti qu'à augmenter le nombre de nos otages », disent-ils, en faisant allusion à la situation de nos diplomates et autres fonctionnaires retenus depuis à l'ambassade de France à Téhéran.

Ces dissensions ne sont pas nouvelles : après tout, le Quai d'Orsay s'est trouvé à de multiples reprises en désaccord avec la DST à propos de la lutte contre l'espionnage des pays de l'Est en général, soviétique en particulier. Non pas que le ministère soit infil-

tré par un régime de « taupes », mais du fait d'une conception différente des relations internationales, d'une autre philosophie des rapports entre États dans laquelle la pratique du dialogue est comme sublimée, presque une fin en soi. Le motif de cette démarche intellectuelle : « L'URSS, certes, espionne beaucoup, et beaucoup de ses diplomates se livrent à ce petit jeu ; mais à quoi bon les expulser ? Ils seront bien vite remplacés, et nos agents subissent des représailles. Tout cela ne peut que nuire aux contacts indispensables que nous nous devons d'entretenir avec une superpuissance... »

Le même langage, à quelques nuances près, a pu être entendu récemment dans certains bureaux et couloirs du Quai d'Orsay à propos de plusieurs affaires de terrorisme ; un exemple : « Georges Ibrahim Abdallah ? A quoi bon le juger ? Son dossier ne tient pas et, de toute façon, si on le met en prison, le terrorisme reprendra et il faudra un jour le libérer. » Le Quai, dans un passé encore récent, n'avait pas à vrai dire l'apanage de ce genre de raisonnement. Mais, depuis, M. Chirac s'est décidé à trancher, et les rêves de tractations et d'échanges dans l'ombre se sont dissipés dans la plupart des officines du pouvoir. Pas dans tous les bureaux du ministère des affaires étrangères cependant où, encore une fois, on en arrive à de telles conclusions non pas tant par réalisme que par philosophie de la vieillesse des choses.

Vainité des choses ? L'expression est sans doute trop forte. Après tout, les diplomates sont aujourd'hui au nombre des membres de la fonction publique qui risquent leur vie pour le service de l'État. Deux d'entre eux sont encore détenus au Liban dans des conditions fort peu enviables, et tout le monde se souvient de Louis Delamare, ambassadeur à

Beyrouth, dont le meurtre a été commandité, de l'avis général, par la Syrie. Récemment encore, ses pairs ont rendu hommage à sa mémoire en donnant son nom à une salle du ministère. Il n'empêche : il eût été inconvenant de mentionner à cette occasion comme en tout autre d'ailleurs, le nom du pays responsable de sa mort. Et ce ne fut pas fait.

En Iran, au Liban...

Malgré toutes ces considérations, le poids du terrorisme sur la diplomatie va croissant. Ne serait-ce, justement, que parce que le gouvernement a le devoir d'œuvrer pour assurer au mieux la sécurité de ses agents. D'où l'augmentation de 20 % environ que l'on relève à ce chapitre dans le dernier budget du ministère, un budget qui reste par ailleurs en stagnation. Mais personne ne se fait d'illusions : il sera toujours impossible de protéger tous nos diplomates et tous les fonctionnaires qui les assistent, tant les postes à l'étranger sont nombreux. La majorité des efforts porte bien sûr sur les chancelleries situées dans les zones à risque. Les représailles risquent fort d'être organisées dans de tout autres régions comme l'indiqua en son temps l'opération montée naguère par le terroriste Carlos contre l'ambassade de France à La Haye.

Mais c'est la teneur même de la politique étrangère française qui se trouve affectée de maintes façons par la lutte terroriste. Les exemples abondent sans qu'il soit utile de s'étendre sur le dossier de la « normalisation » franco-iranienne, interrompue par les arrestations opérées dans le cadre des enquêtes ouvertes sur les attentats de septembre 1986. Il est bien évident que si l'Iran n'avait pas été soupçonné d'exercer sur les preneurs d'otages « une influence considérable », jamais ce processus de « normalisation »

n'aurait été poussé aussi loin et aussi longtemps, même s'il a permis d'obtenir la libération de cinq otages dont trois seulement, pour reprendre une expression de M. Raimond, sont « significatifs ». D'un autre côté, et il faut le reconnaître, jamais ce processus n'a infléchi la politique française à l'égard de l'Irak : c'était pourtant le but ultime de l'Iran dans toute cette affaire.

Les effets du terrorisme ont été autrement efficaces sur la politique française à l'égard du Liban. C'est le terrorisme en effet qui a contraint Paris, d'abord à reconnaître la Syrie un rôle prépondérant dans ce pays, ensuite à en faire disparaître pratiquement tous les représentants dans la partie non chrétienne. Il ne s'agit pas là d'un mince résultat pour le président Assad, qui peut aujourd'hui se payer le luxe d'appareiller comme l'interlocuteur obligé dans la région.

Plus qu'un détail : la reconnaissance implicite par Paris du rôle syrien au Liban a engendré pas mal de frictions au sein de la CEE lorsque M^{me} Thatcher a voulu faire suspendre toutes les relations à haut niveau entre les pays membres et Damas après la découverte de troubles indiques concernant la participation des services syriens dans un projet d'attentat contre un appareil d'EJAI en partance de Londres. Il s'agit là d'une carte importante pour tous les terroristes : la tendance de tous les gouvernements — y compris celui des États-Unis, comme l'a montré l'affaire de l'Iranganate — est d'abord de chercher à échapper à la menace ; ce n'est que lorsque cette menace s'est concrétisée que la volonté de réagir et d'en appeler à la solidarité se manifeste. Mais, bien évidemment, tous les gouvernements ne sont pas au diapason au même moment.

JACQUES AMALRIC.

de Robert Pandraud

dans beaucoup d'États, une administration dynamique qui souhaite recueillir un maximum de renseignements, c'est une réalité dont il faut tenir compte. On n'en est plus à la diplomatie du congrès de Vienne. Les diplomates du monde occidental ont parfois du mal à s'y reconnaître. C'est comme ça, il faut s'y faire.

La police française n'est évidemment pas chargée de la politique extérieure, mais il s'agit d'obtenir des renseignements sur le point de départ des menées terroristes. En matière de terrorisme, nous devons être une Suisse diplomatique. Les États, ce n'est pas mon problème, je ne les mets jamais en cause, je ne les critique pas, aussi longtemps que je n'ai aucune preuve contre eux. Est-ce que l'Afrique du Sud, durant l'affaire Albertini, a dénoncé une opération de désinformation française ? Pourtant, il était fonctionnaire, coopérant militaire ! On trouverait un Iranien dans cette situation en France, accusé de menées subversives, vous, la presse, remonteriez vite au gouvernement. Moi, non. Je ne peux pas, je ne veux pas.

Droit d'asile contre devoir de réserve

— Bref, les diplomates ont tort de se plaindre ?

— Je n'engage jamais de polémiques avec d'autres administrations. Simplement, quand vous ne voyez pas une balle passer, vous améliorez votre style ou vous changez de lunettes. De toute façon, l'affaire iranienne est tellement compliquée qu'aucun service, hélas ! ne voit toutes les balles passer.

— Même la DST n'a qu'une vision partielle des choses ?

— C'est ce que j'ai voulu vous dire, et j'y fais très attention. Cependant, il y a parfois des moments où, par exemple, en échange de son rôle d'intermédiaire au Liban, s'y a-t-il pas eu des expulsions d'opposants, l'interdiction de revues d'opposition diffusées en France, sans parler du mystère, toujours entier, sur l'assassinat de

l'avecat Ali Meclli à Paris, opposant notoire au régime Chirac ?

— Le problème ne se pose pas du tout ainsi. Nous respectons le droit d'asile, mais nous faisons en sorte qu'aucune manœuvre de désinformation contre n'importe quel État soit menée depuis le territoire français. Le devoir de réserve s'impose à tous les réfugiés politiques, sinon il n'y aura plus de droit d'asile. L'un ne va pas sans l'autre, quelle que soit l'opinion que l'on peut avoir personnellement sur tel ou tel État. Là-dessus, nous sommes intrinsèques. Cela nous donne les courbes franches vis-à-vis de ces États : à eux de jouer la réciprocité, en nous aidant à empêcher les menées terroristes. Que dirions-nous si tel ou tel État acceptait d'abriter un gouvernement corse autonome ? Vous croyez qu'on ne réagirait pas, nous aussi ?

— Il y a quand même des exceptions : les dictatures. Dans les années 30, la France aurait-elle dû imposer le devoir de réserve aux anti-nazis allemands réfugiés en France ?

— Mais c'est ce qui était fait par les gouvernements de l'époque ! Tant que les relations diplomatiques n'étaient pas rompues, la France ne voulait pas de *corvus belli*. Il y a une tradition républicaine : droit d'asile oui, mais devoir de réserve. C'est ce qui explique que nous interdisions toutes les manifestations d'opposants politiques étrangers, qu'ils soient de droite ou de gauche.

— Même s'il s'agit de réfugiés politiques qui fuient une dictature ?

— Oh ça commence, oh ça se termine ? Je suis désolé, mais c'est déjà pas mal, le droit d'asile !

— Contre le terrorisme, vous avez eu des succès : Action directe, le réseau libanais Hezbollah... mais des échecs ?

— Oui. Max Frérot pour Action directe, les Corses actuellement affichés, Philippe Bidard au Pays basque. Mais, en passant récemment dans un service de police, j'ai eu la satisfaction de voir toutes nos affiches au mur barrées de croix. C'était impressionnant.

Terminé aux Caraïbes — il nous en manque un, — terminé pour Action directe ; en Corse, un de barré quand même... C'est pas mal, non ?

— Reste néanmoins l'affaire des Abdallah...

— Ils ne sont plus en France, c'est suffisant. Il s'agissait d'abord de les bloquer. Et je crois qu'il y a beaucoup de gendarmes autour de Kobayat...

L'avengement des socialistes

— Avant mars 1986, vous avez beaucoup critiqué la gestion policière socialiste. Or les hommes comme les structures qui sont au cœur de la lutte contre le terrorisme étaient en place avant votre arrivée. Révisiez-vous la sévérité de votre jugement ?

— Pas du tout. S'agissant de l'action de la police, je ne crois pas à miracle et connais l'importance de la durée. Mais ce que nous avons reproché aux gouvernements socialistes, c'est d'avoir cassé l'arsenal législatif. Avec Charles Pasqua et Alain Chalançon, nous avons commencé par augmenter la durée de la garde à vue. C'est capital : aucun terroriste n'a parlé à un service de police avant deux jours, surtout quand il s'agit d'un étranger avec les problèmes de traduction. Fin 1985, un rapport du chef de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste avait réclamé cette mesure. Pourquoi nos prédécesseurs ne l'ont-ils pas fait ? Cela m'étonnerait, d'ailleurs, qu'ils proposent, dans leur programme, de revenir aux quarante-huit heures. C'est l'aveu de leur incompétence.

— L'autre changement radical, c'est la création de la section antiterroriste du parquet de Paris : les policiers savent désormais à qui s'adresser. La situation judiciaire qui préexistait, la dispersion des dossiers entre plusieurs juges d'instruction, c'était du comique ! Encore un exemple : le fichier antiterroriste créé en 1982. Quand je suis arrivé, je me suis aperçu qu'il n'était accessible qu'à la DST, aux RG et à la PJ. Les polices urbaines et la gendarmerie étaient exclues. A quoi

servait-il ? Alors que les éléments qu'exploitent les services spécialisés proviennent, le plus souvent, de renseignements obtenus en bas de la chaîne, de passages de voitures, de signalisations locales, etc ! J'ai donc donné le libre accès au fichier antiterroriste. C'est une innovation sacrément importante.

— Avec l'accord de la Commission nationale de l'informatique et des libertés ?

— En tout cas, avec le plein accord de l'opinion ! Et la saisine de la CNIL. En la matière, je ne fais pas de jurisme. Les accords internationaux, où étaient-ils avant mars 1986 ? Suspects ! Et l'affichage, et les primes, et la dissuasion que cela représente ? Bien sûr, toutes ces mesures étaient prêtes dans les services de police avant notre arrivée. Mais les socialistes, par avengement idéologique, ne les ont pas appliquées. C'est ce que nous reprochons. Je suis curieux de savoir si, durant la campagne électorale, ils vont proposer de revenir en arrière. A moins qu'ils ne nous disent que l'épreuve du pouvoir leur a beaucoup appris. C'est un refrain facile. Disons qu'ils sont passés de l'école primaire au collège.

— Prenez un autre exemple : l'immigration clandestine et les régularisations faites en 1981. Je ne discute pas le nombre — 100 000 — qui ne me paraît pas dramatique, mais la publicité qui en a été faite. Nous en payons toujours les conséquences : les étrangers croient que la France est susceptible de tout régulariser. N'importe quel trafiquant croit qu'il suffit de rentrer clandestinement et d'attendre trois ans ! Le pouvoir socialiste a privilégié une analyse sociologique dépassée en oubliant la psychologie la plus élémentaire.

Propos recueillis par EDWY FLENNEL

M. Pandraud a également répondu à nos questions sur la délinquance, les « bavures » policières, l'affaire des Irlandais de Vincennes et l'affaire Greenpeace.

(Lire page 16.)

A ces tarifs vous pouvez maintenant vous offrir le style American Airlines.

NEW YORK 3950 F

CHICAGO 4605 F

DALLAS/FORT WORTH 4945 F

LOS ANGELES 5390 F

SAN FRANCISCO 5390 F

LAS VEGAS 5585 F

HOUSTON 4945 F

SAN DIEGO 5430 F

NEW ORLEANS 5285 F

PHOENIX 5430 F

DENVER 4985 F

DETROIT 4680 F

SEATTLE 5430 F

CINCINNATI 4985 F

RALEIGH/DURHAM 4530 F



American Airlines. The American Airline.*

* La compagnie typiquement américaine.

Tarifs aller-retour en classe économique. Validité du 1.10.87 au 14.05.88, dans la limite des places disponibles. Émission et règlement du billet dans les 24 H suivant la réservation, frais d'annulation avant le départ : 15%. Durée minimale du séjour : 14 jours. Tarifs susceptibles de modifications sans préavis. Taxe de sécurité : 70 F.

Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42 69 05 22

Société

Les déclarations de M. Robert Pandraud au « Monde »

Dans l'affaire Greenpeace, « la responsabilité politique est globale »

Après avoir répondu à nos questions sur la politique antiterroriste du gouvernement (lire en première page), M. Robert Pandraud s'est expliqué sur plusieurs sujets d'actualité, notamment la « bavure » du 17^e arrondissement de Paris et la relance de l'affaire Greenpeace et de celle des Irlandais de Vincennes.

« La focalisation sur le terrorisme n'a-t-elle pas conduit à délaissier les autres formes de criminalité, et notamment le grand banditisme, le milieu traditionnel ? »

« Ce sont les médias qui privilégient le terrorisme, pas nous ! Je n'ai sifflé aucun fonctionnaire nouveau à ce sujet. Nous n'avons négligé aucune autre forme de criminalité. C'est tout le contraire. J'ai même refusé la création d'une direction spécialisée sur le terrorisme : il n'y a pas d'attentats tous les jours et la grande criminalité me paraît aussi menaçante pour le pays. Nous n'avons pas joué un secteur contre un autre, mais nous avons sensibilisé l'ensemble des services de police à la lutte anti-terroriste. Le seul problème de redéploiement concerne la DST : la priorité donnée au terrorisme proche et moyen-oriental l'a amenée à diminuer ses efforts de sensibilisation des entreprises à l'espionnage économique et industriel. Sans doute, prenons-nous un peu de retard là-dessus. »

« Mais, quand on fait des barages, des contrôles d'identité, est-ce contre le terrorisme, la moyenne, la petite ou la grande criminalité ? C'est pour tout à la fois, évidemment. Les statistiques le prouvent : pour la grande criminalité, la baisse est de 6,07 % au premier semestre 1987 ; pour les vols à main armée, elle atteint 20,14 % ; pour les vols avec violence, 5,67 %. Nous avons arrêté, durant des six premiers mois de l'année, 2 059 trafiquants de stupéfiants contre 2 300 pendant toute l'année 1986. Seule divergence avec cette tendance nationale : la Corse, marquée par une augmentation très importante des hold-up et des agressions. Mais là on voit bien que la distinction entre terrorisme et grand banditisme est théorique : ils se copient les uns les autres ! »

L'anonymat des bandes

« Les statistiques ne vous sont pas toujours favorables : vous êtes dépeint de la Seine-Saint-Denis. Or l'augmentation des vols à main armée y a été de 20 % durant les sept premiers mois de 1987... »

« Une meilleure sécurité dans les centres-villes entraîne un déplacement de la criminalité vers les grandes banlieues ou les campagnes, avec des bandes itinérantes. On l'observe dans d'autres régions. En Seine-Saint-Denis, j'ai essayé d'y

remédier, avec des moyens supplémentaires, de nouvelles équipes : par rapport à mai et juin, en juillet et en août, la diminution est de 17,10 % pour la criminalité globale. En région parisienne, j'ai eu à faire face cette année, hélas ! sans résultats, à un problème qui a beaucoup occupé les services de police : les enlèvements de petites filles. Pour l'une d'entre elles, en particulier, nous n'avons aucune nouvelle depuis mai. C'est angoissant. Nous n'avons pas obtenu le moindre témoignage bien que la police ait entendu plusieurs milliers de voisins. Rien ! De quoi réfléchir à l'anonymat des bandes. »

« Il y a une autre explication : la Seine-Saint-Denis est le département où il y a le plus grand taux d'immigrés clandestins. Leur criminalité est très importante : comment pourraient-ils faire autrement ? Si vous êtes clandestin, vous êtes marginal, et la délinquance fait partie de la marginalité. Nous ne pourrions insérer les immigrés que si nous avons une politique active contre les clandestins. Sinon cela génère des attitudes de rejet, des comportements racistes qui iront toujours à l'encontre des immigrés qui souhaitent s'insérer en France. »

« M. Pasqua a dit un jour que vous n'étiez « pas plus raciste qu'un autre membre du gouvernement ». Votre commentaire ? »

« Comme je pense que les membres du gouvernement ne sont pas racistes, c'est un jugement qui me laisse sceptique. »

Le nombre contre l'encadrement

« La « bavure » du 17^e arrondissement de Paris vient après plusieurs autres depuis un an. Est-ce tolérable ? »

« La police est très insuffisamment encadrée, et ce n'est pas notre faute. En 1981, la gauche a créé des emplois de gardien. Je m'en félicite. Mais, pour la première fois, — et la direction du budget n'en croyait pas ses yeux — on a joué le nombre contre l'encadrement : les emplois de brigadier, de brigadier-chef, d'officier n'ont pas suivi. Toutes les unités souffrent cruellement d'un manque d'encadrement. Dans le projet de budget 1988, des contrôleurs généraux aux brigadiers, nous renversons la tendance. La formation initiale des policiers me paraît suffisante : nous allons donner la priorité à la formation continue. »

« Mais ce n'est pas seulement un problème d'encadrement quand des policiers giflent des jeunes, les insultent, leur jouent un simulacre de roulette russe ? »

« Je ne vous dirai rien. Deux fonctionnaires sont inculpés. Il y a une enquête judiciaire en cours et j'attends ses résultats. Mais il n'y pas plus de bavures qu'avant et les sanctions sont plus dures que dans le passé. Je ne vais pas dans un service

de police sans dire, par exemple, que, en matière d'alcoolisme, les sanctions les plus sévères vont tomber. Je considère scandaleux, compte tenu des responsabilités de la police dans la lutte contre ce fléau, on puisse avoir la moindre indulgence pour un policier alcoolique ou saoul. »

« Erreur, faute, délit ou crime d'un fonctionnaire, vous tenez : « Bavure dans la police ». Mais quand un notaire part avec la caisse, vous ne parlez pas d'une bavure dans le notariat. C'est tout le problème. Je suis d'accord pour dégarer les responsabilités individuelles, mais, moi, je ne fais pas de racisme à rebours. Quand une institutrice prend de la drogue, je ne dis pas que le corps enseignant se drogue ! Erreur humanum est. »

Prendre ses responsabilités

« Mise en cause du pouvoir socialiste dans l'affaire Greenpeace, réquisitions d'inculpation pour Christian Proust dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, Haute Cour pour Christian Nucci dans l'affaire du Carrefour du développement : au-delà de la logique judiciaire des dossiers, les scandales deviennent une arme politique. Est-ce sain en démocratie ? »

« Je déplore la lenteur judiciaire dans tous les domaines. Une bonne justice doit être rendue rapidement : M. Proust n'aurait-il pas dû être inculpé depuis longtemps, les faits datant de 1982 ? Dans l'affaire Greenpeace, les responsabilités me paraissent tout à fait collectives et évidentes. Il faut savoir prendre ses responsabilités : pour Malik Oussekine, ce n'est pas moi qui étais sur le terrain, mais j'en assume l'entière responsabilité. Quand je suis arrivé avec Charles Pasqua place Beauvau, il venait d'y avoir le scandale des expulsions vers l'Irak. L'enquête administrative ordonnée par mon prédécesseur partait curieusement de la base, pas du sommet. Ma technique est complètement inverse : quand je signe une expulsion, même si mes services me font faire une erreur, j'en prends publiquement la responsabilité. Quelquefois, c'est pesant, mais c'est ainsi. Greenpeace, c'est pareil, cela devrait être pareil : vous êtes responsable, vous assumez. »

« En l'occurrence, la responsabilité va-t-elle au-delà de ministère de la défense d'alors, M. Charles Hernu ? »

« Je n'en sais rien, je ne veux pas savoir. Mais, sur le plan politique, la responsabilité est globale et engage le gouvernement de l'époque. Hélas, c'est le pouvoir. »

Propos recueillis par EDWY PLENEL

(Lire aussi page 14 les déclarations de M. Pandraud sur le terrorisme.)

Maxime Frérot, l'artificier d'Action directe aurait été repéré à Lyon

LYON de notre correspondant régional

Une intervention de police « récente et de routine » a permis, mercredi dernier, de repérer — en plein cœur des « beaux quartiers » lyonnais — une cave dont l'occupant n'a pu être intercepté. A l'intérieur de ce réduit, un gardien de la paix lyonnais a constaté la présence d'un lit de camp, d'un réchaud, d'aliments en conserve mais aussi de plusieurs armes militaires et... d'un képi. Dans un communiqué diffusé dans la soirée du mercredi 9 septembre, M. Georges Bastelica, préfet de police du Rhône, a avancé avec beaucoup de prudence que l'occupant de cette cave pourrait être « soit un malfaiteur de droit commun, soit Max Frérot ».

La biographie de Maxime Frérot, recherché par toutes les polices de France et considéré comme l'« artificier » de la branche lyonnaise du groupe Action directe démantelé au printemps 1986, plaide en faveur de cette dernière hypothèse. Frérot,

trente-deux ans, connaît très bien ce quartier du sixième arrondissement de Lyon où il a vécu pendant sa jeunesse et où le groupe a réalisé des actions sanglantes, notamment le 27 mars 1984, lorsque, au cours d'une attaque à main armée dans une banque de la « Presqu'île », le général de gendarmerie, Guy Delfosse, avait été tué par les auteurs de cette attaque.

Les responsables de la police avaient déjà alerté la population lyonnaise sur la nécessité d'opérer une surveillance des caves, garages et entrepôts de l'agglomération : tous lieux susceptibles d'héberger le dernier terroriste du groupe lyonnais. Maxime Frérot est soupçonné d'être notamment le meurtrier du général Delfosse et aussi l'auteur de l'attentat à l'explosif commis au mois de juillet 1986 dans les locaux parisiens de la brigade de répression du banditisme, attentat qui avait entraîné la mort de l'inspecteur divisionnaire Marcel Basdevant.

G. R.

Fusillade à Créteil

Un malfaiteur tué trois policiers blessés

Trois policiers ont été blessés et un malfaiteur tué mercredi 16 septembre à Créteil (Val-de-Marne) au cours d'une fusillade.

Peu avant 7 heures, quatre inspecteurs de la police judiciaire de Paris s'étaient présentés 8, impasse Georges-Valléry, dans le quartier du Mont-Mesly, pour appréhender un malfaiteur, Gérard Hubert, quarante-trois ans, dont ils avaient l'adresse et qui était recherché pour une affaire de vol à main armée dans un débit de boissons rue Saint-Honoré, à Paris.

Le même homme pourrait aussi être l'auteur de plusieurs tentatives d'homicide volontaire à Paris.

Les quatre policiers essayèrent tout de suite des coups de feu et trois d'entre eux étaient blessés. Il s'agit de M. Jean-Claude Saratte, inspecteur principal, âgé de quarante ans, marié, père d'un enfant, atteint aux reins, et de M. Jacques Picard, inspecteur de police, trente-six ans, célibataire, touché au ventre dans la région de l'appendice. L'inspecteur Serge Ducasse, trente-huit ans, marié, père de trois enfants, a été atteint à une main et devra être amputé de un ou deux doigts. Le malfaiteur tué fut le quatrième policier, l'inspecteur Jean-Pierre Humbert, qui put riposter, n'ayant pas été atteint.

Le projet de loi de finances

Les crédits de la justice pour 1988 augmentent de plus de 10 %

Alors que le projet de loi de finances soumis le 16 septembre au conseil des ministres prévoit une augmentation du budget de l'Etat de 2,8 %, ou 1,9 %, selon le mode de calcul (le Monde du 16 septembre), les crédits alloués à la justice devraient augmenter de

10,27 % et dépasser 14 milliards de francs. Partiellement intégré, le programme des 15 000 nouvelles places de prison qui doivent être créées en cinq ans, et qui, à l'origine, devaient être financées, par le privé, est bien sûr la priorité de ce budget.

Les prisons reines

L'abandon, au printemps dernier, du projet de prisons privées, et la nécessité de trouver un financement public au « programme des 15 000 places » a dû donner quelques soucis aux spécialistes du budget de la justice. Finalement, grâce à quelques contorsions budgétaires, malgré le peu d'enthousiasme du ministère du budget et les tracasseries de l'hôpital financier, le projet de budget a enfin été bouclé. Augmenté de 10 % en 1987, il progresse cette année de 10,27 % et devrait représenter 1,36 % du budget de l'Etat, et obtenir ainsi l'un des taux de progression les plus forts.

Priorité des priorités : l'administration pénitentiaire. Ses crédits augmentent d'un tiers pour atteindre près de 5 milliards de francs. 3 379 places dans des constructions neuves ou des centres existants doivent être ouvertes en 1988, et cinq nouveaux établissements de 600 places chacun sont prévus avant la fin de l'année 1989.

Si, dès 1987, 810 millions de francs en autorisations de programmes et 146 millions en crédits de paiement ont pu être débouqués, l'administration pénitentiaire disposera, en 1988, de 3 240 millions d'autorisations de programme et de 734 millions de crédits de paiement. Mais le gros de la facture se réglera après l'élection présidentielle, avec 1,428 milliard de francs de crédits de paiement pour 1989, 1,290 milliard pour 1990, et un solde de 452 millions de francs en 1991. Même si le gros de la charge financière est repoussé à plus tard, cela permet d'engager dès maintenant des marchés considérables rendus nécessaires par l'ambition du projet.

Dans une quinzaine de jours, une direction déléguée à la création de

nouvelles prisons sera créée à la chancellerie. Plus de 800 emplois — de surveillants, notamment — sont créés pour pourvoir aux besoins immédiats, le gros de l'accompagnement du programme des 15 000 places (3 000 postes à créer en cinq ans) étant reporté sur les années à venir. La modernisation de l'hôpital de Fresnes, doté de vingt nouveaux postes, doit aussi se poursuivre.

Le deuxième axe de ce budget concerne les services judiciaires. Le programme de modernisation de la justice pâtit évidemment de la priorité donnée à l'ouverture de nouvelles prisons. En 1988, il ne s'agit donc que d'un « commencement d'entretien » du plan de modernisation. Il a ainsi été décidé, pour accélérer le rendement des tribunaux, de maintenir en activité, à titre temporaire (on parle de trois à cinq ans) une centaine de magistrats atteints par la limite d'âge. Une décision analogue avait été prise en 1987, mais elle ne concernait que les magistrats de la Cour de cassation. Trente-cinq emplois de magistrats placés auprès des chefs de cours sont créés, ainsi que cent emplois d'agents techniques de bureau.

Primes et informatique

L'effort budgétaire vise aussi à développer l'informatique, ici comme dans les autres secteurs de la chancellerie. Mais la grande et seule innovation consiste dans l'amélioration de la situation indemnitaire des magistrats, à laquelle sont consacrés 22 millions de francs. L'Union syndicale des magistrats réclamait 160 millions de francs. Destinée à revaloriser l'image des magistrats et à calmer quelques rancœurs dues à

l'importance des primes que reçoivent les magistrats des cours régionales des comptes et les juges administratifs, l'augmentation des primes ne sera pas égalitaire, mais profitera d'abord aux conseillers de la Cour de cassation, aux chefs de juridiction et enfin aux magistrats soumis à des astreintes particulières, notamment des permanences.

Dans le même temps, au grand regret de la chancellerie, 282 emplois sur 18 000 sont supprimés dans les greffes pour satisfaire à la réduction de 1,5 % des emplois de la fonction publique, déterminée par une circulaire de Matignon, lors de la préparation du budget. Il a fallu aussi retirer 3 millions de francs dans les crédits d'intervention : les contrôleurs judiciaires ont ainsi craint un temps de voir leur budget réduit de 30 %, ce qui eût été une hérésie en ces temps de surpopulation pénale.

Il a fallu batailler très dur avec le ministère du budget pour garder au même niveau que l'an passé, malgré l'évolution spontanée des dépenses, due à l'accroissement du nombre des affaires, l'enveloppe des frais de justice : 1,73 milliard de francs. Place Vendôme, on a frémé en entendant certains collègues du Budget proposer de réduire l'aide judiciaire, et les commissions d'office, et même suggérer de faire payer aux incapables majeurs qui en auraient les moyens les expertises déterminant leur degré d'incapacité.

A l'heure d'une sévère reprise en main, l'éducation surveillée, où 207 postes avaient été supprimés en 1987, se voit à nouveau amputée de 67 postes (+ 25 reconvertis en emplois administratifs), mais augmente son budget de 2,3 %, avec 1,312 milliard.

Quant à la lutte contre la toxicomanie — la non-utilisation, en 1987, de 50 millions de francs de crédit sur les 250 millions que lui consacrait le ministère de la justice avait fait jaser, — ses crédits sont maintenus par un curieux tour de passe-passe. Les 50 millions de francs restés dans les caisses sont reportés au budget 1988, et 53 millions de francs inscrits au budget du ministère de la justice et des sports. Cela permet, en n'engageant que 147 millions de francs en 1988, de retomber sur le même chiffre qu'en 1987.

Avec 2,2 milliards de francs, le budget de l'administration centrale reste stable. Cohérent et sans surprise, sinon le « cadeau » fait aux magistrats, le projet de budget de la justice que le garde des sceaux souhaite encore « améliorer au cours du débat parlementaire » est le fidèle reflet de sa politique, où les prisons sont reines.

AGATHE LOEGART.

Quatre ans de détention sans être jugé

Un inculpé saisit la Commission européenne des droits de l'homme

Placé en détention provisoire le 28 juillet 1983, un inculpé, écroué à la prison des Baumettes à Marseille, n'a toujours pas été jugé, et son défenseur, M. Yves Kleniec, a décidé de saisir de cette situation la Commission européenne des droits de l'homme.

Le détenu, Roland Biron, se voit reprocher une attaque à main armée dont il avait reconnu être l'auteur dès son arrestation. L'instruction se déroula alors normalement jusqu'au jour où Biron exposa qu'il avait eu un complice qui avait été pour lui l'indicateur du « coup » perpétré, mais dont il refusa de livrer le nom.

Au bout de deux ans, la date du procès avait cependant été fixée au 21 octobre 1985 devant les assises des Bouches-du-Rhône. Mais le représentant du ministère public demanda alors et obtint le renvoi, en invoquant la nécessité d'un supplément d'information.

Depuis cette date, Roland Biron attend ayant vainement formulé quatre demandes de mise en liberté. C'est en raison de cette situation que son avocat invoque l'article 25 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui permet à tout ressortissant d'un pays signataire de la Convention de saisir la Commission s'il s'estime victime d'une atteinte à ses droits.

Le calvaire d'un ouvrier agricole dans une ferme de Maine-et-Loire

Treize années de servage

ANGERS de notre correspondant

Le conseil des prud'hommes d'Angers a condamné, le 2 septembre, M. Denis Thibault, agriculteur de Durtal (Maine-et-Loire) à verser à son ancien ouvrier agricole, M. Serge Cadeau, 330 493 F au titre de rappel de salaires et 200 000 F à titre de dommages-intérêts « pour préjudice moral et matériel ». Sanction « civile » d'une incroyable affaire, dont l'épilogue judiciaire se jouera en cassation : pour M. Serge Cadeau, âgé aujourd'hui de quarante-neuf ans, ces 530 000 F constituent la compensation d'un cauchemar : treize années de servage.

Il a fallu que Serge Cadeau tombe gravement malade pour que sa situation soit découverte, le 23 mars 1986. Ce jour-là, un médecin appelé par la sœur de l'ouvrier agricole trouva le malheureux dans un tel état qu'il ordonna son hospitalisation immédiate : septiciémie à étiologie infectieuse, troubles généraux, plaies hygiéniques aux pieds... Un état nécessitant un traitement antibiotique à long terme.

« Etat de misère physiologique »

Serge Cadeau, en proie à une fièvre et à de violentes douleurs lombaires, attendait depuis cinq jours dans le réduit qui lui servait de logement, à la ferme exploitée par M. Thibault, sur la commune de La Dagonnière.

Les faits étaient suffisamment graves pour justifier l'ouverture d'une enquête de la gendarmerie et d'une information par le parquet. Les « conditions de travail » et de vie de Serge Cadeau allaient être revues : arrivé le 4 décembre 1972 sur l'exploitation agricole de M. Thibault, il y travaillait depuis lors, « de l'aube au crépuscule », sept jours par semaine — avec deux heures de « liberté » le dimanche. Il ne perçait jamais de salaire autre que sa nourriture, apportée chaque matin par son patron pour la journée.

Et le gîte lui fut offert... dans une cabane voisine de la soue aux cochons, sans eau ni chauffage. Les nuits de grand froid —

et les hivers 1985 et 1986 furent particulièrement rigoureux en Anjou, — le malheureux était obligé de marcher de long en large dans son réduit pour éviter de geler sur place.

Contre M. Thibault, poursuivi pour non-assistance à personne en danger, et qui se défendait en invoquant la « description » des symptômes manifestés par Serge Cadeau, le tribunal correctionnel d'Angers allait prononcer, le 17 octobre 1986, une peine de trois mois de prison avec sursis et 8 000 francs de dommages-intérêts, estimant qu'il maintenait Cadeau en état de misère physiologique tant en ce qui concerne son habitat que son hygiène et ses cadences de travail.

Le 7 mai 1987, la cour d'appel portait la peine de prison avec sursis à quatre mois « compte tenu de la particulière gravité des faits mettant en péril la vie humaine ».

Devant le conseil des prud'hommes, M. Thibault a plaidé « ne jamais avoir été l'employeur de Serge Cadeau, celui-ci n'ayant jamais été déclaré à la Mutuelle agricole ». Le conseil s'est appuyé sur les motivations des juges du tribunal de grande instance et de la cour d'appel pour établir la réalité d'un lien de subordination entre MM. Thibault et Cadeau : estimant que les tâches exécutées par Serge Cadeau — travaux courants d'exploitation et conduite d'un tracteur répondaient à la qualification de l'ouvrier agricole définie dans la convention collective des exploitations de polyculture et d'élevage de Maine-et-Loire, il a retenu la réalité des heures de travail décomptées pour rappel de salaires portant sur l'antériorité maximale de cinq ans. Quant aux dommages et intérêts, le jugement des prud'hommes les justifie « attendu qu'il est indéniable que les conditions immorales et intolérables dans lesquelles Cadeau a vécu et a travaillé durant treize ans ont engendré un préjudice moral et matériel certain ».

Désormais incapable d'accomplir de gros travaux, Serge Cadeau est aujourd'hui hébergé dans un foyer.

CLAUDE-HENRI GAY.

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4356

لبنان في العراق

CAMPUS

L'ouverture de l'Ecole normale supérieure de Lyon

« **E**NFANTS du peuple et choisis dans son élite, parmi les meilleurs, vous allez être accueillis dans les restes du palais de nos rois pour y recevoir une éducation princière. » C'est en ces termes un brin pompeux qu'à la rentrée de 1882 Edouard-Auguste Jacquot accueillait la première promotion de la toute nouvelle Ecole normale supérieure de Saint-Cloud (1). Dans le panthéon scolaire de la III^e République naissante, celle-ci rejoignait son illustre devancier de la rue d'Ulm et les écoles de Sorbonne et de Fontenay auvernes l'année précédente aux jeunes filles.

Cent cinquante ans plus tard exactement, mardi 15 septembre 1987, c'est entre Saône et Rhône, dans l'Ecole normale supérieure de Lyon à peine sortie de terre, que les héritiers des pionniers de Saint-Cloud ont fait leur première rentrée. Et si M. Guy Aubert ne leur a pas offert un discours de bienvenue aussi solennel que celui de son lointain prédécesseur, nul doute que son propos n'aura pas été moins passionné et mobilisateur. Car l'administrateur provisoire de Normale Sup Lyon le répète avec une inépuisable énergie depuis des mois : « Pour l'éducation nationale, la construction de cette école, c'est l'investissement du siècle. Et notre ambition, à Lyon, est d'être parmi les meilleurs, voire les meilleurs. » Toute une histoire. Tout un programme.

Le chantier en pleine effervescence de la nouvelle école n'est, en effet, que le dernier épisode d'une longue saga dont les enjeux sont tout à la fois immobiliers, académiques, corporatifs et politi-

L'entrée, le 15 septembre, de la première promotion d'élèves de la nouvelle Ecole normale supérieure de Lyon est un événement. Elle marque une date importante pour la décentralisation de la recherche et la formation des scientifiques.

ques. Tout commence en 1938. Logée en bordure du parc somptueux, dans les communs du palais royal bombardé et incendié en 1870, l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud menait jusqu'alors une existence paisible — loin de la montagne Sainte-Geneviève, où les polytechniciens, les « ulmiens » et les sorbonnards ont élu domicile depuis longtemps. Cette année-là, cependant, l'automobile ébranle une première fois la sérénité champêtre des « cloutiers » : le projet d'« autoroute », qui deviendra l'autoroute de l'Ouest, et son fameux tunnel amputent l'école d'une partie de ses salles de cours. Dès 1942, en pleine guerre, un projet de reconstruction est envisagé à Gentilly, près de la Cité universitaire. Ce sera le premier d'une longue série.

Exercice délicat de cohabitation

Car le gonflement des effectifs et le développement des missions de l'école rendent de plus en plus nécessaire un agrandissement des locaux. En 1966, un projet d'extension dans le parc de Saint-Cloud est approuvé. Deux ans plus tard, il est abandonné pour permettre le doublement du tunnel de l'autoroute. L'école jette

alors son dévolu sur le nouveau pôle scientifique qui se constitue au sud de Paris, entre l'université d'Orsay, la nouvelle Ecole polytechnique de Palaiseau et les laboratoires de Saclay. Peine perdue : en 1971, une véritable bombe éclate. Menant avec énergie sa politique de décentralisation, la DATAR écarte toute reconstruction de l'Ecole en région parisienne. Dans le petit monde des élèves, des enseignants et des anciens de Saint-Cloud, la levée de boucliers est immédiate : une personne n'a de mots assez durs pour condamner cette déportation en province, ce dépeçage prévisible, bref cet assassinat. Et les personnels de l'Ecole récusent toutes les candidatures de villes prêtes à les héberger avant qu'en 1975 le premier ministre de l'époque, M. Jacques Chirac, ne tranche finalement en faveur de l'agglomération lyonnaise.

Il faudra encore quatre ans pour déconstruire les différentes communes candidates (Saint-Priest, Villeurbanne et le quartier de la Part-Dieu) et décider de faire de la nouvelle école le moteur de la rénovation du quartier de Gerland. Et huit années supplémentaires pour accueillir, cette semaine, les quatre-vingt-trois élèves de la première promotion. Car entre-temps, le déménagement de Saint-Cloud a servi de levier efficace pour faciliter les projets de « restructuration » des cinq écoles normales supérieures (Ulm, Sèvres, Saint-Cloud, Fontenay et l'Ecole normale supérieure de Cachan).

Les deux objectifs poursuivis — mixité des écoles et rationalisation de leurs compétences et de leur fonctionnement — se conjuguent pour aboutir à un redécoupage du territoire de chacune, approuvé par le gouvernement de M. Raymond Barre en 1979, confirmé et complété ensuite par les gouvernements socialistes.

Contesté jusqu'au bout par un long combat d'arrière-garde, le principe est simple : si la fusion Ulm-Sèvres maintient pour cette école la traditionnelle pluridisciplinarité scientifique-littéraires, les trois autres établissements se voient affecter un seul ordre de disciplines : Fontenay regroupe

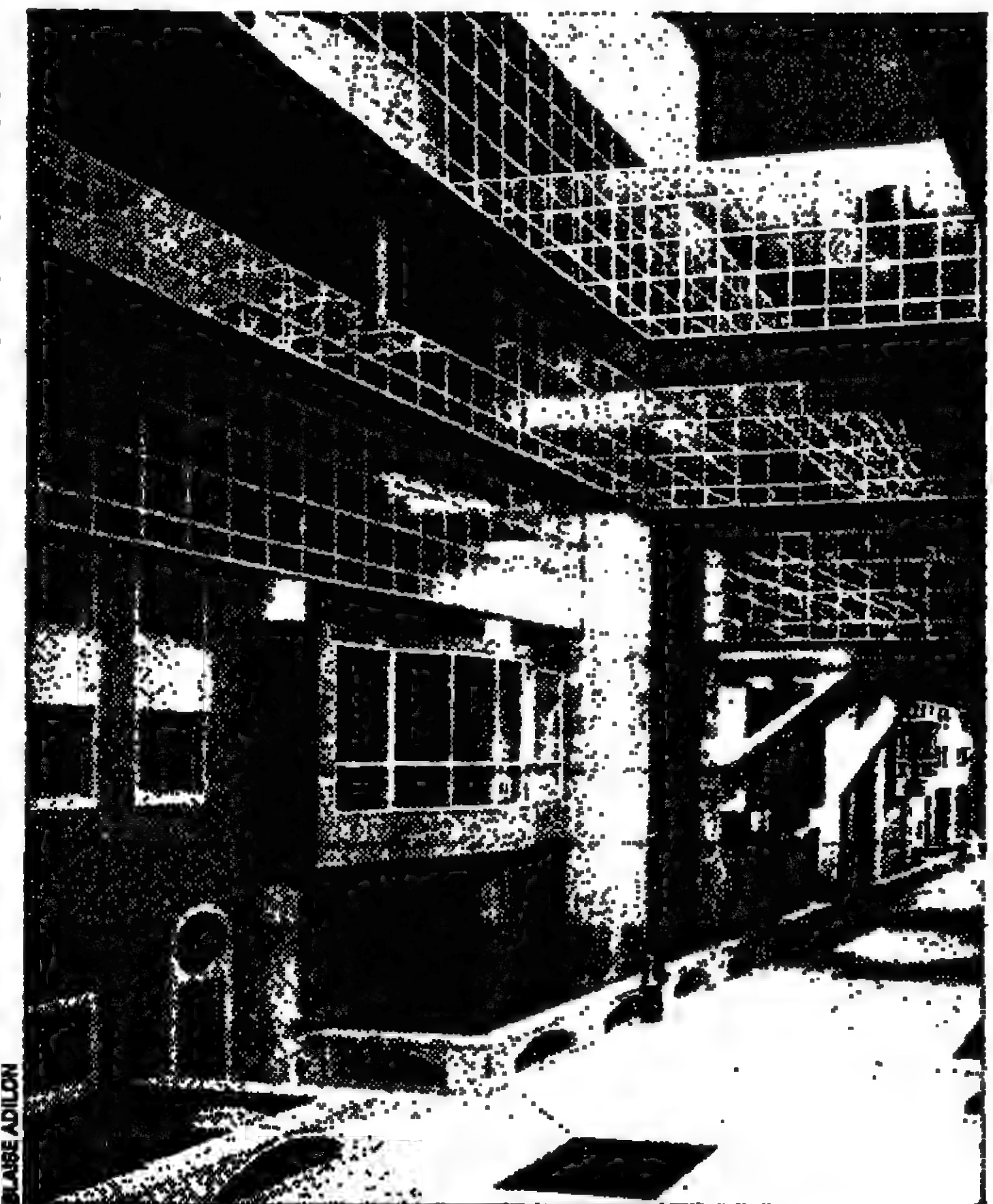
les lettres et les sciences humaines, Cachan conserve la technologie et Lyon rassemble les sections scientifiques de Saint-Cloud, Fontenay et, en principe, de Cachan. Envisagé au départ comme un pur et simple transfert de Saint-Cloud à Lyon, le déménagement de l'Ecole normale supérieure aboutit donc à la création d'une grande école scientifique tout à fait originale.

Au terme de telles péripéties, l'inauguration officielle de l'ENS de Lyon pourrait d'ailleurs s'avérer un exercice pratique de cohabitation particulièrement délicat ou écumeux. De Jacques Chirac qui choisit Lyon à Raymond Barre qui confirma le déménagement, d'Alfred Sauvier-Scléty qui proposa le nouveau découpage des écoles, à Alain Savary qui l'entérina, de Jean-Pierre Chevènement qui posa la première pierre à René Monory ou Jacques Valade, garants d'un démarrage satisfaisant, tous les ministres de l'éducation, premiers ministres, voire présidents de la République en exercice ou à la retraite ne sont-ils pas fondés à revendiquer leur part de responsabilité dans cette affaire ? Sans oublier les édiles lyonnais et les élus régionaux qui ont vigoureusement soutenu le projet.

Un outil exceptionnel

Pour les responsables de Normale Sup de Lyon, cependant, l'enjeu dépasse largement les subtilités protocolaires. C'est maintenant qu'ils doivent gagner le pari lancé il y a une dizaine d'années. Ils disposent pour cela de trois atouts. En premier lieu, un outil exceptionnel. Depuis un siècle, l'Etat a construit des centaines d'écoles et de lycées, des dizaines de centres universitaires. Mais c'est la première fois qu'il se lance dans la conception d'une nouvelle Ecole normale supérieure, avec, à la clef, un projet audacieux et séduisant représentant un investissement de 300 millions de francs.

Le choix du site, en 1979, avait pourtant fait grincer quelques dents. « Les abattoirs de la Mouche », rappellent les Lyonnais, c'était la zone. « Difficile à imaginer pour les premiers élèves, qui ont débarqué il y a deux jours. Car si tout est encore en chantier, ils seront, demain, au cœur d'un des quartiers les plus dynamiques de la capitale rhodanienne, au milieu d'un parc scientifique accueillant entreprises de pointe et laboratoires privés et publics.



Maquette de l'Ecole Normale supérieure de Lyon.

Quant à la grande nef de Normale Sup, dont l'architecture intelligente et fluide — due à M. Claude Dubois — domine l'ensemble, elle offrira aux 600 élèves à venir un environnement plus que performant : 7 000 m² de laboratoires, des « salles blanches » ultramodernes, des locaux d'enseignement bien conçus, une bibliothèque centrale reliée par câble aux chambres de la résidence et aux salles de travail, une seconde bibliothèque au centre du « sanctuaire » des mathématiques, un amphithéâtre parfaitement équipé, qui dès le mois de mars 1988 accueillera les premiers « Entretiens de Lyon » consacrés à l'informatique. Bref, des conditions de travail et de recherche qui risquent, à terme, de faire pâlir d'envie bien des scientifiques français et étrangers.

Le moment de vérité

Deuxième atout : partant de zéro, Guy Aubert a pu constituer, depuis deux ans, le noyau d'une équipe jeune, dynamique, « gonflée à bloc », dit-il. « Ici, ajoute-t-il, nous n'avons que des volon-

taires, des directeurs de labo et des animateurs de recherche prêts à s'investir énormément, et qui ont immédiatement situé le niveau d'exigence de l'école », comme Jacques Dailly pour la biologie, Jean-Pierre Hansen pour la physique des liquides, Bernard Bigot pour la chimie, Denis Serre, de Saint-Etienne, pour les mathématiques, ou Michel Cosnard, venu du CNRS et de Grenoble, pour l'informatique. Bon nombre de chercheurs parisiens ont-ils hésité ou ont-ils renoncé à émigrer jusqu'à Lyon ? Guy Aubert balaye l'objection. « Nous avons, nous aurons les meilleurs jeunes ! », s'exclame-t-il avec une brutale assurance.

Dernier atout enfin : un projet pédagogique cohérent et souple. La scolarité des élèves est organisée pendant les deux premières années dans le cadre nouveau de masters associant cours, travaux expérimentaux et stages en laboratoire ou en entreprise.

(Lire la suite page 18.)

(1) Cité dans l'Histoire de l'Ecole normale de Saint-Cloud, par Jean-Noël Luc et Alain Barbé, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 324 p., 98 F.

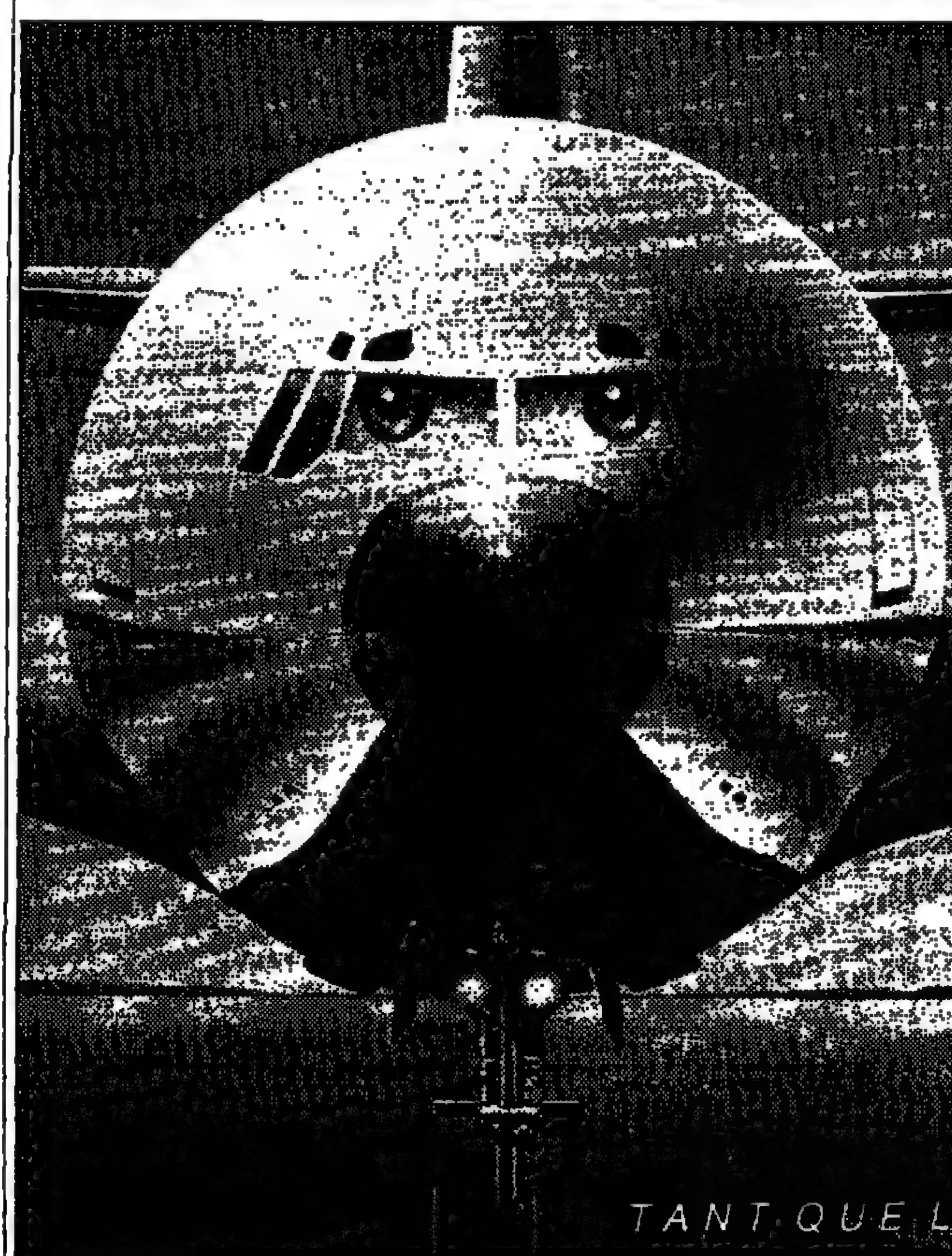
Un chercheur entrepreneur

Du pas tranquille du montagnard, Guy Aubert, quarante-huit ans, promoteur de la recherche à Saint-Cloud, à l'ENS de Saint-Cloud et à l'Institut national polytechnique de Grenoble. Puis, en 1971, il participe à la création du Service national des champs intenses (SNCI), fruit d'une étroite collaboration entre le CNRS et la Max-Planck Gesellschaft pour l'étude des hautes champs magnétiques. « C'est le plus beau laboratoire du monde dans sa spécialité », précise amoureusement Guy Aubert, qui en assure la direction depuis sept ans. C'est là en effet que dans la nuit du 4 au 5 février 1980, un chercheur allemand, Klaus von Klitzing, parvient à enregistrer un phénomène physique nouveau, l'effet Hall quantifié, qui lui vaudra, quinze ans après Louis Néel, de recevoir à son tour le prix Nobel de physique. Depuis six mois enfin, grâce à la mise au point du plus grand aimant hybride du monde, l'équipe de recherche du SNCI détient le record absolu en matière de champ magnétique.

Pour Guy Aubert, il n'y a rien là de spectaculaire de très naturel. « On ne peut pas être le premier à chaque fois, mais il faut l'être de temps en temps. Si on ne se bat pas pour être meilleur que son voisin, ce n'est pas la peine d'être chercheur », affirme-t-il. Entouré d'une très jeune équipe d'enseignants-chercheurs, Bernard Bigot à la direction des études et Jean-Pierre Hansen à la direction de la recherche, Guy Aubert réunit ainsi l'expérience et la volonté nécessaires pour conduire la mutation de Normale Sup.

J.-L. S.

UNIVERSITÉS DE PARIS-I PANTHÉON-SORBONNE
DÉPARTEMENT DE DROIT
Création d'un **MAGISTÈRE DE DROIT DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES**
— Ouvert aux titulaires d'un DEUG Droit sur avis d'une commission de recrutement.
— Formation en trois ans de juriste d'affaires de haut niveau.
— Stages obligatoires.
— Inscriptions : du 14 au 25 septembre
12, place du Panthéon, 75005 PARIS, salle 53.



SFENA : UN REGARD NEUF SUR LES HAUTES TECHNOLOGIES

De l'Avionique à l'Informatique en passant par le Laser et le Test...

La SFENA innove. Elle a acquis une avance technologique et une notoriété mondiale dans les domaines d'avant-garde : Espace, Avionique, Informatique, Test Automatique... Pour atteindre de nouveaux objectifs, clés d'un développement futur dans les secteurs de l'informatique, de l'électronique et de l'automatisme, la SFENA mise sur les hautes compétences de ses ingénieurs et techniciens. C'est avec leur méthode, leur potentiel et leur ouverture au dialogue qu'ils font progresser les technologies. Vous êtes passionné par l'un de ces domaines, alors devenez-en le spécialiste dans une société qui porte un regard neuf sur l'avenir. Ecrivez sous réf. C/09 à SFENA, Gestion des Cadres, Aéroport de Villacoublay, B.P. 59, 78141 Villacoublay Cedex.



TANT QUE LES HOMMES INNOVERONT

ilpes

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
CONSERVATOIRE NATIONAL
DES ARTS ET MÉTIERS

Institut Technique de Prévision Économique et Sociale

Cours du soir et le samedi matin
L'I.T.P.E.S. reprendra ses enseignements le jeudi
1^{er} octobre 1987 à 18 h 15.

Créé au sein du Conservatoire National des Arts
et Métiers en 1962, l'Institut est destiné à former
ou perfectionner aux techniques modernes de la
gestion prévisionnelle, économique et sociale, aide
à la décision, management et planification, études
de marchés.

Le programme de formation s'étend sur deux
ans, suivi d'une année d'études de cas et de
recherche appliquée coécrite par la sous-
direction d'un mémoire. Il est sanctionné par le
diplôme de l'I.T.P.E.S. inscrit au niveau II de
l'enseignement supérieur technologique.

Publication des diplômés au « Journal Officiel ».

Selon le contenu et le niveau de la formation
antérieure (BTS, DUT, Licence, Maîtrise de ges-
tion, Sup de Co.) ou l'expérience profession-
nelle, l'admission est prononcée en 1^{re} ou
2^e année sur dossier.

Quelques places d'auditeurs libres notamment
en 3^e année (Économistes et Gestionnaires de
3^e cycle).

I.T.P.E.S. Secrétariat et renseignements : 2, rue
Conté - 75003 PARIS.

Bureaux 372.56 (avec une permanence le
samedi matin) - Tél. 42.71.24.14, poste 523.

L'ouverture de l'Ecole normale supérieure de Lyon

(Suite de la page 17.)

Mis en place avec les deux
gros universités scientifiques de
la région (Lyon I et Grenoble I),
quatre maîtres sont opérationnels
dès cette rentrée : mathématiques et
applications, informatique et modé-
lisation, sciences de la matière, enfin
biologie moléculaire et cellulaire,
soit les principaux axes de recherche
de l'école, auxquels viendront
s'ajouter les sciences de la terre et la
géologie.

En troisième et quatrième
années, les élèves pourront choisir
soit l'obtention du DEA et l'engage-
ment de travaux de thèse, soit la
préparation des concours d'agrégation.
Toute la scolarité sera égayée
par un système de tutorat très per-
sonnalisé, chaque élève étant suivi
par un enseignant-chercheur de
l'école et définissant avec lui un plan
d'études individuel.

Malgré tous ces atouts, cette pre-
mière rentrée apparaît à ses respon-
sables comme un cap particulière-
ment délicat à passer. Les nouveaux
normaliens, estimant-ils, sont assez
adultes pour faire l'impasse sur le
chantier au milieu duquel ils vont
s'installer et qui ne devrait pas être
achevé avant le printemps 1988. En
revanche, ils seront sans concession
sur la qualité et le potentiel scienti-
fique des équipements, du personnel
technique et de l'équipe de recher-
che. Il est donc urgent pour l'école
de compléter son équipe et d'atténuer,
en matière d'équipements de labora-
toire, la masse critique indésirable.

Foncteur, M. Guy Aubert a bous-
culé bien des habitudes pour réduire
au maximum les frais de fonction-
nement, afin de consacrer l'essentiel
de ses ressources à l'équipement. Il

a concédé au secteur privé les ser-
vices de restauration, d'entretien et
de surveillance de l'école ; passé un
accord avec les HLM pour la
construction de la résidence des
élèves ; cherché des sponsors pour la
bibliothèque centrale ; et trouvé des
entreprises locales (la Société lyon-
naise de banque et l'Institut
Mérieux) pour financer deux
chaires d'enseignement. Mais il
admet que les crédits d'équipement
des labos de l'école sont encore
insuffisants. « Pour l'instant, tout le
monde fait de l'acrobatie, mais ce
sont les élèves qui rentrent cette
semaine qui vont, en trois mois,
faire la réputation de l'école auprès
des classes préparatoires. Il est
donc décisif d'obtenir très vite un
coup de pouce substantiel. »

Restera ensuite, et c'est œuvre de
longue haleine, à donner à l'ensem-
ble une véritable identité. Du grand

séminaire laïc chargé à la fin du
dix-neuvième siècle de la formation
de l'élite de l'enseignement primaire
au centre de recherche très pointu,
l'Ecole normale de Saint-Cloud a
achevé sa mue en démantelant à
Lyon. Après avoir longtemps couru,
non sans complexe, derrière l'Ecole
de la rue d'Ulm, après s'être pro-
gressivement dépouillé de la blouse
grise des instituteurs pour accéder à
l'agrégation et à l'Université, les
héritiers de « Saint-Cloud » et de
« Fontenay » ont aujourd'hui
l'ambition de dorer le pion aux
meilleurs sur le terrain le plus diffi-
cile : celui de la richesse et de la
qualité de la recherche scienti-
fique.

Le pari est audacieux. Et comme
le dit, non sans un certain trac, Guy
Aubert : « C'est le moment de vérité
pour tout le monde. »

GERARD COURTOIS.

Un formidable atout régional

DOUZE ans, presque jour
pour jour, après que Jac-
ques Chirac a annoncé
devant le conseil général Rhône-
Alpes la décision de principe de
décentraliser l'Ecole normale supé-
rieure de Saint-Cloud, les élèves de
la première promotion de l'ENS de
Lyon consacrent leur semaine de
rentrée à visiter quelques entreprises
et grands laboratoires de la région.
C'est un signe. A la faveur de cette
implantation en province, le contenu
de l'enseignement à Normale Sup
doit en effet connaître une profonde
mutation : la formation y sera assu-
rée principalement par la recherche.
Aussi, pour la région Rhône-Alpes,
le choix de Lyon n'est pas seulement
révélateur du niveau atteint par les
activités de recherche, principale-
ment dans le Rhône et dans l'agglomé-
ration grenobloise. C'est aussi,
chacun le sent bien, une chance sup-
plémentaire offerte à la seconde
région économique française. « Cela
va donner un pouvoir d'attraction
phénoménal à la région Rhône-
Alpes », affirme ainsi Jean-Jacques
Payan, président de l'université
scientifique, technologique et médi-
cale de Grenoble (USTMG).

Pour les responsables locaux, Normale Sup
et les autres universités scientifiques doivent donner
« un pouvoir d'attraction phénoménal
à la région Rhône-Alpes ».

Si quelques élus de Lyon, parmi
les plus éminents, ont confondu au
début le projet de l'Ecole normale
supérieure avec la création d'une
nouvelle école normale d'institu-
teurs, les milieux scientifiques et
économiques ont mesuré très tôt
l'intérêt qu'il y aurait à accueillir
une grande école sur les bords du
Rhône. Pour mieux contrer les résis-
tances qui se manifestent chez les
« normaliens » commence alors un
long « travail d'impregnation » que
les Lyonnais mèneront directement
à l'hôtel Matignon, auprès des qua-
tre premiers ministres successifs,
Jacques Chirac, Raymond Barre,
Pierre Mauroy et Laurent Fabius.
En dépit des changements politiques
la continuité de la République se
manifeste pourtant et en 1982, le
gouvernement socialiste ajoute ainsi
11 000 mètres carrés au programme
initial prévu sous la présidence de
M. Giscard d'Estaing.

Sur le plan local, M. Jacques
Moulinier, adjoint à l'urbanisme,
convainc le maire de Lyon de propo-
ser le site de Gerland, plus favorable
qu'un campus universitaire à la
nécessaire symbiose avec le monde
de l'entreprise. Puis la ville offre de
financer un amphithéâtre de six
cents places qui permettra désor-
mais au nouvel établissement
d'accueillir des congrès à caractère
scientifique. Enfin, le conseil régional
accorde 16 millions de francs de
crédits pour financer une part des
équipements de recherche.

Au sein même de l'université, les
rivalités traditionnelles entre Lyon-
nais et Grenoblois font place à une
véritable solidarité régionale. Au
mois de juin 1981, la conférence
régionale des présidents d'université
confirme ainsi à l'unanimité sa pré-
férence pour Lyon. Le recteur Mau-
rice Niveau se charge quant à lui
d'assurer la liaison avec les diffé-
rents ministères de l'éducation natio-
nale et de présenter aux Lyonnais le
Grenoblois Guy Aubert, nommé
administrateur provisoire de l'école
au mois de juillet 1985. « Il les a
véritablement conquis », confie
M. Niveau, le jour où il leur a dit
qu'il ne suffirait pas d'être rhonal-
pin pour travailler à l'ENS, mais
qu'il leur faudrait être les meil-
leurs. »

Implantée à Lyon, agréée par
toute la région, l'Ecole normale
supérieure bénéficiera certes de son

environnement immédiat et des rela-
tions déjà étroites entretenues avec
les universités scientifiques Lyon-I
et Grenoble-I et concrétisées par la
filière des maîtres créés en com-
mun. Grâce aux stages et aux
contrats de recherche, la région
scopie d'autre part vœux dans ses
laboratoires une bonne part des
futurs normaliens. Mais l'ambition
de l'équipe de direction — qui, col-
lectivement, entretient déjà de nom-
breux contacts avec les milieux de la
recherche — est sans ambiguïté.
« L'ENS ne sera pas une école lyon-
naise, c'est une école à vocation
nationale, voire internationale »,
affirme ainsi M. Aubert. A cet
égard, chacun sait bien à Lyon que
les premiers mois seront décisifs.
Car l'aventure ne fait que commen-
cer et, comme le dit un responsable
économique de la région, « rendez-
vous aux prochains concours
d'agrégation pour comparer les
classements des étudiants à ceux
des autres grandes écoles ».

JEAN-LOUIS SAUX.

(Publicité)

**Université Paris-VII
FORMATION CONTINUE**
Pour enseignants second degré
d'anglais et de français
Stages pour recyclage linguistique
(grammaire, énonciation) et pour
enseignement assisté par ordinateur
Inscriptions mercredi 14 h à 17 h
à partir du 23 septembre
M^{me} Janine BOUSCAREN
DIREL : Institut d'anglais
10, rue Charleux-V, Paris-4^e
ou tél. : 42-74-27-64

INSCRIPTIONS IMMÉDIATES RENTÉE OCTOBRE

IAC

INSTITUT EUROPEEN DE
FORMATION AUX AFFAIRES
ET A LA CONDUITE
DES ENTREPRISES

IEMI

INSTITUT EUROPEEN
DE MANAGEMENT
INTERNATIONAL

MANAGEMENT COMMERCE INTERNATIONAL

1^{er} CYCLE

BTS de Commerce International
BTS d'Action Commerciale
FORMATION AUX TECHNIQUES
DU COMMERCE INTERNATIONAL
DIPLOMES D'ÉTAT EN 2 ANS
bac ou niveau bac

3^e ANNÉE EN OPTION

2^e CYCLE

PEMI
Projet Européen de
Management International
BBA
Bachelor of Business
Administration

Admission
- Bac + concours d'entrée,
dossier, tests d'aptitude et
entretien individuel.
- Directement en 2^e année
BTS - DUT - DEUG
Classes préparatoires
d'enseignement
commercial.
Diplômés de
l'enseignement supérieur
de la Communauté
Européenne.

EMBA
European Master of Business
Administration
MBA
Master of Business
Administration

Admission
Licence, Maîtrise, IEP,
Architectes, Pharmaciens,
Ingénieurs ou expérience
professionnelle de 2/3 ans,
position cadre.



Financement à 100 %
du montant des études.

GROUPE IPSA
71, Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Tél. : (1) 42.66.66.82

**IAC
IEMI**

établissement privé d'enseignement supérieur du Groupe IPSA

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

☐ BTS ☐ 2^e cycle ☐ 3^e cycle

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

LOCALITE _____

TELEPHONE _____

DATE _____

NIVEAU D'ETUDES _____

AUX ÉDITIONS STH

4, av. Jean Moulin 75016 Paris Tél. 45.27.10.15

Vient de paraître

LES LIVRES TÉMOINS DE LEUR TEMPS

1974/1986 : « Le tour de la pensée
contemporaine en 80 essais »

Guy Rasi-Landi / Christine Henry-Brund / Anne Prost

« L'honnête homme ne peut plus tout
savoir ni tout lire. Pourtant, les essais
politiques, économiques, sociologiques
se multiplient. C'est le premier manuel
de culture générale, concret et vivant. »

262 pages - 98 F

Les livres témoins
de leur temps

UNE ÉCOLE CRÉÉE PAR DES HEC

axée sur l'international et les langues

Ouverture : octobre 1987



Institut Supérieur International de Commerce

- En deux ans : préparation au BTS (Diplôme d'État)

- Commerce international - Action commerciale

Comptabilité - Gestion

- 3^e année de spécialisation

Admission : BAC ou Niveau BAC sur entretien

Renseignements et inscriptions :

Téléphoner : 45-63-67-91 ou 42-56-64-06

ou écrire à :

ISIC secrétariat - 95, rue la Boétie - 75008 - Paris

ISIC : Etablissement privé d'enseignement technique supérieur

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)

Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. (1) 48.74.65.94

Documentation M sur demande

INSCRIPTIONS IMMÉDIATES RENTÉE OCTOBRE COMMUNICATION PUBLICITÉ MARKETING

Création publicitaire, marketing, stratégie...
Les nouveaux médias appellent de nouveaux responsables
de la communication moderne de demain.

EN DEUX ANS

PRÉPARATION

AU DIPLOME D'ÉTAT

BTS

communication et action publicitaire

IECP

INSTITUT EUROPÉEN DE
COMMUNICATION ET PUBLICITÉ

3^e ANNÉE

Parcours Européen et International

Stages et missions pour la

préparation du

P.E.M.C.I.

Projet Européen de Management

en communication internationale

DIPLOME INTERNATIONAL

DE COMMUNICATION

en association avec le centre de

management en communication de GENEVE

Admission : bac ou niveau bac.

Financement à 100 % du montant des

études.

IECP INSTITUT EUROPÉEN DE

COMMUNICATION ET PUBLICITÉ

Etablissement privé d'enseignement

supérieur du Groupe IPSA

71, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ - 75008 PARIS (1) 42 66 66 82

Documentation gratuite

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

LOCALITE _____

TELEPHONE _____

DATE _____

NIVEAU D'ETUDES _____

لدينا من الكتب

Passion télématique à Saint-Etienne

COMMENT maîtriser la communication à l'université ? Comment évaluer les services vidéotex universitaires ? Avec quelles initiatives et quelles difficultés ? Comment mettre en valeur les gisements d'informations de l'université ? Bref, les nouvelles techniques de communication peuvent-elles transformer la politique de diffusion de l'information scientifique et technique ? Autant de questions qui seront au centre des travaux des Journées UNISTEL de Saint-Etienne.

Pour l'agglomération stéphanoise, cependant, l'enjeu de cette manifestation dépasse les frontières strictement universitaires. Après la fermeture des mines et la disparition progressive des cransiers sous la verdure, après l'agonie tumultueuse de Manufrance, après l'épopée des Verts qui défraya la chronique du football des années 70, Saint-Etienne entend effacer ces stéréotypes insistants et se tourner résolument vers les secteurs de pointe, en particulier la communication moderne et le numérique.

Vitesse de croisière

L'ensemble des acteurs locaux multiplie les initiatives dans ce sens. La municipalité, tout d'abord, qui a signé en mai dernier avec le ministère des PTT la convention de câblage de l'agglomération stéphanoise d'ici deux ans. Saint-Etienne sera donc l'une des vingt-sept villes françaises qui bénéficieront du futur « plan câble ». Et, sur la lancée, l'équipe du maire, M. François Dubanchet, rêve de l'installation sur le site de Manufrance d'un téléport, c'est-à-dire d'une zone franche en matière de télécommunication.

L'université n'est pas la dernière venue sur ce terrain. Dès 1983, l'équipe du professeur Healy, directeur du laboratoire de biophysique et informatique médicale de la faculté de médecine, met au point le serveur universitaire santé, SUSAN.

Il s'agit à l'origine d'un dispositif destiné à la formation et à l'évaluation des connaissances des étudiants en médecine, qui se voient proposer par télématique des batteries de QCM (questionnaires à choix multiple) dans chaque grande discipline : biologie, physiologie, biochimie... La conception des questionnaires est confiée à des équipes de spécialistes de facultés de médecine de toute la France, et leur exploitation est ingénieuse et économique : dans les universités de médecine qui sont abonnées au réseau, une salle d'entraînement assisté par ordinateur est équipée d'un microserveur, qui permet de procéder d'un seul coup au téléchargement de la partie du programme intéressant les étudiants. Ceux-ci peuvent ensuite travailler à loisir — hors connexion téléphonique — sur leur poste minitel.

SUSAN a maintenant acquis sa vitesse de croisière. Avec quarante-huit abonnés, il occupe une place appréciable dans les facultés de médecine. La modification de la structure juridique du serveur est d'ailleurs très symptomatique de ce développement. Initialement constituée sous forme d'association, l'université télématique SUSAN a été transformée, il y a un an, en société anonyme concédant un partenariat tous azimuts : à côté de l'université de Saint-Etienne, qui détient 20 % du capital, on trouve notamment la Société lyonnaise de banque (30 %), la Fondation Rhône-Alpes futur, liée à la Fondation de France, Médecins sans frontières, la Revue du praticien et d'autres partenaires privés ou publics.

Enfin, l'installation de cette université télématique dans des locaux désaffectés du complexe hospitalier de Saint-Jean-Bonnefonds s'est accompagnée de

Durement touchée par la crise, la cité forézienne se tourne résolument vers les technologies modernes. Les Journées UNISTEL, organisées du 22 au 24 septembre avec le concours du Monde, seront consacrées à l'introduction de la télématique à l'université.

la mise en place d'une équipe très jeune, placée sous la houlette du professeur Healy : son directeur, Philippe Tillon, est un ingénieur informaticien de vingt-quatre ans, fraîchement diplômé de l'INSA de Lyon, et son secrétaire général, Marie-Pierre Fleux, vient de terminer, à vingt-trois ans, son DESS d'informatique.

L'un et l'autre ne manquent pas de projets : développer à moyen terme de nouvelles fonctionnalités télématiques (téléchargement, soutien pédagogique, système expert), mais assurer tout d'abord la formation et l'assistance technique d'équipes qui souhaitent créer un service télématique. Ainsi l'université télématique accueille

désormais plusieurs services professionnels ou grand public, en particulier dans le domaine médical : M. et Mme Susan (formation générale dans le domaine de la santé publique), la banque de génie biologique et médical (domaine dans lequel la région Rhône-Alpes est particulièrement active), la banque CIRCAN, conçue pour l'information des médecins généralistes par la Fédération nationale des centres de lutte contre le cancer. Sans oublier le dernier venu encore en rodage : le service d'information de l'Union française des universités du troisième âge.

Imaginaire numérique

Enfin, l'université de Saint-Etienne a créé depuis 1985 le service ASTREE, hébergé par le serveur SUSAN, qui est la vitrine télématique de l'université et des grandes écoles stéphanoises. Un millier d'écrans permettent d'obtenir renseignements administratifs et informations sur les filières d'enseignement, l'état de la recherche, la vie de l'étudiant ou la formation continue. Et le virus de la télématique a essaimé au-delà des quelques pionniers du début. Ainsi le service ASTREE a suscité cette année le lancement de l'expérience Flash Bac. Une quinzaine d'enseignants de l'agglomération se sont réunis régulièrement pour proposer aux élèves des classes terminales des séries de QCM dans une dizaine de disciplines.

Au-delà de la télématique, c'est sur l'ensemble du secteur de la transmission numérique des données (texte, son et surtout image)

Après Paris 9-Dauphine l'an dernier, la deuxième édition des Journées UNISTEL (Université des services télématiques) se déroulera du 22 au 24 septembre à Saint-Etienne. Organisé avec le concours du Monde par la DBMIST (Direction des bibliothèques, des musées et de l'information scientifique et technique du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur), l'université de Saint-Etienne et l'université télématique SUSAN SA, ce colloque permettra d'étudier les problèmes de communication auxquels sont confrontés les universités et de présenter les services télématiques mis en place dans un certain nombre d'entre elles.

Les Journées se tiendront à la Maison de la culture et de la communication, colline du Jardin-des-Plantes, 47100 Saint-Etienne.

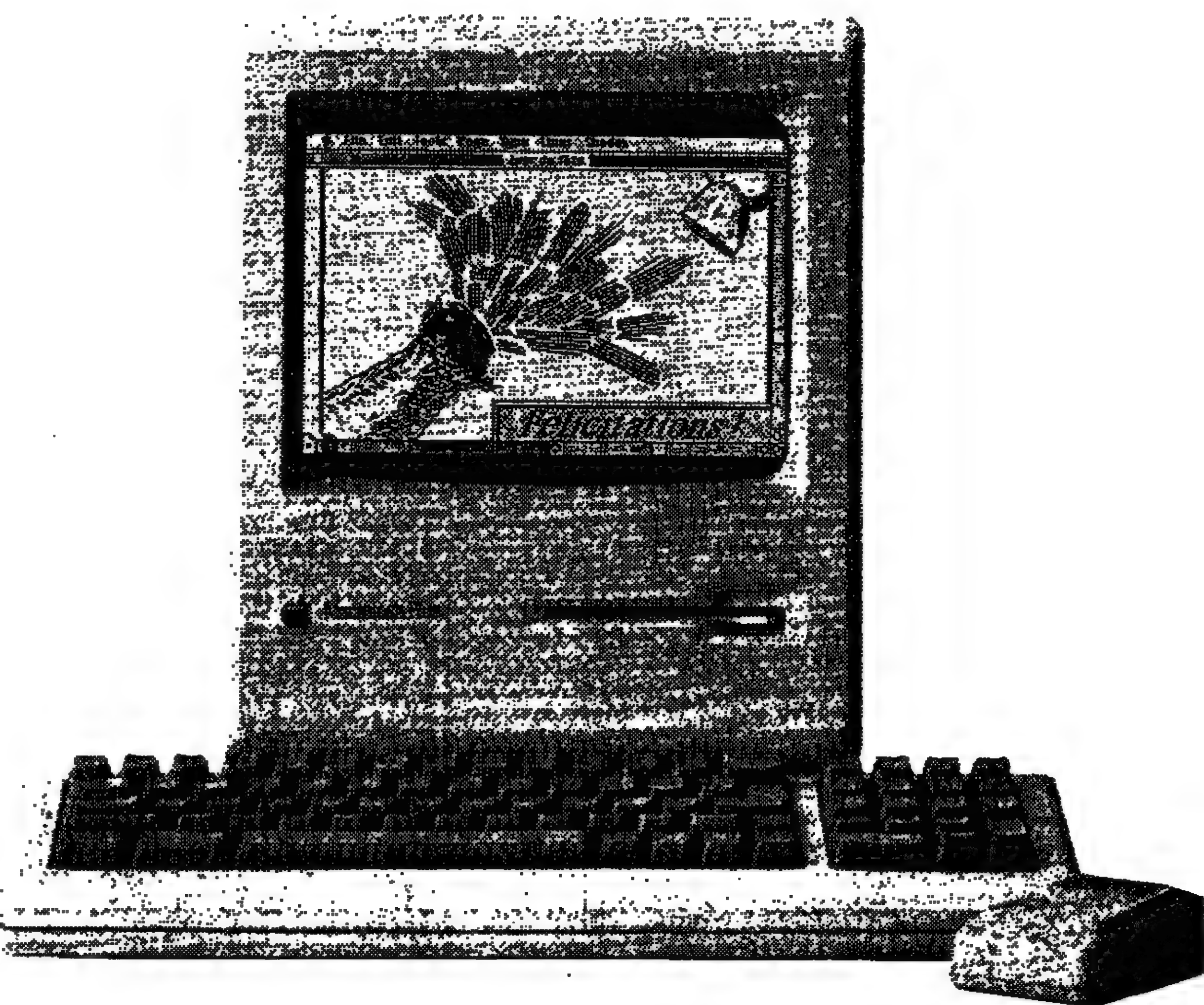
Pour en savoir plus : minitel : 3615 code UNISTEL. Téléphone : 77-37-17-23.

du même nom (Le Monde du 17 juin). Pour lui, « toute notre culture et, à terme, notre pédagogie sont en train de basculer dans la numérique. Or il n'existe pas en France de centre de réflexion globale sur la mutation complexe qui résulte des technologies informatiques de traitement du texte, du son et de l'image ». « Que va faire le prof du troisième millénaire ? La didactique de l'image est totalement inexplorée. » Il n'est pas surprenant de retrouver M. Alain Renaud chargé par le rectorat de Lyon de la conception d'un projet d'institut régional de recherche et de formation aux arts et technologies de l'image, qui aurait notamment pour tâche la sensibilisation et la formation des personnels de l'éducation nationale.

Numérique et image de synthèse, télématique et pédagogie assistée par ordinateur, l'université et la municipalité stéphanoises se lancent donc à fond sur ce nouveau terrain d'aventure. Comme le dit Christian Dandel, responsable de la cellule d'information de l'université et organisateur du colloque UNISTEL, « la force de Saint-Etienne, c'est sa faiblesse : on a le dos au mur et on ne peut s'offrir le luxe de bricoler. Ou bien c'est le désert à l'ombre du pôle scientifique grenoblois et de l'agglomération lyonnaise, ou bien c'est quelque chose de nouveau et de très fort ».

G. C.

Le meilleur moyen de récompenser votre Bac, c'est de vous aider à avoir d'autres succès.



En effet, cet été il sera bien plus facile d'acheter un Macintosh que de réussir son Bac ou ses concours. L'opération Bac Plus Mac, du 1^{er} juillet au 30 septembre, offre aux diplômés 1987 du Baccalauréat ainsi qu'aux étudiants ayant obtenu entre le 1^{er} janvier 1987 et le 30 septembre 1987 un diplôme universitaire du 1^{er} 2^e ou 3^e cycle, ou ayant été admis au concours d'entrée ou ayant

obtenu le diplôme d'un établissement de l'enseignement supérieur reconnu par l'Etat, la possibilité d'acquies un Macintosh Plus pour 14.990 francs TTC au lieu de 23.600 francs, ou un Apple IIx pour 8.990 francs TTC au lieu de 15.300 francs. Précipitez-vous chez un concessionnaire Apple avant qu'il n'y ait autant de queue qu'aux résultats du Bac.



Apple, le logo Apple, Macintosh et Apple IIx sont des marques déposées de Apple Computer Inc. © 1987 Apple Computer Inc.

Supérieure de Lyon

La commission des études de la ville de Lyon a décidé de créer un centre de recherche et de documentation sur la ville de Lyon. Ce centre sera installé dans les locaux de la bibliothèque de la ville de Lyon, 10 rue de la République. Il sera dirigé par M. Jean-Louis Baudouin, directeur de la bibliothèque de la ville de Lyon. Le centre sera ouvert à tous les chercheurs et à tous les étudiants. Il sera doté d'une collection de livres, de revues, de documents et de cartes. Il sera également équipé d'un ordinateur et d'une imprimante. Le centre sera ouvert de 9 heures à 18 heures, du lundi au vendredi.

GERARD COLLOMBES

Régional

La commission des études de la ville de Lyon a décidé de créer un centre de recherche et de documentation sur la ville de Lyon. Ce centre sera installé dans les locaux de la bibliothèque de la ville de Lyon, 10 rue de la République. Il sera dirigé par M. Jean-Louis Baudouin, directeur de la bibliothèque de la ville de Lyon. Le centre sera ouvert à tous les chercheurs et à tous les étudiants. Il sera doté d'une collection de livres, de revues, de documents et de cartes. Il sera également équipé d'un ordinateur et d'une imprimante. Le centre sera ouvert de 9 heures à 18 heures, du lundi au vendredi.

JEAN-LOUIS BAUDOUIN

Université Paris 12 - FORMATION CONTINUE
Pour renseignements :
1. Université Paris 12
2. Université Paris 12
3. Université Paris 12
4. Université Paris 12
5. Université Paris 12
6. Université Paris 12
7. Université Paris 12
8. Université Paris 12
9. Université Paris 12
10. Université Paris 12
11. Université Paris 12
12. Université Paris 12
13. Université Paris 12
14. Université Paris 12
15. Université Paris 12
16. Université Paris 12
17. Université Paris 12
18. Université Paris 12
19. Université Paris 12
20. Université Paris 12
21. Université Paris 12
22. Université Paris 12
23. Université Paris 12
24. Université Paris 12
25. Université Paris 12
26. Université Paris 12
27. Université Paris 12
28. Université Paris 12
29. Université Paris 12
30. Université Paris 12
31. Université Paris 12
32. Université Paris 12
33. Université Paris 12
34. Université Paris 12
35. Université Paris 12
36. Université Paris 12
37. Université Paris 12
38. Université Paris 12
39. Université Paris 12
40. Université Paris 12
41. Université Paris 12
42. Université Paris 12
43. Université Paris 12
44. Université Paris 12
45. Université Paris 12
46. Université Paris 12
47. Université Paris 12
48. Université Paris 12
49. Université Paris 12
50. Université Paris 12
51. Université Paris 12
52. Université Paris 12
53. Université Paris 12
54. Université Paris 12
55. Université Paris 12
56. Université Paris 12
57. Université Paris 12
58. Université Paris 12
59. Université Paris 12
60. Université Paris 12
61. Université Paris 12
62. Université Paris 12
63. Université Paris 12
64. Université Paris 12
65. Université Paris 12
66. Université Paris 12
67. Université Paris 12
68. Université Paris 12
69. Université Paris 12
70. Université Paris 12
71. Université Paris 12
72. Université Paris 12
73. Université Paris 12
74. Université Paris 12
75. Université Paris 12
76. Université Paris 12
77. Université Paris 12
78. Université Paris 12
79. Université Paris 12
80. Université Paris 12
81. Université Paris 12
82. Université Paris 12
83. Université Paris 12
84. Université Paris 12
85. Université Paris 12
86. Université Paris 12
87. Université Paris 12
88. Université Paris 12
89. Université Paris 12
90. Université Paris 12
91. Université Paris 12
92. Université Paris 12
93. Université Paris 12
94. Université Paris 12
95. Université Paris 12
96. Université Paris 12
97. Université Paris 12
98. Université Paris 12
99. Université Paris 12
100. Université Paris 12

OFFERTS IMMÉDIATES
ENTRÉE OCTOBRE
COMMUNICATION
PUBLICITÉ
MARKETING

P.A.M.C.I.
Pour renseignements :
1. Université Paris 12
2. Université Paris 12
3. Université Paris 12
4. Université Paris 12
5. Université Paris 12
6. Université Paris 12
7. Université Paris 12
8. Université Paris 12
9. Université Paris 12
10. Université Paris 12
11. Université Paris 12
12. Université Paris 12
13. Université Paris 12
14. Université Paris 12
15. Université Paris 12
16. Université Paris 12
17. Université Paris 12
18. Université Paris 12
19. Université Paris 12
20. Université Paris 12
21. Université Paris 12
22. Université Paris 12
23. Université Paris 12
24. Université Paris 12
25. Université Paris 12
26. Université Paris 12
27. Université Paris 12
28. Université Paris 12
29. Université Paris 12
30. Université Paris 12
31. Université Paris 12
32. Université Paris 12
33. Université Paris 12
34. Université Paris 12
35. Université Paris 12
36. Université Paris 12
37. Université Paris 12
38. Université Paris 12
39. Université Paris 12
40. Université Paris 12
41. Université Paris 12
42. Université Paris 12
43. Université Paris 12
44. Université Paris 12
45. Université Paris 12
46. Université Paris 12
47. Université Paris 12
48. Université Paris 12
49. Université Paris 12
50. Université Paris 12
51. Université Paris 12
52. Université Paris 12
53. Université Paris 12
54. Université Paris 12
55. Université Paris 12
56. Université Paris 12
57. Université Paris 12
58. Université Paris 12
59. Université Paris 12
60. Université Paris 12
61. Université Paris 12
62. Université Paris 12
63. Université Paris 12
64. Université Paris 12
65. Université Paris 12
66. Université Paris 12
67. Université Paris 12
68. Université Paris 12
69. Université Paris 12
70. Université Paris 12
71. Université Paris 12
72. Université Paris 12
73. Université Paris 12
74. Université Paris 12
75. Université Paris 12
76. Université Paris 12
77. Université Paris 12
78. Université Paris 12
79. Université Paris 12
80. Université Paris 12
81. Université Paris 12
82. Université Paris 12
83. Université Paris 12
84. Université Paris 12
85. Université Paris 12
86. Université Paris 12
87. Université Paris 12
88. Université Paris 12
89. Université Paris 12
90. Université Paris 12
91. Université Paris 12
92. Université Paris 12
93. Université Paris 12
94. Université Paris 12
95. Université Paris 12
96. Université Paris 12
97. Université Paris 12
98. Université Paris 12
99. Université Paris 12
100. Université Paris 12

IMPLÈME INTERNATIONAL DE COMMUNICATION
Pour renseignements :
1. Université Paris 12
2. Université Paris 12
3. Université Paris 12
4. Université Paris 12
5. Université Paris 12
6. Université Paris 12
7. Université Paris 12
8. Université Paris 12
9. Université Paris 12
10. Université Paris 12
11. Université Paris 12
12. Université Paris 12
13. Université Paris 12
14. Université Paris 12
15. Université Paris 12
16. Université Paris 12
17. Université Paris 12
18. Université Paris 12
19. Université Paris 12
20. Université Paris 12
21. Université Paris 12
22. Université Paris 12
23. Université Paris 12
24. Université Paris 12
25. Université Paris 12
26. Université Paris 12
27. Université Paris 12
28. Université Paris 12
29. Université Paris 12
30. Université Paris 12
31. Université Paris 12
32. Université Paris 12
33. Université Paris 12
34. Université Paris 12
35. Université Paris 12
36. Université Paris 12
37. Université Paris 12
38. Université Paris 12
39. Université Paris 12
40. Université Paris 12
41. Université Paris 12
42. Université Paris 12
43. Université Paris 12
44. Université Paris 12
45. Université Paris 12
46. Université Paris 12
47. Université Paris 12
48. Université Paris 12
49. Université Paris 12
50. Université Paris 12
51. Université Paris 12
52. Université Paris 12
53. Université Paris 12
54. Université Paris 12
55. Université Paris 12
56. Université Paris 12
57. Université Paris 12
58. Université Paris 12
59. Université Paris 12
60. Université Paris 12
61. Université Paris 12
62. Université Paris 12
63. Université Paris 12
64. Université Paris 12
65. Université Paris 12
66. Université Paris 12
67. Université Paris 12
68. Université Paris 12
69. Université Paris 12
70. Université Paris 12
71. Université Paris 12
72. Université Paris 12
73. Université Paris 12
74. Université Paris 12
75. Université Paris 12
76. Université Paris 12
77. Université Paris 12
78. Université Paris 12
79. Université Paris 12
80. Université Paris 12
81. Université Paris 12
82. Université Paris 12
83. Université Paris 12
84. Université Paris 12
85. Université Paris 12
86. Université Paris 12
87. Université Paris 12
88. Université Paris 12
89. Université Paris 12
90. Université Paris 12
91. Université Paris 12
92. Université Paris 12
93. Université Paris 12
94. Université Paris 12
95. Université Paris 12
96. Université Paris 12
97. Université Paris 12
98. Université Paris 12
99. Université Paris 12
100. Université Paris 12

L'avenir est aux
sciences humaines
et à la **graphologie**
Suivez à votre rythme
les COURS PAR CORRESPONDANCE et ORAUX
et les SESSIONS DE FORMATION
de l'**ÉCOLE**
DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE
Organisme privé fondé en 1953.
Contrôle de l'Éducation nationale.
12, VILLA SAINT-PIERRE B 3 DÉP. LMC
94220 CHARENTON - Tél. (1) 43-76-72-01
Inscription permanente. Conventions de formation continue
CORRECTIONS PERSONNALISÉES
DOCUMENTATION GRATUITE
Consultez l'annuaire électronique.
Sélections professionnelles, analyses, bilans de personnalité.

Grandes manœuvres dans les écoles de gestion

EN dix ans, la place des écoles de gestion dans la galaxie des grandes écoles françaises a considérablement évolué. Deux chiffres le démontrent de façon spectaculaire : à la rentrée 1977, il y avait à peu près autant d'élèves (3 500) en hypokhâgne (la première année de préparation aux concours littéraires des écoles normales supérieures) que dans les classes préparatoires en haut enseignement commercial. En 1985-1986, le nombre des hypokhâgneux dépasse tout juste 4 000, alors que celui des « prépas HEC » a plus que doublé et atteint 8 000 élèves. Et la tendance va s'accroître encore, puisque, pour la seule rentrée 1987, le ministère de l'éducation n'a pas créé moins de vingt-deux prépas commerciales supplémentaires.

Cette envolée des prépas commerciales et l'engouement des meilleurs bacheliers pour cette filière de formation supérieure sont évidemment révélateurs de la place de plus en plus déterminante des managers dans les entreprises et l'économie françaises. Mais le mouvement a été trop fort pour ne pas ébranler, au passage, les hiérarchies feutrées mais rigoureuses sur lesquelles repose le système des grandes

Les écoles de gestion ont connu, en dix ans, une progression spectaculaire. Mais cette croissance provoque des craquements. Principaux enjeux : l'allongement de la préparation aux concours d'entrée et, dès cette année, la réforme du concours des ESCAE.

écoles. Hiérarchies entre les écoles de commerce et leurs homologues scientifiques ou littéraires d'une part. Hiérarchies entre écoles de commerce d'autre part : derrière les trois « parisiennes » (HEC, ESSEC, Ecole supérieure de commerce de Paris), qui ont longtemps monopolisé prestige et notoriété, la concurrence et l'émulation entre les « Sup de co » provinciales est de plus en plus vive. Sur ces deux terrains, les grandes manœuvres sont aujourd'hui bien engagées pour redistribuer les cartes et les rôles.

La compétition entre écoles de commerce et écoles d'ingénieurs, tout d'abord. Elle n'est pas nouvelle. Mais les commerciaux ont lancé, depuis quelques mois, une offensive d'envergure pour obtenir la parité académique avec les scientifiques. Le cheval de

bataille est clair : HEC, l'ESSEC et les autres recrutent, en principe, leurs élèves au terme d'une seule année de préparation, alors que Polytechnique, Centrale ou Supélec situent leur concours d'entrée après deux ans de préparation (math sup et math spé), soit quatre ans de formation pour les uns (un an de prépa et trois ans d'école) contre cinq ans pour les autres.

« Réduire le bachotage effréné »

Les responsables des écoles de commerce les plus cotées ne manquent plus une occasion dénonçant de réclamer la suppression de ce qu'ils considèrent comme une anomalie et s'efforcent d'obtenir l'étalement sur deux années des classes préparatoires au haut enseignement commercial. Ils disposent pour cela d'arguments de poids. Le passage à deux ans des « prépas HEC » entraînerait, disent-ils, un état de fait. Car bon nombre d'élèves sont actuellement obligés de redoubler leur année de préparation pour réussir les concours : en 1986-1987, sur les 4 000 élèves des prépas publiques (dans l'option générale), on comptait 1 400 redoublants. Et le taux de redoublement pour réussir les concours les plus huppés atteint 65 à 80 %.

« Ce système n'est évidemment pas satisfaisant », souligne M. Christian Vuillemin, directeur de l'enseignement à la chambre de commerce de Paris et « parain », à ce titre, d'HEC et de l'ESC Paris notamment. Cela revient à faire deux fois à toute allure un programme très chargé, alors que le passage à deux ans permettrait de réduire le bachotage effréné, d'approfondir et d'améliorer la formation générale et d'introduire un enseignement d'information. Bien sûr, les élèves capables d'intégrer les écoles dès la première année seront un peu pénalisés, mais ils y gagneront en maturité. Quant à M. Jacques-Louis Kozlowski, directeur de l'EDHEC à Lille, il estime que le passage des prépas à deux ans serait une bonne chose, « à condition que l'on en profite pour renforcer la formation générale des élèves, en philo, sciences humaines et géographie humaine par exemple. Cela assurerait une plus grande adaptabilité des managers de demain ».

A ces arguments pédagogiques s'ajoute la volonté d'harmoniser — au plan national et international — le cursus des écoles de commerce. « Actuellement, on est hors norme », s'exclame M. Vuillemin. Tout le positionnement de l'enseignement supérieur, en France comme en Europe ou aux

Etats-Unis, se fait à Bac + 2, avec un niveau de sortie à Bac + 5. C'est effectivement le cas des écoles d'ingénieurs et des formations universitaires les plus cotées (DESS, magistère par exemple). Et les « commerciaux » ne manquent pas de souligner le décalage entre la reconnaissance académique et la reconnaissance économique, par les employeurs, de leurs écoles et de leur formation.

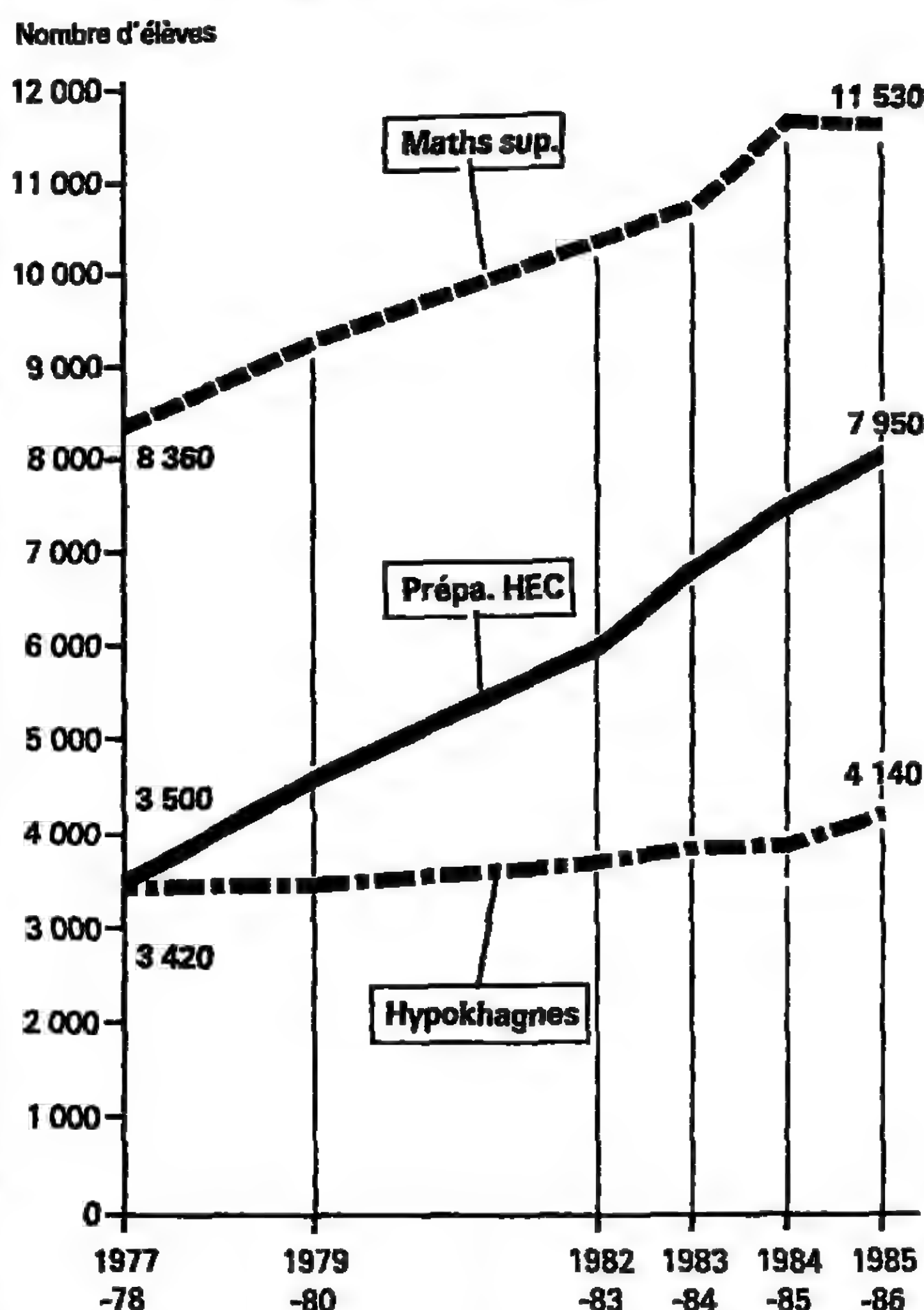
Enfin, l'élargissement souhaité des échanges universitaires internationaux et l'ouverture, en 1992, du marché unique européen justifient plus encore l'organisation sur cinq ans du haut enseignement commercial. Le niveau de sortie à Bac + 5 apparaît en effet, de plus en plus, comme la norme internationale, et le maintien d'un cursus en quatre ans risquerait de placer les écoles de commerce en porte à faux par rapport à leurs homologues étrangers.

Face à un tel argumentaire, le ministère de l'éducation nationale pouvait difficilement rester insensible. Un groupe de travail associant le ministère, l'inspection générale, les écoles et les enseignants s'est donc réuni au cours des derniers mois pour examiner toutes les données du problème. Or, même si l'on estime aujourd'hui au ministère que ce dossier « reste ouvert », on souligne en même temps que la réforme des prépas commerciales est « plus complexe » qu'il n'y paraît au premier abord. Et tout laisse à penser que rien ne sera tranché dans l'immédiat, contrairement à l'attente des promoteurs de la réforme, qui espéraient sa mise en œuvre dès la rentrée 1988.

50 à 100 millions de francs

Les réserves à l'égard du projet ne sont pas minces en effet. Du point de vue pédagogique, tout le monde ne semble pas convaincu qu'une seconde année de classe préparatoire soit la meilleure solution. Quitte à passer à un cursus plus long, ne serait-il pas plus judicieux de rallonger la scolarité à l'école plutôt qu'en prépa ? Le passage à deux ans des classes préparatoires ne résulte-t-il pas davantage des pressions corporatives exercées par les professeurs de « prépas HEC », qui obtiendraient ainsi un statut équivalent à celui de leurs collègues de khâgne ou de math spé ?

Une seconde série d'obstacles, plus sérieux, est d'ordre financier. Ce passage à deux ans des prépas HEC n'impliquerait pas un doublement des structures d'accueil et du corps enseignant, puisqu'un bon tiers des élèves redoublent déjà. Selon les projections réalisées, la réforme supposerait une augmentation de 75 % à 80 % de la capacité d'accueil actuelle. Or il existe 178 classes préparatoires commerciales (133 en option générale et 45 en option économique), dont 144 dans les lycées publics. C'est donc l'ouverture d'une bonne centaine de classes supplémentaires sur deux ans que l'Etat devrait prendre à sa charge.



Source : ministère de l'éducation nationale

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DES CLASSES PRÉPARATOIRES (1^{re} ANNÉE)

A raison de 500 000 francs par an et par classe (selon les estimations des écoles de commerce), ou de 800 000 à 1 million de francs par an (selon le ministère), l'investissement public se situerait dans une fourchette de 50 à 100 millions de francs.

A moins évidemment que toutes les écoles n'adoptent pas la réforme et qu'une partie d'entre elles continuent à recruter leurs élèves au terme de la première année de préparation. C'est là, en réalité, le nœud du problème et le point de blocage essentiel. Derrière le passage à deux ans des prépas HEC se profile en effet une recomposition de tout le paysage des écoles de commerce.

Des accords de plus en plus sévères

Jusqu'à présent, le système était en principe assez clair. Derrière les « quatre grandes » (HEC, ESSEC et ESC Paris, rejointes par l'ESC Lyon), suivait, à deux longueurs, l'EDHEC (Lille), puis les dix-huit ESCAE (écoles supérieures de commerce et d'administration des entreprises) de province liées par leur concours commun : quelques écoles — privées comme l'ESLSCA ou l'ISC (Paris), consulaires comme l'EAP (Paris), ou publiques comme l'ICN (Nancy) — s'intercalaient dans l'ensemble. Mais, en réalité, une hiérarchie s'est progressivement cristallisée, confortée ou remise en cause chaque année par la publication de palmarès de plus en plus nombreux.

Or, en quelques mois, ce système a subi des accords de plus en plus sévères. Premier acte : le projet de réforme des classes préparatoires. Car cette proposition a été faite par les « top twelve », les « douze meilleurs » écoles, progressivement regroupées depuis deux ans au sein du « chapitre des grandes écoles de gestion ». Cette structure souple associe les « quatre grandes », l'EDHEC et l'EAP, mais également six des dix-huit ESCAE de province (Nantes, Toulouse, Bordeaux, Nice, Reims et Rouen). Cette première fracture dans le groupe des ESCAE explique les réticences de plusieurs « petites » écoles de province inquiètes de voir leur recrutement baisser en nombre et en qualité, si le niveau des prépas est sensiblement relevé. Pour elles, maintenir — comme on le leur suggère — le niveau du concours à la fin de la première année de prépa reviendrait à accorder officiellement le statut d'écoles de second rang. Et leurs craintes ont beaucoup pesé dans la décision du ministère de poursuivre les discussions et de ne pas trancher immédiatement.

Deuxième acte : juste avant l'été, deux écoles de province (Reims et Rouen) décident de faire sécession, quittent le concours commun des ESCAE et rejoignent l'EDHEC et l'ICN (Nancy) pour mettre en place ensemble une banque de sujets, en

somme les bases d'un concours de niveau intermédiaire entre les quatre grandes et les ESCAE.

Le troisième acte, enfin, est en train de se dénouer, puisque le ministère doit donner, dans les prochains jours, son avis favorable à une réforme du concours des ESCAE qui sera applicable dès 1988. Pour éviter que l'exemple de Reims et de Rouen ne fasse tache d'huile et pour tenter de préserver leur unité, les écoles consulaires de province ont, en effet, décidé d'assouplir les modalités de leur concours. L'innovation consiste à créer, pour l'option générale, deux filières distinctes : le concours « G », qui sera ouvert aux élèves ayant fait, en prépa, le programme de mathématiques d'HEC, et le concours « G' », réservé à ceux qui ont suivi le programme de maths, moins difficile, des ESCAE.

Chaque école fixera ensuite le nombre de places qu'elle offrira pour chacun des concours : option générale « G », option générale « G' », option économique ou option technologique. Elle devra donc auto-évaluer sa place dans la hiérarchie et s'efforcer de trouver l'équilibre le plus pertinent : ni trop haut, ni trop bas. Elle pourra enfin moduler chaque année son profil, en accueillant plus ou moins de lauréats des concours « G » ou des concours « G' », bref en appliquant à la lettre la loi de l'offre et de la demande.

Destinée, selon une formule pudique, à permettre à chaque école de « mieux exprimer sa spécificité », cette réforme risque, en réalité, de provoquer l'écroulement du système des ESCAE ou du moins sa restructuration en plusieurs groupes de niveau. Comme le dit un directeur : « Il y a plusieurs niveaux d'école. Tous le monde le sait, à commencer par les élèves. Il faut avoir enfin le courage de le reconnaître officiellement. » Et il ne faut pas beaucoup extrapoler ses explications pour déduire ce qui sera, plus que jamais, la règle des écoles supérieures de gestion : chacun pour soi, et que le meilleur gagne.

G. C.

(Publicité)

Association pour la recherche d'un enseignement personnalisé
AREP
« LES CHEMINS » Institut LESCH
Cours privé secondaire de la 6^e aux terminales ABCD.
Classes à effectifs limités.
Un contrat de formation par niveaux tenant compte de la personnalité de chaque élève.
Une pédagogie de la responsabilité.
Renseignements, inscriptions :
16, rue Méthéron
13100 AIX-EN-PROVENCE
Tél. 42-53-10-60

Prépas en deux ans : les proviseurs sont pour

ETALER sur deux ans la préparation aux concours des écoles de commerce constituerait une réforme globalement positive. Tel est le sentiment général des proviseurs et directeurs de lycée préparatoire au haut enseignement commercial. Comme ils seraient à la fois les organisateurs et les prescripteurs d'une éventuelle réforme, il était intéressant de connaître leur opinion. Pour cela, M. Claude Riehl, directeur de l'Institut supérieur du commerce, a fait faire une enquête par l'Institut RES (Recherche économique et sociale). Selon cette étude 80 % des proviseurs se déclarent favorables à cette réforme dont ils connaissent pratiquement tous les principes et les enjeux, seulement 6 % y sont opposés et 13 % se montrent hésitants, les réticences les plus nettes venant de chefs d'établissement de la région parisienne (1).

Les proviseurs interrogés évaluent bien l'intérêt pour les écoles de commerce d'un tel allongement du temps de préparation. Mais ce sont, à leurs yeux, les élèves qui seraient les grands bénéficiaires d'une telle réforme. Ainsi 88,6 % des proviseurs et directeurs interrogés estiment que le passage des « prépas HEC » à deux ans favoriserait une meilleure formation. Cela permettrait en effet de ne pas réduire le cycle préparatoire à quelques mois de bachotage intensif. Ces classes pourraient, du même coup, introduire de nouvelles matières comme l'informatique et présenter aux concours des élèves plus âgés et plus mûrs. Enfin, 62 % des pro-

viseurs considèrent que cette réforme tendrait à diversifier l'origine des élèves de prépa et augmenterait notamment les chances des bacheliers B d'accéder aux grandes écoles de commerce. Cette appréciation positive du projet n'exclut pas cependant les problèmes ou les risques. Près de 90 % des proviseurs estiment notamment que le passage à deux années de préparation implique une modification des programmes. Mais les avis sont partagés sur la nature d'une telle transformation : faut-il introduire en prépa un enseignement pré-professionnel ou, au contraire, renforcer la culture générale pendant la première année de prépa ? ou encore faire de la première année une année de remise à niveau de tous les élèves dans les matières pour lesquelles ils présentent des lacunes ?

D'autre part, les proviseurs craignent que l'allongement des prépas ne favorise la création de nombreuses écoles de moindre qualité, capables d'accueillir des élèves n'ayant pas été autorisés à passer en deuxième année de prépa et qui désirent tout de même intégrer une école de commerce. Une telle prolifération risquerait de dévaloriser le niveau général des écoles et de former trop d'étudiants par rapport aux besoins des entreprises.

(1) Enquête auprès d'un échantillon national de 112 proviseurs et directeurs de lycée préparatoire au haut enseignement commercial.
* ISC, 22, boulevard du Fort-de-Vaux, 75017 Paris.



L'ILERI donne une formation de direction juridique, diplomatique, économique, commerciale et linguistique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Les cours sont assurés par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales. Les études se répartissent sur quatre années. Le diplôme donne accès aux études de 3^e Cycle des Universités (DEA ou DES) et aux MBA des Universités américaines. Baccalauréat exigé pour l'entrée en première année. DEUG ou équivalent pour l'inscription en deuxième année. Dans les deux cas, l'admission définitive se fait sur dossier après entretien. Statut étudiant.

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR LIBRE
12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS.
Tél. : (1) 42-98-51-48.

Séminaire ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

2500 employeurs vous recherchent !

EN 9 MOIS, L'IFAD FORME DES ASSISTANTS(ES) DE DIRECTION GÉNÉRALE

Support pédagogique : Gestion, Informatique, Langues, Communication

- Programmes intensifs à plein temps
- Travaux pratiques
- Études sur situations concrètes
- Stages en entreprises

Admission : entretiens + tests niveau BAC +



INSTITUT FRANÇAIS DES ASSISTANTS DE DIRECTION GÉNÉRALE

24, avenue Jeanne Mance - 69009 LYON
Tél. 78.47.74.30
184, rue de Figeac - 75008 PARIS
Tél. 48.24.00.97

SEMAINE PORTES OUVERTES DU 14 AU 19 SEPT.

هنا من الجيد

ARTS ET SPECTACLES

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

Entretien avec Michel Guy

Les charmes de la culture

Le Festival d'automne 1987 retrouve quelques succès de l'an dernier — Jeanne Moreau dans *Le Récit de la servante Zerkine*, ou les *Petits Pas*, de Jérôme Deschamps, André Marcon/Valère Novarina... Mais il y aura également, entre autres, une création de Pierre Guyotat et une troupe encore peu connue, le Radeau, et des expositions de Renzo Piano et de Mario Merz... Le thème de cette année est l'Italie : création musicale contemporaine avec Luigi Nono ; le jeune loup du cinéma Nanni Moretti ; la tradition des marionnettes, et Luca Ronconi, qui revient enfin en France...

Luca Ronconi n'est pas seulement le metteur en scène de joyeuses réjouissances populaires comme *Orlando furioso* ; de colossaux essais d'anthropologie comme les *Orestes* ; d'œuvres lyriques spectaculaires comme le *Moïse* de Rossini... Ces dix dernières années, il s'est lancé dans une recherche naturaliste.

MICHEL GUY, directeur général du Festival d'automne, est ancien secrétaire d'Etat à la culture (1974-1976). Sans grands moyens — rarement le gouvernement se sera montré aussi pingre en la matière — il a malgré tout, et à titre individuel, laissé une image plutôt généreuse de sa fonction, attentive à la création, et certainement au « niveau culturel » de la France.

Au-delà des divergences politiques et des différences humaines, il a, sur ce plan, quelques ressemblances avec Jack Lang. Comme lui, d'ailleurs, il a eu la frustration de ne pas trouver l'audiovisuel dans son portefeuille, au contraire de ministres comme Jean-Philippe Lecat. Comme lui, il en parle donc avec abondance, et bien sûr avec la sérénité de ceux qui n'ont rien à se reprocher. Comme lui aussi, il n'a pas considéré son sacerdoce ministériel en passage sans lendemain, et il a continué de s'investir largement dans le champ de la culture, son terrain d'origine.

La politique ? Il a vivement combattu le principe actuel du Grand Louvre, le jugeant démesuré et inadapté, estimant son programme imprécis, même si, à titre personnel, il semble n'être pas trop hostile au « parti » Pét. Il semble, car il refuse de parler de « cette affaire », nous dit-il, avant la prochaine échéance présidentielle. Une façon comme une autre de préserver l'avenir. Politique ? François Léotard,

« un être moral », qui a simplement la courtoisie de l'informer régulièrement des nominations ou des décisions qui peuvent l'intéresser. Quelqu'un de lui demander des conseils. Rien de plus ? Si, Michel Guy se félicite de l'action du ministre actuel, qu'il oppose, sans trop appuyer, à celle de Jack Lang. Il souligne également ce qu'il considère comme des succès : la loi sur les enseignements artistiques, la loi programme sur les monuments historiques, enfin, des nominations « exemplaires ».

Les casquettes actuelles de l'ancien ministre ? La SEPT, ou Société d'édition de programmes de télévision, dont il est le vice-président ; les coulisses actives du Festival d'automne, c'est-à-dire son conseil d'administration ; enfin ce fameux Festival d'automne, dont il est directeur, et dont le succès n'avait pas pen aidé à lui mettre le pied à l'étrier ministériel, en 1974. De cet ensemble de fonctions est née une réflexion élaborée sur les rapports de la culture et de la télévision, ainsi qu'une vision pratique des choses, les festivals dont il s'occupe rendant autant de services à sa chaîne que celle-ci en rend à ses festivals. Productions et coproductions obligent.

Cette année, l'automne parisien, sous la direction de Michel Guy, ancien ministre, baignera dans les canaux italiens.

« Pourquoi l'Italie ?
— Je dirais les Italiens plutôt que l'Italie. En général les grands thèmes du Festival d'automne sont le fruit de l'esprit d'escalier. J'avais toujours en envie de monter le *Prometeo* de Luigi Nono. J'étais sûr que c'était un chef-d'œuvre. Mais Nono lui-même estimait l'œuvre enterrée, ne serait-ce qu'en raison de son coût. J'ai déployé des efforts considérables pour réunir l'argent nécessaire. L'Italie, l'Allemagne (Frankfurt) ont apporté leur aide, et surtout la firme Vuitton, qui a apporté 2 millions de francs sur les 5 qu'il fallait trouver.

« Il y a eu ensuite le projet Ronconi, qui entre dans la politique de la Comédie-Française de faire venir les grands metteurs en scène étrangers. Enfin Moretti, mal connu en France. L'exposition Piano, l'architecture, que les Français connaissent bien pour le reste de son œuvre. Et l'exposition du peintre Mario Merz. Après j'ai ajouté les marionnettes, les célèbres pupi : c'est l'autre versant de l'Italie, l'Italie traditionnelle et son conservatisme un peu précoce.

« Même scénario pour l'année prochaine ?
— Oui. 1988, ce sera l'Allemagne. Les éléments-clés, en seront Stockhausen, dont ce sera d'ailleurs le soixantième anniversaire, ainsi que Peter Stein et Klaus Gruber. La

peinture, ce sera Buys, à la Chapelle de la Salpêtrière.

« Et pour 89 ?
— J'ai d'ores et déjà passé cinquante commandes à des compositeurs. Sans thème particulier. La résonance de la Révolution française est à chercher dans la modernité, pas dans la rétrospective. Les dates des concerts sont fixées, les contrats sont passés avec les musiciens et les orchestres.

« Cela signifie un budget important.
— Je suis confiant dans l'avenir. Les subventions, cette année, auront été de 7 millions de francs, contre 4 il y a deux ans. Il y a eu en outre 3 millions de francs trouvés auprès du mécène, dont 2, comme je vous l'ai dit, offerts par Vuitton. Quant aux recettes, on ne sait jamais à l'avance. Le public ne prend pas ses places qu'après les vacances. En outre, elles sont très variables selon les programmations. En moyenne nous tournons autour de 10 000 entrées, avec des pointes à 150 000. En France, cela va de 6 à 10 millions de francs pour 100 000 spectateurs, c'est extrêmement raisonnable si on le compare à d'autres machines culturelles. Aucune grande institution ne peut avoir une pareille souplesse. C'est dû au fait que nous avons très peu de frais fixes, grâce à un tout petit nombre de permanents, comme au Festival d'Avignon.

« Vous nous avez récemment tracé les grandes lignes et le détail de la SEPT (Le Monde du 17 avril). Comment voyez-vous son avenir dans le contexte des chaînes ?
— Le paysage audiovisuel français, ce fameux « PAF », doit être comparé avec les autres télévisions dans le monde. Désastreux à de rares exceptions près, comme l'Angleterre — essentiellement grâce à Channel 4 et à la BBC. J'ai toujours trouvé très moche le PAF. Je constate avec plaisir qu'il y a un renforcement de l'exigence, on le voit à travers la 3 et la SEPT.

« Concrètement, qu'est-ce que sera la culture sur la SEPT ?
— La SEPT a filmé trois pièces de Pinter, dont *Hypothèse*. Ça ne veut pas dire que Pinter doit être le fond de l'essentiel de ce qui sera diffusé. C'est simplement un élément à la fois évident et difficile. Elle va aussi tourner le *Penitentiary* de Syberberg, les *Petits Pas* de Jérôme Deschamps, le *Marchand de Venise*, un grand classique pour lequel la Comédie-Française a fait appel à Ronconi.

« L'objectif, au fond, c'est de placer le public à la fois en face de ce qu'il y a de plus novateur et en face des chefs-d'œuvre. Mais il faut en premier lieu les chefs-d'œuvre. C'est comme cela qu'on accrochera le public.

Propos recueillis par FRÉDÉRIC EDELMANN.

Shakespeare et Goldoni vus par Luca Ronconi

Le langage de l'argent

ON se souvient des spectacles de Luca Ronconi comme de grandes compositions mouvementées, convulsives, flamboyantes. Aujourd'hui il dirige les comédiens-français dans le *Marchand de Venise*, une pièce à laquelle il pensait depuis longtemps. Il avait dans l'idée de la monter à Venise même, des questions de date et de budget l'en ont empêché. D'autre part, Michel Guy tenait à ce qu'il revienne au Festival d'automne — qui avait accueilli *Utopia* au Parc Floral en 1975. Après avoir renoncé à plusieurs projets, ils se sont mis d'accord. Après encore une année de retard, la première représentation est prévue à l'Odéon le 10 novembre.

Bien qu'il soit proche des Elisabéthains, de leur violence, de leur emphase, de leurs ambiguïtés, Luca Ronconi n'avait jusqu'à présent mis en scène qu'un seul Shakespeare. C'était, il y a vingt ans, *Richard III* avec Vittorio Gassman, en italien bien entendu. Les questions de langage, le passage de l'écriture à la parole, du parlé au joué, obéissent à Ronconi. En particulier le passage d'une culture à l'autre, les décalages obligés de la traduction. Et chez les auteurs italiens, à l'exception de la cruauté, il aime faire travailler les comédiens sur un théâtre baroque, rarement joué, archaïque, dans Richard III et le *Marchand de Venise*. Là, les comportements ne sont pas vraiment liés à la progression de l'intrigue mais plutôt à une sorte de psychologie, qui passe par le langage. Alors, la traduction

ajoute un niveau supplémentaire d'interprétation.

Luca Ronconi ne lit pas un texte pour ce qui est raconté, mais pour toutes les possibilités de jeu entre les acteurs et les mots. Même si son goût pour les machineries compliquées en perpétuel mouvement s'est atténué, le décor reste comme le prolongement architectural de la pensée. « Avec le *Marchand de Venise*, qui est une histoire d'échanges, de commerce dans tous les sens du terme, il s'agit de montrer comment ces échanges et ces trocs, comment les déplacements d'objets travaillent à l'intérieur des gens ».

Pour que le texte crache ce qu'il cache, les acteurs ne doivent pas s'identifier immédiatement à leurs rôles. Ils ont à se coller avec eux, à tourner autour, à en creuser les ombres. C'est peu dire que Luca Ronconi utilise les contre-emplois. Il va plus loin, part en quête de vérités enfouies très profondément, par le biais de la fiction poussée à l'extrême de ses limites, jusqu'à portée de l'impossible — de la folie. Il trace les visages derrière leurs reflets, de la même manière que le sens d'un texte à travers les « trahisons » des traductions.

Ainsi Shylock n'est pas va comme un « juif violent ». Il est joué par Jean-Luc Bonté. « De cette façon, dit Ronconi, on évacue les faux problèmes de savoir si la pièce est antisémite ou non. Ce n'est vraiment pas mon propos. Shylock est un homme jeune. En tout cas il n'a rien d'une victime. Il possède une grande force intérieure, qui est son obsession de la justice. On plonge de l'équilibre, cet équilibre des balances que le moindre mouvement détruit.

« Quant à Portia, on la voit habituellement comme une très jeune

filles naïve. Moi, non, et c'est Christine Fersen. Elle est l'enjeu de la pièce, son fil conducteur. Elle est considérée comme un gage et n'est pas libre de ses choix. Elle symbolise la dévalorisation de la justice, de la passion amoureuse, de tout.

« Je ne pratique pas systématiquement le paradoxe : j'essaie de montrer comment certains types de rapports s'établissent entre les gens, et aussi le rapport d'une société de marchands avec l'argent. C'est une histoire d'argent, mais il s'agit de dire sa place et comment il devient un langage plus précis que les mots ».

COLETTE GODARD.



« La Serva amorosa », de Goldoni

de ses devoirs de « servante ».

Le commerce des sentiments

LA Serva amorosa, de Goldoni, est une comédie rarement jouée, même en Italie, et qui n'est pas censée appartenir à la liste des chefs-d'œuvre de l'avocat vénitien, peut-être parce qu'elle reprend, surtout dans le dernier acte, le canevas du *Malade imaginaire*, mais sans en renouveler la grandeur.

Alors que les rapports hiérarchiques entre les personnages sont vus sous un angle très différent, et que l'hypocrite du protagoniste de Goldoni est laissée dans l'ombre, Goldoni manifeste, dans la *Serva amorosa*, une attention particulière pour le milieu : ainsi la description détaillée d'un ménage avec ses ombres sordides, ou bien les ques-

relles entre deux clans familiaux dues à la complexité des conventions sociales dans une ville marchande où l'argent et l'intérêt déterminent l'action et le discours. C'est la Venise de Goldoni, mais c'est aussi la Venise d'une comédie baroque d'Andréini, redécouverte par Ronconi, il y a trois ans ; c'est toujours d'ailleurs la Venise d'aujourd'hui.

Dans cette comédie s'opposent deux familles : l'une de négociants parvenus et l'autre de tranquilles rentiers décadents, dont le patriarcat est devenu sénile entre les mains d'une veuve épuisée en secondes noces. Nait alors une opposition entre les sexes : des femmes avides et rapaces disposent à leur gré d'hommes insignifiants ou veules — ce vieillard notamment — ainsi que de deux jeunes freluquets n'ayant d'autres perspectives qu'un mariage d'intérêt.

Même la Serva amorosa, qui joue le rôle positif puisqu'elle s'oppose à la malversation de l'intrigant marâtre, n'est pas exempte de sévères malices : véritable moteur de l'intrigue, elle incarne une réalité sociale de son temps, celle de la femme seule confrontée aux difficultés que cette position entraîne et faisant face à des problèmes de survie. Souffrante d'une liaison avec son jeune maître, dont elle est manifestement amoureuse, elle doit cependant se résoudre à lui chercher une femme et à jouer les entremetteuses, non par bonté d'âme, mais parce que cette tâche fait partie de ses devoirs de « servante ».

Bien entendu, cette Corallina — magistralement interprétée par Annamaria Guarnieri — est bien loin du personnage type de la commedia dell'arte dont elle porte le nom. Mais, pour les autres personnages aussi, le metteur en scène a su inventer un style très différent des clichés habituels : l'Arlequin de Giancarlo Prati est un homme névrosé et un peu absent, vivant sa marginalité entre la stupeur et l'attente, animé parfois d'illuminations poétiques comme lorsqu'il va ramasser dans une poubelle les pièces de son habit multicolore.

L'instabilité de ces situations familiales est symbolisée par un fatras de meubles de brocante qui forment le décor. D'abord entassés les uns sur les autres, puis de scène en scène progressivement mis en ordre, avec des changements de perspective — empruntés à la technique cinématographique — ces éléments présentent les mêmes couleurs brunes ou sépia que les costumes, derrière le voile de tulle qui sépare le parterre de la scène.

Ayant rejeté le style galvaudé de la commedia dell'arte et la frivolité des interprétations bourgeoises, Ronconi sait aussi échapper à la recherche crépusculaire d'atmosphères tchekhoviennes imposées par Visconti dans les années 50 avec *La Locandiera* et *L'imprésario de Smyrne*, ou par Strehler avec *La Trilogie de la Villégiature*, Barouf à Chioggia, *Il Campiello*.

Ronconi recherche plutôt un naturalisme bien, une quotidienneté nourrie d'hystérie et de noircissements grossiers à plaisir, un mid de névroses à la Strindberg où le rire s'étire pour révéler une soif morbide de possession, et cette guerre des sexes qui cache la terreur de la solitude et de la pauvreté.

FRANÇO QUADRIL
Traduit par Diane Secc.

Gaumont Ambassade — Gaumont Opéra — Gaumont Halles — Gaumont Alésia — 14 Juillet Odéon — 14 Juillet Beaugrenelle — 14 Juillet Bastille — 14 Juillet Parnasse

ALAIN TANNER ET MARIN KARLITZ PRESENTENT

JEAN-LOUIS TRINTIGNANT



LAURA MORANTE

JACOB BERGER

la Vallée fantôme

UN FILM DE ALAIN TANNER

AREP
LES CHIMES
C'est grand, c'est beau, c'est...
13700 47 10
Tel. 42 00 00

Les chemins de Luigi Nono

par Philippe Albéra
Rédacteur en chef
de la revue *Contretemps*.

LES dernières œuvres de Luigi Nono ont dénoté quasiment tous ceux qui avaient jusqu'à suivi son évolution : elles ressemblent à des rituels mystérieux dont on ne comprend d'abord ni la signification ni l'architecture : longues coulées sonores, souvent aux limites de l'audible, vagues harmonieuses qui vous enveloppent et se retirent... des textes fragmentaires sont organisés en un montage minutieux et ésotérique, les voix et les instruments sont entremêlés dans un continuum sans cesse transformé par la live-electronics.

La musique de Nono, que certains croyaient pouvoir classer si facilement dans la catégorie dévalorisante de « politique », ne se laisse donc pas appréhender si aisément. Elle est à l'image du compositeur lui-même : mystérieux, généreux, fragile et violent, toujours imprévisible. Il existe une photo de Nono prise dans les années 50 chez lui ; il est assis devant une reproduction grandeur nature du *Guernica* de Picasso : grand, maigre, les yeux en feu, il exprime l'urgence de sa souffrance, de sa passion et de sa révolte. Plus de trente ans plus tard, ses photos révèlent un homme à la fois tourmenté, austère et secret ; mais c'est le même regard, la même détermination, la même force contenue.

Cela suffirait à démentir l'image qu'on a façonnée d'un homme dogmatique, d'un musicien au service de l'idéologie communiste (Nono est entré au PCI en 1952). Nono l'inquiète est avant tout à la recherche de ces chemins dont parle Massimo Cacciari, son collaborateur des dernières années : « *Réussir à parcourir tous les chemins, sachant qu'il n'y aura pas de « sortie », sans nostalgie, sans consolation — mais TOUS les chemins...* ».

Aussi est-il un peu simpliste et réducteur de vouloir diviser son évolution créatrice selon les fameuses trois périodes refermées sur elles-mêmes, quand bien même cela permet de fixer quelques repères. Il faudrait voir en effet dans ses changements d'orientation la recherche d'une adéquation entre l'idée de l'œuvre et sa matérialisation, une sorte de perpétuel ajustement, l'expérience des innombrables chemins dont parle Cacciari.

Nono s'est d'abord situé dans le contexte du mouvement post-avant-garde des années 50, rassemblé dans la petite ville allemande de Darmstadt, aux côtés de Boulez, Stockhausen et Pousseur. Sensible dès ses débuts à la possibilité de lier le langage musical nouveau de sa génération à la définition d'un nouvel humanisme et d'une perspective démocratique pour l'Europe sortant du fascisme, Nono utilise symboliquement, à la base de sa première

œuvre, la série de l'*Ode à Napoléon* de Schoenberg, violent pamphlet contre Hitler. Contrairement à plusieurs de ses collègues, la fascination qu'exerce sur lui la musique de Webern ne s'accompagne donc pas d'un rejet de Schoenberg, auquel il voue la plus grande admiration (il lui dédie sa première œuvre scénique, *Intolleranza 1960*, et, pour la petite histoire, il épousera en 1955 l'une de ses filles, Nuria).

Son refus d'un dogmatisme sériel, qu'il lie au refoulement de l'histoire et à l'indifférence vis-à-vis des problèmes de contenu dans l'œuvre musicale, conduit Nono à développer un style compositionnel indépendant et original. L'influence de Scherchen et plus encore celle de Maderna — deux musiciens avec lesquels Nono travaille entre 1946 et 1949 — sont ici déterminantes. Berio a défini Maderna comme « le seul à Darmstadt qui possédait le sens de l'histoire ». C'est lui « qui nous montre le chemin », dira pour sa part Nono. Son commentaire sur les *Quattro Lettere* de Maderna (cantate composée en 1951 sur des textes de Gramsci, une lettre de Milena à Kafka et une lettre d'industriel) constitue en réalité son propre programme esthétique : « Dans cette composition, nous avions cette inter-pénétration réciproque entre un contenu idéal totalement lié à la réalité, et une conception musicale tendant à des formes totalement nouvelles. ».

Le succès, pour Nono, vint en 1956, avec la création d'*Il canto sospeso*, sous la direction de Hermann Scherchen : l'œuvre, aux yeux de la critique, réconciliait sérialisme et expressivité. Mais en 1961 la création d'*Intolleranza 1960* est accueillie par des boules pointues.

Un nouvel horizon

L'œuvre de Nono, à partir de cette époque, entre en conflit ouvert avec la société et les institutions musicales, y compris celles de la nouvelle musique. En effet, en 1959 à Darmstadt, Nono lit un texte extrêmement critique à l'égard de ceux qui, après s'être jetés sur les manipulations purement mécaniques de la série, se laissent séduire par les conceptions cagielles du hasard et du collage (loquel « *proviene d'une pensée colonialiste* », dira Nono). Il y dénonce « le refus de l'histoire elle-même et de son processus évolutif et constructif », « une fuite résignée de la responsabilité », et rappelle que « toute expression du matériau reste limitée au décoratif, au pittoresque ornemental sans la compensation réciproque entre conception et technique ».

Au cours des années 60, Nono s'isole de plus en plus du milieu musical : à la question posée par Sartre dans *Qu'est-ce que la littérature ?* — « Que doit-on écrire ? Pourquoi écrit-on ? Pour qui

écrit-on ? » — qu'il cite à plusieurs reprises, Nono répond par l'expérimentation concrète : celle d'un nouveau matériau dans le *Studio di fonologia* de Milan (ses œuvres, désormais, utiliseront presque toujours les moyens électro-acoustiques) ; celle de nouvelles formes musicales qui reposent essentiellement sur la technique du montage ; celle enfin de nouvelles situations de communications musicales — aggrégat, concerts dans les usines et dans la rue, dialogue avec des publics éloignés de toute expérience de la musique contemporaine, etc. ».

Cette période atteint son point culminant, et en même temps son moment de dépassement, avec la deuxième œuvre scénique, *Al gran sole carico d'amore* (Au grand soleil chargé d'amour, titre emprunté à un poème de Rimbaud), composé de 1972 à 1974 en collaboration étroite avec le metteur en scène soviétique Youri Lioubimov.

Le catalogue des œuvres de Nono laisse alors apparaître des années singulièrement peu productives : entre 1974 et 1979, il ne publie que deux œuvres brèves. On peut penser que durant cette période, où il commence l'élaboration avec Massimo Cacciari du projet qui débouchera sur le *Prometeo*, le processus de création fut bloqué par la remise en cause qu'il avait engagée vis-à-vis de lui-même, « avec ce mélange de cruauté et de bienveillance dont lui seul a le secret » (Cacciari). La floraison exceptionnelle des années 80 montre en tout cas que, durant ces quelques années, Nono a surmonté ses difficultés et qu'il s'est ouvert un nouvel horizon.

La critique a beaucoup glissé sur ce qu'il est convenu d'appeler, depuis lors, « le nouveau Nono ». Le compositeur fut présenté soudain sous les traits du militant d'élite, trouvant refuge dans une musique de l'« intérieur » qui confine au mysticisme, voire au « narcissisme », selon les termes d'un musicologue allemand.

Un tel jugement, outre qu'il ressemble à une tentative de récupération idéologique (le nouveau Nono contre l'ancien), schématise une fois de plus la pensée du compositeur. Et, finalement, c'est encore à partir de la surface de ses œuvres, de ce que l'on peut en saisir à travers les textes mis en musique, ou plus encore grâce aux textes de présentation, que la musique de Nono est jugée.

Ce malentendu n'est pas nouveau. Il remonte aux premières compositions du musicien. Les œuvres, soit que leur impact ait été trop immédiat, soit que les situations qu'elles évoquaient fussent trop fortes, n'ont guère retenu l'attention d'un point de vue strictement musical. Nono en est d'ailleurs un peu responsable : il s'est toujours méfié de l'écriture pour elle-même et, durant les années 60, de l'œuvre en tant que telle. Sa conception de la série fut d'emblée plus proche de la musi-



que de la Renaissance, qu'il avait étudiée avec Maderna, que de l'ultrathématisme qu'on trouve encore dans les premières œuvres de Boulez. Son écriture vocale, au lyrisme flamboyant, apparut à certains comme une concession au goût italien du beau chant. De fait, la musique de Nono est entièrement fondée sur la voix, matériau d'une souplesse infinie, médium hautement expressif et chargé d'histoire.

Monodie et spatialisation

Dans ses œuvres récentes, Nono a réussi à obtenir cette fusion entre voix et instruments à laquelle, semble-t-il, il aspirait depuis ses débuts. Sa musique, au fond, paraît essentiellement concernée par les différentes ramifications du son, par ses miroitements, ses transformations, ses déplacements, même imperceptibles, bref, par ce que l'on pourrait rassembler sous le terme de résonance.

Les développements mélodiques — les envois du chant — comme les vibrations harmoniques — les effets de profondeur — ressortissent d'un tel phénomène, comme si chaque son entraînait à sa suite une constellation d'autres sons en mouvement. Une telle conception — dont on peut voir l'origine dans la sensibilité de Nono au paysage sonore proposé par sa ville natale, Venise — implique un rejet de la traditionnelle discursivité musicale et un renversement des hiérarchies traditionnelles de l'écriture musicale.

Et en effet, à aucun moment la musique de Nono ne s'égare dans la narrativité ou la description. Sa musique échappe au temps calculé du chronomètre, au temps pulsé et défini par des repères

réguliers, au profit d'un temps suspendu, le temps de la vibration sonore qui, comme le dit Gurneman dans *Parsifal*, devient espace. Déjà, dans les chœurs des années 1950-60, Nono disséminait le texte et le contour mélodique qui s'y rattache dans les différentes voix, spatialisant un matériau de caractère linéaire. En ce sens, son style n'a pas changé depuis les premières œuvres : cette musique est d'essence monodique, mais une monodie travaillée de façon extrêmement complexe et raffinée, notamment sur le plan des micro-intervalles, des modes de jeu, des timbres et des dynamiques (ce qui explique peut-être son intérêt, aujourd'hui, pour les monodies hébraïques et leurs modulations si subtiles).

Nono a travaillé sur la spatialisation du son, non seulement sous l'angle de ses transformations possibles hors de toute directionnalité temporelle, mais aussi sous l'angle de la communication avec le public. La suppression du rapport frontal entre source sonore et public, Nono l'a recherchée notamment dans les années 60, lorsqu'il fit sortir ses œuvres des salles traditionnelles. Mais il l'a réalisée de façon plus convaincante dans ses dernières œuvres, et tout particulièrement dans *Prometeo*, où les sources sonores sont distribuées autour du public et où la live-electronics fait circuler les sons de manière extrêmement subtile.

Le projet du *Prometeo* est tout entier contenu dans cette ouverture à la perception des détails les plus infimes, à ces différentes qualités de résonance dont les enchaînements, non contraints par des développements logiques et prévisibles, nous entraînent vers l'inlassable déchiffrement de ce qui va venir, d'un futur qui exige de nous disponibilité, absence de

préjugés et détermination. Par là, Nono renonce aussi à toute fausse totalité.

Le projet, utopique, est l'une des aventures les plus importantes de la musique actuelle — une musique souvent confinée dans le ressassement, la nostalgie trouble, l'expérimentation gratuite. Pour ceux qui en acceptent l'idée, le voyage proposé par Nono est, dans tous les sens du terme, bouleversant : non seulement parce qu'il est voyage vers l'inconnu, mais parce que, en développant nos capacités d'écoute, il modifie définitivement notre perception de nous-mêmes, notre perception du monde extérieur, et, bien sûr, notre perception de toute musique.

Prométhée en somme

Qu'il ne soit pas facile de mettre sur pied une rétrospective Luigi Nono et une présentation du *Prometeo*, on peut le mesurer en consultant, au générique de ces manifestations, la liste des co-producteurs et des collaborateurs. En tête des premiers, la Fondation Louis Vuitton pour l'opéra et la musique a rendu possible, par un important financement complémentaire, la difficile opération du *Prometeo*. De la collaboration, d'autre part, du Festival d'automne avec la revue suisse *Contretemps* est né un volume passionnant, à la fois programme, catalogue, portrait à plusieurs voix (dont la sienne) du compositeur italien, vaste *macrum* indispensable pour les concerts de l'automne, somme journalistique et musicologique qui, à tous égards, manquera.

A.R.

* Luigi Nono, 224 pages illustrées, avec des textes d'Edmond Jabès, Isvay Balazs, Massimo Mila, Ivanka Stojanova, etc. Diffusion l'Age d'homme, 5, rue Férou 75006 Paris. 100 F.

Merz et l'art pauvre

PEUT-ÊTRE parce qu'elle a mûri longtemps dans les années 50 en une espèce d'étrange peinture organique, dont l'artiste a conservé peu de traces, l'œuvre de Mario Merz, rétrospectivement, semble être sortie toute armée aux heures chaudes de la fin des années 60. A Turin, l'artiste italien y était une des figures majeures, sinon la figure-clé, de ce que la critique a nommé *arte povera*.

Ainé de cette nouvelle génération d'artistes intellectuels touche-à-tout, soucieux d'opérer à la fois sur les terrains de la vie, du savoir et de l'art, Merz allait s'échapper des territoires cloisonnés de la peinture et de la sculpture, et construire son œuvre en réunissant au sol, au mur, des matériaux et des objets de récupération : terre, sacs, branches, néons, paquets de journaux, fruits, images d'animaux peints sur toile, verres cassés, avec lesquels il compose aujourd'hui encore, favorisant la rencontre des choses de la nature et de la culture.

Et de revenir depuis vingt ans à la construction d'« igloos », dont il charge de sens la structure demi-sphérique. Cette forme



Mario Merz : Igloo double, 1979.

d'habitat primitif et nomade, susceptible de lectures multiples, est son fourre-tout, si l'on peut dire, son ventre de réflexion, l'emblème de son œuvre, tout au long d'une trajectoire personnelle, qui, d'une forme de contestation sociale et politique, a évolué vers une sorte de rêverie sur l'ombre et la lumière. Qui peut prendre une tournure grandiose, comme l'a prouvé cet été l'exposition du

musée-CAPC de Bordeaux, où l'usage du verre — sa transparence, ses reflets captés — portait à son comble les fruits d'une méditation sur les rapports de l'homme au monde, son animalité, sa force d'abstraction.

GENEVIEVE BREERETTE.

* Mario Merz, chapelle de la Salpêtrière, du 15 novembre au 31 décembre.

Renzo Piano par lui-même

J'AI fait des études d'architecture, mais il est plus logique pour moi de reprendre le travail de mon père, qui était constructeur. J'ai d'ailleurs eu longtemps l'intention d'entrer dans une école d'ingénieurs, car ce type d'enseignement était a priori plus proche de la vocation que je ressentais.

Si j'ai finalement opté pour l'architecture, c'est parce que je me suis aperçu que la formation des ingénieurs séparait de façon trop rudimentaire les matières humaines et les matières techniques.

Quoi qu'il en soit, architecte ou pas, mon métier serait de construire. Cinq années d'études, d'abord à Florence, et après à l'école polytechnique de Milan, m'apprirent le plaisir de la construction, la curiosité pour les matériaux et surtout la richesse de la géométrie et de l'espace. Les structures spatiales confinaient par d'autres voies l'attrait qu'elles avaient toujours eu pour moi.

Mais les raisons pour lesquelles elles me fascinaient n'avaient et n'ont du reste tou-

jours aucun rapport avec la métaphysique ou la soi-disant symbolique que les formes traduisaient à elles toutes seules. L'effet esthétique est jugé par certains architectes, pour ne pas dire par la majorité de ceux qui publient leurs travaux, comme le gage suprême et suffisant de la valeur architecturale d'une construction.

Interprétation des lois de la vie

Je ne vois pas grand intérêt à ce mode de pensée formaliste ou nominaliste. Il laisse la porte ouverte à un investissement narcissique de l'œuvre et, quand ce n'est pas le cas, à des spéculations qui sont très éloignées de la réalité de la mise en œuvre et de l'usage de l'espace.

Les objets qui font image et séduisent par ce biais dans les revues sont doublement désincarnés, sans corps et sans présence : sans corps construit et sans présence humaine.

A mon sens est belle une forme qui est née d'un usage heureux de la matière et d'une utilisation aussi riche que possible de

l'environnement considéré. Ces deux dimensions fondent l'existence profonde d'une architecture et la signalent comme telle.

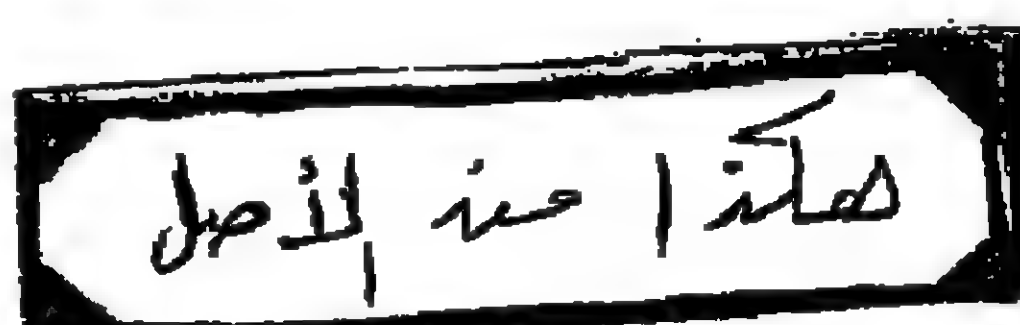
La discipline formelle découle de la discipline de la matière et de celle du procédé de construction : elle en est l'expression visible, sensible et manifeste.

Les deux aspects ne forment qu'une seule et même chose. La plus grande beauté est toujours du ressort de la nature, et en tant que créateurs nous ne sommes que ses assistants.

La plus grande beauté est toujours une interprétation réussie des lois de la vie. En construction, elle prend la forme d'espaces non seulement aptes techniquement mais évoquant par leur aspect la logique des forces qui les gouvernent et la solidarité des éléments qui les composent.

(Extrait de *Chantier ouvert au public*, par Renzo Piano, avec la collaboration de Frank Roster. Éditions Arthaud, 1983).

* Renzo Piano. Éditions du Centre Pompidou, 144 p. 220 F.



Nanni Moretti tout entier

Familles et poupées

C.G.

PLANCE

PROGRAMME

SEPT 27-MAI 88

George

APPAIX

AUBIN

Domestique

RAGOUET

LES BALLETTS

TROCADERO

DE MONTE-CARLO

BEAU GESTE

Dege

CEPOINOT

(toute)

DUBOC

(toute)

LABREU

LOLITA

Mary

MARTIN

Martine

MONNIER

Arty

MONTEI

Isabel

NADJ

Arty

FRELVOCAJ

MARLAHENG

MAROTTE

QUEENS

Jane-Marie

KEYNAUD

Flavie

ROS DE LA GRANGE

Lucie

TOMPKINS

Georgie

VERRET

NUDEGODD

42-74-44-22

A

BONNE

MENTS

11 rue ARCADE

42F LA PLACE

THEATRE CONTEMPORAIN

DE LA DANSE

9, rue GEOFFROY-

L'ASNIER

75004 PARIS

4^e SAISON du THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

Entretien avec Pierre Guyotat

« Il a fallu que le cœur se libère »

Bivouac, de Pierre Guyotat, qui se donne à la Bastille du 12 novembre au 6 décembre est une création et une commande du Festival d'automne. Un texte où l'auteur jette, exprime son expérience de la mort — longs mois de douleur, de conscience entamée, de corps en charpie puis en reconstruction, au cours d'une maladie...

Alain Ollivier, assure la mise en scène de Bivouac avec l'auteur, qui dit : « On ne va pas au combat avec une langue morte, plane, mais avec une langue armée, bien accentuée. »

L'écriture de Guyotat est vivante, mouvante. Il a d'abord écrit, de façon artisanale, à la main. Puis il a dicté à quelqu'un qui utilisait un ordinateur. A voir ses mots dans le graphisme et l'ordonnement donnés par l'électronique, il a éprouvé le besoin de modifier...

BIVOUAC s'est constitué tout à fait indépendamment de tout ce qui a pu se faire de théâtral à partir de ce que j'ai écrit. C'est un mouvement interne. Je travaille avec ce qui se passe à l'intérieur et à l'extérieur de moi, et pour ce qui est de cette double influence, ce texte-ci est, je crois, le plus équilibré. Il est contradictoire, très sombre, voire tout à fait noir et en même temps par moments très comique — on peut le jouer comme tel en tout cas, — mais jamais cynique; le cynisme est quelque chose qui m'est étranger. D'une certaine façon, c'est mon premier texte adulte... Ça peut paraître étrange... j'ai quarante-sept ans. En tout cas, c'est certainement le plus absolument sincère, si on peut encore utiliser ce terme-là, s'agissant d'art... sincère parce que j'ai laissé toute l'actualité intérieure, générale, sociale, politique, économique me prendre vraiment et ne jamais me lâcher. Et ça s'est bien passé, parce

qu'intérieurement je suis comme ça. Je n'ai jamais eu la prétention — et ça m'a du reste servi — de dire que j'avais une pensée nette, une pensée humaniste qui, à des questions précises, répond d'une façon bien précise. Au fond, je ne sais rien. J'ai laissé rentrer en moi avec le plus de liberté possible le désordre, le vacarme, l'archaïsme de ce monde d'aujourd'hui. Archaisme croissant, allié à la haute technologie. Il y a des gens qui rampent par terre, et d'autres qui circulent là haut, dans l'espace, très loin. Avant, il y avait des esclaves dans la boue, et un esclave, tout boueux qu'il était, pouvait arriver sur les marches de l'empereur. Maintenant, c'est impossible. C'est très banal, tous les observateurs le disent, mais en tant que poète ça m'entre dedans, et j'en fais quelque chose. (...)

Je n'ai aucune certitude, mais de grandes convictions, ça se sent dans ce texte. Même s'il est noir, il est d'une extrême tendresse, je trouve. Tendre, sincère, ce sont des mots, je sais bien. Ce texte, je désire de toutes mes forces le faire, après 1982, après ce grand choc que j'ai eu, qui est celui de la mort, du coma — et Bivouac en est plein. A la fois rendre compte de ce trajet dans la mort et, avant, de ce trajet dans l'effondrement physiologique complet, avec tout ce que ça comporte comme dépendance, humiliation privée, publique, et tout ce qui est hallucinatoire, lumière, lucidité extrême, et tout ce qui est très sombre, très résisté, quand ma chair s'est remise autour de mes muscles, de mes os... la chair qui bout, bouillonne. Il fallait que je sois passé par là pour le savoir.

Le principe qui est exposé là — plus on est captif de corps, plus on est libre de parole, — je l'éprouve. J'ai éprouvé toute ma vie des situations de captivité telles qu'une parole très libre et qui a toujours été reconnue comme extrêmement audacieuse — et là elle l'est encore plus à mon avis — a pu se développer (...).

Il y a un saut qualitatif. En quelque sorte, on a pris son parti de cette situation, on la dépasse, on joue avec, avec allégresse, et un pouvoir de « verve » renouvelé.

Mes figures n'ont pas d'état d'âme. Des états de corps, de cœur, au sens fort du terme. Le cœur est l'organe central, je le pense de plus en plus. En tout cas de la création artistique. C'est le cœur qui lance le sang, ce qu'on appelle l'inspiration, le « oser faire »... Il est possible qu'en 1981/1982 j'ai eu le cœur endurci...

Familiarité avec Dieu le père

J'ai toujours eu, étant enfant — je l'ai dit plusieurs fois, mais je me rends compte avec ce texte que c'était vraiment très, très

d'être né ailleurs, de ne pas être seulement la créature de mon père et de ma mère. Je pense que pas mal d'enfants le ressentent. C'est plus facile, plus direct finalement de se penser comme fils de Dieu le père. (...)

J'avais écrit la version définitive de Bivouac, très vite, sous forme manuscrite, avec un bonheur formidable. Mais, après, il a fallu passer à l'acte de la dactylographie, qui est un acte difficile, sauf quand on dactylographie tout de suite, ce que je fais parfois. Mais je sais que, dès que je mets l'œil sur ce que j'ai écrit, je transpire immédiatement. Je ne peux pas transcrire exactement les

Va, fils, descends ton huis, appuie ta pensée ton chianbrani' qu' djia les deux cent sept os t' claqu' en squelett' ! djia ta chair bout bouillonn' autor jiesqu' ton bulb, en cop d' sang ! a l' gordan t' claqu' au poang ! djia l' plastron ton poitrail d' qu'à te vas écarter d' ton cheptel les Proxénéf' voleurs d' putans en ch'veux ! a va, compt' trent' trois nemos d' ta rue o, d' par mon Doigt dandans ta barr', mon ong' ton bulb', te vas, l' etal, saillir notr' quantet d' quartiars [arriars qu' vian en biebards gars SNP parail Me ton Createur te ramèn ac leur essam d' bêt d' origin', à notr' agglüt d' notr' Volonté !

Le style Guyotat.

développé. — cette familiarité avec Dieu le père. Ça ne veut pas dire que je crois, c'est tout à fait indépendant. La Genèse a nourri mon enfance. J'ai vu la lumière, l'ombre, la nuit, sous cet angle-là. L'ombre sur le mur de ma chambre d'enfant n'était pas une ombre des contes de Perrault — j'aime beaucoup les contes de Perrault, je le prouve dans ce texte-ci, — mais c'était l'ombre divine, et bien entendu diabolique, très présente dans mes rêves et ma petite vie enfantine secrète, jamais mise sous l'œil des parents. Et on revient à ce qui est très important dans Bivouac, principal : le refus absolu de l'hérédité. Très tôt, j'ai eu cette sensation, cette certitude



croient beaucoup qui me rejettent, pour écrire dans une langue qu'ils croient française... Mais la langue française a une longue histoire... Je m'y sens comme un poisson dans l'eau. Je peux tout à fait construire un texte avec des points-virgules, des conjonctions, j'aime aussi ça. Mais pour ce que j'ai à dire, à préparer, à annoncer, je pense que cette langue est une indication, une prémonition de ce que peut être la langue française, plus tard.

Trois actes, trois monologues

Bivouac est un texte théâtral, très théâtral. Si le théâtre, c'est de s'adresser à d'autres, en face, alors ce texte ne fait que ça. On n'est jamais dans le récit au sens du récit, il n'y a jamais de « il », tout est animé par le « tu », le « vous », le « me », le « je ». C'est toujours personnalisé, donc animé théâtralement. Chacun assume, même s'ils ne se parlent pas les uns les autres — peut-être dans un prochain texte, ça viendra. Dans celui-là — je ne veux pas parler de « pièce », c'est horrible, « pièce », — il y a trois actes, qui composent trois monologues.

J'ai poussé très loin l'idée du monologue classique, avec des

apartés, où en quelque sorte celui qui serait l'objet de l'aparté répond, et après on reprend. Ça n'a rien d'extraordinaire. Après tout, ça rejoint ce que j'ai dit : qui parle quand on parle ? On dit un chose, mais on pourrait en dire bien d'autres, et en même temps qu'on parle, on prépare déjà autre chose. Pas toujours, mais à certains moments de grande confiance avec quelqu'un on peut très bien parler et avoir plusieurs « sous-paroles »...

Bivouac est un texte que je pense généreux sur la vie, l'homme... Pourquoi pas assumer aussi la parole de l'autre, chacun devenant un peu l'analyste de l'autre, laissant parler, laissant répondre la personne qui est en face de lui ? Si curieux que cela puisse paraître, Bivouac met en œuvre la vertu, c'est-à-dire cette chose dans laquelle on vit étant enfant, et qu'on met longtemps à retrouver. Que l'on trouve ici sous la forme de trois organes qui sont mangés : le cœur — la sagesse, — le foie — l'imagination voire la folie, — et les poumons — la beauté, l'ouverture sur le monde. S'il s'agit d'une eucharistie, c'est une eucharistie sélective, comme vous le voyez.

Propos recueillis par ODILE GURROT.

Les clochards célestes du Théâtre du Radeau

Un étrange assemblage de toiles ondulées, planches, cordes à linge et vieux chiffons habité par quatre clowns clochardisés et grommelant. Un beau chaos lyrico-burlesque, orchestré par une jeune compagnie du Mans.

C'EST dans un garage du Mans, aujourd'hui réaménagé, hier squatté, qu'est né en 1986 *Mystère bouffe*. Paradoxalement, le spectacle a été moins vu en France qu'à l'étranger : Londres, Stiges, Fribourg ou Sarrebruck. Bernard Sobel à Genevilliers et Jacques Lassalle à Vitry, puis au TNS, ont pourtant accueilli les précédentes créations du Radeau : *Dom Juan*, de Molière, le *Songe d'une nuit d'été*, de Shakespeare, ou l'*Eden et les Cendres*.

On ne raconte pas *Mystère bouffe*. Le décor, les images, les actions, la musique s'y font et s'y défont, comme mus par un processus permanent d'autodésintégration. On ne repère ni début ni fin, mais une durée étirée, presque immobile, suspendue dans quelque limbe. Dans ces éphémères et pauvres architectures s'organisent parfois de mini-dramaturgies raffinées : on donne une bribe de représentation d'un théâtre de marionnettes ; un couple est assis, silencieux, devant un paysage peint qu'un clochard céleste, nez de clown, visage bandé, décrit avec application et émotion, en une litanie de mots d'avant les mots. Au loin il y a des anges aux ailes tronquées, devant un ciel peint, un cheval lancé dans un galop effréné sur un torrent musical. C'est un théâtre de petites apocalypses bouffonnes,

qui relève tout à la fois de l'art du collage, de l'art brut, de l'oni-risme.

L'homme-orchestre du Radeau, metteur en scène, comédien, musicien, est peu disert. Tout au plus on volera à François Tanguy deux ou trois indices de biographie : il a vingt-neuf ans, a fait un bref passage à la faculté de Caen, exercé beaucoup de « petits boulots » : gardien de nuit à Rome, musicien ambulancier dans le métro parisien. Il a vécu six mois à New York. C'est par son entourage qu'on apprendra qu'il a monté là-bas *Woyzeck* sur le toit d'un loft, qu'il parle russe, et qu'un grand-père originaire du Mans est peut-être une raison suffisante pour s'arrêter dans cette ville.

L'art musical du grommelot

C'est là, au début des années 80, que François Tanguy rencontre une troupe de comédiens (le Théâtre du Radeau existe depuis 1976), qui l'adoptent à la suite de circonstances restées secrètes. Peu importe. Visiblement, on est heureux de travailler ensemble, personne ne se plaint de connaître souvent le chômage et chacun fait un peu de tout, y compris dévaliser les chiffonniers d'Emmaüs ou les boutiques farces et attrapes du Mans pour les besoins des spectacles.

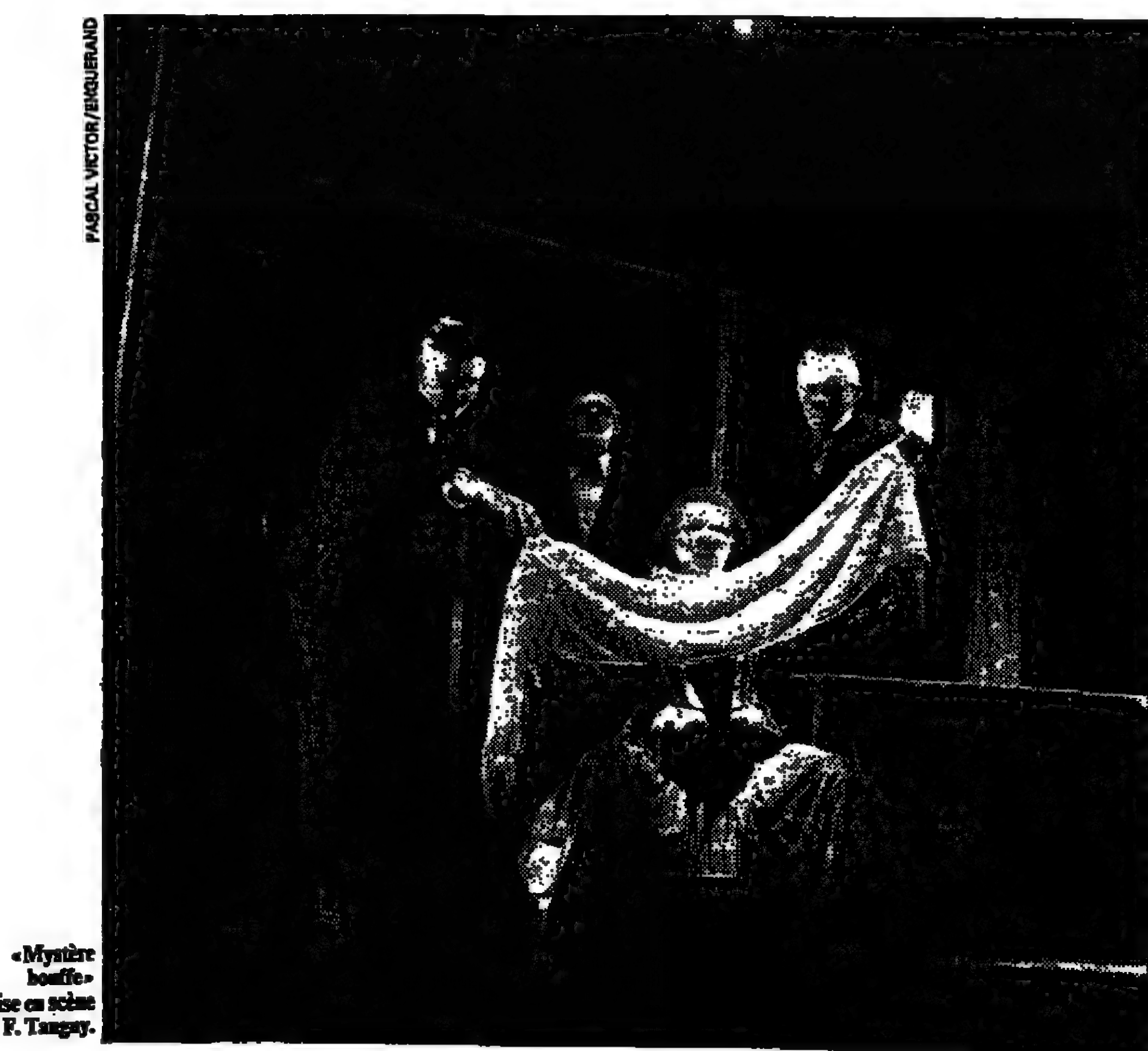
Le garage-théâtre du Radeau ressemble plus à un vaste atelier de couture et de menuiserie qu'à un salon de philosophes, comme aurait pu le laisser croire la lecture des programmes « maison », où Spinoza règne en maître. « Qui sait, dit François Tanguy, le théâtre a peut-être à voir aussi avec le concept, mais il est d'abord empirique, comme les sensations... Un

aplai de lumière sur une planche de bois peut amener à tout autre chose que réfléchir à cette planche et à cette lumière. »

Ne pas montrer un savoir-faire

Les mots vitesse, entre deux des choses, mouvement, reviennent souvent dans la conversation. François Tanguy parle volontiers, mais peu de son travail, et emprunte volontiers des détours : « Un quatuor de Beethoven ou un tableau de Vermeer feraient tout autant l'affaire qu'un texte de Spinoza ou Leopardi pour tenter de désigner notre travail. » Il sera encore question d'élan, de chute, d'analogie et de gratuité. Du jeu des comédiens aussi : « Surtout, ne pas montrer un savoir-faire. D'ailleurs, il serait broyé. » Etrange discussion où la philosophie flâne, où l'humour affleure. Inutile de vouloir percer l'opacité de *Mystère bouffe* : « Opacité, et non obscurité, sans jouer sur les mots. » François Tanguy avance encore, avec une évidente bonne volonté, quelques tentatives de définition : « théâtre insonnifique » ou « forain, car le théâtre est une affaire de campement ».

Il y a dans *Mystère bouffe*, un côté slave. Et un petit air de famille avec Tadeusz Kantor. François Tanguy a vu *Wielopole*, *Wielopole*, et rencontré la confirmation d'une écriture théâtrale qu'il présentait. Mais la parenté s'arrête là. L'univers de François Tanguy est d'une profonde originalité. Son carnet de travail — un cahier d'écolier — est couvert en pleines pages d'une écriture très fine (descriptions d'actions, synopsis de scènes, digressions) et de croquis de décors, de situations, de personnages entrant ou



« Mystère bouffe » mise en scène de F. Tanguy.

sortant d'un cadre. François Tanguy dessine, et fort bien. Mais on repart sans en savoir beaucoup plus. Sinon que le « grommelot » est un art difficile et que chaque comédien, pour trouver la juste musique du prochain spectacle, *Jeu de Faust* (1) a son truc : l'un travaille l'italien avec Galilée, l'autre l'allemand avec Büchner.

Dans *Mystère bouffe*, il y a, paraît-il, pour des questions de rythme, de phrasé, un peu de la *Noce chez les petits-bourgeois*, de

Brecht. Broyé, malaxé, comme le resta, comme la musique, le sens, et le théâtre.

O. G.

(1) *Jeu de Faust* sera créé en novembre à l'Atelier lyrique du Rhin, à Colmar, puis partira en tournée à Malboue, Wissembourg, Thann, au TNS à Strasbourg, et du 15 au 31 janvier à Cergy-Pontoise.

* *Mystère bouffe*. Du 29 septembre au 14 octobre. Théâtre de la Bastille. Reprise en février-mars 1988 à Albi, Pau, Saint-Gaudens, Rennes, Caen et Orléans.

هكذا من الذل

THEATRE

KLAUS MICHAEL GRUBER
JEANNE MOREAU
THÉÂTRE DE L'ATELIER
JUSQU'AU 8 NOVEMBRE
LE RÊTE DE LA SERVANTE ZERLINE
DE HERMANN BROCH

PATRICE CHEREAU
THÉÂTRE DES AMANDIERS-NANTERRE
18 SEPTEMBRE - 31 OCTOBRE
EN ALTERNANCE
PLATONOV
DE ANTON TCHERKOV

PIERRE ROMANS
DEUX PIÈCES DE HEINRICH VON KLEIST
PENTHÉSILÉE
ETICATHERINE
DE HEILBRONN
DE HEINRICH VON KLEIST

FRANÇOIS TANGUY
THÉÂTRE DE LA BASTILLE
29 SEPTEMBRE - 14 OCTOBRE
MYSTÈRE BOUFFE

ROBERT WILSON
THÉÂTRE DES AMANDIERS-NANTERRE
1^{er} OCTOBRE - 10 OCTOBRE
HAMLET MACHINE
DE HEINER MÖLLER

ALFREDO ARIAS
THÉÂTRE DE LA COMMUNE
6 OCTOBRE - 15 NOVEMBRE
LA LOCANDIERA
DE CARLO GOLDONI

LUCA RONCONI
THÉÂTRE DES AMANDIERS - NANTERRE
13 OCTOBRE - 17 OCTOBRE
LA SERVAMOROSA
DE CARLO GOLDONI
THÉÂTRE DE L'ODÉON
10 NOVEMBRE - 14 JANVIER
LE MARCHAND DE VENISE
DE WILLIAM SHAKESPEARE
THÉÂTRE DES AMANDIERS
18 NOVEMBRE - 22 NOVEMBRE
TRAVAUX D'ACTEURS DE L'ACCADEMIA
DE ROME DIRIGES PAR LUCA RONCONI

DIDO LYKOUDES

CENTRE GEORGES POMPIDOU
19 OCTOBRE 31 OCTOBRE
TRIPTYQUE
MUSIQUE: IANNIS XENAKIS

EDITH CLEVER
HANS JURGEN SYBERBERG
THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD
10-15 NOVEMBRE
PENTHÉSILÉE
DE HEINRICH VON KLEIST
EN LANGUE ALLEMANDE

PIERRE GUYOTAT
ALAIN OLLIVIER
THÉÂTRE DE LA BASTILLE
12 NOVEMBRE - 6 DÉCEMBRE
BIVOUCAC

BERANGERE BONVOISIN
THÉÂTRE DES AMANDIERS-NANTERRE
24 NOVEMBRE - 20 DÉCEMBRE
PIONNIERS
À INGOLSTADT
DE MARIELOUISE FLEISSER

JEROME DESCHAMPS
THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD
26 NOVEMBRE - 23 DÉCEMBRE
LES PETITS PAS

CATHERINE ANNE
THÉÂTRE DES ARTISTES-ATHEVAINS
7 DÉCEMBRE - 31 DÉCEMBRE
UNE ANNÉE SANS ÉTÉ

MUSIC-HALL

DAVID ROCHLINE
CENTRE CULTUREL WALLONIE
BRUXELLES
15 DÉCEMBRE 15 JANVIER
PARIS GIPSY
SPECTACLE MUSICAL

MUSIQUE

LUIGI NONO

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT
1. 3. 4. 6. 7. 9 OCTOBRE
PROMETEO
TRAGÉDIE DE L'ÉCOUTE
TEXTES DE MASSIMO CACCIARI
COPRODUCTION:
FONDATION LOUIS VUITTON
POUR L'OPÉRA ET LA MUSIQUE
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS-CHÂTELET
21 SEPTEMBRE
CONCERT I
IL CANTO SOSPESO (1956)

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT
5 OCTOBRE
CONCERT II
A PIERRE (1985)
DÉCOUVRIR LA SUBVERSION 1987
FRAGMENT-STILLE. AN DROTINA (1980)
8 OCTOBRE
CONCERT III
RISONANZE ERRANTI (1986)

DANSE

STEPHEN PETRONIO
CENTRE GEORGES POMPIDOU
5 OCTOBRE 11 OCTOBRE

TRISHA BROWN
THÉÂTRE DE LA VILLE
17 NOVEMBRE - 21 NOVEMBRE

MONNIER DUROURE
THÉÂTRE DE LA VILLE
1-2-4-5 DÉCEMBRE

TEATRO DEL CARRETTO

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT
GRAND FOYER
6 OCTOBRE-18 OCTOBRE
BLANCANEVE

NINO CUTTICCHIO
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT
SALLE GEMIER
21 OCTOBRE - 1^{er} NOVEMBRE
PUPPI SICILIANI

CINEMA

NANNI MORETTI
INTEGRALE
CINÉMAS LES 3 LUXEMBOURG
RACINE ODÉON
18 NOVEMBRE - 1^{er} DÉCEMBRE

Festival d'automne à Paris 1987

MARIONNETTES ITALIENNES

CARLO COLLA E FIGLI
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT
SALLE GEMIER
29 SEPTEMBRE - 11 OCTOBRE
EXCELSIOR

13 OCTOBRE-18 OCTOBRE
CENERENTOLA
AIDA (II^e ACTE)
20 OCTOBRE-25 OCTOBRE
LE CHAT BOTTE

LUCA RONCONI

ORLANDO FURIOSO
THÉÂTRE DES AMANDIERS
28-29 NOVEMBRE
5-6 DÉCEMBRE 12-13 DÉCEMBRE

EXPOSITIONS

RENZO PIANO

PROJETS D'ARCHITECTURES
CHAPELLE DE LA SORBONNE
6 NOVEMBRE - 17 DÉCEMBRE

MARIO MERZ

CHAPELLE DE LA SALPÊTRIÈRE
17 NOVEMBRE-31 DÉCEMBRE

LOCATION
DANS LES THEATRES

PAR TELEPHONE AU FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS 42 96 96 94

COPRODUCTEURS: ALMEIDA THÉÂTRE - ASSOCIATION BEE - AUDAC PERUGIA - BERLIN KULTUR WERKSTATT EUROPA 1988 - CENTRE NATIONAL ET DE CULTURE GEORGES POMPIDOU - CNOC D'ANGERS - COMPAGNIE JEROME DESCHAMPS - COMPAGNIE CLAUDE MALRIC - CONSEIL GENERAL DU VAL-DE-MARNE - CROQUET-PENIN - CIT MILAN - FESTIVAL DE SAINT-DENIS - FONDATION LOUIS VUITTON POUR L'OPÉRA ET LA MUSIQUE - GROUPE THEATRE DE LA COMMUNE - INSTITUT CULTUREL ITALIEN - IRCAM - JACQUELINE CORMIER - MNAM - MUSEO INTERNAZIONALE DELLE MARIONNETTE DE PALERME - NEW YORK UNIVERSITY ORCHESTRE DE PARIS - SCHAUSPIELHAUS DE FRANCFORT - STUDIO THEATRE DE VITRY - THÉÂTRE DES AMANDIERS-NANTERRE - THÉÂTRE DE L'ATELIER - THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS-CHÂTELET - THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT - THÉÂTRE DU RADEAU - THÉÂTRE DE LA SALAMANDRE - TNP VILLEURBANNE - AVEC L'AIDE DES MINISTÈRES ITALIENS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU TOURISME ET DU SPECTACLE, DE LA FONDATION LOUIS VUITTON POUR L'OPÉRA ET LA MUSIQUE ET LE CONCOURS D'AIR FRANCE, AVENIR, CERUS, LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS, FIAT, MIDLAND BANK, BANQUE WORMS.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

58, rue de Richelieu (2^e) 47-03-81-10

L'ESTAMPE EN FRANCE

DU XVI^e AU XIX^e SIÈCLE
Galerie Mansart, tous les jours de 12 h à 18 h
DU 15 SEPTEMBRE AU 2 NOVEMBRE

THEATRE DU SOLEIL

L'INDIADE

OU L'INDE
DE
LEURS REVES

D'HELENE CISOUS

Cartoucherie 43.74.24.08 - 18h30

à partir du 30 septembre

THEATRE DE PARIS

Direction Eliane Lubin

Capitaine FRACASSE

30 REPRESENTATIONS
EXCEPTIONNELLES
à partir du 15 Septembre 1987

de Marcel Maréchal d'après Théophile Gautier

Location: au Théâtre - 15, rue Blanche 75009 Paris - 8^e - Trinité - Par téléphone: 43.53.39.39
Par Maillet: 36.15 code MATIC - Dans les Agences et les 3 FNAC.

Co-production Théâtre de Paris et Théâtre National de Marseille

TB THEATRE DE BOULOGNE BILLANCOURT

SAISON 87

14 OCTOBRE - 22 NOVEMBRE

BERNARD DA COSTA

BRUMMELL A CAEN

1^{er} DECEMBRE - 13 DECEMBRE

COUP DE POUCE OSCARS

AVIGNON OFF 87

3 JANVIER - 17 FÉVRIER

LA FOLLE DE CHAILLOT

12 DECEMBRE - 13 JANVIER

FRANCIS LACOMBRAGE

L'ENJEU

10 FÉVRIER - 20 MARS

WILLIAM SHAKESPEARE

LE ROI LEAR

13 AVRIL - 30 MAI

JACQUES KATZ

LOCATION, ABONNEMENTS & RENSEIGNEMENTS: 46.03.60.44

15, rue de la République 92100 Boulogne-Billancourt

3 FNAC et toutes agences

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

ANTONIN ARTAUD, Salle d'art graphique, 4 étages. Jusqu'au 11 octobre.

LE COURRIER DE L'UNESCO, Salle d'exposition de la Bibliothèque publique d'information. Jusqu'au 5 octobre.

LIBERTÉ ET LIMITES: PORSCHE DESIGN, Galerie des Brèves du CCL. Du 16 septembre au 26 octobre.

IL CORSO DEL COLTELLO, Casa Orlans, 30, rue de Valenciennes. Jusqu'au 5 octobre.

Musées

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, photographies en relief, Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-56-77-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 3 janvier 1988.

9^e SALON FIGURATION CRITIQUE, Grand Palais, (voir ci-dessus). Du 5 au 21 septembre.

CHARLES MATTON, Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (47-22-30-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 45. Jusqu'au 14 septembre.

LES PRIMITIFS ITALIENS DU MUSÉE FRESCHI D'ALACIO, Jusqu'au 5 octobre. ORNEMANISTES DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE, gravures et dessins de la collection Edmond de Rothschild. Jusqu'au 21 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée provisoire (42-60-39-26). De 9 h à 17 h.

PICASSO VU PAR BRASSAL, Musée Picasso (42-71-25-21). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 25 septembre.

L'ART INDÉPENDANT, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11 avenue du Président-Wilson (47-22-31-27). Sauf le mardi, de 10 h à 17 h 30; le mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 20 septembre.

KALTEX EN CHINE, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, Musée des enfants (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 novembre.

LUCIANO FABRO, Etat; JOHN ARMSTRONG, ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 27 septembre.

L'ESTAMPE EN FRANCE DU XVI^e AU XIX^e SIÈCLE, Bibliothèque Nationale, galerie Mansart et salle Montreuil, 58, rue de Richelieu. Jusqu'au 2 novembre.

IAN HAMILTON FINLAY, Galerie de l'Estampe contemporaine, Bibliothèque Nationale, Rotonde Colbert, 4, rue Vivienne, 6, rue des Petits-Champs (47-03-11-13). Sauf le dimanche de 12 h à 18 h 30. Du 19 septembre au 31 octobre.

IMAGES DE JARDINS, Musée national des monuments français, place du Trocadéro. Sauf mardi, de 9 h à 18 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 13 octobre.

RARES AFFICHES 1900 des collections du musée, Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf le mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 9 novembre.

TRÉSORS DU TIBET, région autonome de Tibet-Chine, Musée national d'histoire naturelle, Galerie de botanique, 18, rue Buffon (43-36-14-41). Entrée: 15 F. De 11 h à 18 h 30; Samedi jusqu'à 20 h. Jusqu'au 31 octobre.

NATALIA DUMITRESCU, Alexandre Istrati, Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli. Entrée: 18 F. Jusqu'au 18 octobre, de 12 h 30 à 18 h. (Ferme le dimanche).

ANCIEN FÉROU: via, pouvoir et mystère, Musée de l'Homme, palais de Chaillot (45-37-60-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 18 octobre.

HOMMAGE A CHRISTIAN DIOR, 1947-1957, Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h; le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée: 25 F. Tarif réduit: 18 F. Jusqu'au 4 octobre.

PARIS, COUTURE ANNÉES 30, Palais Galliera, Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-de-Serbis (47-20-45-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 20 septembre.

LE SACRÉ: A PROPOS D'UN MILLÉNAIRE, 987-1987, Hôtel de Soubise, Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois. Sauf mardi, de 14 h à 17 h 40. Jusqu'au 12 octobre.

ESPACE FRANÇAIS, Visions & Aménagement, XVI^e, 88, rue de Valenciennes. Sauf mardi, jusqu'au 4 janvier.

FIGURES D'UN TEMPS: LA III^e RÉPUBLIQUE, Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-22-32-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h, le mercredi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

ÉLÉPHANTILLAGES, Musée en herbe, Jardin d'acclimatation, Bois de Boulogne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée: 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

LA LUMIÈRE DÉMASQUÉE, Jusqu'au 2 novembre: gravure et impression: du bois au laser. Jusqu'au 25 octobre. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (40-55-72-72). Mardi,

jeudi et vendredi, de 10 h à 18 h; mercredi, de 12 h à 21 h; Samedi, dimanche et jours fériés, de 12 h à 21 h.

MARC ALLEGRET: CARNETS DU CONGO, Musée des Arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (45-33-16-00).

PROJETS DE DUFY POUR LA FÉE ELECTRICITÉ, Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (42-65-99-48). Sauf le mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 28 septembre.

DIEUX ET DÉESSES, Musée Bourdelle, 16, rue A.-Bourdelle (45-48-67-27). Jusqu'au 27 septembre.

ADALBERTO MECARELLI: Entre ombre et lumière, Galerie expérimentale, Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (42-41-33-88). Du 17 septembre au 24 octobre.

Centres culturels

CORRU VU PAR, Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon. Sauf dimanche et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 7 novembre.

LE CORBUSIER ET PARIS, Annexe de la Mairie du XIV^e arrondissement, 12, rue Duroc. Tous les jours de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 1^{er} octobre.

KENZO TANGE, 48 ans d'architecture et d'architecture, Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 17, quai Malaquais (42-60-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Entrée: 18 F. Jusqu'au 20 septembre.

RAYMOND QUENEAU, REGARDS SUR PARIS, Salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 19, rue de Rivoli. Tous les jours, sauf dimanches et fêtes, de 9 h 30 à 18 heures. Entrée gratuite. Jusqu'au 30 septembre.

PRÉVET, POÈTE POUR TOUS LES AGES, Maison de la poésie (42-36-27-53), 101, rue Rambuteau. Entrée libre tous les jours, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 27 décembre.

JEUNE SCULPTURE 87/2, Port d'Austerlitz (45-82-99-15). Tous les jours sauf le mardi de 12 h à 18 h. Du 11 septembre au 11 octobre.

ETHIOPIA, VESTIGES DE GLOIRE, Fondation Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Jusqu'au 10 octobre.

CONNECTIONS 87, Exposition internationale d'artistes francophones, Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin. Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 20 septembre.

LOUIS XVII, Mairie du V^e arrondissement, 21, place du Panthéon. Ouverte tous les jours de 10 h à 17 h 45. Entrée libre (42-72-34-41). Jusqu'au 25 octobre.

GÉOMÉTRIES: ROZZOLINI, PIERRE PAZZI, DI TEANA, Orangerie de Bagatelle, Bois de Boulogne. Tous les jours, de 11 h à 18 h (42-76-41-35). Jusqu'au 11 octobre.

CHEMIKIN, Trixion de Bagatelle, Bois de Boulogne. Tous les jours de 11 h à 18 h (42-76-49-61). Du 18 septembre au 1^{er} novembre.

BIENNALE DU BIJOU PRÉCIEUX/SEMI-PRÉCIEUX, Bibliothèque d'Art, Hôtel de Sore, 1, rue du Fignier (42-78-14-60). De 13 h 30 à 20 h, le mardi au samedi. Jusqu'au 12 novembre.

L'ART CONTRE LE SIDA, Galerie Yves Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33) et 5, rue du Grenier-Saint-Lazare (42-71-04-25). De 12 au 19 septembre.

LES MASQUES DE DIEU, Galerie NIKKI DIANA MARQUARDT, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Du 19 septembre au 24 octobre.

JOSEPH BEUYS (Multiples, documents), Papiers, Galerie Antoine Candan, 15 & 17, rue Keller (43-38-75-51). Jusqu'au 9 octobre.

TRAVAUX SUR PAPIER 1967-1987, Galerie Alain OUDIN, 28 bis, boulevard Sébastopol (42-71-83-65). Jusqu'au 17 octobre.

JOHN ARMSTRONG, OLIVIER MOSSET, GERWALD ROCKENSCHAUB, ALAN MICHEL, Galerie Système Lormet, 13, rue Chapon (48-04-52-02). Jusqu'au 31 octobre.

NICOLAS FEDORENKO, MICHEL HAAS, CLAUDINE HENRY, Galerie Regard, 11, rue des Beaux-Ménages (42-78-19-61). Jusqu'au 10 octobre.

HUNG RANNOU, ALAIN LEONEL, Galerie L'ART DU VERSEAU, 119, rue Vieille-du-Temple (48-04-86-40). Jusqu'au 14 octobre.

LA BELLE ÉPOQUE DE LA FEMME, (Gravures et lithographies), Arxatoul, 9, avenue Maignon (42-99-16-16). Jusqu'au 10 octobre.

ABRAHAM DAVID CHRISTIAN, Galerie Philippe Castin, 13, rue Chapon (48-04-00-34). Jusqu'au 24 octobre.

JEAN-MICHEL ALBEROLA, Galerie Daniel Tompon, 30, rue Beaumont (42-72-14-10). Jusqu'au 17 octobre.

SAH ABRAJANI, Galerie Ghislaine Hussonot, 5 bis, rue des Handicriens (48-70-81-81). Jusqu'au 22 octobre.

MARTIN BARRÉ, Galerie Laga-Salomon, 51, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 20 octobre.

GLENN BAXTER, Samia Samama, 2, Impasse des Bourdonnais (42-36-44-56). Jusqu'au 18 octobre.

JAMES BISHOP, Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31).

REMI BLANCHARD, Galerie Krief, 50, rue Mazarine (43-29-32-37). Jusqu'au 6 octobre.

REMI BLANCHARD, Galerie Krief, 50, rue Mazarine (43-29-32-37). Jusqu'au 6 octobre.

MEL BOCHNER, Galerie Montezay, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Jusqu'au 4 octobre.

PETER BRUGGS, Galerie Zabradie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 31 octobre.

DANIEL BUREN, Galerie Daniel Tompon, 1, Impasse Beaumont (42-72-14-10). Jusqu'au 17 octobre.

JAMES COIGNARD, Librairie-Galerie Biviers, 44, rue Vieille-du-Temple (42-71-73-32). Jusqu'au 14 octobre.

ALAN DAVIE, Galerie Louis Carré, 10, avenue de Messine (45-62-57-07). Du 17 septembre au 17 octobre.

JEAN EDELMANN, Galerie d'Art International, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 31 octobre.

IAN HAMILTON FINLAY, Pastels, Galerie Claire Berrut, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-00). Du 19 septembre au 9 novembre.

GUNTHER FORG, Galerie Crouel-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-77). Jusqu'au 13 octobre.

GERARD GAROUSTE, « Hors de Calais », Galerie Liliane & Michel Durand-Descart, 3, rue des Handicriens (42-77-63-60). Jusqu'au 24 octobre.

HANS HAMNGREN, « Amorphoses », Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 10 octobre.

LOUIS LATAPPE, Grande Synthèse 1958-1978, Galerie Bernard Devignon, 76, rue Vieille-du-Temple (48-04-52-30). Du 17 septembre au 20 octobre.

JOEL KERMARREC, Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 10 octobre.

ARNAUD LABELLE ROJOUX, « Le Retour du conseil prépa à autres histoires peintes », Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine (43-26-72-51). Jusqu'au 10 octobre.

MAURICE, Galerie Michel Vidal, 56, rue du Fbg-Saint-Antoine (43-42-22-71). Jusqu'au 5 octobre.

MIRO, « Œuvre grave 1938-1981 », Miro, éditeur, 36, avenue Maignon (45-62-28-18). Jusqu'au 10 octobre.

NEJAD (Œuvres abstraites de 1948 à 1953), Galerie Calla Mérit, 17, rue des Beaux-Arts (46-33-04-18). Jusqu'au 7 octobre.

OLIVIER O. OLIVIER, (Pastels), Galerie Jean-Bruno, 23-25, rue Guénégaud (43-26-45-51). Du 18 septembre au 31 octobre.

LOULOU PICASSO, Galerie de Jour - Agnès B., 6, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 17 octobre.

GEORGES ROUSSE, Galerie Farideh-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 17 octobre.

CLAUDE RUTAUZ, A.M.Z. Partie 2, Galerie Art & C^o, 33, quai de Bourbon (43-29-35-34). Jusqu'au 30 septembre.

PAVEL TENKA, Galerie Clara SCREMINI, 39, rue de Charonne (43-55-65-56). Jusqu'au 3 octobre.

ANNE VIDAL, « L'InControl-Lestre », n° 2, Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 3 octobre.

BETTY WEISS PEREZ, Galerie Loif Stable, Cour Delphine, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 17 octobre.

En région parisienne

BRETAGNE-SUR-ORGE, Dedans, dedans, gressinisme VI, Centre culturel Gérard-Philipe, rue Henri-Dessard (68-84-38-68). Jusqu'au 3 octobre.

IVRY, « Dates de Pénitence », ZAWADSKI, Centre d'Art contemporain, 93, avenue Georges-Gonnet (46-70-15-71). Jusqu'au 11 octobre.

MONTROUGE, Dominique LABAIE (Sculptures), Montguy-Montroge, 11, place Jules-Ferry (45-48-45-15). Jusqu'au 10 octobre.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, « La Grande-Fontaine », village de potiers gallo-romains (49-41-07-03). Jusqu'à fin septembre.

En province

ANGERS, Qu'est-ce qu'elle trament? Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée (41-88-64-65). Jusqu'au 30 septembre.

GRAND-PALAIS

Avenue Winston-Churchill

FIGURATION CRITIQUE 87

De 11 heures à 19 heures

Jusqu'au 21 septembre

AUTUN, Bourgogne médiévale. La Mémoire du sol. 20 ans de recherches archéologiques. Hôtel de ville. Salle de réunion. Jusqu'au 27 septembre.

AVIGNON, Gilles Allard, Edmond Arroyo et le théâtre. Grande chapelle du Palais des papes. Jusqu'au 30 septembre.

BELLEME, La cité populaire dans le Perche, de sainte Apolline à saint Sébastien. Musée départemental des arts et traditions populaires du Perche. Sainte-Gauberge en Saint-Cyril-Rosières (33-73-45-06). Jusqu'au 1^{er} novembre.

BOURG-EN-BRESSE, Collections Égyptiennes du Musée de Rouanne. Musée de Rouen, 63, bd de Brest (74-22-22-31). Jusqu'au 15 septembre.

CAEN, Symbolisme et botanique: le sens caché des tableaux de fleurs au dix-septième siècle. Musée des beaux-arts, rue des Fossés-de-Château (31-83-28-63). Jusqu'au 26 octobre.

CHARTRES, Vismich: Le peintre et la critique. Musée des beaux-arts, 29, Cloître-Notre-Dame. (37-36-41-39). Jusqu'au 28 octobre.

COLMAR, Alberto Magaldi. Musée d'Unterlinden (89-41-89-23). Jusqu'au 27 septembre.

DIETPE, « Les éphémères sont parmi nous ». Château-musée de Dietpe. Jusqu'au 30 septembre.

DUNKERQUE, Luciano Castellani. Musée d'art contemporain. Avenue des Bains (28-59-21-65). Jusqu'au 28 septembre.

FONTAINE-DE-VAUCLUSE, L'achèvement indéfini. (Mausolée, livres, estampes de Brugué, Giacometti, etc.) Musée Pétrarque, rue gauche de la Sorgue (90-20-37-20). Jusqu'au 30 septembre.

FONTVEAUD, « Ateliers internationaux des Pays de la Loire 1987 ». Fonds régional d'art contemporain des Pays de la Loire. Abbaye royale de Fontveaud (41-51-79-30). Jusqu'au 1^{er} novembre.

MARCEAU-BARGEUIL, « Oxford Artists Group ». Galerie Septentrion, Chemin de Ghele (20-46-35-80). Jusqu'au 4 octobre.

MARSEILLE, Tania, For des Pharaons. Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité (91-90-81-92). Du 19 septembre au 30 novembre.

MARSEILLE, Le Carénier et la Méditerranée. Centre de la Vieille-Charité (91-90-81-92). Jusqu'au 27 septembre; Louis Sauter, Musée Cantini, 19, rue Grignan (91-54-77-75). Jusqu'au 27 septembre.

MEYMAC, Les années 70. Les années Méditerranée. Abbaye Saint-André. Centre d'art contemporain (55-95-23-30). Jusqu'au 26 octobre.

MONTPELLIER, César: Les championnes. Centre d'Art contemporain (81-51-37-11). Jusqu'au 8 novembre.

MORLAIX, Jean Deyrolle, 1911-1967: Peintures Paul Sérusier, 1864-1927. Retrospective. Musée des Jacobins, rue des Vignes (98-48-38-56). Jusqu'au 6 octobre.

MULHOUSE, « Otto Tschumi 1904-1985 ». Musée des Beaux-Arts, 4, place Guillaume-Tell (83-32-58-46). Jusqu'au 15 novembre.

NICE, Giambattista Tiepolo. Musée Matisse, 164, avenue des Artistes (93-53-17-70). Jusqu'au 30 septembre; Marc Chagall, Œuvre grave. Musée national Message biblique Marc Chagall, avenue du Docteur-Ménard (93-81-75-75). Jusqu'au 5 octobre; Claudio Parmiggiani. A l'homme, Villa Arson, 28, avenue Ségur-Ligand (93-84-04-04). Jusqu'au 13 septembre; Karel Appel. Galerie des Focchettis, 77, quai des États-Unis (93-62-31-24). Jusqu'au 6 octobre.

NIMES, Italie hors d'Italie. Musée des beaux-arts, rue Cist-Foule (66-67-38-21). Jusqu'au 30 septembre.

POITIERS, Romaine Brooks (1874-1970). Musée Sainte-Croix, 61, rue Saint-Simplicien (49-41-07-03). Jusqu'à fin septembre.

PONT-AVEN, Retrospective Emile Jordan. Musée municipal, place de l'Hôtel-de-Ville (98-06-14-43). Jusqu'au 1^{er} octobre.

LES SABLES-D'OLONNE, Gies Baxer; Alberto Savinio; Dessins. Musée de l'abbaye Saint-Croix (51-32-01-16). Jusqu'au 27 septembre.

SAINT-BRIEUC, « La Lumière dans la peinture des paysans ». Nouveau Musée, rue des Lycéens-Martyrs (96-33-39-12). Jusqu'au 18 octobre.

SAINT-PAUL-DE-VENCE, A la rencontre de Jacques Prévert. Fondation Magaldi (93-52-61-63). Jusqu'au 4 octobre.

SAINT-REMY-DE-PROVENCE, Mario Prassinos: œuvres et forêts. Fondation Mario-Prassinos. Hôtel de Sade (90-92-35-13). Jusqu'au 2 novembre.

TANLAY, « Femmes Rituelles II ». Victor Brummer. Centre d'art contemporain du château de Tanlay. Jusqu'au 27 septembre.

TOURCOING, Antoine Semerara 1976-1987, Musée des beaux-arts, 2, rue Paul-Drouot. Jusqu'au 16 novembre.

VILLEURBANNE, « Luciano Fabro ». Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Dolard (78-84-55-10). Du 19 septembre au 30 novembre.

VENCE, « XXXX^e Anniversaire de la Galerie Alphonse-Charv. 13, rue Isnard (93-58-03-45). Jusqu'au 26 septembre.

“le regard blessé par l'horreur...”

BERNARD GIRAudeau
MICHEL PICCOLI • LAURE MARSAC

L'HOMME VOILE

UN FILM DE MAROUN BAGDADI

SELECTION OFFICIELLE VENISE 87

BERNARD GIRAudeau

لحظة عينه المذلة

هكذا من الأصل

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22)
(20 ans 1 à 20 à 20, 15 à 20 - Com)

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-23) (D., soir., L., 20 h 30, D. 15 h 30) : *Comme ça*.

COMÉDIE DES FARS (42-01-00-11) (S., D., L., 21 h, S. 19 h 30 et 21 h 30, D. 15 h 30) : *Le Fars*.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-07-08-24) (D., soir., L., 20 h 30, D. 15 h 30) : *Fleur de cactus*.

CRYPTÉE SAINT-AÛGÈNES (47-00-19-31) (D., soir., L., 20 h 30, D. 17 h 30) : *Le Cactus*.

DAUNOU (42-01-69-14) (Mér., D., soir., 21 h, D. 15 h 30) : *Monteur Maturin*.

DEX MILES (42-64-35-90) (D., soir., 20 h 15, D. 16 h) : *Cul sec*.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES ÉLÈVES ET ÉTIERS (45-45-18-11) (20 h 45, mat. le 20, 15 h 15 : *Une femme tuée par deux*).

EDGAR (43-01-05-11) (D., 20 h 15 : *Les Babes carrés* ; S. 23 h 30) : *Nous en avons assez*.

ÉDOUARD VII/SACRA GUITRY (47-52-57-49) (S., D., L., 20 h 30, S. 18 h 30 et 21 h 30, D. 15 h 30) : *Je suis l'Amour et le bonheur*.

ESPACE MARIAS (42-71-01-19) (D., soir., L., 21 h 15 h 45 : *En Donjamais*).

FONTAINE (48-74-74-04) (S., soir., D., 21 h 30, 22 h : *Am secours, tout va bien*).

GAITÉ-MONTFARNEUSE (43-22-16-18) (D., soir., L., 21 h, S. 18 h 30 et 21 h 15) : *L'Épigramme*.

GRANDS ÉCRANS (43-20-00-00) (D., 22 h) : *20 ans de crâches* ; (P., D.) : *Dr. Carmen Carter*.

GRÉVIN (42-46-84-47) (D., L., 21 h : *Les Trois Joues* ; *Arthur*).

HUCHETTE (43-26-18-30) (42-77-88-61) (D., soir., L., 19 h 30, D. 15 h : *Le Lutin aux rubans* ; 21 h : *Fragment* ; 22 h 15 : *Egèrement*).

BUCHETTE (43-26-18-30) (D., 19 h 30) : *La Cantatrice chauve* ; 20 h 30 : *La Légende*.

(re) le 20, 18 h 30 : *Carpaccio* (Les Scalzanes), 22 h : *La proclamação* (fais, je vous le clauderai) (Th. du Hungar).

Cittàdelva-Mahary, Parc Théâtral (47-23-61-72) le 20, 15 h : N. Nordmann, *Foueraul-digues* (harpe), M. Nordmann, *La chaudière* (sitar) (Pexin, Giulian, Tournier, Roussel).

Donmarcks-a-Gouté, égisse, le 20, 17 h : J. Hemmon (égisse) (Bach, Compur, F. Hemmon).

Le théâtre (46-70-21-55) (O. soir), 17 h, mat. 18 h 15 h : *Les Libertés* (A partir du 18) (mise en sc. P. Rigel).

Les Ucs, CC Boris Vian (69-07-65-53) le 19, 20, 30 h : *Greco*.

Moussaux, Déré (48-58-59-85) le 19, 20 h : *Le chœur* (A. Quenec).

Nouveau théâtre de la Querquenn (47-21-18-21) le 19, 20 h 30 : *Platonov* (Tchékhov, mise en sc. P. Chéreau).

Saint-Germain-en-Lyre, Châteaui (39-73-92-92) le 18, 21 h : *Le Concert spirituel* (Le Châteaui, Lully, Caumont).

Stevens, Jardins du centre international d'études pédagogiques (45-34-47-84) le 18, 21 h : *Ensemble polyphonique de Vienne* (Le Châteaui, Lully, Caumont).

Virey, Egisse Saint-Eustache, le 16, 20 30 h : G. Robert (orgue), L. Leguin (troupeau) (Lemilic, Bach, Albino).

Virey, théâtre J. Vilar (46-43-83-84) le 18, 21 h : *Ballet national de Budapest*.

BSS (48-37-89-64) (D), 24 h; Paix : le 16 : 21 h 30 : **Arhimé :** le 21 : 21 h 30 : **Chien Jaune.**

MAGNETIC TERRACE (43-36-26-44), (D), 23 h; Prince Laiba, W. Shaw : le 16 : 21 h 30 : **Arhimé :** le 19 : 21 h 30 : **Chien Jaune :** le 22 : **Nancy Holloway :** Quartier de Prestance.

LE MISCÈNE (45-27-47-25) (mar.), 22 h 30 : **Zouma Bon Temps Music.**

LE MERIDIAN (43-45-12-45), 21 h 30 : **Chien Jaune.**

MONTANA (45-23-51-41), 22 h 30 : **Trio Michelot-Vander-Combellé (jusqu'à 17) :** **A partir du 18 :** **Quotient R. Urteger, B. Belmondo.**

NEW COPA (42-65-91-02), 20 h 30, les 16 et 17 : **Bombazay Jazz National de Guérande.**

NEW MORNING (45-23-51-41), 22 h 30 : le 16 : **Chico Hamilton ;** le 18 : **Fiesta Latina - Chocolate ;** le 19 : **The Monks - Chocolate ;** le 20 : **Chico Hamilton ;** le 21 : **Chico Hamilton ;** le 22 : **Lon Donovan.**

LE PASTEL RESTAURANT (47-07-08-27), 21 h, le 16 : **P. Davies, J.J. Ruhlman, F. Verly, J.P. Viret.**

LES 21-21-21 (43-56-70-26), 16 h 30 : **Coling Big Band et G. Marchand ;** le 17 : **Tillemore ;** le 18 : **Big Boss Band ;** le 19 : **Les 21-21 Jean ;** le 22 : **Voyage.**

FETIT JOURNAL ST-MICHEL (43-26-28-39), 21 h 30, le 16 : **Watergate Swaves + One ;** le 16 : **M. Saury Jazz Music ;** le 18 : **P. de Prestance Quotient ;** le 19 : **J. J. Ruhlman ;** le 22 : **Voyage.**

Les cafés-théâtres

AU BREC FIN (42-96-39-35) (L) 20 h 30 : D'abord, c'est la France; ensuite, c'est l'étranger... L'été de la France, par J.-M. Guezennec ; 20 h 30 : D'elles et d'eux, L. 20 h 30 : Femmes contre hommes ; (D) 22 h 15 : J.P. Sèvres (à partir du 9).

BALMAZAC LAULX (48-87-51-54)
BALMAZAC LAULX (MC2) : 21 h 30 : Les femmes les bobos féministes ; 22 h 30 : Mais que fais-tu le politicien ? IL 20 h 13 : Ici nous sommes en France ; 21 h 30 : Derrière vous... Y'a quelque chose ! IL 20 h 30 : Jusqu'en un air de tapage.

CAFÉ PIEDGAS (43-21-85-11) (D) L 20 h 15, SSN 23 h à 45 : Tiens, voilà des nouvelles pour toi, ça va te plaire ; 21 h 30 : Hommes d'honneur ; 22 h 30 : Œuvres de conscience... IL 20 h 15 : Le Cabaret des chansonniers en chantant ; 21 h 30 : La Chronomètre clatoussière ; 22 h 30 : Ça n'est pas tout !

COMÈDE ITALIENNE (43-21-22-22) (Mar.) 20 h : Salest du pétunin ; 21 h : Fais voir nous Capucins ; 22 h 15 : Huis glauque ; (D) 18 h 30 : Histoire du rouge.

L'HOTELIER (43-80-68-02) (Mar., D) L 20 h 30 : Dieu est sans dieu & bonseigneur.


MACAÏRES (43-25-19-92) (Mar., J), 20 h 30 : (V.J.), 22 : Spectacles en chanson.

PETIT CASINO (49-78-36-50). (D) 21 h : Les élus sont meilleurs ; 22 h 15 : Nous, ou zème.

POINT-VINGULE (47-76-67-03), (S, L) 21 h 30, samedi, 20 h 30 à 22 h : Nos décrets ; 22 h 30 : Je suis au pays.

TINTAMBARE (48-87-33-82) (D, L) 20 h 15 : A Lamay ; 21 h 30 : Comp. de fustil ; 22 h 30 : le détournement d'avion le

Swing Orchestra; 12 : C. Luter Saxet.
PEITIT OUFORTUN (42-36-01-36),
 23 h : Spike Robinson.
LA PINTÉ (42-26-26-15), 21 h 30, les 16,
 17 : Paris Plaines Lanes; les 18, 19 : Quatre
 Patrick Fradet; les 21, 22 : Jazzman.
SLOW CLUB (42-33-44-30) (D. L.),
 21 h 30 : D. Duriz Saxet (jusqu'au 19) ;
 à partir du 22 : Benny Waters USA
 Quintet.
SUNSET (42-61-46-60), 21 h 30 :
 C. Alvim Comedien.
TABLE D'HARMONIE (43-54-59-47),
 22 h 30, le 16 : J.P. Bertrand, E. Mucci;
 le 17 : F. Rillac; les 18, 19 : Orpheum
 Orchestra; le 22 : The Boogie Woogie
 Boys.
LES TROITOURS DE BUENOS-AIRES
 (42-33-58-37) (Mar. Msr. J.), 22 h ;
 (V. S.), 22 h et 24 h : Raul Barbone.
ZENITH (42-45-91-48) : le 16, 20 h : Kid
 Creole.



T H É Â T R E
D E C H Â T E A U N E U F

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 : L'accro-habitation.

DEUX-ANGES (46-06-10-26), 21 h, dim. 15 h 30 : Croyez-moi.

Le music-hall

BATACLAN (43-55-55-56) (D.), 21 h 30 : Salut les Sixties.

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-34-35), 21 h, dim. 15 h 30 : Les chansons françaises ; 22 h 30 : Chansons à la carte.

LUCIENNAIRE (44-54-57-34) (D.), 18 h 30 : E. Kibaro.

NOUVEAU THEATRE MOUFFERTARD (43-51-11-99), le 17 à 20 h 45 : E. Morill.

OLYMPIA (47-82-82-45), 20 h 30 : 22 : D. Lavoie (jusqu'en 19), à partir du 30 : M. Lech.

TACALUDU (43-73-74-47) (D., L.), 20 h 30 : Les chansons.

DE GENNEVILLIERS
CENTRE DRAMATIQUE
NATIONAL
DIRECTION
BERNARD SOBEL

Signé
8788

TELEPHONE 47 93 26 30

La danse

BASTILLE (43-57-42-14) (D. soir), 21 h, dim. 17 h : Le Cœur popluis (dern. le 17) à partir du 19 : Face à Face.

18 THÉÂTRE (43-56-47-47), 22 h : Les Tombes des morts (Cécile Courau), 20 h : La Grosse Goutte (Gilles Goussier).

ESPACE KIBON (43-73-50-25), 20 h : Concours de circoncisions (dern. le 17), les 17 et 18, 18 h : Danse Image, le 22, 20 h : l'Intimité du poik.

Jazz, pop, rock, folk

RAISER SALE (43-35-57-71), 20 h : Ninety Nine (jusqu' au 19).

BERCY (43-46-12-21), du mardi au samedi, 20 h 30 : dimanche 15 : J. Halliday.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h : Doudelle jazz orchestra (jusqu' au 19). A partir du 20 : F. Rillane et his rythms.

CHAPPELLE DES LOMBARDS (43-57-26-22), 22 h 30 (J.V.S.) : Tony Allen.

CIGALES (43-57-42-14), 20 h : 16 REM : le 17, 20 h : The Cult X, 10 000 Maniacs ; le 18, 20 h : Tami Peroul Emancipation.

ESCALIBOUR (48-04-74-92), 22 h, le 16 : Chacal Orchestra ; le 17, 17 h : J. Milneux ; le 18 : Gaudin, E. Palma et le Band ; le 19 : Trumpet ; le 21 : Rido Bayona ; le 22 : Zaka Mangala.

FLAMINGO (43-54-34-24), 21 h, les 18, 19 : A.M. Flamenco.

GIRASOL (43-50-78-88), 23 h, les 17, 18, 19 : The Dogs.

UNE BELLE JOURNÉE
D' AOUT 1913
DOMINIQUE DUCOS
LE CHANGEON
MIDDLETON & ROWLEY
STUART SEIDE
H E C U B E
E U R I P I D E
BERNARD SOBEL
LES AMIS FONT
LE PHILOSOPHE
JAKOB M.R. LENZ
BERNARD SOBEL

INFORMATION ☐ ABONNEMENT

NOM _____

ADRESSE _____

à retourner au Théâtre
de Gennevilliers : 41, av. des
Grésillons 92230 Gennevilliers

Les salles subventionnées

OPERA (47-43-57-50), mes. 20 h ; Honneur
à Maria Callas

COMÉDIE-FRANÇAISE, Théâtre de la
Porte-Saint-Martin (40-15-00-15)
(J.L. Dini Script) 20 h, Dim. 14 h ; Lo
Théâtre Français (40-15-00-15) : mes.
ven 20 h30 + dim. 14 h ; Les Femmes
souventes : jeu., sam., dim. 20 h, ven 20 h30
+ sabbat ; mar. 20 h30 + Thurs.

TIRASSIAT (40-15-00-15) : mes. 20 h
77-30) : à mer., ven., lun. 20 h
21 h15 + mes. 18 h30 et 21 h15 +
dim. 15h30 : Autres horizons.

ODÉON-COMÉDIE-FRANÇAISE (43-25-70-32)
20 h30 + dim. 15 h
20 h30 : Gensue.

PETIT ODÉON (43-25-70-32)
(L). 18 h30 : Breviaire d'amant d'un
laidéprouvé.

TEP (40-15-00-15) (L), mar., mes.,
ven 20 h30 + jeu. 19 h, dim. 15 h
Entre passions et prières (A partir du 22)

NEAUBOURG (47-12-77-33) (M.).
Débutés/Réconciliez-moi avec moi s'il
vous plait (A partir du 22) : 18 h30
d'aujourd'hui. Jeu. ; Salle d'Accueil 19
h30 : l'Afrique et la lettre - Déclat
18 h30 : jeu. s/soi + 18 h30 : Théâtre
de la rue / 16 h30 : parades,
Cielma/Vieio : Cyle Le cinéma bre
silien », se reporter à la rubrique
Cinéma/Cinématheque : Vieio/Vieio

C. Motier ; 16 h, Germanie Acropoli
R. Rossi ; 19 h, Mafis Photos ; statisti
cques, Real BBC, Vieio/Musique 13
h30 : 18 h30 : 16 h30 : 16 h30 : 16 h30 :
Pucier ; 19 h, Théâtre de R. Strauss
Concerts/Spectacles : mar. gde sale 1^e/soi
20 h30 18 h30 Hommage musical
Blaise Cendrars ; jeu. sale 1^e/soi 18
h30 18 h30 : Concerto en sol mineur
mes sept octaves ; gde sale 1^e s/soi
20 h30 : Hommage musical à Blaise
Cendrars ; ven. pte sale 1^e s/soi, 21 h
Hommage musical à Blaise Cendrars ;
sam. concert sous le ciel ; 18 h30 :
s/soi 1^e s/soi, 18 h30 : Cendrars, con
nigre et gde sale 1^e s/soi 20 h30 : Homo
musical à Blaise Cendrars ; dim. gde
sale 1^e s/soi, 16 h : Hommage musical
à Blaise Cendrars ; 18 h30 : Homma
ge musical à Blaise Cendrars.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (L)
20 h30 ; dim. 14 h15 : Réintégrations.
(Les jours de réintégration indiqués)

Les autres salles

ANTOINE (42-08-77-17) (D. soir, L. 20 h 45, S. 21 h, D. 15 h 30, S. 18 h 15 20 h 45; la Tempête).

ARCANÉ (43-38-19-70) le 17, 20 h 30
Une femme seule; (J.) 20 h 30

ATELIER (46-06-29-34) (D. soir, L. 21 h, mat. D. 15 h; le Récit de la semaine Zézette).

BASTILLE (42-07-42-14) (D. soir, L. 20 h, dim. 15 h 30; l'Hypothèse).

BOUFFES DU NORD (44-04-74-77) (K. L. 20 h 30, mat. le 19, 16 h; Dom Juan).

BOUFFES-PARISIENS (42-96-04-20) (S. D. L. 20 h 30, S. 21 h 15, D. 15 h 30, S. 18 h 15 20 h 30; l'Enfer contre).

CAFÉ DE LA DANSE (47-03-35-35 20 h; la Procure du Transsibérien).

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51) (D. soir, L. 20 h 30; le Baiser du fantôme des rues); Z. 21 h; Denise (à partir du 19).

CARTOUCHEUSE DE VINCENTINEN (42-38-35-36) (D. soir, L. 20 h 30; la Tempête).

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-43) (D. soir, L. 21 h, Dim. 15 h 30 20 h 30; le Mariage).

19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : le Métro fantôme ; II. 30 h : le Petit Prince :

MARLELINE (42-55-07-19) (D. soir, L. 21 h, S. 18 h et 21 h, D. 15 h 30 et les Fiestas dans l'eau (à partir du 22)).

MARSON DU MEXIQUE (42-01-96-31) le 17, 20 h 30 : Édipe à l'abandon.

MARSHALL (42-56-29-39) (D. soir, L. 20 h 30, mat. 15 h 30 et 18 h 30. Petite salle (42-35-20-74) (D. soir, L. 21 h, S. 18 h et 21 h, D. 15 h) : Montserrat.

MICHEL (42-63-35-02) (D. soir, L. 20 h 30, mat. 15 h 30 et 18 h 30, D. 15 h 30) : Pygmalion pour nous.

MICRODIESE (47-42-55-22) (D. L. 20 h 30, S. 18 h 30, 21 h 30) : Doublemille minutes.

MIGNERNE (48-74-16-82) (D. soir) 18 h 30, L. 20 h 30 : Hamlet.

MOGADOR (42-85-43-30) (D. soir, L. 20 h 30, D. 15 h 30) : Cabaret.

MONTFARNAISE (42-32-77-74) Grande salle (D. soir, L. 20 h 45, mat. 15 h 30, D. 15 h 30) : Les Femmes de l'Alcazar (D. soir, L. 21 h, D. 16 h) : C'est là hier (à partir du 22).

NOUVEAUX TALKS (47-70-52-76) (D. L., S. 18 h 30 et 21 h 30) : Mais qui est-ce qui ?

FALAIS DES GLACES (46-07-49-93) (Oder, D. soir) 20 h 30, D. 15 h : Manoe.

FALAIS ROYAL (42-97-59-81) (D. soir, L. 20 h 30, mat. 15 h 30, D. 15 h) : l'Homme (à partir du 17).

FALAIS DES SPORTS (48-28-40-10) Mar, V., S. 20 h 30 ; Mer., D. 14 h 30 et 17 h 30 : S. 15 h : l'Affaire du courrier de Lyon (à partir du 17).

FOCHE MONTFARNAISE (45-48-92-97) (D. L. 19 h 30) : Variations sur un canard (à partir du 22).

FOUTINÈRE (42-61-44-16) (D. soir, L. 19 h, D. 17 h 30) : Madame de la Carrière (à partir du 15) : le Journal d'un curé de campagne.

RANELAGH (42-88-64-44) (D. soir, L. 20 h 30, D. 17 h) : Buffo ; (L. 21 h, D. 17 h 30) : L'indien cherche le Bronx.

SAINT-GEORGES (48-76-63-47) (D. soir, L. 20 h 30, D. 15 h) : les Seins de Lole (à partir du 18).

SENTIER DES HAUTES (42-36-37-27) (D. L. 20 h 30) : Tai toi tout temps, où ça va-t-il ?

STANISLAS SAINT-MARTIN (43-08-21-93) (D. L. 20 h) : Jango Edwards.

TAI THÉÂTRE (42-10-79-19) : L. Mar, V., S. 20 h 30, D. 15 h : l'Étranger ; L. J., V.

jours ; L. M. 20 h 30, S. 22 h, D. 17 h :
Huis clos.

[illegible]

CARNE DE BACALHAO (400 g 25 ml) (30)

L'20 h 15 : Sam, 22 h 45 : Tiers, voilà des bonidies ; 22 h 30 : Manguettes (18-20) ; 22 h 30 : Orlins de concert. - L'20 h 15 : Le Cabaret des chausseurs en cuir ; 21 h 30 : le Circommeo chausseur-claustrophobe ; 22 h 30 : Plus sobre à deux.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22) (Mar) 20 h : Salepé du pizomio ; 21 h : Fais voir nous Cupidon ; 22 h 15 : Huis glauque ; (D) 18 h 30 : Histoire du Tigre.

LE GRENIER (43-80-68-02) (D) 18 h 30 : D'ien : Rien s'est levé de bonne humeur.

MACAÏRES (43-25-19-92) (Mar, J), 20 h 30 : (V, S), 22 : Spectacles en chansons.

PETIT CASINO (43-78-36-50). (D) 21 h : Les eies sont wuekes ; 22 h 15 : Nous, on zéme.

PIOT-VINGUE (42-78-67-03). (S, L) 18 h 30, sam., 20 h 30 : 22 h 15 : Nos défrs font 22 h 15 : P. Pelletier.

TINTAMARES (48-47-33-82) (D) 18 h 30 : A. Lamy ; 21 h 30 : Comp. de fond ; 22 h 15 : le détournement d'avion le plus fin de l'année.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 : L'accrohabitation.

DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h, dim. 15 h 30 : Elysée-hall.

Le music-hall

BATACLAN (43-55-55-56) (D.), 21 h 30 : Salut les Sirènes.

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-56-97) (D.), 21 h : Chansons françaises ; 22 h : L'Amour à la carte.

LUCIENNAIRE (44-54-57-34) (D), 18 h 30 : E. Kibaro.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-99), le 17 à 20 h 45 : E. Merville.

OLYMPIA (42-74-82-45), 20 h 30 : 22 h : D. Larcio (Jaspar en 19), à partir du 20 : M. Loeb.

TAC STUDIO (43-73-74-47) (D, L), 20 h 15 : S. Gilly.

La danse

BASTILLE (43-57-42-04) (D, soir), 21 h, dim. 17 h : Le Crenz potpourri (dern. le 17) à partir du 19 : Pace à Face.

18 THÉÂTRE (42-36-67-47), 22 h : h.

20 h 30 : Pietra (Cécile Gaudon).
ESPACE KIRON (43-73-50-25). 20 h :

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALE (43-57-33-717), 20 h :
Ninety Nine (Jeanne 19).

BERRY (43-46-12-21), du mardi au
samedi, 20 h 30 : dimanche 15 : J. Halli-
day.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-57-
65-05), 21 h : Double jazz orchestra
(Jeune 19). A partir de 20 h : F. Ribane
and his rhythm.

CEZAR ANDERSON LONGARDS (43-57-
24-24), 22 h 30, (J.V.S.) : Tony Allen.

CIGALE (46-06-11-75), 20 h, le 16 :
REM : le 17 : The Call X, 10 000
Maniacs ; le 18 20 h : Tint Purot.

EXCALIBUR (48-04-74-92), 22 h, le 16 :
Musica Orchestra R.N.B. ; le 17 : J. J.
Mitro ; le 18 : Guinda de Palma and the
Bambas ; le 19 : J. J. Mitro ; le 20 : Rido
Baylone ; le 22 : Zaki Mangat.

FLAMINGO (43-54-30-48), 21 h, les
19, 20 : 10 000 Phénomènes.

GUT (43-00-78-88), 23 h, les 17, 18, 19 :
The Pop.

TABLE D'HARMONIE (43-54-59-47).
22 h 30 - 16 : J.P. Bertrand - F. Mucci.

de 17 h. F. Künze; de 18 h. 19 h. Orchestre
Orchestra; le 22 : The Boogie Woogie
Boys.
LES TROITTOIRS DE BUENOS-AIRES
(42-33-58-37) (Mar., 1. J., 22 h ;
(V. 5.), 22 h et 24 h : Raul Barrios.
ZENITH (42-45-91-48) ; le 16, 20 h : Kid
Creole.

T H E A T R E
DE GENNEVILLIERS
CENTRE DRAMATIQUE
N A T I O N A L
D I R E C T I O N
BERNARD SOBEL

SABON
4788

TELEPHONE 47 93 26 30

UNE BELLE JOURNEE
D'AOUT 1913
DOMINIQUE DUCOS
LE CHANGEON

MIDDLETON & ROWLEY
STUART SEIDE

H E C U B E
E U R I P I D E
B E R N A R D S O B E L
L E S A M I S F O N T
L E P H I L O S O P H E
J A K O B M. R. L E N Z
B E R N A R D S O B E L

INFORMATION ☐ ABONNEMENT

NOM _____

ADRESSE _____

à retourner au Théâtre
de Gennevilliers : 41, av. des
Grésillons 92230 Gennevilliers

Théâtre de la Portille
43574216

FACE A FACE

CHOREOGRAPHIE
MICHELE ANNE DE MEYER

DU 19 AU 24 SEPTEMBRE

LA MCCC BOUGIGNY PRÉSENTE AU
Théâtre de la Portille
43 57 42 14

L'HYPOTHESE
DE ROBERT PINGET



AVEC
DAVID WARROLOW
MISE EN SCÈNE
JOEL JOUANNEAU

DU 15 SEPT.
AU 25 OCT

HCCB
BOUGIGNY
756 36 64 60

AUBERVILLIERS

GROUPE TSE
Centre Dramatique National
Direction Alfredo Arias

**SAISON
1987-1988**

LA LOCANDIERA
Carlo Goldoni
Mise en scène : Alfredo Arias
Avec la participation du
Festival d'Automne à Paris

**MAISON
DE POUPÉE**
Henrik Ibsen
Mise en scène : Claude Santelli

**DE L'AUTRE
CÔTÉ D'ALICE**
D'après les lettres de Lewis Carroll
Mise en scène : Dominique Borg

L'OISEAU BLEU
Maurice Maeterlinck
Mise en scène : Alfredo Arias

**LEQUEL EST FOU
DE NOUS DEUX ?**
Luigi Pirandello
Mise en scène : Philippe Brigaud

ABONNEMENT
THEATRE DE LA COMMUNE
48.34.67.67 et FNAC

CHAILLOT
THEATRE NATIONAL

SAISON 1987-1988

les spectacles de l'abonnement

LE SOULIER DE SATIN
de Paul Claudel. Mise en scène d'Antoine Vitez

LE MISANTHROPE
de Molière. Mise en scène d'Antoine Vitez

ANACAONA
de Jean Métellus. Mise en scène d'Antoine Vitez

UNE LUNE POUR LES DÉSHERITÉS
d'Eugène O'Neill. Mise en scène d'Alain Françon

VÊTIR CEUX QUI SONT NUS
de Luigi Pirandello. Mise en scène de René Loyer

LA PRINCESSE MALEINE
de Maurice Maeterlinck. Mise en scène de Jean-Claude Drouot

SOUS LES BOULINGRINS BLEUS
dialogues de Georges Courteline. Mise en scène de Jean-Yves Châtaillon, Jean-Claude Leguay, Daniel Martin

INFORMATIONS-ABONNEMENTS
47.27.81.15

Pour recevoir gratuitement le programme détaillé de la saison 1987-1988, veuillez remplir ce bulletin et le retourner au Théâtre national de Chaillot, place du Trocadéro, 75116 Paris.

NOM _____

ADRESSE _____

"le regard blessé par la vérité..."

BERNARD GIRAUDEAU
MICHEL PICCOLI • LAURE MARSAC

L'HOMME VOILÉ

UN FILM DE
MAROUN BAGDADI

OFFICIELLE
NISE 87

LAURE MARSAC



UN FILM DE
MAROUN BAGDADI

41

Ambassade - Gaumont Opéra - Montparnasse
Publicis Saint-Germain - Saint-Germain Village - Gaumont Halles
Gaumont Alésia - Gaumont Convention - La Pagode
Gaumont Ouest Boulogne - Versailles

CHANTAL PERRIN ET ANTOINE GANNAGÉ
PRÉSENTENT



Ensemble,
ils allaient
traverser
la guerre...

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1987

CHAMP D'HONNEUR



UN FILM DE
JEAN-PIERRE DENIS

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux
moins de treize ans, (**) aux moins de dix-
sept ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-94-24-34)

MERCREDI 16 SEPTEMBRE
16 h, Le Port du désir, de E. T. Gréville;
19 h, Hommage à J. L. Mankiewicz;
Chaque dimanche, de J. L. Mankiewicz
(v.o.); 21 h, La Mésa des Elançons, de
J. L. Mankiewicz (v.o.).

JEUDI 17 SEPTEMBRE

16 h, Echo au porteur, de G. Grangier;
19 h, La porte d'ivoire, de J. L. Mankiewicz
(v.o.); 21 h, Les Mésa des Elançons, de
J. L. Mankiewicz (v.o.).

VENDREDI 18 SEPTEMBRE

16 h, Mon gosse de père, de L. Mathot;
19 h, Ou marmure dans la ville, de
J. L. Mankiewicz (v.o., s.l.f.); l'Affaire
Cicéron, de J. L. Mankiewicz.

SAMEDI 19 SEPTEMBRE

15 h, Festival, colonel d'Empire, de
J. Delannoy; 17 h, Le Train des suicides, de
E. T. Gréville; 19 h, Jules César, de
J. L. Mankiewicz; 21 h, Les Mésa des Elançons, de
J. L. Mankiewicz (v.o., s.l.f.).

DIMANCHE 20 SEPTEMBRE

15 h, SOS Sahara, de J. de Baroncelli;
17 h, Michel Strogoff, de J. de Baroncelli &
E. Heiberg; 19 h, Un Américain bien
tranquille, de J. L. Mankiewicz; 21 h, Les
Mésa des Elançons, de J. L. Mankiewicz
(v.o., s.l.f.).

LUNDI 21 SEPTEMBRE

21 h, En avant-première (séance réservée
aux abonnés): Miriana, de J. Acis
(v.o., s.l.f.).

MARDI 22 SEPTEMBRE

16 h, Télérama, de J. Gréville; 19 h, Cécile
père, de J. L. Mankiewicz.

REBOURG (47-78-35-77)

MERCREDI 16 SEPTEMBRE
15 h, La Jeune Fille au carton à cigarettes,
de B. Barret; 17 h, Simon le borgne, de
A. Cavallotti; 19 h, La Loi du silence, de
A. Hitchcock.

JEUDI 17 SEPTEMBRE

15 h, La Terre qui flambe, de F. Wil-
helm; 17 h, Charlie Chan au cirque, de
H. Lachman; 19 h, La Lettre du Kremlin,
de J. Houston.

VENDREDI 18 SEPTEMBRE

15 h, Piccadilly, de E. André Dupont;
17 h, Les Femmes de la nuit, de B. Kastin;
19 h, Two Flag Wagon, de R. Win.

SAMEDI 19 SEPTEMBRE

15 h, Exposé, de G. Machary (v.o.);
17 h, Tendres chasseurs, de R. Guerra
(v.o.); 19 h, Animation courts-métrages
japonais; 21 h, Animation courts-métrages
japonais.

DIMANCHE 20 SEPTEMBRE

15 h, Le Tigre du Bengale, de F. Lang;
17 h, Le Tombeau hindou, de F. Lang; 19 h,
Animation courts-métrages japonais; 21 h,
Animation courts-métrages japonais.

LUNDI 21 SEPTEMBRE

15 h, L'As de pique, de M. Forman; 17 h,
Méamorphose du chef de la police politi-
que, de H. Soto (v.o., s.l.f.); 19 h, Jane
Eyre, de R. Stevenson.

MARDI 22 SEPTEMBRE

Relâche.

CENTRE

GEORGES FONDOU

Salle Georges (42-76-37-29)

Cinéma Initiative

MERCREDI 16 SEPTEMBRE
14 h 30, Animation, de Marcus Maga-
lan, et Matar ou Correr, de C. Manga;
17 h 30, Toute nudité sera châtiée,
de A. Jabor; 20 h 30, O Guesa, de
H. Marinho Barbosa, et O Padre e a Moça,
de J. Pedro de Andrade; 20 h 30, Os Incon-
dicionais, de J. Pedro de Andrade.

JEUDI 17 SEPTEMBRE

14 h 30, O Pato, de G. Rocha, et Bar-
vato, de G. Rocha; 17 h 30, Le Mariage,
de A. Jabor; 20 h 30, Guerra Conjugal,
de J. Pedro de Andrade.

VENDREDI 18 SEPTEMBRE

14 h 30, Le Dieu qui se débale blond,
de G. Rocha; 17 h 30, A Dama do Lotapio,
de N. d'Almeida; 20 h 30, O Homem do
Pau Brasil, de J. Pedro de Andrade.

SAMEDI 19 SEPTEMBRE

14 h 30, Marinho 66, de G. Rocha, et
Terra em transe, de G. Rocha; 17 h 30, Eu
Sou Vida, et Não Sou Morde, de
H. Marinho Barbosa, et O Padre e a Moça,
de J. Pedro de Andrade; 20 h 30, Os Incon-
dicionais, de J. Pedro de Andrade.

DIMANCHE 20 SEPTEMBRE

14 h 30, Carnaval Atlântida, de
J. Carlos Burle; 17 h 30, Um Apelo de
H. Mauro, et Ganga Brava, de H. Mauro;
20 h 30, Porto das Ruínas, de A. Raulino, et
Lipão de Amor, de E. Ecoré.

LUNDI 21 SEPTEMBRE

14 h 30, Cigarras, de A. Celi; 17 h 30,
O Homem do Conto, de P. G. Soares, et
A Grande Fúria, de R. Fries; 20 h 30,
Tudo Bem, de A. Jabor.

LES EXCLUSIVITÉS

AGENT TROUBLE (Fr.): Gaumont
Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Bretagne, 6
(42-22-57-97); 14-Juillet Odéon, 6 (43-
25-20-83); Saint-André des Arts, 6 (43-
26-48-18); Gaumont Clichy, 6 (43-59-
29-46); George V, 6 (45-62-41-46);
Fragonard, 6 (47-70-33-88); 14-Juillet
Bastille, 1^{re} (43-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

AJANTRIK (Ind. v.o.): République

Cinéma, 1^{re} (48-05-31-33); h.s.
L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont
Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52); Gaumont Opéra, 2^e (46-33-
79-38); Saint-Germain-des-Près, 6 (42-
22-87-23); Trois Balais, 6 (45-61-
10-60); L'Espresso, 6 (45-59-52-82);
Nations, 1^{re} (43-43-04-67); Faubourg,
1^{re} (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 1^{re}
(43-27-84-50); 7-Paradis, 1^{re} (43-
20-32-30); 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re}
(45-75-79-79); Images, 1^{re} (45-22-
47-94).

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Gaumont

Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Impérial, 2^e
(47-42-72-52

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **P** Signalé dans « le Monde radio-télévision » **F** Film à éviter **U** On peut voir **N** Ne pas manquer ******* Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 16 septembre

TF 1

20.35 Variétés : *Sacré soir*. Emission de Gérard Louvin, présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Daniel Huchet, Amanda Lear, Michel Blanc, Image, Emmanuelle, Daniel Lavoie, Francis Lalanne, Aubertin Ko, Marie-Josée Allie, A-Ha, clip David Bowie, Julien Clerc. 22.15 Magazine : *Sapere*. Présenté par Christine Eymery. Il ressemble comme deux gouttes d'eau à *Scarypolis*. 23.30 Journal. 23.35 Permission de s'ennuyer. Emission de Frédéric Mitterrand.

A 2

20.30 Musique au cœur. Emission d'Eve Ruggieri, en direct de l'Opéra. La Callas à l'Opéra (1^{re} partie). A l'occasion du dixième anniversaire de la disparition de Maria Callas, Eve Ruggieri présente un grand gala à l'Opéra de Paris au cours duquel seront diffusés de larges extraits du répertoire donné par la cantatrice en 1958. La seconde partie du gala sera diffusée dimanche 4 octobre. 21.35 Football : Bordeaux-Berlin. Coupe d'Europe des clubs champions (en direct de Bordeaux). 23.25 Informations : 24 h sur l'A 2. 23.55 Histoires courtes. B66 de Christophe Jean-Elie.

FR 3

20.35 Théâtre : *Tartuffe*. Comédie en cinq actes de Molière, mise en scène de Jacques Charon. Avec Jacques Charon, Robert Hirsch, Jacques Toja, Françoise Seigner. 22.40 Journal. 23.05 Magazine : *Océaniques*. De Michel Cazenave et Pierre-André Boutang. Joseph Mankiewicz. 0.00 Musiques, jazz, micros, de Barot par Nicolas Economou et Chloé Cora.

CANAL PLUS

20.05 Football : les couilles. 20.30 Football : Bordeaux-Dynastie de Berlin. Coupe d'Europe des clubs champions en direct de Bordeaux. 22.20 Flash d'informations. 22.25 Football : Toulouse FC - Panionios Athènes. Coupe de l'UEFA en direct du Stadium de Toulouse. 0.05 Châteaux : Act et Végenance. O Film américain de John Mackenzie (1986). Avec Charles Bronson, Ellen Barkin, Wilford Brimley, Joe Koll. 1.30 Téléfilm : *Prise de risque*.

LA 5

20.30 Variétés : *Callas*. Emission de Stéphane Collaro. Avec Niagara, Mint Juleps, Gipsy, King, Sarunas. 22.10 Série : *Arabesque*. 23.00 Série : *Le regard*. 23.55 Série : *Capitaine Furillo*. 0.50 Série : *Max la menace* (rediff.). 1.20 Série : *Les cinq dernières minutes*. 3.00 Série : *Les globe-trotters*.

M 6

20.30 Série : *Dynastie*. La récompense. 21.20 Série : *Falcon Crest*. Unité, sous résistances. 22.10 Journal. 22.20 Météo. 22.25 Série : *Les espions*. Le tigre. 23.15 Club 6. 0.05 25 images seconde. 0.05 Musique : *boulevard des clips*. 1.40 Clip des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. 21.30 Musique : *Le mythe de la Callas* à travers la presse. 22.30 Nuits magiques. 8.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 4 septembre à La Chaise-Dieu) : Bourrée fantasque, de Chabrier ; Chants d'Auvergne, de Canteloube ; Jour d'été à la montagne, triptyque symphonie op. 16, et Symphonie sur un chant montagnard pour piano et orchestre en sol majeur op. 25, de Dindy, par l'Orchestre national d'Ile-de-France, dir. Pierre Dervaux. 23.07 Jazz club. En direct du Magnetic Terrace.

Jeudi 17 septembre

TF 1

13.35 Feuilleton : *Haine et passions*. (9^e épisode). 14.20 Feuilleton : *C'est déjà demain*. (9^e épisode). 14.45 Variétés : *La chanson aux chaussons*. Emission de Pascal Serran. Avec Zina, Henri Genès, Eric Russell. 15.35 Quarté à Vincennes. 15.50 Série : *Chapman meurt et botte de cuir*. Le dernier des Cybernauts. 16.45 Club Dorothea. 17.00 Magazine : *Panique sur le 16*. Animé par Christophe Dechavanne. Mode, littérature, cinéma, théâtre, revue de presse et rubriques locales. Avec Gipsy King, André Lamy, François Feldman. 17.50 Flash d'informations. 18.00 Série : *Mamie*. La victime de nulle part. 19.00 Feuilleton : *Santa Barbara*. 19.30 Jeu : *La rose de la fortune*. 19.50 Loto sportif. 20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.30 Magazine : *La France au Bas*. Emission présentée par Christine Ockrent. Invité : François Mitterrand. 22.10 Columbo. 23.50 Journal. 0.05 Permission de s'ennuyer. Emission de Frédéric Mitterrand.

A 2

13.45 Magazine : *Domicile A2*. De Liliane Bordon, présenté par Marc Besson. Avec pour la partie variétés : Morano, Roger Farel, Philias Fogg ; à 13.50, série : *Chapeau melon et bottes de cuir* (Meurtres distingués). 15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : *Domicile A2* (suite). 15.30 Feuilleton : *Rue Curat*. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Magazine : *Domicile A2* (suite). 17.15 Récré A2. Mini Cracs ; *Barbapapa* ; Lire, lire, lire : Le sourire du dragon. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : *Ma sœur bécote*. 18.25 Jeu : *Des chiffres et des lettres*. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laiffont. 18.50 Variétés : *Un D.B. de plus*. De Didier Barbelivien. Avec Alain Chumoff, Michel Jonasz, Frédéric Châteauneuf. 19.15 Le bon mot d'A2. 19.35 Journal. 20.10 Football : *Panathinaïkos-Amster* coupe d'Europe de l'UEFA en direct d'Athènes. 21.15 INC. 21.30 Football. 2^e mi-temps. 22.20 Magazine : *Edition spéciale*. Magazine de la rédaction d'A2 présenté par Bernard Rapp. L'islam en France, avec des reportages à Marseille, Paris, Dreux. 23.30 Informations : 24 heures sur l'A 2. 0.00 Série : *Brigade criminelle*.

FR 3

13.30 Magazine : *La vie à plein temps*. 14.00 Magazine : *Thalassa* (rediff.). 14.30 Documentaire : *Un naturaliste en campagne*. 2. Le triangle non-pascal. 15.00 Flash d'informations. 15.03 Série : *Sur la piste du crime*. La course contre la mort. 16.00 Magazine : *Dinosaures*. 3. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Feuilleton : *Vive la vie !* 17.30 Dessin animé : *Croc-Note Show*. 17.35 Dessin animé : *Belle et Sébastien*. 18.00 Feuilleton : *L'oeil de Lorraine*. (7^e épisode). 18.30 Feuilleton : *Thalassa*, en les Crêpes. 9^e épisode : *Safed*. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, Actualités régionales. 19.55 Dessin animé : *Il était une fois la vie*. 20.04 Jeux : *La classe*. 20.30 INC. 20.35 Téléfilm : *Elle est venue* : Meurtres à New-York. De Harry Sheer. Avec Peter Lawford, Harry Morgan, Stephanie Powers. 22.15 Journal. 22.40 Magazine : *Océaniques*. Chronique du temps sec (Brésil). 23.40 Musiques, jazz.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : *C'est la faute à Rio* O Film américain de Stanley Donen (1933). Avec Michael Caine, Joseph Bologna, Valérie Harper. 15.45 Cinéma : *Mélo* O Film français d'Alain Resnais (1986). Avec Sabine Azéma, André Dussolier, Pierre Arditi, Fanny Ardant. 17.30 Cabos cafiés. 17.50 Série : *Flash Gordon*. 18.15 Flash d'informations. 18.18 Top 50. 18.45 Starquizz. 19.14 Dessin animé : *Le Plat*. 19.15 Mythologies. 19.25 Magazine : *Nelle part all'europa*. 20.30 Cinéma : *As-tu vu le film* O Film américain de Ken Russell (1980). Avec William Hurt, Blain Brown, Bob Balaban, Charles Hall. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Série : *Conversations secrètes* O Film américain de Francis Ford Coppola (1973). Avec Gene Hackman, John Cazale, Frederic Forrest, Cindy Williams (v.o.). 0.00 Téléfilm : *Le prix de l'honneur*. 1.45 Magazine : *Picnic*. 2.15 Court métrage : *L'homme qui plantait des arbres*. Film d'animation japonais de Frédéric Back.

LA 5

13.35 Série : *Les saintes chéries*. 14.10 Série : *Les nouvelles aventures de Vidocq*. 15.30 Série : *La grande valise*. 16.30 Série : *Max la menace*. 17.00 Dessin animé : *Les Schtroumpfs*. 17.40 Dessin animé : *Emi magique*. 18.05 Série : *Comme 1999*. 19.00 Jeu : *La porte magique*. 19.30 5, rue du Théâtre. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : *Acte d'amour*. Avec Glenda Jackson. *La vie de Patricia Neal*. 22.15 Série : *Capitaine Furillo*. 23.05 Série : *Los Grant*. 0.10 Série : *Insiders*. 1.00 Série : *Max la menace*. 1.25 Série : *Les cinq dernières minutes*.

M 6

13.30 Variétés : *chansons auvergnaises*. 14.00 Club 6. 14.30 Série : *Marcel Velly* (rediff.). 15.20 25 images seconde. 15.50 Jeu : *Clip combat*. 16.55 Hit hit hit ! 17.05 Série : *Les espions*. 18.00 Journal et météo. 18.20 Série : *La petite maison dans la prairie*. 19.05 Série : *Cher cousin Bill*. 19.30 Série : *Daktari*. 20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Cinéma : *L'insaisissable karatéka* O Film chinois de Cheung Sum (1973). Avec Jenny Hu, Chang Hung Li, Allan Tang, Kwong Wing. 22.00 Série : *Les espions*. 23.00 Journal. 23.10 Magazine : *Club 6*. 23.55 25 images seconde. 0.00 Musique : *Boulevard des clips*. 1.40 Clip des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Henri Pourrat. *Autour du Trésor des comptes* (2^e partie). 21.30 Musique : *Electrismes*. Les musiques innovatrices au fil de la création. 22.30 Nuits magiques. 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Ode à la musique pour soprano, voix de femmes et orchestre, de Chabrier ; *Rhapsodie espagnole* et *Concerto pour piano et orchestre* en ré majeur pour la main gauche, de Ravel ; une création de Xenakis ; *Gloria* pour soprano, chœur mixte et orchestre, par l'Orchestre national de Lille et le chœur régional Nord-Pas-de-Calais, dir. Jean-Claude Casademont. 23.07 Club de la musique contemporaine. L'autisme de Varsovie. 0.30 Mélodies. Britten, Chostakovitch.

Audience TV du 15 septembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

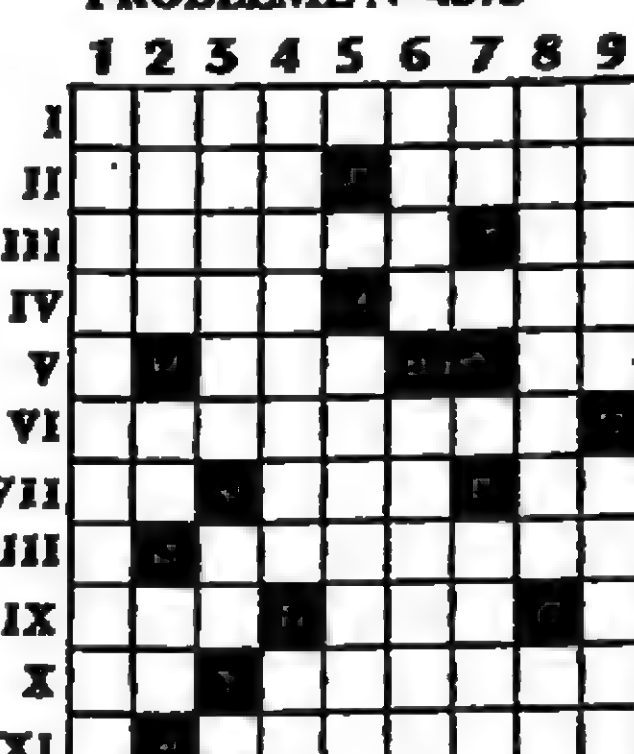
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	33,5	14,1	6,3	2,1	3,1	8,3	1,6
19 h 45	38,3	22,0	2,6	2,1	2,1	6,3	3,1
20 h 16	53,0	22,6	14,7	5,8	3,1	4,7	1,6
20 h 55	62,3	10,5	27,7	8,9	2,1	13,1	1,1
22 h 06	64,4	11,5	31,3	7,9	0,5	14,7	0,5
22 h 44	45,6	14,7	22,0	2,1	0,5	4,7	2,6

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4573



HORIZONTALEMENT

1. Est au centre de maints changements de direction. II. Peut appartenir au diable. Se tourne vers celui qui a un rôle à jouer. III. Elément de formule. Conjonction. IV. Où il en est qui ont certains objectifs à réaliser. A l'origine de nombreuses mises en boîte. V. Excellente dans l'art de préparer le gratin. Un morceau de première. VI. Donne droit à une grande collection d'images. VII. Est souvent employé pour l'entretien. Attire l'attention. Ses débordements ne sont pas à craindre. VIII. Sortir, histoire de chasser. IX. Apprêt à ses dépens que tout n'est pas bon à se mettre sous la dent. Est longtemps passé sur les « ondes ». X. Il s'en dégageait quelque chose d'essentiel. C'est une fois qu'il est fauché que l'on a des chances d'en tirer un quelconque bénéfice. XI. Fait sauter des lardons.

VERTICALEMENT

1. S'occupe volontiers de ses oignons. 2. Mena indirectement quelques uns au bûcher. Incité à honger. Fragment de vase. 3. Amène à regretter la disparition de nombreuses espèces. Est souvent envoyé au tapis. 4. Il est préférable de ne pas la manger par les racines. L'éloignement ne l'empêchait pas de faire sentir sa présence. 5. Où il n'est pas rare qu'il y ait de l'ombre au tableau. 6. Une affaire de famille lui fut fort préjudiciable. On lui donne à boire sans se soucier de son envie. 7. En trop. Il est souhaitable qu'il ne laisse rien passer. 8. Route souvent par temps de pluie. Pronom. 9. Voie d'eau. Est parfois placée dans un pistolet.

Solution du problème n° 4572

Horizontalement

I. Cassin. II. Avis. Emma. III. Sol. Epi. IV. Incroyant. V. Nana. VI. Incroyant. VII. Eclair. VIII. Edom. IX. Eté. Union. X. Jodelle. XI. Crémel.

Verticalement

1. Cassin. 2. Avenant. Tir. 3. Silence. Ede. 4. As. Carie. On. 5. Ed. Ondulé. 6. Polytonal. 7. Vert. Mite. 8. Amie. No. Ore. 9. Us. Etouffé.

GUY BROUTY.

● Grandes conférences de Paris. — Les Grandes conférences de Paris auront lieu, comme chaque année, le lundi de 18 h 30 à 19 h 45, au Centre André-Maisieux (angle du boulevard Raspail et de la rue de Rennes). Les personnes désireuses de connaître le programme et les conditions de participation sont invitées à envoyer une enveloppe timbrée libellée à leur nom et à leur adresse au secrétariat des Grandes conférences, Boîte postale 148, 93183 Noye-le-Grand.

Depuis sa création, cette société de conférences a reçu Albert Camus, François Mauriac, Jean Glon, Henry de Montherlant, Edmond Michelet, Jacques Duhamel, Guy Mollet, le cardinal Daniélou, le pasteur Boegner, René Cassin, prix Nobel, François Mitterrand, Jacques Chirac, Jean Lecaruet, etc.

● Stages de dessin. — Le Centre culturel de l'Ouest propose, du 28 septembre au 3 octobre, un stage de dessin-aquarelle sur le thème « Paysages et belles demeures du Val-de-Loire » et, du 25 septembre au 2 octobre, un stage de dessin animalier sur le thème « Chevaux et cavaliers du saumurois ».

● Renseignements et inscriptions : Centre culturel de l'Ouest, 45590 Fontenay-d'Abbey. Tél. : 41-51-73-52.

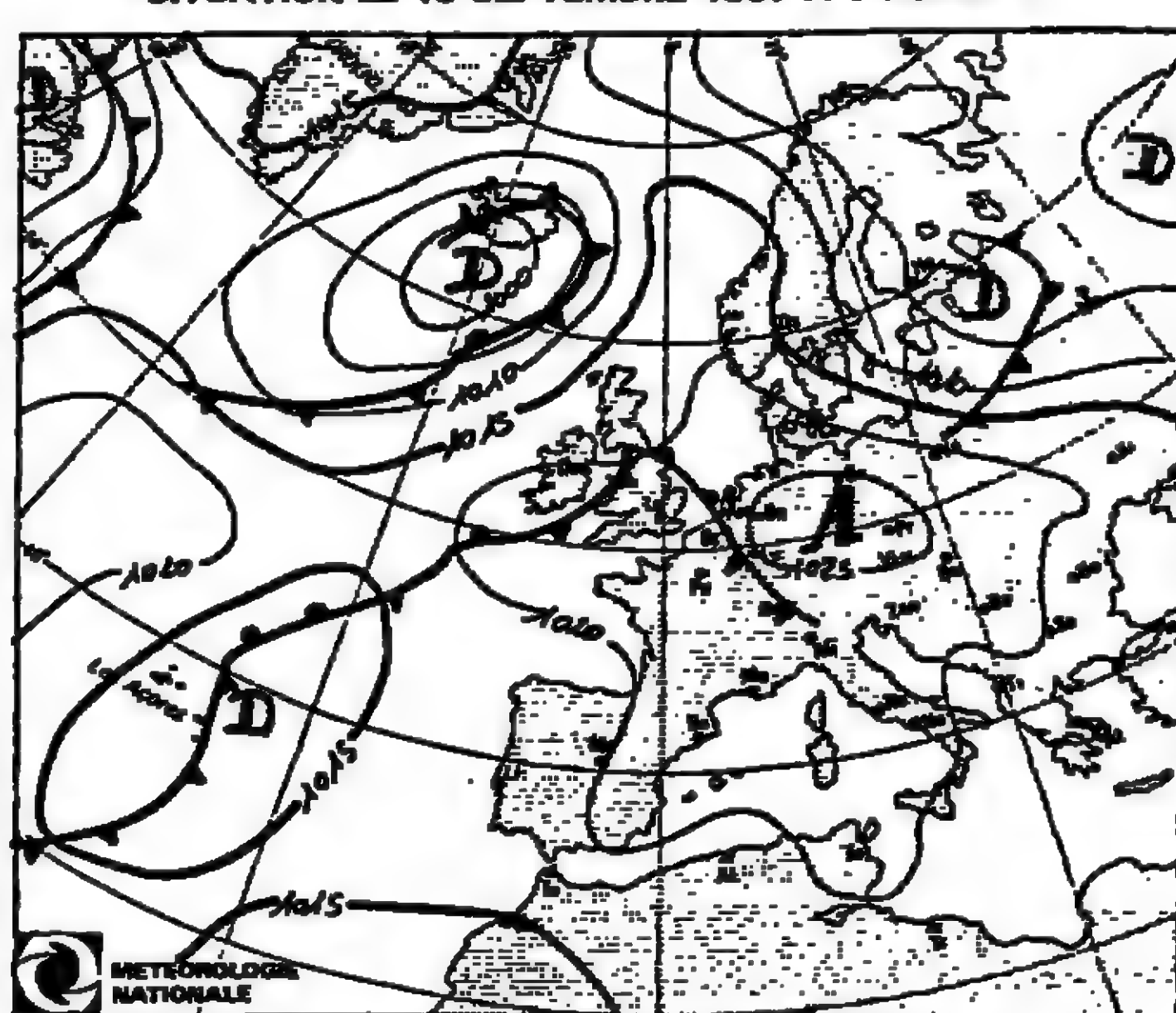
● Formation continue. — « Les mécanismes économiques fondamentaux : le cas de l'économie française ». Tel sera le thème des prochaines journées de formation de l'Institut d'études politiques de Paris qui auront lieu les 22, 23, 24 septembre, 20, 21 et 22 octobre 1987.

★ Renseignements et inscriptions : service de formation continue de l'IEP, 215, boulevard Saint-Germain. Tél. : 45-49-50-50.

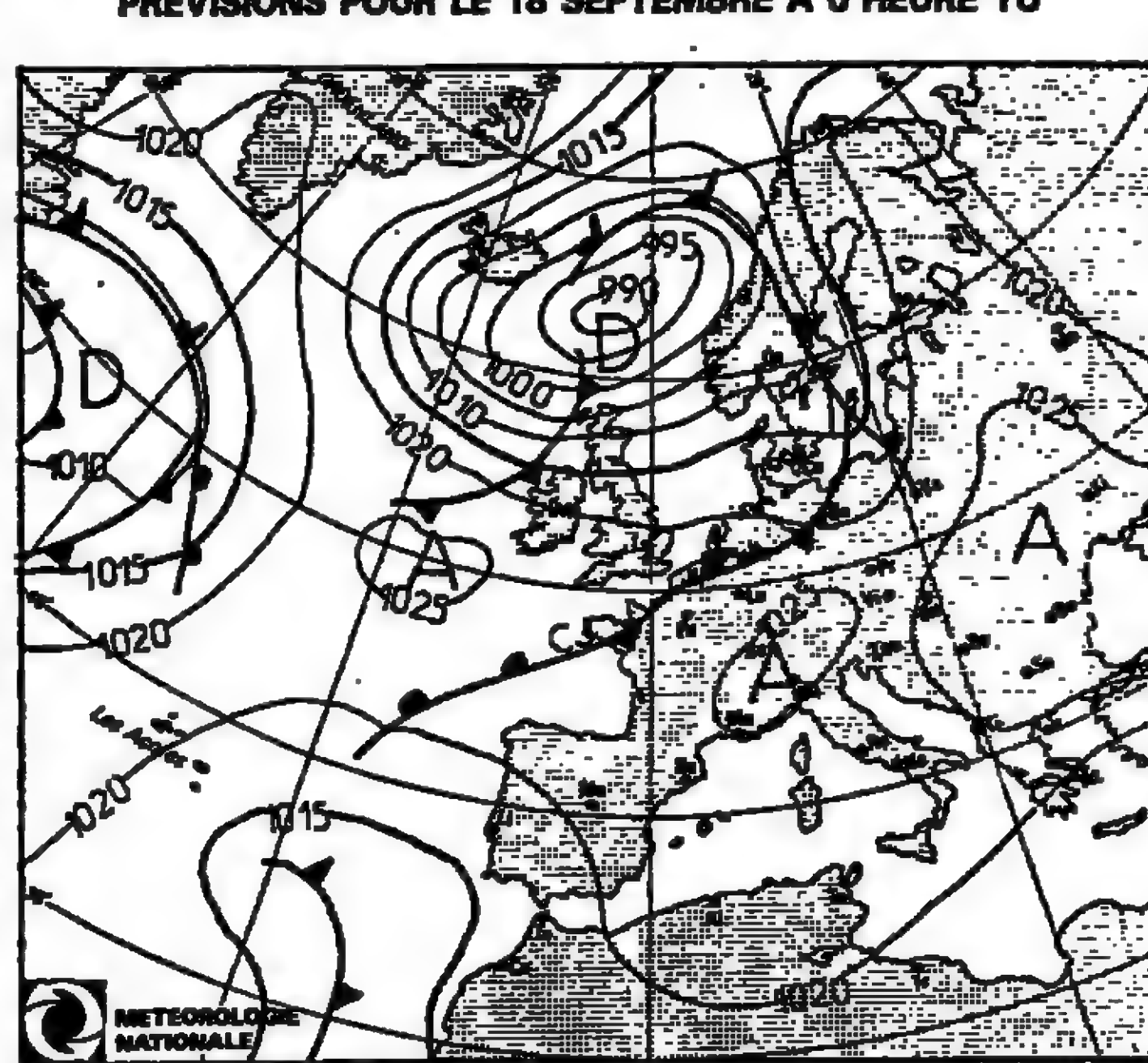
● Millénaire capétien. — Pour célébrer le millénaire de la dynastie capétienne, un grand spectacle audiovisuel gratuit aura lieu place de l'Hôtel-de-Ville à Paris, les 24, 25, 26 et 27 septembre, à 21 h 30 (21 h 30 et 22 h 30, le samedi 26).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 SEPTEMBRE 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 18 SEPTEMBRE À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 16 septembre à 0 h TU et le jeudi 17 septembre à 24 h TU.

Un nouvel épisode pluvio-instable affectera le nord-ouest du pays dans la journée. Il progressera lentement avant de s'évacuer vendredi vers l'Est. Le temps ensoleillé et chaud persistera sur la moitié sud de la France.

Jeudi : demain matin, les côtes de la Manche connaîtront un ciel très nuageux. Ces régions auront même quelques pluies et bruines en matinée. L'après-midi, le temps restera couvert et pluvieux par moments.

Cette zone pluvieuse ne progressera guère et le reste du pays sera dans l'ensemble préservé.

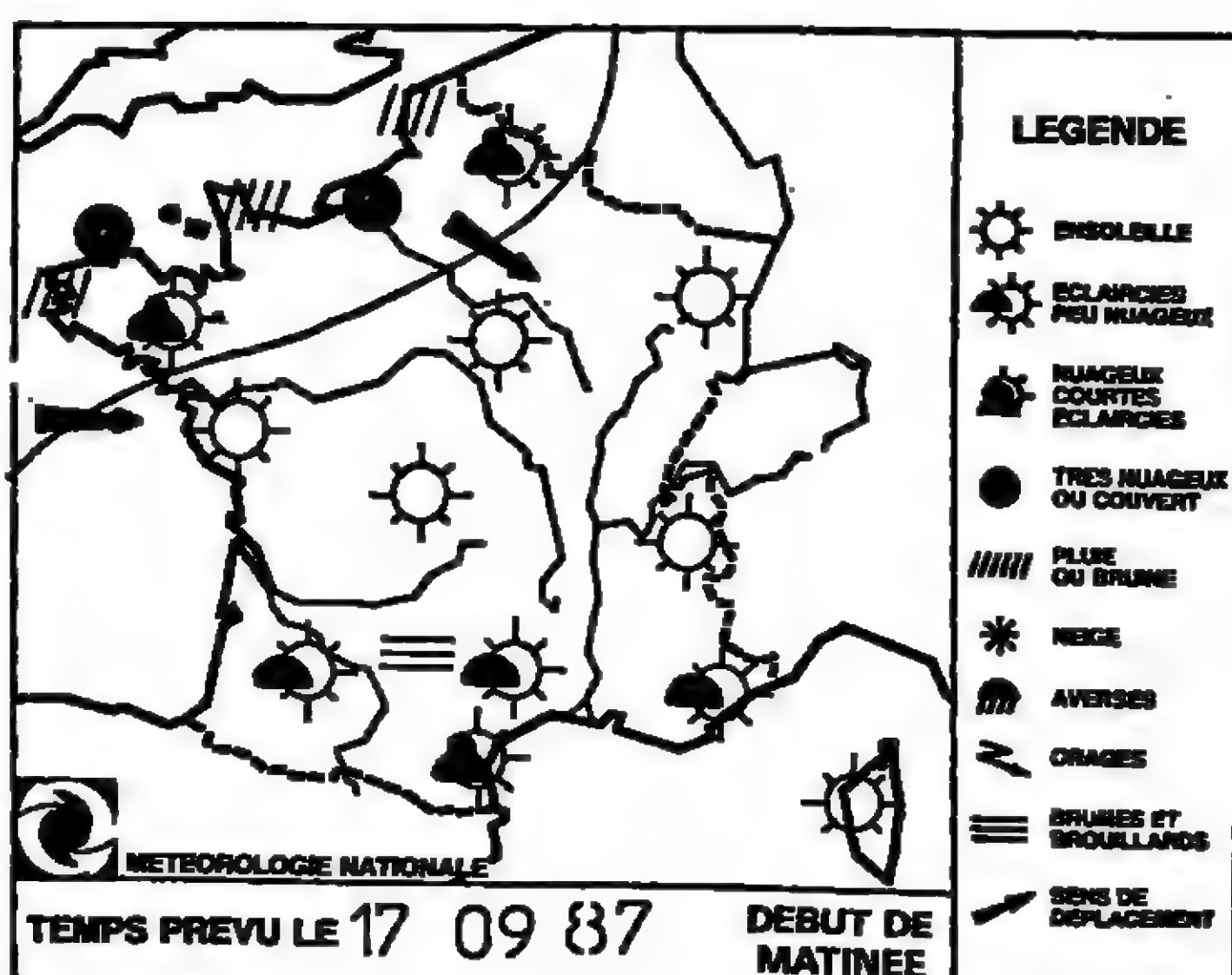
Sur le littoral méditerranéen, les nuages matin se dissiperont généralement en cours de matinée.

Sur le reste du pays, la journée sera bien ensoleillée après dissipation des brumes matinales. Les nuages bas et blancs de brouillard seront un peu plus denses en Aquitaine et dans le golfe du

Lion le matin. Des ondées éparées à caractère orageux pourront survenir en fin d'après-midi et en soirée des Pyrénées aux Charentes et au Limousin.

À l'aube du jour, les températures seront de 13 à 15 degrés près des côtes de la Manche, de 12 à 14 degrés de la Bretagne et la Vendée aux Bassins parisiens et à l'Alsace et la Lorraine (localement 10 degrés), de 15 à 17 degrés dans le Jura, de 17 à 19 degrés dans la vallée du Rhône, de 18 à 20 degrés sur le littoral méditerranéen, de 16 à 18 degrés dans le sud-ouest du pays (et même de 17 à 19 degrés près des côtes).

Les températures atteindront l'après-midi 17 à 19 degrés près des côtes de la Manche, de 20 à 22 degrés dans le Nord, de 23 à 25 degrés au nord-est du pays, de 24 à 26 degrés de la Vendée au Bassin parisien, de 28 à 30 degrés dans le Centre ainsi que dans le Sud-Est. Dans le Sud-Ouest les températures maximales seront de 30 à 35 degrés. Elles pourront dépasser localement les 35 degrés.



TEMPS PRÉVU LE 17 09 87 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé		le 15-9 à 6 heures TU et le 16-9-1987 à 6 heures TU		le 16-9-1987	
FRANCE	TOUS	TOUS	TOUS	TOUS	TOUS
ALGER	21 15 D	25 14 N	LOS ANGELES	23 16 C	
BARCELONE	21 19 D	25 17 D	LUXEMBOURG	16 10 D	
BELGIUM	21 19 D	25 17 D	MADRID	36 14 D	
BONNE	21 19 D	25 17 D	MARSEILLE	29 25 D	
BREIT	21 14 C	25 19 B	MEXICO	28 14 P	
CADIX	21 14 C	25 19 B	MILAN	28 14 P	
CHERBOURG	21 14 C	25 19 B	MONTREAL	21 10 D	
CLEMONTE-FERR	21 14 C	25 19 B	MOSCOW	14 6 C	
DUNKERQUE	21 14 C	25 19 B	NAIROBI	28 16 N	
GENÈVE	21 14 C	25 19 B	NEW-YORK	26 16 A	
LILLE	21 14 C	25 19 B	OSLO	19 4 D	
LONDRES	21 14 C	25 19 B	PALMA-DE-MAJOR	32 15 D	
LYON	21 14 C	25 19 B	PARIS	25 15 D	
MARSEILLE	21 14 C	25 19 B	SAO-PAULO	32 22 D	
NANCY	21 14 C	25 19 B	SEATTLE	29 17 D	
NANTES	21 14 C	25 19 B	SINGAPORE	31 26 N	
NICE	21 14 C	25 19 B	STOCKHOLM	16 7 D	
PARIS-MONT	21 14 C	25 19 B	TOKYO	23 22 A	
PERDUE	21 14 C	25 19 B	TUNIS	32 16 N	
RENNES	21 14 C	25 19 B	VARSOVIE	18 9 D	
STRASBOURG	21 14 C	25 19 B	VENISE	27 19 B	
			VERNE	25 16 C	

A B C D N O P T *
après avant ciel couvert ciel dégagé ciel nuageux orage pluie tempête neige

هذا هو الأصل

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

Directeur général

400.000 F + REGION OUEST

P.M.E. performante, secteur CARTON ONDULE, 170 M.F. de C.A.

Pour préparer l'avenir et poursuivre son développement, notre Président a décidé de s'adjointre un "Directeur Général", futur partenaire, à terme, dans le capital de la Société.

Vous venez presque impérativement de notre secteur d'activité, avec une dominante commerciale et marketing.

Vous avez autour de 40 ans et vous faites partie de la classe des Managers dynamiques et rigoureux, le tempérament d'un créateur et le sens de la communication avec les partenaires internes et externes.

De formation supérieure type H.E.C. - ESSEC - ESCP - Centrale (A et M) ou équivalent, vous apportez la preuve antérieure de responsabilités importantes comparables, sinon, vous êtes déjà préparé à un poste de "Dirigeant d'Entreprise".

Vous aurez toutes les responsabilités liées à la fonction, y compris celles concernant la définition et la mise en place des stratégies opportunes à moyen et long terme, avec autorité sur l'ensemble des structures de l'Entreprise.

Rattaché au P.D.G., vous serez l'animateur et l'homme clé de la Société.

Merci d'adresser votre dossier complet sous réf. MO 872 à Monsieur M.H. VANDESMET MANAGEMENT OUEST - 9, rue des Remorqueurs - 44000 NANTES, qui vous assure de la plus grande confidentialité.

MANAGEMENT OUEST
conseillers de direction
STRATEGIE - DEVELOPPEMENT - ORGANISATION ET RESSOURCES HUMAINES

RHONE-ALPES Directeur d'usine

Un grand groupe européen recherche le Directeur d'une de ses usines à taille humaine et en expansion, qui réalise des pièces en matières plastiques destinées à l'industrie automobile.

Le titulaire du poste assumera avec autonomie des responsabilités polyvalentes: achats, fabrication, études des investissements, gestion.

Ce poste conviendrait à un ingénieur AM, ENSI, INSA... ayant environ 15 ans d'expérience professionnelle et ayant déjà dirigé une unité de production. La connaissance de la transformation des matières plastiques serait un atout sans être indispensable. Le choix sera surtout dicté par les qualités personnelles du candidat: initiative, dynamisme, capacités d'animation et d'organisation, sens de la gestion. Connaissance de l'allemand ou de l'anglais indispensable.

Réelles possibilités d'évolution de carrière.

Ordre de grandeur de rémunération: 400.000 F +

Ecrire sous réf. 31 A720 - 7 MD

Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Directeur du développement (Paris) - 400.000 +

En rapport avec la Direction Commerciale (NICE), il aura pour mission:

- le développement de notre activité Paris, principalement auprès des nouveaux clients Privés et publics.

- autour des activités de conseil que nous traitons pour le moment depuis Nice: Management, Formation (Accueil, vente, techniques de communication, motivation...), recrutement et gestion de personnel, marketing, Communication interne et externe.

Pour ce poste, nous recherchons un professionnel de l'action commerciale à haut niveau. Par ailleurs, une expérience professionnelle de 5 ans environ dans le conseil nous semble indispensable.

Personnalité, expérience professionnelle, culture économique permettront de véritablement prendre en compte les objectifs de nos clients, et de formuler les propositions HERBLIN CONSEIL en termes de résultats.

Une formation de type Sciences Po, ESC ou équivalent est nécessaire. La connaissance de la langue anglaise sera un atout, compte tenu de nos développements sur l'étranger.

Toutes les candidatures (lettre manuscrite, CV, photo) seront traitées confidentiellement par Philippe HERBLIN

HERBLIN CONSEIL
11, place de la bascule - 06300 NICE.

HC
Herblin Conseil

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Cette Société de distribution, filiale d'un Groupe français à vocation internationale, spécialisée dans la transformation et l'usinage de produits métallurgiques destinés au secteur du transport et du poids lourd, est implantée sur toute la France (10 succursales). Son activité génère une progression de plus de 30 % par an. Ses projets de développement et d'augmentation du nombre d'implantations sont importants. Pour les conduire, elle recherche son

Directeur commercial développement

Rattaché à la Direction Générale du Groupe, il sera responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques: produit, hommes, expansion (recherche et mise en place de nouveaux centres de profits), des stratégies marketing et commerciale, de la communication externe et interne. La fonction sera confiée à une personne trempée par l'exercice de responsabilités commerciales/développement dans un contexte en forte croissance, rodée à la construction et à la mise en place d'outils d'étude et d'analyse de marché, éprouvée à l'animation d'un réseau.

Formation supérieure (+ anglais et allemand courant), tempérament d'opérateur, sens du terrain, instinct de croissance, grande disponibilité sont nécessaires.

Poste basé à LILLE.

Merci d'envoyer votre candidature, sous la réf.

7019/M, à Bruno BORTOLOTTI

CREED

LILLE - PARIS

5, RUE QUENTIN-BAUCHART - 75008 PARIS

DIRECTEUR COMMERCIAL

Produits de grande consommation

CENTRE OUEST

Une Société Industrielle du secteur viande (35.000T

-Effectif 400 personnes - chiffre d'affaires 700 millions de francs), implantée sur l'Ouest de la France, et dont le taux de progression est de 20% par an, recherche

UN DIRECTEUR COMMERCIAL. Membre du Comité de Direction, il sera chargé de définir et mettre en œuvre la politique commerciale de la Société afin de promouvoir et développer les ventes de l'ensemble des lignes de produits (carcasse, muscle sous vide, steak haché...), tant en France qu'à l'exportation. Il définira une politique tarifaire dans le souci du maintien des marges et du développement de la rentabilité. Il animera les équipes commerciales dont il orientera constamment les actions en fonction des exigences de la distribution. Il mènera les négociations avec les principales centrales d'achat. Il se tiendra au courant de l'évolution du marché et de la concurrence. Ce poste conviendrait à un homme âgé d'au moins 33 ans, de formation supérieure et connaissant la grande distribution et la vente de produits de grande consommation à rotation rapide (produits frais, etc.).

Ecrire sous référence 940/M à:

GRH Conseils

3, avenue de Ségur - 75007 PARIS -

Discretion assurée.

Le Monde INTERNATIONAL

INGENIEUR EXPLOITATION GABON

Nous sommes une importante Société Commerciale, filiale d'un Groupe International de premier plan, et nous recherchons pour le GABON un INGENIEUR EXPLOITATION.

Le titulaire du poste sera responsable de la construction et de l'entretien des installations industrielles et des moyens de distribution.

De nationalité gabonaise, il sera diplômé d'une Ecole d'ingénieur, option électromécanique (INSA, ENSI) et aura de solides connaissances en mécanique générale et, si possible, en génie civil et une expérience réussie de 2 à 3 ans dans un poste similaire.

Si ces perspectives vous intéressent, veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et références), s/réf. 4972/LM, à:

71, av. Victor-Hugo
75116 PARIS, qui transmettra.

MEDIA BA

BANQUE IMPORTANTE EN GUYANE

recherche pour remplacer à terme

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE COMPTABILITÉ

Jeune titulaire du DECS (ou niveau équivalent) avec 2 à 3 ans d'expérience en entreprises.

Sans des responsabilités et esprit d'initiative, indépendante, ainsi qu'une aptitude à motiver et diriger une équipe.

Ecrire sous la réf. 8 808 M
LE MONDE PUBLICITE
5, rue Montessuy, PARIS-7.

DIRECTEUR COMMERCIAL

Dynamique, agissant, avec grande initiative et dons d'organisateur, recherché par important groupe financier espagnol, pour créer et diriger le département commercial de sa filiale française. Expérience requise dans la commercialisation de valeurs et, si possible, diplômé en droit ou sciences économiques. Indispensable de savoir parler et écrire correctement la langue espagnole. Sa rémunération sera à base de commissions et différentiel.

Ecrire en joignant C.V., photo récente et téléphone de contact en indiquant sur l'enveloppe la réf. 6908 au

GRUPPO PUBBLICIDAD
C/ra Via Cortes Catalanas, 583 ent., 1a
08011 BARCELONA (Espagne).

Urgent, fem. franco-alle., 2 enfants, rés. Francfort, ch. J.F. ou J.H. au pair, bonne rémunérée. Tél. 15-48-2281-90270. Nous vous remercions.

Australian Investment Bank, Bank of Australia, Bank of New South Wales, Bank of Queensland, Bank of Western Australia, Bank of Victoria, Bank of New Zealand, Bank of India, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South Korea, Bank of China, Bank of Japan, Bank of Korea, Bank of Taiwan, Bank of Hong Kong, Bank of Singapore, Bank of Malaysia, Bank of Indonesia, Bank of Philippines, Bank of Thailand, Bank of Vietnam, Bank of Laos, Bank of Cambodia, Bank of Myanmar, Bank of Sri Lanka, Bank of Pakistan, Bank of Bangladesh, Bank of Nepal, Bank of Bhutan, Bank of Tibet, Bank of Mongolia, Bank of North Korea, Bank of South

Economie

Le débat sur les dénationalisations

M. Balladur justifie le choix des « noyaux durs »

Les privatisations sont-elles l'occasion d'une mainmise du RPR sur les principaux leviers de l'économie française ? Appelés à intervenir mardi 15 septembre sur « la privatisation et la participation » lors d'un colloque organisé à Paris par le Figaro, M. Pierre Bérégovoy, l'ancien ministre socialiste de l'économie, et M. Edouard Balladur, l'actuel ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, ont consacré l'essentiel de leurs interventions à cette question.

Reconnaissant « le succès obtenu par les premières privatisations », un hommage à ceux qui ont géré et nationalisé ces entreprises », M. Pierre Bérégovoy a néanmoins regretté la méthode choisie. « Cela aurait pu être l'occasion d'accroître les fonds propres des entreprises », a-t-il affirmé. Contestant l'utilisation faite des fonds tirés de la privatisation, l'ancien ministre socialiste a ensuite vivement attaqué les choix du ministre d'Etat dans la constitution des « noyaux durs » d'actionnaires stables. « Ces blocs de contrôle n'ont d'autre but que l'installation d'une caste de dirigeants cooptés. » Les membres des « noyaux durs » des groupes privatisés n'ont, pour M. Bérégovoy, aucune légitimité. « Ils sont le fait du prince » et « ont été soigneusement sélectionnés en fonction d'affinités... électives ». L'opinion est choquée « par ce véritable quadrillage de l'économie par une formation politique », estime l'ancien responsable de la Rue de Rivoli. Excluant pour l'avenir « toute renationalisation systématique », mais envisageant de réexaminer « la composition des noyaux durs » sur le plan juridique et financier », M. Bérégovoy n'en estime pas moins nécessaire « une pause dans le programme actuel de privatisation ».

Intervenant quelques heures après, M. Edouard Balladur a exclu toute pause dans sa politique. Il a surtout tenu à justifier la nécessité des « noyaux durs » et les choix qu'il

a été amené à faire. Rappelant qu'il s'agit des groupes d'actionnaires stables au sein du capital des entreprises privatisées, ne sont qu'un « dispositif d'accompagnement », « temporaire et transitoire », le ministre d'Etat a indiqué que ses choix avaient été guidés en fonction d'une « double préoccupation : leur cohérence avec la stratégie de chaque entreprise privatisée, leur diversification ». Les critères politiques ou partisans n'ont, selon lui, aucun rôle dans cette affaire. « Nombre de groupes tenus pour faire partie des noyaux stables ont à leur tête des hommes choisis par l'ancien gouvernement ». Le ministre de l'économie a estimé qu'« en affaiblissant, le plus souvent à tort et de façon qui prête à sourire, d'une étiquette partisane, les dirigeants d'entreprises, il leur était causé un grand tort ».

En tout état de cause, M. Balladur estime que « le capitalisme français d'après les privatisations ne ressemblera pas à celui d'avant ». La controverse actuelle sur les « noyaux durs » — et le mélange entre l'économie et la politique — est, à ses yeux, « la meilleure démonstration de l'indivisibilité des privatisations ». Les entreprises ne vivront plus, à l'avenir, à l'heure de la politique.

Vente de la SCOR

M. Balladur a, par ailleurs, indiqué lors de cette même intervention qu'il avait signé les arrêtés autorisant les transferts de portefeuille des compagnies nationales d'assurances. Il annoncera, « dans les deux prochaines semaines », la compagnie qui sera privatisée la première. Il a indiqué qu'il avait autorisé la Caisse centrale de réassurance à céder 22 % de sa participation dans la Société commerciale de réassurance (la SCOR), ce qui entraînera la privatisation de cette dernière vers la fin de l'année.

(Suite de la première page.)

« Je n'ai pas cinquante-deux amis », avait ironisé M. Balladur à l'Europe 1 fin août, en faisant référence aux cinquante-deux candidats retenus pour faire partie des « noyaux durs » de Paribas, de la BTP, de la BIMP, du CCF, d'Havas et de la Société générale. Un examen attentif des relations familiales, amicales ou politiques qui existent entre les « élus » et MM. Balladur et Chirac révèle pourtant une technocratie à dominante chiraquienne. Ce que M. Lang avait, avec quelque écart, souligné cet été.

M. Balladur a beau s'efforcer des polémiques : les faits sont là. Les principales entreprises privatisées ou promises à la privatisation sont dirigées par des hommes sûrs, proches du pouvoir. Mieux, une fois passés au privé, leurs « noyaux durs » sont eux-mêmes composés de fidèles. Ce n'est pas causer un « tort important » à M. Jérôme Monod, président de la Lyonnaise des eaux, présent dans le tour de table d'Havas, que de rappeler qu'il fut secrétaire général du RPR. Ni de constater les liens amicaux entre M. Chirac et M. Michel François-Poncet, président de Paribas, membre du « noyau dur » du même Havas, ou entre le président ministre et M. Heilbronn, président du Groupe des assurances nationales (GAN), qui fait partie des « noyaux durs » de Paribas et de la Société générale. Les exemples peuvent être multipliés, avec la Compagnie générale d'électricité, la Société générale, l'Union des assurances de Paris (UAP) ou le Crédit commercial de France.

Signaler des amitiés ou un compagnonnage politique ne signifie pas qu'on mette en cause les compétences des dirigeants placés par le gouvernement à la tête des entreprises publiques. Mais on peut s'interroger sur le caractère systé-

matique du phénomène. Nommés par l'Etat encore actionnaire, ces PDG se trouvent ensuite confortés par la privatisation organisée par ce même Etat. « Il a fallu nommer soixante-cinq dirigeants. Il y a un an, a constaté M. Balladur au colloque du Figaro, d'ores et déjà vingt-deux ne dépendent plus de l'Etat. » Et il a ajouté : « Une fois les privatisations opérées, aucun gouvernement, de droite ou de gauche, n'aura plus le pouvoir de placer à la tête de ces entreprises des hommes de sa mouvance. » On ne pouvait mieux reconnaître la réalité des déviations étatiques.

Au-delà du procès politique qui peut ainsi être fait, la composition des « noyaux durs » recrée, quoi qu'en dise M. Balladur, les structures capitalistes françaises d'antan, avec tous leurs défauts.

Que constate-t-on ? La constitution d'un gigantesque autocontrôle à l'échelle de la nation fait de participations croisées, triangulaires ou en cascade, comme l'explique d'autre part l'économiste François Morin. Et ce, à partir d'un petit nombre de grosses sociétés privées ou prêtes à le devenir. Ainsi la Société générale détient-elle quelque 6 % dans la Compagnie générale d'électricité (CGE) qui détient elle-même 2 % de la Société générale. Même chassé-croisé entre le Crédit commercial de France et la CGE, entre Saint-Gobain et la Générale des eaux (relation il est vrai ancienne). Et il ne serait pas étonnant de voir Saint-Gobain, qui a retrouvé un de ses actionnaires historiques avec la Compagnie financière de Suez, figurer au « noyau dur » dudit Suez, promis à la privatisation le 5 octobre.

Cet enchevêtrement d'intérêts communs se complique lorsque l'on observe les tours de table de cer-

taines sociétés privées intervenant dans les « noyaux durs ». Qui trouve-t-on au capital de Schneider, membre du « noyau dur » de Paribas ? Le groupe d'assurances privé AXA et le groupe belge Bruxelles-Lambert, tous deux membres du noyau dur de Paribas. Même jeu d'ombres chinoises avec la société Frandev de M. Pierre Moussa, membre des « noyaux durs » de Paribas et de la Société générale, ou avec celle de M. Georges Pébereau, Marceau Investissements, elle aussi présente au capital de la Société générale.

Mainmise

Cette radioscopie conduit à trois constats. Le premier est que ce sont toujours les mêmes intervenants principaux que l'on retrouve dans les « noyaux durs » officiels, notamment dans les quatre plus grosses opérations — Paribas, CCF, Havas et Société générale. Si aucun candidat n'a été retenu plus de deux fois, une douzaine comptent quand même deux sélections, à savoir huit groupes d'assurances, publics ou privés, trois entreprises industrielles (CGE, Générale des eaux et Rhône-Poulenc) et une société financière (Frandev). Le deuxième constat est qu'en intégrant les autres participations de ces opérateurs, en particulier les portefeuilles des trois groupes publics d'assurances qui sont les trois premiers actionnaires de France, la mainmise sur la grande industrie et la finance nationales est quasi-complète. Le troisième, c'est que cette mainmise se fait à travers des apports de capitaux faibles : le principe des « noyaux durs » étant de donner à chacun des membres une participation minime.

La privatisation permet ainsi la restauration de ce que certains appelaient « le capitalisme sans capi-

taux », typique d'un groupe comme Schneider. Tout en niant cette restauration, M. Balladur convient que les candidats prêts à mettre 100 millions de francs dans une privatisée ne sont pas légion. « C'est le nombre limité de candidats qui pourrait me conduire, dans certains cas, à procéder à une troisième attribution. » Un même groupe interviendrait donc dans trois « noyaux durs ». Reconnaître que l'on a affaire à un capitalisme étriqué et lui céder des entreprises publiques, redonner pouvoir à une oligarchie financière dont la gestion n'a pas toujours été brillante, accepter des investisseurs qui ne voient dans leur participation qu'un pur placement financier, est-ce vraiment bon pour l'industrie et l'économie françaises ? Telle est bien la question de fond. On ne peut dès lors que s'interroger sur la légitimité du désengagement complet de l'Etat s'il n'y avait pas de relève dans le privé.

Le capitalisme français est-il définitivement pauvre en capitaux, attiré par l'autocontrôle ou le copinage, bref archaïque ? Telle est en tout cas l'idée que l'on peut s'en faire au terme des dix mois de privatisations. Tout se passe en circuit fermé : les « deux cents familles » de naguère sont-elles devenues les « cinquante-deux amis » ?

Il y aurait donc de quoi désespérer, s'il n'était pas possible d'élargir, à l'inverse de M. Balladur, le champ de vision. Car il existe quand même de vrais capitalistes, en France, et M. Seydoux en investissant des centaines de millions dans le textile (Prouvost), en apporte la preuve. Ne pouvait-on compter sur ces conquérants et ne pas se limiter à l'establishment politico-financier ? La vraie rupture « libérale » n'est-elle pas là ?

CLAIRE BLANDIN.

Les trois cercles des liaisons financières

par François Morin

professeur à l'université de Toulouse-I

Près de dix mois se sont écoulés depuis la première privatisation (l'offre publique de vente de Saint-Gobain remonte au 24 novembre 1986). Si le processus engagé a révélé des aspects particulièrement attractifs et générateurs, compte tenu des cours de bourse demeurés jusqu'à présent supérieurs aux autres offres initiales, il est d'autres aspects moins spectaculaires qui méritent d'être mis au jour.

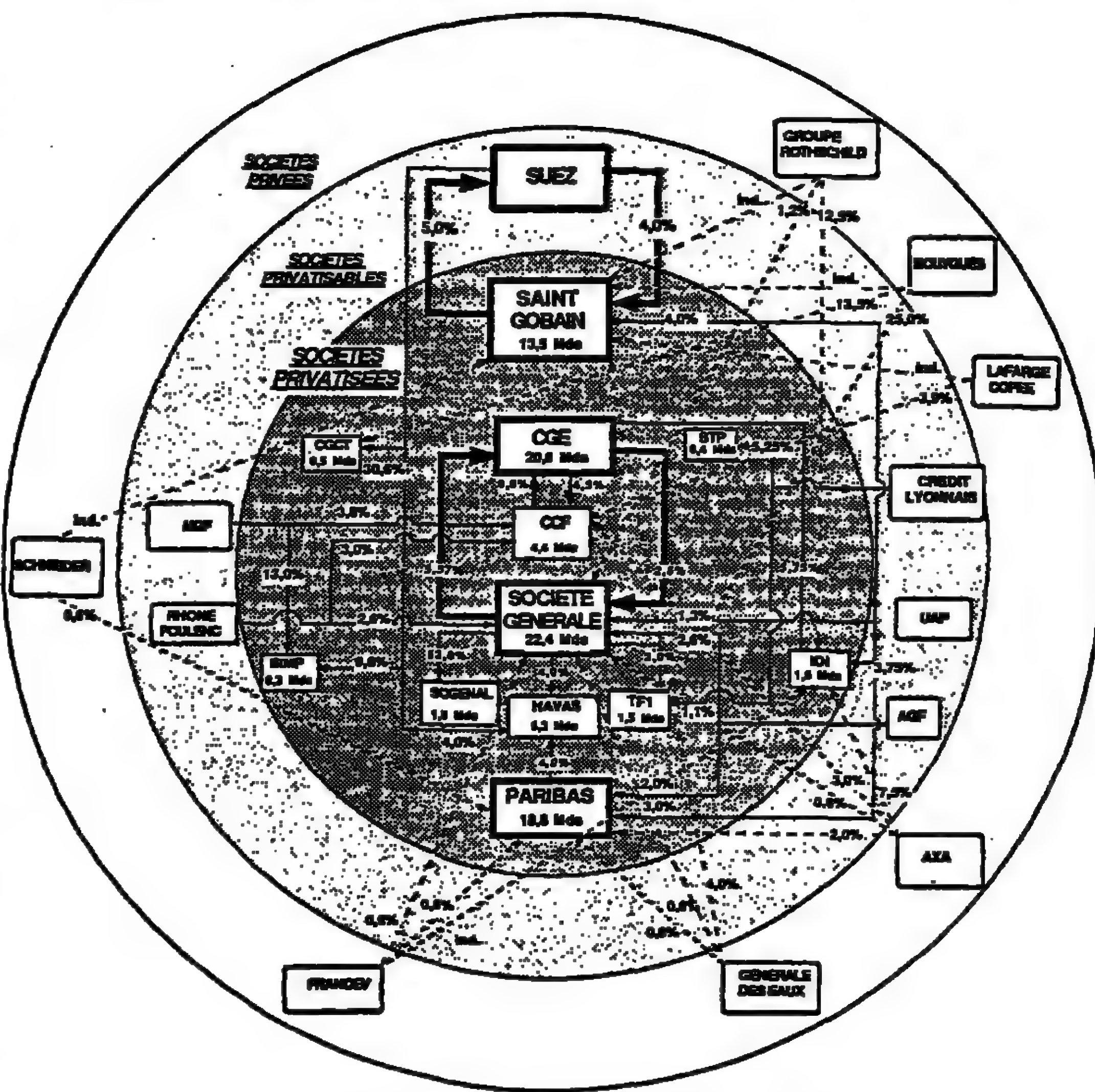
Il s'agit d'abord de la logique de pouvoir qui préside à la reconstitution de l'espace stratégique des grands groupes français : ensuite du coût qu'entraîne cette reconstitution, dont l'économie française commence à payer le véritable prix collectif.

Un des traits les plus frappants du processus de privatisation est, l'enjeu de pouvoir qu'il représente. Les sociétés privatisées sont, à une exception près, des holdings financières détenant des portefeuilles de titres plus ou moins importants et donnant accès au contrôle d'autres sociétés. Paribas et CGE sont ainsi des sociétés dont le pouvoir s'étend, pour chacune d'elles, sur plusieurs centaines de sociétés.

Mais qui, dorénavant, détiendra le contrôle au sommet des sociétés privatisées ? L'examen des « noyaux durs », c'est-à-dire de ceux des actionnaires qui entendent se partager une influence réelle grâce aux participations circulaires, aux pouvoirs en blanc mais aussi à leur quote-part en capital (une participation de 1 % dans le capital de la CGE par exemple représente 710 000 actions) apporte des informations éclairantes qui peuvent s'analyser selon trois cercles concentriques.

Le premier cercle d'actionnaires n'est autre que celui des sociétés déjà privatisées elles-mêmes : c'est en quelque sorte une privatisation qui se boucle et se reforme sur soi ! Il existe ainsi neuf participations financières, sous forme circulaire (autocontrôle) ou unilatérale, qui relient entre elles les sociétés privatisées créant un réseau structuré et solidaire. En tenant compte du poids des sociétés privatisées, la hiérarchie du réseau fait apparaître à ce niveau trois grands pôles :

● Le pôle CGE-Société générale. Ce pôle est d'un poids considérable : 43 milliards de francs ; on peut aujourd'hui dire qu'il est le plus puissant regroupement financier privé français ;



LES NOYAUX DURS DES SOCIÉTÉS PRIVATISÉES

AU 1/09/87

- Les liaisons financières figurant dans le premier cercle sont celles qui relient entre elles les sociétés privatisées par l'intermédiaire de leurs noyaux durs. Pour chaque société privatisée, il est indiqué la valeur relative au moment de l'OPV (Offre Publique de Vente) en milliards de F.
- Le second cercle retrace les liaisons financières des sociétés privatisées dans les sociétés déjà privatisées.
- Le troisième cercle présente les liaisons financières des sociétés privées dans les sociétés déjà privatisées.

● Le pôle Paribas. Avec ses 18,8 milliards de francs, il ne vient qu'au second rang. Notons qu'il partage avec le précédent regroupement une influence conjointe sur l'agence Havas ;

● Le pôle Saint-Gobain. Il est à vocation principalement industrielle et son poids (13,5 milliards de francs) est en réalité, comme on le verra, sensiblement plus important.

Avec ces regroupements (93 % de la valeur des sociétés actuellement privatisées) se dessinent les contours du nouveau capitalisme financier à la française : configuration tripartite et émergence d'un nouveau grand (CGE-Société générale). La bipolarisation Suez-Paribas, qui s'était cristallisée au début des années 70, est aujourd'hui dépassée. Une nouvelle distribution des pouvoirs se met en place (1).

Le deuxième cercle de propriétaires est celui des sociétés privatisées. Nous ne retenons ici que celles des sociétés privatisées qui, directement ou indirectement, détiennent deux participations ou plus dans les noyaux durs des sociétés privatisées. Ce nouveau cercle inclut, dans ces conditions, le groupe Suez, une composante « assurance » importante (UAP, AGF, MGF), ainsi que le

groupe Rhône-Poulenc. Ces six entités donnent lieu à quinze liaisons financières dans les noyaux des privatisées.

Ce nouveau réseau de liaisons se superpose au précédent tout en renforçant la cohérence tripartite initiale : l'autocontrôle Suez-Saint-Gobain reconstitue le pôle financier et industriel que l'on connaissait autrefois (son poids actuel tourne autour de 15 milliards de francs) ; les compagnies d'assurances — et principalement l'UAP — ont une présence largement répartie dans les trois regroupements.

Dès lors une privatisation rapide de ces sociétés — en raison de leur présence remarquable dans le premier cercle — constitue d'ores et déjà un enjeu nécessaire et important de l'accomplissement du processus de privatisation. Le retour au privé de Suez est programmé à partir du début octobre ; les autres, et particulièrement celui des assurances, seront-ils traités de la même manière ? Tout porte à le croire car tel est sans doute un des enjeux logiques du processus engagé avant l'élection présidentielle.

Escarmouches préparatoires

Le troisième cercle est celui de l'actionnariat privé dans les noyaux durs. Le nombre des participations s'élève à vingt-quatre des deux cercles précédents. La tendance est donc à ce que le nombre des relations externes aux sociétés privatisées (actuelles ou futures) soit légèrement inférieur à celui des liaisons internes.

Autrement dit, la configuration actuelle des liaisons financières laisse suggérer la mise en place d'un capitalisme financier, à trois grands pôles, dont la cohérence interne repose sur une communauté d'intérêts à laquelle peu sont dus. Conséquences : les responsabilités patrimoniales ne sont pas clairement identifiées et les pouvoirs de gestion sont délégués à des technocrates inexpugnables. Cette logique se trouve d'autant plus marquée que, parmi les sept groupes privés qui appartiennent au dernier cercle d'actionnaires, trois au moins (Schneider, Générale des eaux, et Axa) font largement appel aux mêmes mécanismes de la propriété autocontrôlée pour assurer leur propre gestion.

La renaissance d'un capitalisme financier à la française est donc largement entamée. Il est à prévoir que d'ici deux ans, moment critique où les actionnaires des noyaux durs seront libérés de toute obligation de

conserver leurs actions, des escarmouches préparatoires se précipiteront sur le marché boursier avant les grandes batailles de stabilisation réelle de l'actionnariat. La prise de participation récente de 5 % du groupe Lazard dans le CCF est symptomatique de la guerre de mouvement qui se prépare.

Or les capitaux qu'il faut mobiliser pour ces opérations sont considérables. Prendre 4 % du capital de la Société générale revient aujourd'hui à 1 milliard de francs. Globalement, le coût des privatisations s'est élevé jusqu'à présent à 92 milliards de francs dont pas un sou n'est allé directement à l'investissement productif (sauf à la CGE). Il s'agit là d'une ponction financière sur l'épargne longue qui ne fera que s'élargir avec les prochaines privatisations et les futures batailles boursières.

Déjà la collecte de ressources sur les marchés de capitaux et singulièrement sur le marché obligataire est devenue depuis quelques mois difficile. Il est à craindre que la poursuite du processus de privatisation n'aggrave encore plus les tensions actuellement observables, auquel cas le collectif à payer pour ces jeux de pouvoir risque vraiment d'être très lourd.

(1) Pour une rétrospective des rapports d'appropriation en France avant les privatisations voir : « Propriété et pouvoir dans l'industrie », par le LEREP, Notes et Etudes Documentaires, 1987, n° 4832-4833.

Le comité d'entreprise d'Air France hostile à la privatisation de 15 % du capital

Le comité central d'entreprise (CCE) d'Air France s'est prononcé contre le projet d'offre publique de vente de la compagnie, qui aboutirait à mettre dans des mains privées 15 % des actions (le Monde du 23 juillet). Par 11 voix (7 FO, 1 SNPNC, 1 SNPL, 2 CFDT), contre 2 (la CGC et le président), le CCE a estimé que, dans un contexte où la direction cherche obstinément à diminuer le poids des charges salariales, « l'ouverture du capital de la compagnie au secteur privé au nom d'impératifs financiers contribuerait à faciliter l'application de ce type de mesures ».

Selon le CCE, « les capitaux privés qui vont s'investir ne pourront qu'encourager et développer des objectifs de rentabilité financière immédiate au détriment de la mission traditionnelle de service public de la compagnie nationale ».

هكذا من انظر

Cinquante-huit nouveaux projets enregistrés à Madrid

MADRID
de notre envoyé spécial

Les sceptiques, les méfiants, nombreux hier, en particulier à Bruxelles mais aussi à Bonn, ont en tort. Eurêka, le programme européen de coopération technologique lancé en avril 1985 à l'initiative de M. François Mitterrand — et auquel participent vingt pays, — loin de s'essouffler, a, au contraire, le vent en poupe.

La démonstration de cette réussite a été faite à la cinquième Conférence ministérielle d'Eureka qui s'est tenue, le mardi 15 septembre, à Madrid. Depuis le 1^{er} septembre, c'est en effet l'Espagne qui, pour une période

de neuf mois, assure la présidence. Ce sera, à compter du 1^{er} octobre, au tour du Danemark.

La Conférence, ouverte par le roi Juan Carlos, a enregistré cinquante-huit nouveaux projets pour 4,9 milliards de francs, dont vingt-trois avec la participation d'entreprises françaises. C'est la tranche la plus importante, depuis qu'une première liste de dix projets a été rendue publique en novembre 1985, à Hanovre. Au total, cent soixante-cinq projets, dont quatre-vingt-cinq comportent une participation française, ont été lancés depuis le début de l'opération. Les cinquante-huit nouveaux projets représentent une masse d'investissement de 709 millions d'ECU (1 ECU =

6,90 francs environ). On évalue le coût des cent soixante-cinq projets à 4 milliards d'ECU.

Dans la très grande majorité des cas, contrairement à ce que redoutaient les détracteurs de l'exercice, il ne s'agit pas de « projets papiers » qui seraient conclus par des industriels cherchant un effet d'annonce pour être présents à toutes fins utiles dans une entreprise peut-être incertaine mais susceptible de donner lieu à des subventions.

Le déchet, dont on devine qu'il aurait été important si tel avait été l'état d'esprit des chefs d'entreprise, est très limité. - Les échos qui nous viennent des pays, des institutions, des professionnels, nous montrent que les choses progressent, comme nous le souhaitons », a souligné M. Jacques Valade, ministre de la recherche, qui conduisit la délégation française avec MM. Alain Madelin, ministre de l'industrie, et Bernard Bosson, ministre des affaires européennes.

Éventuellement un coup de pouce supplémentaire, lorsqu'il s'agit desdites entreprises.

L'envolpée globale affectée à Eureka a alors été fixée à 900 millions de francs. Les crédits publics susceptibles d'être accordés à Eureka étant en France comme ailleurs, forcément limités, comment faire pour éviter que n'apparaissent des goulets d'étranglement, que des projets de recherche, forcément aléatoires, ne puissent voir le jour faute d'un soutien financier suffisant ? Paradoxalement, le succès d'Eureka aggrave le problème. Il convient, comme le dit M. Madelin, de « maîtriser l'explosion des financements publics ». Le ministre français de l'Industrie a soumis deux suggestions à ses collègues :

1) Chaque pays devrait appliquer au projet Eurêka son système fiscal le plus favorable. En France, celui des sociétés financières d'innovations (SFI) qui permettent un abattement fiscal de 75 % sur l'amortissement au cours de la première année.

Ce bénéfice du traitement SFI sera immédiatement de plein droit en France, pour les projets Eurêka, a précisé M. Madelin.

2) La mise en place d'un mécanisme d'assurance du risque technologique. Aujourd'hui, les compagnies ne couvrent pas un tel risque. Les états participants pourraient les inciter à le faire, en prenant en charge une partie de la prime qui serait réclamée aux industriels voulant s'engager dans un projet Euréka.

Les systèmes nécessaires seraient prélevés sur les crédits affectés au financement public d'Eurêka. Ceux-ci se trouveraient de la sorte légèrement amputés (d'environ 5 %), mais le méca-

nisme d'assurance aurait un effet multiplicateur appréciable.

Les banques bénéficiant d'une garantie, les entreprises pourraient en effet lever bien davantage de capitaux auprès d'elles. En outre, les entreprises, surtout les PME — certaines en cas d'échec de se voir rembourser la moitié de leur investissement — seraient moins hésitantes à se lancer dans l'aventure technologique.

concernés, que l'ensemble de la « Communauté Eurêka », sachent à quoi s'en tenir, et puissent, le cas échéant, réorienter un projet s'il n'a pas reçu un début d'exécution, ou si les circonstances extérieures l'exigent », a indiqué M. Valade.

Bref, les Vingt, qui, dans une première phase pour amorcer la pompe, avaient comme priorité de faire approuver des projets, ont maintenant comme premier souci d'en garantir le succès.

Les procédures de suivi qui vont être peu à peu adoptées permettront de vérifier que les industriels concernés ont mis en place une organisation internationale qui tient la route, que la coopération engagée sous les auspices d'Eureka se déroule de façon régulière et satisfaisante. On n'exclut pas complètement une « délabération » pour sanctionner, si c'était nécessaire, ceux qui s'écarteraient de manière gênante des engagements pris.

PHILIPPE LEMAITRE.

CERISE — pour Centre européen de recherches et d'images de synthèse — n'a pas quinze mois. Il a reçu en effet le label Eureka lors de la conférence ministérielle qui s'est tenue le 30 juin 1986 à Londres.

Initialement, c'était un projet franco-luxembourgeois présenté conjointement par, d'une part, le CESA, société française spécialisée dans les systèmes informatiques (Transpac, péage du métro), et, d'autre part, RTL-Productions. Les images de synthèse servent dans l'audiovisuel, mais aussi comme simulation pour évaluer et expérimenter les nouveaux matériels, ainsi que les logiciels de la CAO (conception assistée par ordinateur). Les deux sociétés se sont partagé la tâche. Le CESA est chargé de la mise au point des calculateurs, des logiciels, des stations de travail ; RTL de l'expérimentation, de la production, de la formation.

CERISE, illustration sympathique du succès d'Eureka, a vite

mûri. Un nouveau centre de recherches a été installé sur le site de RTL-Productions, à Bertrange, au Grand-Duché.

Quinze personnes travaillent sur le projet à Luxembourg; dix pour le CESA à Rennes. Le budget, qui avait été initialement fixé à 50 millions de francs pour un projet allant jusqu'à la fin 1990, va pouvoir être porté à 70 millions de francs avec l'arrivée très prochaine d'un nouvel associé, la société Telson de Madrid, qui entrera dans l'opération avec une mission très précise, la visualisation grâce à l'image de synthèse de projets d'architecture. CERISE a encore quelques associés potentiels en Europe, y compris en France, mais elle n'y a pas vraiment de concurrents. Ceux-ci sont aux Etats-Unis. Quant aux Japonais, ils sont, nous dit-on, en

CERISE a bénéficié d'un financement public se situant entre 10 et 15 %.

Ph. L.

Le problème de financement

Sur les quatre-vingt-cinq projets qui ont été lancés depuis deux ans avec la participation d'entreprises françaises, trois seulement ont été abandonnés et un quatrième est en suspens. Un des rapports soumis à la conférence indique qu'en moyenne le financement public atteint 40 % du coût. Il varie bien sûr d'un pays à l'autre (ainsi la Suisse s'accorde pas de subvention à ses industriels), et d'un projet à l'autre. En France, la règle, définie au cours d'un comité interministériel qui s'est tenu en novembre sous la présidence de M. Jacques Chirac, est de limiter le concours public à 35 % avec

Vingt et un des cinquante-huit projets approuvés à Madrid concernent la production et la robotique. Leur coût atteint 242 millions d'ECU (1,640 milliard de francs), soit 34 % des 709 millions d'ECU (4,9 milliards de francs) qui sont au total investis dans les cinquante-huit projets. En seconde place, viennent six projets dont l'objet est de promouvoir la technologie du laser. Leur coût est évalué à 128 millions d'ECU (883 millions de francs), soit 18 % du total. Les deux projets portant sur l'environnement représentent un investissement de 105 millions d'ECU (724 millions de francs), soit 14,9 % du total.

- Neuf projets intéressent les technologies de l'information, avec un coût de 82 millions d'ECU (480 millions) ;
- Deux projets les télécommunications et l'audiovisuel (55 millions d'ECU, soit 379 millions de francs) ;
- Trois projets les transports, 53 millions d'ECU (360 millions de francs) ;
- Onze projets, les biotechnologies : 27 millions d'ECU (188 millions de francs) ;
- Trois projets l'énergie : 25 millions d'ECU (175 millions de francs) ;
- Deux projets les nouveaux matériaux : 10 millions d'ECU (soit 169 millions de francs).

Les voyages d'affaires sont l'affaire des compagnies aériennes. C'est pourquoi nous avons créé la carte AirPlus, la carte des voyageurs d'affaires.

... Pour vous-même et votre Société, elle offre une meilleure gestion de vos déplacements. En effet, la carte AirPlus vous permet de régler tous vos frais de voyages, d'hôtels, de locations de voitures, de représentations, etc. Quant à votre Société, elle recevra une

facturation personnalisée, adaptée à ses besoins spécifiques.

AirPlus, c'est votre meilleure carte de visite. Celle que nos compagnies aériennes réservent au voyageur d'affaires en lui offrant partout et toujours dans le monde, l'assistance de leurs puissants réseaux internationaux.

Pour tout renseignement, contactez Air France ou votre Agent de Voyages.



La carte des voyageurs d'affaires.

* F R A I S D E V O Y A G E S • H Ô T E L S • R E S T A U R A N T S • L O C A T I O N S D E V O I T U R E S •

[illegible]

Economie

CONJONCTURE

Avec le redressement du solde industriel

Le déficit commercial de la France ramené à 1,1 milliard de francs en août

Le déficit commercial de la France a été ramené, en août, à 1,1 milliard de francs en données corrigées des variations saisonnières, contre 3,1 milliards en juillet, 3,8 milliards en juin, 5,5 milliards en mai. Ce redressement constitue pour le gouvernement un sujet de soulagement, tempéré par le caractère traditionnellement atypique des résultats du cœur de l'été. Parallèlement, le ministère de l'économie et des finances annonce, pour juillet, un retour au déficit de la balance des paiements courants. Selon des

chiffres provisoires, ce déficit s'est élevé à 1,3 milliard de francs, alors que juin fait apparaître un excédent révisé en hausse et qui a finalement représenté 2,2 milliards. Le solde des sept premiers mois de l'année de la balance des paiements s'inscrit ainsi en rouge de 9,7 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières, contre un excédent de 14,1 milliards un an auparavant.

Nul ne peut affirmer, au vu des résultats commerciaux d'août que la

dégradation du commerce extérieur français a enfin été stoppée. Certains éléments sont, certes, encourageants. L'aspect le plus inquiétant des échanges, la très rapide détérioration des échanges industriels, a été atténué par l'apparition d'un excédent de 1,2 milliard de francs, le premier depuis février 1987. Si l'on exclut la vente de cinq Airbus, totalisant près de 2 milliards de francs, les résultats sont moins brillants et chacun reconnaît qu'il faudra attendre plusieurs mois avant de pouvoir annoncer un retournement de tendance véritable.

L'évolution des autres postes ne fait pas apparaître, en effet, de changement majeur. Les échanges agro-alimentaires se tiennent toujours bien et ont été en excédent de 2,9 milliards de francs, contre 3,1 milliards en juillet. Quant à la facture énergétique, elle a été légèrement gonflée par la remontée des prix du baril de pétrole, pour atteindre 7,9 milliards de francs en août, contre 7,8 milliards un mois auparavant. Le ministère du commerce extérieur souligne toutefois un élément positif dans la répartition géographique des échanges. Le déficit avec la Communauté européenne a été ramené à 3,2 milliards de francs, son plus faible niveau depuis 1986. Plus satisfaisant si le mouvement se confirme à l'avenir, ce déficit a été ramené de 3,8 milliards en juillet, à 2,6 milliards en août avec la RFA, le moins mauvais résultat depuis janvier 1986.

● **Dépôt de bilan de Patrick SA.** — La société Patrick SA, l'un des principaux fabricants français de chaussures de sport, vient de déposer son bilan auprès du tribunal de commerce de La Roche-sur-Yon (Vendée). La société, qui emploie cinq cents personnes, a réalisé un chiffre d'affaires de 321 millions de francs en 1986. Cent salariés avaient déjà été licenciés à y a quelques mois. L'entreprise bénéficiera de la procédure du règlement judiciaire.

AGRICULTURE

Selon la FAO

Risque de pénurie en Ethiopie et baisse de la récolte mondiale de céréales

Dans un rapport publié le 15 septembre à Rome, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) prévoit à nouveau une grave pénurie alimentaire en Ethiopie avant la fin de l'année si des mesures ne sont pas prises pour faire parvenir à temps des disponibilités supplémentaires.

« Les perspectives de récolte dans les zones affectées du nord du pays sont aussi mauvaises qu'au moment de la sécheresse en 1984 », souligne le document de la FAO, qui insiste sur les menaces d'infestations d'acridiens (criquets) et sur l'insuffisance des pluies de mousson. Outre l'Ethiopie, le Mozambique, l'Angola, ainsi que plusieurs pays sahéliens (Niger, nord du Tchad) devraient connaître une offre alimentaire précaire.

La FAO a, par ailleurs, révisé à la baisse ses prévisions de production céréalière mondiale pour 1987. Celle-ci devrait atteindre 1 800 millions de tonnes, en repli de 3 % sur la production de la campagne précédente. Cette diminution tient essentiellement aux conditions de culture défavorables en Asie et à la réduction des surfaces ensemencées en Amérique du Nord et dans plusieurs autres régions exportatrices.

Pour la première fois depuis 1983-1984, la campagne 1987-1988 connaîtra une consommation mondiale supérieure à la production. Les stocks devraient aussi diminuer de 9 % pour s'établir autour de 406 millions de tonnes.

Petit

La déréglementation des télécommunications

Un débat, à défaut d'une loi

La grève dans les P et T, le mardi 15 septembre, à l'appel de la CGT et de quelques sections CFDT, contre le « projet de déréglementation » de cette administration, a été peu suivie (12,2 % du personnel selon le ministère) même si la mobilisation a été plus forte dans quelques régions comme Paris (28 %). L'entourage de M. Longuet s'en félicite : « Cela prouve que notre avant-projet de loi, transformant le statut d'administration des P et T en celui d'une entreprise publique et introduisant la concurrence, ne provoque pas de blocage massif du personnel ». Par ailleurs, la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), que M. Longuet avait consultée sur son texte, a rendu, le même jour, un avis plutôt favorable sur le fond.

M. Longuet avance donc à petits pas vers la libéralisation des P et T. La prochaine étape pourrait être de soumettre le texte, cette fois-ci, au Conseil économique et social, afin d'élargir le débat à l'ensemble des organisations professionnelles.

Convaincu de l'absolue nécessité d'une déréglementation des télécommunications françaises, à l'image de ce qui se passe dans

les autres pays (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Japon et même RFA, où un texte réformant le Bundespost devrait être adopté dans les jours qui viennent), le ministre délégué essaie de pousser sa réforme en provoquant un débat national sur le sujet. Il s'agit de s'expliquer et de convaincre l'opinion et les syndicats que la France ne peut plus s'isoler du contexte mondial, sous peine de voir ses télécommunications, aujourd'hui en pointe, se recomposer et perdre de leur compétitivité sous le régime dépassé du monopole.

Mais, M. Longuet n'ignore pas que les obstacles sur sa route sont trop hauts pour aboutir avant l'élection présidentielle : M. Chirac a promis à M. Bergon de ne pas toucher au statut, et le calendrier législatif est déjà très chargé. Le ministre semble s'être fait une raison : il est désormais très improbable que le projet de loi puisse être adopté avant 1988. Mais l'important est que l'idée du changement progresse. « M. Longuet travaille pour son successeur », se flatte son entourage.

E. L. B.

EN BREF

● **Relèvement des consultations des médecins spécialistes.** — Depuis le mardi 15 septembre, le tarif de la consultation des médecins spécialistes a été porté à 125 F, celui de la consultation des psychiatres à 195 F. Ils avaient déjà été relevés de 110 F à 118 F et de 175 F à 185 F respectivement le 17 avril dernier. La consultation des généralistes est à 85 F depuis le 1^{er} septembre. Elle avait été portée de 75 F à 80 F le 18 décembre 1986, mais l'application de la deuxième hausse, prévue le

1^{er} juin, avait été retardée de trois mois par le gouvernement.

● **Grève des contrôleurs CGT à la SNCF.** — La CGT appelle les contrôleurs de la SNCF à une « semaine d'application, de sensibilisation et d'action » du 15 au 20 septembre. Ce mouvement doit se traduire par des arrêts de travail du 17 septembre à 20 heures au 19 à 20 heures. La CGT dénonce le projet de la direction de supprimer « au moins cinq cent cinquante agents dans les deux ans ».

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Société burkinabe des fibres textiles (SOFITEX), BP 147, Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso), lance un appel d'offres international pour la fourniture d'insecticides et d'appareils pulvérisateurs pour la campagne cotonnière 1988-89, en quatre lots :

- lot n° 1 : 1 200 000 litres d'insecticide type ULV ;
- lot n° 2 : 550 000 litres d'insecticide type EC ;
- lot n° 3 : 8 000 pulvérisateurs manuels type ULV ;
- lot n° 4 : 1 100 pulvérisateurs à dos à pompe manuelle type EC.

Dossier d'appel d'offres

Le cahier des charges peut être obtenu aux adresses suivantes, contre remise d'un chèque de mille (1 000) francs français :

- SOFITEX, direction générale, BP 147, Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso) ;
- SOFITEX, direction générale, BP 1650, Ouagadougou (Burkina-Faso) ;
- CFDT (DIE), 13, rue de Monceau, 75008 Paris (France).

Lieu et date de livraison

- A) Pour les insecticides (lots 1 et 2) :
 - soit sous palan Abidjan ou Lomé avant le 30 mars 1988 ;
 - soit chargés sur camion ou wagon rendu Abidjan ou Lomé avant le 7 avril 1988 ;
 - soit chargés sur camion ou wagon rendu Bobo-Dioulasso ou Ouagadougou avant le 22 avril 1988.
- B) Pour les pulvérisateurs (lots 3 et 4) :
 - sur camion ou wagon franco Bobo-Dioulasso ou Ouagadougou avant le 15 avril 1988.

Dépôt et clôture des offres

Les offres, en langue française, doivent parvenir à la direction générale de la SOFITEX, BP 147, Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso), avant le 19 octobre 1987, à 17 heures.



Notification du changement de nom de la SOCIÉTÉ NATIONALE CHINOISE D'IMPORTATION TECHNIQUE

Pour information :

La Société nationale chinoise d'importation technique (CNTIC) a reçu l'autorisation du ministère de l'économie et du commerce extérieur ainsi que l'approbation de la chambre de commerce et d'industrie de la République populaire de Chine pour changer son appellation afin de répondre à son besoin croissant d'exporter des techniques chinoises. La société s'intitule donc dès aujourd'hui Société nationale chinoise d'importation et d'exportation technique (son sigle CNTIC reste néanmoins inchangé) à qui sont transmis tous les droits et obligations de l'ancienne société.

Nous voudrions saisir l'occasion du trente-cinquième anniversaire de la fondation de la CNTIC pour remercier vivement toutes les personnalités chinoises et étrangères des milieux industriel, commercial et financier pour leur sincère et fructueuse coopération. Nous souhaiterions également remercier tous nos amis qui ont apporté et ne cessent d'apporter leur contribution au développement et à la prospérité de la CNTIC. Notre vocation est d'élargir plus encore les sphères d'activités économiques et commerciales internationales et de fournir de meilleurs services à la clientèle chinoise. Nous sommes déterminés à promouvoir les échanges techniques commerciaux et à améliorer les relations économiques sino-françaises.

PDG de CNTIC : XU DE-EN ; Vice-PDG : ZHANG XUMING, TONG CHANGYIN, AI RONGFU, XIONG QUANGEN.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Nos compétences couvrent les domaines suivants :

- 1) Projets de montage d'usines planifiés par le gouvernement chinois, projets de rénovation technique d'usines existantes et projets susceptibles d'être financés par les gouvernements étrangers et par les organisations financières internationales. Transfert de technologie et importation d'équipements complets, de lignes de production, de matériels-clés, d'appareils de test, d'instruments de mesure, d'ordinateurs, de pièces de rechange ainsi que de matières premières et de matériaux industriels relatifs aux projets ci-dessus mentionnés.
- 2) Réinvestissement des crédits accordés par les gouvernements étrangers au ministère de l'économie et du commerce extérieur.
- 3) Introduction de techniques et importation d'équipements complets relevant des accords de commerce et de coopération économique signés entre la Chine et l'URSS, d'une part, et les pays de l'Est, d'autre part, ou signés par le biais d'accords bilatéraux.
- 4) Importation et commandes de pièces de rechange, d'accessoires et suivi du service après-vente.
- 5) Conseil et importation d'équipements d'occasion de technologie avancée et adaptée à la Chine.
- 6) Projets de compensation, d'assemblage, de transformation de matières premières, de fabrication d'après échantillons et dessins fournis par les partenaires

étrangers ainsi que tous autres projets techniques et commerciaux pour l'étude du projet et consultations techniques.

- 7) Collaboration avec les partenaires étrangers.
- 8) Investissements à l'échelle nationale et internationale en utilisant des fonds étrangers ou propres à la CNTIC pour des projets de montage d'usines à propriété unique, de joint-ventures, pour projets de coopération, de leasing, etc.
- 9) Développement d'opérations financières et commerciales internationales à l'aide des fonds étrangers.
- 10) Vente de licences de brevets chinois et exportation de « know how », d'équipements complets, de lignes de production, de matériels-clés, de produits mécaniques et électriques, d'instruments de mesure et de moyens de transport.
- 11) Participation à des appels d'offre pour fourniture des services chinois à l'étranger.
- 12) Exportation de produits fabriqués par des joint ventures, des usines bénéficiant d'une coopération étrangère ou par des usines financées et gérées par la CNTIC.
- 13) Représentation en matière d'import-export.
- 14) Rachat d'entreprises et de sociétés étrangères en tant que personne morale.

Siège social de la CNTIC :
ER LI GOU, XI JIAO, Beijing, Chine
Tél. : 22244 CNTIC CN/22793 CNTIC CN
Cable : TECHIMPORT
Tél. : 8317733 (standard) - 892116

Adresse du bureau de représentation
de la CNTIC à Paris :
43, rue Saint-Charles, 75015 PARIS
Tél. : 45-78-29-51
Tél. : CNTIC FR 201457 F

هذا من اصل

Economie

Selon la Société financière internationale

En boudant le tiers-monde, les investisseurs risquent de décourager les efforts de redressement

Ironie de l'histoire. Au moment où les pays en développement jouent la carte de l'efficacité, permettant d'« escompter le redressement acceptable de l'investissement », les capitaux privés, qui affaiblissent du temps d'une gestion souvent chaotique, continuent à leur faire défaut. Ce constat se retrouve en filigrane dans l'annuaire de la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale spécialisée dans la promotion du secteur privé.

tives de la baisse des taux d'intérêt sur les remboursements du service de la dette, les investisseurs continuent de se raréfier. Leur hausse, de 10 milliards de dollars environ en 1986, recouvre un attrait accru pour l'Asie, alors que les flux ont à nouveau baissé vers l'Afrique. Une évolution qui risque de décourager les meilleurs volontés, selon les auteurs du rapport. Aussi bien la SFI tente-t-elle, par une diversification de ses opérations, de réajuster, modestement, la pompe des capitaux.

Un certain nombre de priorités

La mise en œuvre de politiques libérales susceptibles de séduire les investisseurs des pays industriels s'est développée : politiques plus réalistes des parités monétaires, ouverture des frontières, réduction du contrôle des prix, privatisations des entreprises publiques — pour des raisons d'« urgences budgétaires » — très souvent. Autant de mesures parfois politiquement explosives dont les gouvernements n'ont guère tiré bénéfice dans une conjoncture internationale défavorable.

Alors que la chute des produits de base annule, pour nombre de pays du tiers-monde, les retombées pos-

Cet objectif n'est pas évident pour l'institution. Le programme quinquennal établi pour la période 1984-1989 a dû être révisé pour tenir compte des réticences des banques privées à intervenir dans des cofinancements, même lorsqu'elles bénéficient de la garantie de la SFI et, par là même, de la Banque mondiale. Pour ces cinq années, l'objectif de l'institution a été maintenu à 4,4 milliards de dollars d'interventions, mais les estimations de prêts syndiqués ont été réduites d'un peu moins de 1 milliard de dollars. Au total, les financements d'investissements risquent de ne représenter que 6,5 milliards de dollars d'ici à la fin de la décennie.

Les comptes même pour l'exercice terminé le 30 juin 1987 sont une illustration de cette tendance. Pour ce qui la concerne — car elle intervient également pour le compte d'autres investisseurs — la SFI a augmenté de 45 % ses engagements, qui ont représenté 742 millions de dollars. Mais les fonds effectivement versés, autrement dit les « décaissements », se sont stabilisés d'une année sur l'autre pour atteindre 328 millions de dollars.

Condamnés à subir eux aussi la conjoncture peu porteuse des mois à venir, les dirigeants de l'organisation se sont fixés un certain nombre de priorités.

La prudence l'emportera à l'avenir dans le secteur pétrolier, où la SFI avait un temps pensé intervenir largement. Par contre, pour les pays les moins développés, un effort particulier sera réalisé en faveur de l'essor des marchés financiers. A l'autre bout de la chaîne, pour les pays les plus pauvres, généralement en Afrique sub-saharienne, les initiatives se multiplient (voir encadré) pour faciliter l'émergence d'un secteur

privé et d'une nouvelle génération d'entrepreneurs.

Dans tous les cas de nations surendettées, l'institution tente de faciliter et de rationaliser la conversion d'une part des dettes en prises de participation. Un système encore marginal à eux cinq, l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique et les Philippines ont converti un peu moins de 2 % de l'encours total de leur dette, soit environ 4 milliards de dollars. Le système permet malgré tout de convertir une part des créances en investissements productifs qui font cruellement défaut au tiers-monde.

F.Gr.

Pour l'émergence de gestionnaires africains

« La SFI consacre plus de temps et d'efforts à l'Afrique sub-saharienne qu'à d'autres régions pour faciliter l'émergence d'un secteur privé », reconnaît le vice-président exécutif de la SFI, Sir William Rylie. De fait, les initiatives, peu spectaculaires mais nombreuses, se sont succédées ces dernières années pour soutenir un secteur encore souvent en devenir.

Dernière née, l'AMSCO, selon son sigle anglo-saxon (African Management Services Company), ou compagnie de services de gestion pour les entreprises africaines, a un triple objectif : effectuer un « diagnostic » des besoins des entreprises africaines, mettre à leur disposition des cadres, former un encadrement national. Lancée avec le PNUD (programme de développement des Nations unies), un regroupement d'industriels qui lui est affilié, le Conseil industriel de développement (CID) et la Ban-

que africaine de développement (BAD), l'AMSCO dispose de deux fonds distincts de 7 millions de dollars chacun, destinés l'un à la formation, l'autre au financement de prêts à moyen terme pour les sociétés ne disposant pas des moyens financiers suffisants pour payer les services de la nouvelle société.

Quatre types d'actionnaires ont d'ores et déjà été définis : des sociétés de développement type SFI ou Caisse centrale de coopération pour la France ; un expert, la firme britannique Coopers and Lybrand ; une cinquantaine de sociétés privées, parmi lesquelles une dizaine de françaises, chacune participant à hauteur de 50 000 dollars. Un projet dont le caractère est encore « expérimental », selon Sir William, mais qui, à ses yeux, pourrait répondre aux besoins particuliers des sociétés africaines en mal de techniques de gestion.

ÉTRANGER

La présentation du budget

Léger assouplissement de l'austérité aux Pays-Bas

AMSTERDAM de notre correspondant

Le gouvernement de centre-droit néerlandais a présenté au Parlement un budget doux-amer. De modestes allègements fiscaux se conjuguent à une série de restrictions au système de l'Etat providence d'ancien, et, en 1988, le taux de chômage continuera de figurer parmi les plus élevés du monde industrialisé.

« Austérité » reste le mot-clé du budget présenté mardi 15 septembre à La Haye par le gouvernement de M. Ruud Lubbers, dirigeant de la coalition des chrétiens-démocrates et des libéraux-conservateurs.

Les dépenses publiques, de 168 milliards de florins, soit près de 499 milliards de francs (1), sont en baisse de 7 milliards de florins sur le budget précédent. Mais le déficit de l'Etat sera encore de l'ordre de 7,2 % du PNB, une contraction de 0,4 % seulement par rapport à cette année. Les effets des réductions se feront sentir, notamment, par des diminutions de nombreuses subventions perçues jusqu'ici comme des droits acquis. Dans des domaines comme la santé publique, le logement, l'enseignement et l'aide judiciaire, les citoyens devront désormais s'habituer à se passer des différentes formes d'assistance de l'Etat. Cela est conforme à la philosophie gouvernementale, selon laquelle l'Etat a été considéré pendant trop longtemps comme une source intarissable de largesses.

Mais les Néerlandais bénéficieront d'une réduction des impôts de 1 %, qui, doublée d'une modeste augmentation des salaires dans le secteur privé, entraînera une hausse de 1,5 % du pouvoir d'achat. Celui des fonctionnaires et des bénéficiaires d'allocations sociales sera, en revanche, stabilisé. Au total, le ministre des finances, M. Onno

Rudig, l'a reconnu, le déficit budgétaire est encore loin de l'objectif fixé, pour 1990, à 5,25 % du PNB.

M. Lubbers aura pourtant du mal à gagner son pari selon lequel, en 1990, à la fin de son mandat, le nombre de chômeurs devrait être réduit à 500 000. En raison notamment de la faible croissance économique prévue (2,75 %) et de la quasi-stagnation de la consommation intérieure, le nombre des sans-emplois, en 1988, ne baissera que de 25 000 et atteindra 655 000, soit quelque 12 % de la population active. Et cela en dépit des mesures anti-chômage prévues en 1988 pour un montant global de 1 milliard de florins. Parmi les chômeurs officiellement inscrits, 72 500 sont des étrangers — 40 % des Turcs se trouvent sans travail et 38 % des Marocains. Le syndicat protestant CNV a proposé récemment de réactiver l'embauche des immigrés afin de ne pas les marginaliser davantage.

Le grand syndicat socialiste FNV prévoit « une détérioration de la qualité de la société » à la suite des projets gouvernementaux, qui ont provoqué une satisfaction modérée parmi les organisations patronales. La grogne est de rigueur également parmi les forces armées, qui n'échappent pas à la rigueur et dont les dépenses ne pourront s'accroître que d'un demi-point, tandis que la norme prévue par l'OTAN est de 3 % annuellement.

Cela n'empêche pas le gouvernement de souligner à qui veut l'entendre que les forces de l'ordre seront épargnées par la vague d'austérité. Dans son discours, la reine Beatrix avait mis l'accent sur la préoccupation grandissante des Néerlandais concernant leur sécurité.

RENÉ TER STEEGE.

(1) 1 florin = 2,97 F.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
FICHE D'INFORMATION



crédit foncier de france

Société anonyme au capital de 1997 129 520 francs
Siège social : 19, rue des Capucines, PARIS 1^{er} - R.C.S. PARIS B 542 029 848

EMPRUNT SEPTEMBRE 1987

Emission d'obligations assimilables

Le Crédit Foncier de France a décidé d'émettre par voie d'adjudication des obligations foncières ayant vocation à être regroupées sur des lignes de cotation identiques grâce à l'unicité de leurs caractéristiques, notamment quant à leur rémunération et à leurs modalités d'amortissement.

La procédure suivie ainsi que les modalités de souscription et de placement ont été décrites dans la note d'information établie en mai 1987 à l'occasion de la première adjudication, qui a reçu le visa n° 87-160 en date du 14 mai 1987 de la Commission des opérations de Bourse (COB).

Une séance d'adjudication a eu lieu, au siège de la Société, le 9 septembre 1987. Les titres ainsi émis seront assimilables, dès leur cotation, aux obligations TME avril-juin 1987 (code SICOVAM : 10.460) dont l'émission a fait, en dernier lieu, l'objet de la fiche d'information portant le visa COB n° 87-249 en date du 18 juin 1987.

CARACTÉRISTIQUES NOMINALES DES OBLIGATIONS TME AVRIL-JUIN 1987

Les principales caractéristiques des obligations, détaillées dans la fiche d'information susvisée, sont rappelées ci-après :

— Nominal : 5 000 F par titre.

— Intérêt :

L'intérêt sera payable le 9 février de chaque année. Un premier terme d'intérêt exceptionnel de 189 F sera payé le 9 février 1988 ; il correspondra à un taux annuel de 5,04 %.

Les obligations bénéficieront, pendant toute la durée de l'emprunt, dans les conditions indiquées ci-après, d'un taux d'intérêt variable égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long terme (TME) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations, diminuée d'une marge de 0,30 % l'an.

Pour un mois donné, le « T.M.E. », taux moyen mensuel de rendement des emprunts d'Etat à long terme, est égal à la moyenne arithmétique des « T.H.E. » du mois.

Pour une semaine donnée, le « T.H.E. » est le taux hebdomadaire des emprunts d'Etat à long terme ; il est calculé à partir d'un échantillon d'emprunts sur la base de cotations du dernier jour ouvré de la semaine.

Le « T.M.E. » et le « T.H.E. » sont calculés par la Caisse des Dépôts et Consignations et font l'objet d'une publication officielle.

Les taux moyens mensuels à prendre en considération pour le calcul de l'intérêt seront les douze derniers taux effectivement établis pour la période se terminant le 31 décembre précédant chaque échéance.

Le montant de chaque terme d'intérêt, s'il comporte une fraction, sera arrondi au centime supérieur.

Dans le cas où, pour une échéance donnée, deux taux moyens mensuels n'auraient pas été établis sur une période de dix-huit mois consécutifs, le Crédit Foncier de France devrait à son choix :

• soit procéder au remboursement de nouvelles conditions, compte tenu de cette situation ; dans ce cas, les obligations seraient susceptibles d'obtenir le remboursement de leurs titres.

Dans les deux cas, le remboursement serait effectué au pair, augmenté le cas échéant de la fraction courue d'intérêt jusqu'à la date de mise en remboursement, cette fraction serait calculée sur la base de la moyenne des deux derniers taux moyens mensuels établis.

Un avis spécial portant à la connaissance des obligataires la date assignée pour le remboursement et, éventuellement, les nouvelles conditions proposées, serait publié au Journal Officiel un mois au moins avant cette date.

— Date de jouissance :

11 mai 1987.

— Amortissement normal :

Les obligations seront amorties en totalité le 9 février 1989, par remboursement au pair.

Garantie :

Les obligations seront garanties par un privilège sur les créances provenant des prêts correspondants.

CARACTÉRISTIQUES PARTICULIÈRES

Lors de l'adjudication du 9 septembre 1987, le montant global des soumissions reconnues valables s'est élevé à 6,42 milliards de francs, pour des prix offerts s'échelonnant entre 99,60 % et 97,90 % du nominal.

— Montant :

Le prix limite ayant été fixé à 99,40 %, le contingent attribué a été arrêté au montant de 1 380 millions de francs sans qu'il y ait lieu de réduire les soumissions présentées à ce prix.

— Prix de souscription et marge actuarielle :

Le prix moyen pondéré est ressorti à 99,446 % ; ce prix, majoré de la fraction courue du coupon entre la date de jouissance (11 mai 1987) et la date de règlement (29 septembre 1987), soit 97,25 F par titre (1), correspond à une marge actuarielle négative de - 0,46 % sur la base d'un TME constant de 10,05 % au 4 septembre 1987.

— Durée :

La durée de vie des titres pour un obligataire qui les conserverait du 29 septembre 1987 jusqu'à leur amortissement normal, s'établit à 11 ans et 133 jours.

— Cotation :

Les 276 000 obligations ainsi émises seront inscrites en compte SICOVAM le 29 septembre 1987 et admises à la cote officielle de la Bourse de Paris, le 30 septembre 1987. Leur cotation s'effectuera d'emblée sur la même ligne que les obligations foncières TME avril-juin 1987, émises précédemment ; l'ensemble de ces obligations sera ensuite unifié, à compter du 9 février 1988, avec les titres de l'emprunt TME, décembre 1988 (code SICOVAM : 10.235).

(1) Montant calculé conformément aux méthodes adoptées par la Chambre syndicale des agents de change (cf. avis n° 86-1921).

Personnes assumant la responsabilité de la fiche d'information

Depuis le 14 mai 1987, date du visa n° 87-160 apposé par la Commission des Opérations de Bourse sur la note d'information précitée, aucun élément nouveau, qui serait susceptible d'affecter de manière significative la situation financière du Crédit Foncier de France, n'est intervenu.

Le Gouverneur.

G. BONIN.

* La notice légale a été publiée au BALO du 14 septembre 1987.

Visa de la Commission des opérations de Bourse

La Commission des Opérations de Bourse a opposé sur la présente fiche d'information le visa n° 87-324, en date du 10 septembre 1987.

Toute personne peut obtenir sans frais, sur demande, la note d'information du 14 mai 1987 (visa COB n° 87-160) ou le rapport annuel de l'exercice 1986 auprès du siège social du Crédit foncier, 19, rue des Capucines, 75001 Paris.

Economie

ÉTRANGER

La Chine refuse 165 locomotives d'Alstom

La République populaire de Chine et la société française Alstom sont en conflit sur l'exécution d'un contrat de livraison de trois cents locomotives (2,5 milliards de francs) que le constructeur doit achever le 15 octobre prochain. Argument de défauts techniques, les Chinois ont retiré leurs contrôleurs de l'usine de Belfort où ils réceptionnaient les locomotives, commandées en 1986, à la cadence d'une par jour. Cent soixante-cinq locomotives sont bloquées sur les quais de Marseille, à La Rochelle ainsi que chez certains des constructeurs européens associés, Brown Boveri, AEC, Siemens et AEG.

Chez Alstom, on déclare que les problèmes habituels de mise au point ont été résolus. On estime que l'attitude chinoise est destinée à pousser Alstom au perfectionnement, afin de lui infliger des pénalités de retard. On en veut pour preuve le refus des autorités chinoises de permettre aux techniciens français de se rendre en Chine pour corriger les défauts dont elles se plaignent. « Ce sont des habitudes commerciales qui se trouvent à cours de devises », conclut-on chez Alstom.

Grève chez Chrysler-Canada. — Les dix mille ouvriers des quatre usines canadiennes de Chrysler sont en grève depuis le 15 septembre au matin, leur contrat précédent ayant expiré. Le syndicat des ouvriers de l'automobile demandait l'indexation des retraites sur l'inflation : la direction de la firme n'acceptait qu'une indexation partielle et seulement pour les futurs retraités, à moins de réduire le relèvement des salaires. Elle jugeait la mesure, qu'elle évaluait à 37,5 millions de dollars par an, trop coûteuse. On estime qu'une semaine de grève représenterait un manque à gagner de 60 à 75 millions de dollars.

REPÈRES

Production industrielle
Ralentissement aux Etats-Unis en août

La production industrielle n'a progressé que de 0,3 % en août, en raison essentiellement de la contraction de 11 % sur un mois du secteur automobile. Ce sont pourtant les ventes d'automobiles à des prix exceptionnellement bas pour réduire les stocks, qui sont à l'origine de la progression de 1,3 % des ventes de détail durant ce même mois d'août. Au total, le niveau de l'indice de la production industrielle était, le mois dernier, inférieur de 4,5 % à celui d'août 1986.

Banques

La plus grande perte trimestrielle depuis 1934

Le secteur bancaire américain a enregistré une perte de 10,6 milliards de dollars (63,6 milliards de francs) durant le second trimestre 1987, pour la première fois depuis la grande dépression des années 30, a annoncé le Federal Deposit Insurance Corp (FDIC). Le président de cet organisme fédéral de garantie des dépôts bancaires, M. William Seidman, après avoir souligné qu'il s'agissait des plus mauvais résultats enregistrés depuis que le FDIC opère, soit depuis 1934, a attribué ce revers à l'accumulation de 21,2 milliards de dollars de réserves pour créances douteuses.

Pour l'ensemble du premier semestre, les pertes bancaires sont ramenées à 5,3 milliards de dollars, grâce aux bénéfices records enregistrés durant les trois premiers mois de l'année, et représentant 5,3 milliards de dollars. Selon M. Seidman, les résultats des banques devraient s'améliorer au cours des mois à venir et permettre à la profession de faire apparaître un bénéfice de 4,5 à 6 milliards de dollars en année pleine.

TRANSPORTS

UTA n'ira pas à New-York
M. Chirac protège Air France

Le premier ministre a décidé de remettre à plus tard la décision d'autoriser la compagnie UTA à se poser à New-York. Air France reste donc le seul transporteur français à desservir régulièrement la métropole américaine.

Le libéralisme de M. Chirac n'est plus ce qu'il était. Il y a un an, la compagnie UTA était autorisée à poser ses appareils pour la première fois à San-Francisco, comme elle le réclamait à cor et à cri pour compenser la chute de son trafic dans le Pacifique et en Afrique, où le cantonnait un partage du monde avec Air France vieux d'un quart de siècle. En compensation, la compagnie nationale recevait le droit de desservir Tahiti où UTA opérait auparavant seule. Le ministre des transports, M. Jacques Douffiaque, expérimentait, une fois de plus, sa tactique du « libéralisme pas à pas ». Malgré les alarmes d'Air France, qui critiquait cette concurrence franco-française, le trafic des compagnies françaises vers la côte californienne a crû, en un an, de 33 %.

On s'attendait que ce succès soit suivi d'un nouveau pas, à savoir l'autorisation pour UTA d'atterrir sur l'aéroport new-yorkais de Newark, le Conseil supérieur de l'aviation marchande ayant donné son accord en juin. M. Chirac en a décidé autrement et renoué avec les réflexes protecteurs qui animent tous les gouvernements sans exception quand il s'agit d'Air France.

La première cause de ce revirement tient au président d'Air France, nommé le 25 février à la tête de la compagnie, M. Jac-

ques Friedmann, est un vieux compagnon du premier ministre qu'il a su convaincre de ce qu'il déclarait dans nos colonnes : « L'arrivée d'UTA à New-York aggraverait la surcapacité sur l'Atlantique nord, nous affaiblirait face à nos grands concurrents américains et mordrait sur notre clientèle au départ de Paris » (Le Monde du 23 juillet).

La deuxième cause du dirigisme renaissant dans le domaine aérien tient à la solide inimitié qui oppose M. Chirac et M. Jérôme Seydoux, président des Chargeurs, actionnaire principal d'UTA, depuis les péripéties de la cinquième chaîne de télévision.

Le premier ministre ayant choisi d'avantager un ami, il ne reste plus au bouillonnant PDG d'UTA, M. René Lapeyre, qu'à sortir du long silence imposé par le ministre des transports et à exiger de pouvoir desservir le monde entier et d'abord l'Europe au nom du libéralisme prôné par le gouvernement. Le grand marché européen de 1992 oblige.

On suivra avec intérêt l'autre point de friction entre les deux compagnies internationales. Une bataille boursière fœdérée autour des actions d'Air Inter oppose UTA (officiellement 14,69 % du capital d'Air Inter) et Air France (24,97 %). UTA serait en fait aujourd'hui à parité avec la compagnie nationale après de discrets rachats de titres. Le premier ministre volera-t-il, là encore, au secours d'Air France en obligeant le troisième gros actionnaire, la SNCF, à lui vendre la totalité des actions d'Air France qu'elle détient (24,97 %) ?

ALAIN FAUJAS.

Marchés financiers

PARIS, 16 septembre ↓

Effritement

Le mouvement de repli amorcé mardi s'est poursuivi le 16 septembre. L'indice Dow Jones a chuté à 2 566,58, en baisse de 46,46 points, un des plus forts de son histoire. Le volume des échanges a atteint 136,24 millions de titres, contre 154,38 millions à la séance précédente. Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des hausses : 1 169 contre 419, et 401 titres ont été échangés.

En cours des quatre séances précédentes, le Dow Jones avait progressé de 56 points. La chute brutale a été provoquée par une succession de nouvelles économiques décevantes, qui ont ébranlé la confiance du marché. Les investisseurs craignent une relance de l'inflation et un relèvement supplémentaire du taux d'escompte au regard de la baisse des taux d'intérêt obligataires provoquée par la chute du dollar.

IBM, une fois encore, a donné le ton, entraînant dans sa chute le reste de la cote. La valeur a chuté à 43/4. Newmont Mining a bénéficié d'une surévaluation grâce à l'offre d'achat par un groupe d'investisseurs, le cours de l'action est monté de 5 3/8 points.

Elle n'est pas seule. Parmi les autres valeurs les plus actives, on note Foster Wheeler Corp (206 millions de transactions), Manufacturers Hanover (1,720 million), Santa Fe-South Pacific (1,396 million), Chemical New York (1,072 million).

NEW-YORK, 15 sept. ↓

Recherche

Après la hausse sensible de lundi, la Bourse de New-York a de nouveau faibli mardi. L'indice Dow Jones a chuté à 2 566,58, en baisse de 46,46 points, un des plus forts de son histoire. Le volume des échanges a atteint 136,24 millions de titres, contre 154,38 millions à la séance précédente. Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des hausses : 1 169 contre 419, et 401 titres ont été échangés.

En cours des quatre séances précédentes, le Dow Jones avait progressé de 56 points. La chute brutale a été provoquée par une succession de nouvelles économiques décevantes, qui ont ébranlé la confiance du marché. Les investisseurs craignent une relance de l'inflation et un relèvement supplémentaire du taux d'escompte au regard de la baisse des taux d'intérêt obligataires provoquée par la chute du dollar.

IBM, une fois encore, a donné le ton, entraînant dans sa chute le reste de la cote. La valeur a chuté à 43/4. Newmont Mining a bénéficié d'une surévaluation grâce à l'offre d'achat par un groupe d'investisseurs, le cours de l'action est monté de 5 3/8 points.

Elle n'est pas seule. Parmi les autres valeurs les plus actives, on note Foster Wheeler Corp (206 millions de transactions), Manufacturers Hanover (1,720 million), Santa Fe-South Pacific (1,396 million), Chemical New York (1,072 million).

VALEURS	Cours de 14 sept.	Cours de 15 sept.
Alcoa	80 1/4	80
Allegis Int'l	38 1/8	38 1/4
A.T.T.	32 7/8	32 1/8
Chrysler	32 1/8	32 1/8
Chem Martell	33 3/8	33 3/8
Du Pont de Nemours	117 5/8	114 1/4
Eastman Kodak	100 3/4	99 1/4
Enron	94	93 3/4
Ford	108 3/4	104 3/8
General Electric	61 1/2	59
General Motors	62 1/4	61 1/2
Goodyear	72	71
IBM	162 1/2	157 3/4
Intel	63 1/8	62 1/8
Mobil Oil	48	47 1/2
Pepsi	70 1/2	69 3/8
Schleicher	45 3/4	45
Tesco	40 1/4	39 3/4
Union Carbide	28 1/4	27 3/4
U.S.A.	34 5/8	34
Westinghouse	35 1/8	34 5/8
Xerox Corp.	78 1/4	78 1/2

CHANGES

Dollar : 6,0445 F ↓

Le dollar a fléchi mercredi après l'annonce d'un déficit record de la balance des paiements américaine. Le franc, en revanche, s'est raffermi par rapport au deutschemark, qui est revenu à 3,3350 F.

	15 sept.	16 sept.
FRANCFORT	15 sept.	16 sept.
Dollar (en DM)	1,8078	1,8020

TOKYO	15 sept.	16 sept.
Dollar (en yens) ..	141	143,65

MARCHÉ MONÉTAIRE
(offres privées)

Paris (16 sept.)	73/8
New-York (15 sept.)	73/8

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	14 sept.	15 sept.
Valeurs françaises	107,4	106,3
Valeurs étrangères	135	135,4

C* des agents de change

(base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	431,68	428,78
----------------	--------	--------

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

	14 sept.	15 sept.
Industrielles	2413,04	2366,58

LONDRES

(Indice Financial Times)

	14 sept.	15 sept.
Industrielles	1775,40	1775,40

Mines d'or : 449,58

Fonds d'Etat : 85,47

Indice général : 2465,47

Indice général : 2465,47

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 15 sept. 1987

Nombre de contrats : 87 672

	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
COURS				
Dernier	98,35	97,65	97,35	98,10
Précédent	99,25	98,80	98,55	98,35

LA VIE DE LA COTE

ITT GARDE SA PARTICIPATION DANS ALCATEL NV. — ITT garde sa participation dans Alcatel NV. Les responsables d'ITT ont adressé, le mardi 15 septembre, au conseil d'administration, un satisfecit à la CGE sous la forme du paiement en cash de 180 millions de dollars (1 milliard de francs). La somme permettra à ITT de conserver à hauteur de 37 % sa participation dans la filiale américaine de la CGE, Alcatel NV.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ hauss	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	6,0428 6,0440	- 5 + 10	+ 0 + 25	+ 70 + 150
Scm	4,6028 4,6100	- 70 - 45	- 135 - 95	- 250 - 250
Yen (100)	4,2625 4,2675	+ 110 + 140	+ 225 + 275	+ 775 + 875
DM	3,3348 3,3360	+ 95 + 110	+ 195 + 220	+ 615 + 680
Fluka	2,9468 2,9480	+ 80 + 90	+ 110 + 130	+ 380 + 430
F.S. (100)	16,0675 16,0825	+ 120 + 200	+ 250 + 300	+ 1000 + 1000
F.S.	4,0225 4,0275	+ 125 + 150	+ 250 + 300	+ 800 + 875
L (1 000)	4,6325 4,6375	- 375 - 275	- 600 - 500	- 1300 - 1100
E	9,5088 9,5090	- 200 - 160	- 400 - 325	- 975 - 775

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 1/8	7 3/8	7 5/8	7 1/2	7 1/16	7 9/16	7 15/16	8 1/16
SE-IL	3 1/2	3 3/4	3 7/8	4	3 15/16	4 1/16	4 1/16	4 9/16
DM	4 7/8	5 1/8	5 3/16	5 1/4	5 1/4	5 3/8	5 1/16	5 9/16
F.S. (100)	5 3/4	6 3/4	6 1/4	6 5/8	6 3/8	6 3/4	6 3/4	7 1/8
F.S.	1 1/2	2	2 3/8	3 3/4	3 3/4	3 3/4	4 1/8	4 1/4
L (1 000)	12 1/2	15	14 1/4	15 1/4	14 1/8	14 3/4	13 3/4	14 1/4
C	9 3/8	9 3/8	9 5/8	9 3/4	9 1/8	9 1/8	10 1/4	10 3/8
X. Imp.	7	7 1/2	7 5/8	7 3/4	7 3/4	7 3/4	8 1/2	8 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Carnet des Entreprises

Après avoir été élu président-directeur général de la société Potain, Pierre Legris a proposé au conseil d'administration de nommer M. Alain Courau directeur général.

Il est âgé de quarante-six ans, marié et père de quatre enfants.

Chevalier de l'Ordre du Mérite national, A. Courau est ancien élève de l'Ecole navale.

Ingénieur diplômé du Génie atomique, il a participé à une session de l'Institut des hautes études de défense nationale.

Après une carrière dans la Marine nationale (sous-marins conventionnels et nucléaires), il a exercé des responsabilités dans une entreprise de travaux sous-marins pour l'industrie offshore.

Il a rejoint, en 1980, les Ateliers français de l'Ouest comme directeur général adjoint, responsable des chantiers de Brest et Saint-Nazaire. Cette société, premier réparateur naval de France, ayant connu les difficultés que l'on sait, est devenue, par la suite, Ateliers réunis du Nord et de l'Ouest (ARNO).

M. Alain Courau a rejoint le groupe Potain en 1986 où il occupait précédemment le poste de directeur général adjoint opérations.

INTRODUCTION AU SECOND MARCHÉ



UNION FINANCIÈRE DE FRANCE

LA PLUS IMPORTANTE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE
DEPUIS 20 ANS DANS LA GESTION DE PATRIMOINE

LA FORCE D'UNE ÉQUIPE : PLUS DE 1000 PERSONNES
16 DIRECTIONS RÉGIONALES

DES ACTIFS GÉRÉS POUR ENVIRON 12 MILLIARDS

UNE DIVERSIFICATION TOTALE : VALEURS MOBILIÈRES -
IMMOBILIER - VALEURS REFUGE - ASSURANCES

UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT PERFORMANTE AVEC
LE PARTENARIAT DE LA BANQUE INDOSUEZ

UNE CROISSANCE DE 150 % SUR LES 3 DERNIÈRES ANNÉES

UN BÉNÉFICE NET CORRIGÉ DE 48,9 MILLIONS EN 1986
ET DE 125 MILLIONS ESTIMÉS EN 1987

At Second Marché de la Bourse de Paris le 18 septembre 1987

Pr. d'offre minimum : 325 F

Nombre d'actions offertes : 370 000

Intermédiaires

BANQUE INDOSUEZ

CHARGE J. CHEVREUX R. DE VIRIEUX S.A.

UNION FINANCIÈRE DE FRANCE - 22, rue d'Alsace, 75004 PARIS - Tél. (01) 47 23 00 77

**PARIS
1837 - 1987
ST GERMAIN**

150^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'OUVERTURE DE LA LIGNE

renseignements au (1) 45 22 61 46

SNCF **RATP**

هنا من انزل

inciers

YORK, 15 sept.

Le cours de l'indice a augmenté de 1,16 point, à 401,16, après avoir fluctué entre 400,50 et 401,50.

Les quatre valeurs principales ont augmenté : le Dow Jones a gagné 1,16 point, à 401,16, après avoir fluctué entre 400,50 et 401,50.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Rows include various stock indices and their movements.

ICES BOURSIERS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Rows include various stock indices and their movements.

FRANCAIS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Rows include various stock indices and their movements.

A COTE

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Rows include various stock indices and their movements.

Marchés financiers

Main financial market table titled 'BOURSE DE PARIS' and '16 SEPTEMBRE'. It includes sections for 'Règlement mensuel', 'Comptant', 'SICAV', 'Second marché', 'Hors-cote', 'Cote des changes', and 'Marché libre de l'or'. Each section contains multiple columns of stock prices, volume, and other financial data.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Les entretiens de M. Chavardaz à la Maison Blanche. 5 Tunisie : le procès des intégristes. 6 Grande-Bretagne : le « mariage spirituel » des libéraux et des sociaux-démocrates. 8 Le conflit du Golfe.	9 Objectif Elysée : Bruno Mégret. — La mise en accusation de M. Christian Nucci à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. 10 Les réactions après les déclarations de M. Le Pen.	11 Education : les syndicats d'enseignants hostiles à une réforme du CAPES. 13 Défense : les militaires s'inquiètent du tassement des dépenses de fonctionnement. 16 Les crédits de la justice pour 1988 augmentent de plus de 10 %.	21 Festival d'automne à Paris. — Shakespeare et Goldoni vus par Luca Ronconi. 22 Les chemins de Luigi Nono. 23 Nanni Moretti, tout entier. 24 Entretien avec Pierre Guyotat. 31 Communication.	34 Le débat sur les privatisations. 35 L'avenir du programme Eurêka. 37 Les investisseurs boudent trop les pays du tiers-monde. 38 Transports : UTA n'ira pas à New-York. 38-39 Marchés financiers.	Abonnements 2 Météorologie 30 Mots croisés 30 Carnet 31 Radio-télévision 30 Annonces classées 32 et 33 Spectacles 26 à 29	● Sciences-Po : les admissions. IEP ● Cinéma : faites-vous une toile. CINE ● Le tour du monde en dix écrans. JOUR Actualité. Sports. International. Bourse. Culture. Cinéma. 3615 Tapez LEMONDE

Première conséquence du rapport contre le tabagisme

M^{me} Barzach annonce l'interdiction de fumer dans les établissements scolaires

Le professeur Albert Hirsch (hôpital Saint-Louis, Paris) a officiellement remis le mardi 15 septembre à M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, le rapport sur le tabagisme dont nous avons donné les grandes lignes dans le Monde du 8 septembre. Commentant ce rapport, mercredi sur Europe 1, M^{me} Barzach a annoncé l'interdiction prochaine de la consommation de tabac dans les établissements scolaires. Cette interdiction concernera à la fois les enseignants et les élèves, indique-t-on au ministère de la santé.

Tout en insistant sur la nécessité absolue d'agir maintenant contre le tabagisme, M^{me} Barzach s'est prononcée en faveur d'une « action progressive vers des mesures strictes ». Une concertation sera organisée entre le ministère de la santé et les syndicats afin de réglementer la consommation de tabac sur les lieux de travail. M^{me} Barzach s'est refusée à préciser « quand et comment » le prix du tabac pourrait être augmenté.

Sur ce chapitre, le rapport demande « une majoration importante et prolongée des prix de vente

au détail du tabac ». « L'Etat ne doit plus percevoir les taxes provenant du commerce du tabac, écrivent les auteurs, l'opinion ne comprendrait pas que l'Etat ait une politique incohérente à cet égard, déniant d'une part les effets du tabac pour la santé publique, et continuant à percevoir dans le même temps des ressources tirées de la vente de ce produit. »

Les auteurs du rapport demandent que les bénéfices provenant de la majoration des prix de vente soient versés à un organisme public de redistribution ainsi qu'aux caisses primaires d'assurance-maladie. Une reconversion de la SEITA dans le secteur agro-alimentaire (cultures de substitution) doit être engagée.

Le rapport officiel consacre par ailleurs une large place à la réglementation de la publicité. « La publicité est une des armes les plus fortes de l'industrie pour promouvoir la consommation de tabac. Cette publicité conquérante, notamment vis-à-vis des jeunes, associe au tabac le message du succès, du plaisir, du sport, de la liberté, de la beauté et de la sexualité. Elle décourage les éditeurs de journaux et des magazines qui en tirent des revenus substantiels à publier des données objectives sur les conséquences de l'usage du tabac sur la santé. En d'autres termes, le tabac a besoin de médias, les médias ont besoin du tabac. »

Rappelant que les dépenses publicitaires de la SEITA en France sont passées de 104 millions de francs en 1980 à 231 millions en 1984, les auteurs exigent l'application de la loi Veil et son extension. « Les dispositions de la loi seront étendues par l'interdiction de la publicité dans l'ensemble de la presse écrite et l'interdiction du parrainage de manifestations sportives. » M^{me} Barzach n'a toutefois annoncé aucune mesure dans ce domaine.

JEAN-YVES NAU.

● Une cigarette sans cendres, sans odeur, sans fumée... La firme R. J. Reynolds Tobacco Co vient de mettre au point une cigarette ne produisant pas de cendres, pas d'odeur et pratiquement pas de fumée. Selon le PDG de cette société, il s'agit « de la cigarette la plus propre du monde ». Le fumeur inhale simplement de l'air chaud imprégné de tabac et de parfum. L'Association américaine du poumon a toutefois précisé, après la conférence de presse des responsables de la société Reynolds, que tout produit qui se consomme et qui est inhalé est dangereux pour la société.

Le 5 octobre

Les cendres de René Cassin seront transférées au Panthéon

M. Claude Melhuret, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des droits de l'homme, a annoncé, le mercredi 16 septembre, que les cendres de René Cassin, l'inspirateur de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, seront transférées au Panthéon, le 5 octobre.

Nominations de préfets

Le conseil des ministres du mercredi 16 septembre a adopté le mouvement préfectoral suivant :

— M. Jean Keller, préfet du Vaucluse, est nommé préfet hors cadre et remplacé par M. Léon Saint-Pris, jusqu'à la fin de la Corbière.

— M. Paul Masseron, administrateur civil hors classe, est nommé préfet de la Corrèze.

— M. Gérard Bérorgey, préfet en service détaché, est nommé hors cadre.

— M. André Chadeau, préfet en disponibilité, est intégré pour ordre dans le corps préfectoral et admis à la retraite à compter du 1^{er} octobre.

— M. Jean Rigotard, préfet en service détaché, est admis au bénéfice du congé spécial.

● M. Mitterrand au prochain Forum de l'Expansion. — Le président de la République sera l'invité du prochain Forum de l'Expansion, le 22 octobre au Palais des Congrès. Quelque six cents patrons sont attendus à ce Forum.

A B C D E F G

URSS

« Les Nouvelles de Moscou » relate une grève des transports à Tchekhov

Moscou (AFP). — Une grève d'une demi-journée a récemment eu lieu à Tchekhov, à 70 km au sud de la capitale soviétique, à la suite de l'introduction de la réforme des salaires adoptée dans le cadre de la réorganisation de l'économie, a révélé mercredi l'hebdomadaire *Les Nouvelles de Moscou*.

Sous le titre « Incident », ce journal — qui n'utilise pas le mot « grève » — rapporte en détail les causes et les conséquences de l'arrêt de travail sauvage des conducteurs d'autobus qui a paralysé totalement pendant toute une matinée les transports en commun de cette ville.

C'est la première fois en Union soviétique qu'est ainsi fait ouvertement état d'un mouvement social débouchant sur un arrêt de travail.

« Ce matin-là, dans les rues de la ville de Tchekhov, les habitants n'ont pas vu un seul autobus (...), pas de transport. Ils ont connu la vérité à midi : les chauffeurs du parc d'autobus avaient refusé de sortir du dépôt », écrit dans son édition en langue russe cet hebdomadaire destiné essentiellement à des lecteurs étrangers.

Les *Nouvelles de Moscou* reconstituent les faits par le jeu d'une série d'entrevues. Par le chef de l'entreprise des transports, M. Viktor Trofimov, on apprend que le conflit a éclaté à la suite de l'application de la nouvelle grille des salaires qui résulte de la loi sur l'entreprise d'Etat entrée en vigueur au 1^{er} juillet et qui vise notamment à introduire des éléments d'incitation au travail par le jeu d'une répartition de primes.

L'application de cette réforme se heurte dans la pratique à de sérieuses difficultés.

« Tous les autobus sont là et c'est le grand silence. Que se passe-t-il ? Je comprends tout de suite, car les chauffeurs me montrent les nouvelles feuilles de paie », relate M. Trofimov en se remémorant son arrivée au dépôt à l'aube de ce qu'il décrit comme « un lundi noir ». L'auteur de l'article rapporte que la mairie de Tchekhov a évalué à 10 roubles la baisse moyenne

de salaire des conducteurs, en application de la nouvelle grille, une perte chiffrée à 20 roubles dans le dépôt d'autobus, les chauffeurs parlant, eux, de 50 roubles.

Un chef d'équipe affirme que le système aboutit à un nouveau nivellement des salaires par le bas : comment être productif et gagner de l'argent avec des autobus qui « ressemblent à des tanks après le combat » et tombent toujours en panne, explique-t-il. « La question des salaires a été l'allumette qui a mis le feu aux poudres », dit-il.

Un responsable des transports à la mairie, Viktor Voronine, relève qu'il y a trois ans (avant Gorbatchev) on aurait crié au sabotage. « On a lâché la bride au peuple avec la démocratie », constate-t-il, avec quelque amertume. « C'est scandaleux », renchérit le chef des transports de la municipalité, qui souligne que « la situation se normalise actuellement ».

La réaction des autorités a été très rapide. Une heure après le début du conflit, la direction régionale était sur place, et dans les trois jours l'affaire était examinée par le bureau du Parti communiste de la ville.

M. Trofimov s'insurge contre le fait que « personne n'a cherché à comprendre ce qui s'est réellement passé ». Un chauffeur tchèque toutfois qu'un « conseil des collectifs de travailleurs » de l'entreprise a été créé depuis cet « incident ». Il va devoir « résoudre les problèmes brûlants sur les temps de repos et l'attribution de logements », note-t-il.

Des informations sur des mouvements de grève ces dernières années dans les pays Baltes n'ont jamais pu être vérifiées. De même, en 1980, un long arrêt de travail avait eu lieu dans les usines d'automobiles de Togliatti. Cette grève avait alors été officiellement démentie.

Le numéro de « Monde » daté 16 septembre 1987 a été tiré à 488 137 exemplaires

MBA University

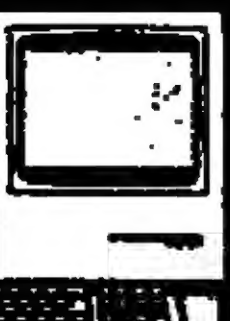
- Programme 3^e cycle créé et développé par l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New York
Septembre 87 - Août 88
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY
Certificat IFAM 3^e cycle
- Admission : diplôme 2^e cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
- Renseignements : IFAM-MBA university
19 rue Cépé 75015 Paris
Tél : 47.34.38.23

IFAM

PACE UNIVERSITY

AVIS AUX AMATEURS D'APPLE
LE MACINTOSH II EST DISPONIBLE
CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER
INUTILE DE TOURNER AUTOUR DU

QUANTITÉ LIMITÉE!



INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e 91.37.25.03

Sur le vif

Clocheurope

Faut que je vous fasse un aveu, là, aujourd'hui. Moi, les étrangers, je supporte pas, je supporte plus. Ras le bol. Je vous parle pas des Noirs et des Arabes, bon, ça... Je vous parle des voisins, tous des salauds, tous ligés contre nous. Et ça date pas d'hier, rappelez-vous ça pauvre Napoléon. Et pas seulement le premier. L'autre, Napoléon III, pareil. Et 14-18. Et le reste.

En ben, ça recommence. Ils veulent nous repiquer l'Alsace et la Lorraine. Non, sérieux ! Strasbourg, ça leur plaît pas, à ces messieurs-dames les parlementaires du Marché commun. Ils font la fine gueule : c'est minable. C'est difficile d'accès. Le député qui arrive de Bonn, Copenhague ou Madrid, vous croyez quand même pas qu'il va coucher à Strasbourg. Il veut pouvoir faire l'aller-retour dans la journée. L'Europe, il a pas que ça à s'occuper. Il a d'autres chats à fouetter.

En plus, c'est hors de prix. Sur ses quatre à cinq mille balles de frais de mission par semaine, qu'est-ce qu'il peut se mettre dans la poche ? A peine la moitié. Et encore, ça c'est rien. C'est pas confortable, ça manque de

sièges, de cabines de traduction, de téléphones, de pied-à-terre.

Et puis, quoi, soyons francs. C'est le trou ! Personne n'y va. Question couverture par les médias, zéro. Pas un micro, pas une caméra, pas même un stylo. Déjà qu'on parle pour ne rien dire en ne s'adressant à personne, devant un hémicycle désert, si c'est pas immédiatement répercuté dans le monde entier par satellite, à quoi ça sert, hein ?

Ils en discutent ferme, l'autre jour, à la radio. Pour un peu, ils en seraient venus aux mains, le porteur de Strasbourg et celui de Bruxelles. Lui, franchement, il manque pas d'air. C'est déjà une capitale, Bruxelles, non ? Pourquoi elle aurait tout, la Belgique et par-dessus le marché l'Europe. Aucune raison. Et Paris, alors ? Qu'est-ce qu'ils ont contre Paris, ces British, ces Macaronis et ces Teutons ? C'est pas chouette, Paris ? Là au moins, on n'est pas obligé de changer à Roissy. Pour le Palais des congrès... ils y seraient très bien — il y a la navette. Et question garçonniers, excusez-moi, on craint personne.

CLAUDE SARRAUTE.

Un jeune Palestinien tué lors d'affrontements avec les forces israéliennes en Cisjordanie

Un enfant palestinien âgé de douze ans a été tué par balles mardi 15 septembre dans le camp de réfugiés de Balata près de Naplouse, en Cisjordanie occupée, au cours d'un affrontement avec des militaires israéliens, a-t-on appris de source palestinienne.

La nouvelle de sa mort a provoqué une importante manifestation de colère. Scandant des slogans pro-OLP, plusieurs centaines de résidents palestiniens de ce camp se sont heurtés aux forces de l'ordre israéliennes, qui ont ouvert le feu, blessant à la jambe un autre enfant de douze ans ainsi qu'un jeune âgé de vingt-trois ans.

Selon la même source, les forces de l'ordre israéliennes ont ouvert le feu vers 9 h 30, heure locale, contre des jeunes Palestiniens qui manifestaient à l'occasion du cinquième anniversaire des massacres de Sabra et de Chatila tuant Hussein Mohamed Shitweth.

Un porte-parole militaire israélien a confirmé la mort de l'adolescent. Il a indiqué qu'une « enquête était en cours pour déterminer si la victime avait été abattue par des militaires israéliens ». Selon ce porte-parole, « un véhicule militaire, qui s'était trompé de route, a été encerclé par des résidents du camp de Balata et attaqué à coups de pierre ». Il a précisé que l'enquête devrait déterminer « si la victime a été abattue par le conducteur de la voiture qui avait ouvert le feu, après avoir lui-même été blessé à la tête ».

(AFP.)

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

Trois militaires israéliens tués au Liban

Trois militaires israéliens, dont deux officiers, ont été tués et quatre autres blessés, mardi 15 septembre, lors d'un accrochage avec des combattants chiites libanais sur le versant occidental du mont Hermon, à une dizaine de kilomètres de la frontière nord d'Israël, a annoncé, mercredi, un porte-parole militaire israélien. — (AFP.)

Le port de Papeete bloqué par une grève

PAPEETE de notre correspondant

Le ton s'est notablement durci sur les quais de Papeete, où la grève générale entamée par les gens de mer a été suivie, le mardi 15 septembre, par une grève de soutien des dockers. Tout le port est à l'heure actuelle bloqué, à l'exception d'une petite unité familiale qui couvre la desserte de Moorea.

Lancée le week-end dernier à la suite de l'échec des négociations salariales entre armateurs et marins, la grève des gens de mer s'est envenimée lorsque le propriétaire d'un ferry-boat assurant la navette Papeete-Moorea a voulu faire naviguer son navire sans capitaine ni chef mécanicien.

Lundi, le Syndicat des gens de mer a appelé à un rassemblement pour empêcher le *Tamarii Moorea VIII* de repartir. Les dockers avaient déposé un préavis de grève pour mercredi.

Ils ont avancé leur action, et fermé l'accès à la zone sous douane, à la suite d'une intervention de M. Jacques Teura, président du gouvernement territorial auprès de la marine nationale, qui devait faire entrer en rade de Papeete le *Silver Sorrel* transportant 9 500 tonnes de ciment, alors que les quatorze marins chargés des remorqueurs du port autonome s'étaient mis en grève par solidarité.

M. Y.

DERNIERS JOURS
LIQUIDATION TOTALE
AVANT TRAVAUX

COUTURE HOMMES ET FEMMES
BALMAIN, DIOR, LOUIS FERAUD, LAPIDUS,
MAX MARA, Y.S.L., UNGARO,
RABAI ENORMES

Ouvrez tous les jours de 10 h à 18 h,
Dimanche inclus.
PARIS 8^e 4, RUE MARBEUF (1^{er} ÉTAGE) M^{me} ALMA-BARCEMI

هذه هي الحياة